

À NOS ACTIONNAIRES

La confiance est l'essence même de nos affaires. Nous gagnons cette confiance en offrant à nos actionnaires un solide rendement sur leur investissement, et en fournissant à nos clients un service hors pair et des solutions financières conçues en fonction de leurs besoins individuels. Nous gagnons aussi cette confiance en traitant nos employés et les collectivités dans lesquelles nous faisons des affaires de façon responsable, avec respect et dignité. Et tout aussi important, nous inspirons confiance en menant nos affaires conformément aux principes d'honnêteté, de transparence et de responsabilité. Dans les faits, cela signifie tenir nos engagements, prêter une oreille attentive – et répondre – aux critiques, et agir en tout temps dans le respect des valeurs morales et de l'équité. La confiance constitue le fondement du succès de BMO Groupe financier. Et son meilleur gage d'avenir.

L'ÉQUIPE DE DIRECTION DE BMO GROUPE FINANCIER



F. ANTHONY COMPER



KAREN E. MAIDMENT



YVAN J.P. BOURDEAU



LLOYD F. DARLINGTON



WILLIAM A. DOWNE



GILLES G. OUELLETTE



ROSE M. PATTEN



ROBERT W. PEARCE



RONALD G. ROGERS



FRANK J. TECHAR

FAITS SAILLANTS

pour l'exercice terminé le 31 octobre

	2002	2001	2000	1999	1998
Points saillants de l'état des résultats (en millions de dollars canadiens)					
Total des revenus (bic) a)	8 859	8 863	8 664	7 928	7 270
Provision pour créances irrécouvrables (PCI)	820	980	358	320	130
Frais autres que d'intérêts	6 030	5 671	5 258	5 288	4 785
Revenu net	1 417	1 471	1 857	1 382	1 350
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars)					
Résultat dilué par action	2,68	2,66	3,25	2,34	2,29
Abstraction faite des éléments exceptionnels	2,76	2,48	2,91	2,51	2,29
Résultat dilué par action avant amortissement	2,83	2,86	3,39	2,46	2,42
Abstraction faite des éléments exceptionnels	2,91	2,68	3,05	2,64	2,42
Principales mesures financières (%) b) c)					
Rendement total de l'avoir des actionnaires, annualisé sur cinq ans	7,9	14,3	22,9	22,0	23,3
Croissance du résultat dilué par action avant amortissement	(1,0)	(15,6)	37,8	1,7	–
Abstraction faite des éléments exceptionnels	8,6	(12,1)	15,5	9,1	(3,2)
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement	14,2	14,8	18,8	14,8	16,1
Abstraction faite des éléments exceptionnels	14,6	13,9	16,9	15,9	16,1
Croissance des revenus	–	2,3	9,3	9,0	1,4
Abstraction faite des éléments exceptionnels	1,7	3,2	6,1	9,4	1,4
PCI en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	0,56	0,66	0,25	0,22	0,09
Abstraction faite des éléments exceptionnels	0,56	0,60	0,28	0,22	0,09
Ratio du capital de première catégorie	8,80	8,15	8,83	7,72	7,26

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Sur une base d'imposition comparable (bic). Consultez le glossaire, à la page 96.

b) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou au 31 octobre, selon le cas.

c) Les rajustements aux résultats établis en vertu des principes comptables généralement reconnus effectués pour produire des résultats avant amortissement et des résultats excluant les éléments exceptionnels, de même que les observations sur l'utilisation de ces mesures, sont présentés à la page 18.

TABLE DES MATIÈRES

BMO GROUPE FINANCIER EN BREF >

1	Message du président du conseil aux actionnaires	67	Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des renseignements financiers
4	Perspectives du Comité directeur	67	Rapport des vérificateurs aux actionnaires
7	Gouvernance d'entreprise et Conseil d'administration	68	États financiers consolidés
10	Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière	68	Bilan consolidé
11	Objectifs, mesures et cibles	69	État consolidé des résultats
12	Résultats financiers et situation financière en bref	70	État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires
14	Comparaison avec les groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord	71	État consolidé des flux de trésorerie
15	Mesures de la valeur de l'avoir des actionnaires	72	Notes afférentes aux états financiers consolidés
18	Analyse des états financiers	94	Filiales de la Banque
26	Gestion stratégique globale	95	Membres du Conseil de gestion et membres honoraires du Conseil d'administration
27	Gestion globale des risques	96	Glossaire de termes financiers
35	Gestion globale du capital	97	Sommaire à l'intention des actionnaires
36	Analyse des résultats des entités d'exploitation		
37	Groupe Particuliers et entreprises		
41	Groupe Gestion privée		
44	Groupe Services d'investissement		
48	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions		
49	Harris Bank		
51	Faits saillants – Économie et services financiers		
52	Données complémentaires		

BMO GROUPE FINANCIER EN BREF

Fondée en 1817, la Banque de Montréal a été la première banque au Canada. Devenue depuis BMO Groupe financier, l'institution est un fournisseur de services financiers hautement diversifiés à l'échelle de l'Amérique du Nord. Comptant plus de 33 000 employés, BMO Groupe financier offre

Entités d'exploitation

Description

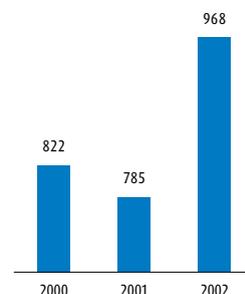
Points saillants

Groupe Particuliers et entreprises



La mission du groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) est d'offrir à plus de huit millions de clients à l'échelle du Canada et des États-Unis une approche totalement intégrée pour gérer tous les aspects de leurs besoins financiers. Le groupe PE offre une gamme complète de produits et services par l'intermédiaire de ses prestataires de services financiers hautement qualifiés dans plus de 1 100 succursales de BMO Banque de Montréalsm et de la Harris Bank, ainsi que par l'entremise de circuits directs tels que bmo.com, harrisbank.com et un réseau de plus de 2 200 guichets automatiques.

Revenu net
(abstraction faite des éléments exceptionnels)
(en millions de dollars)

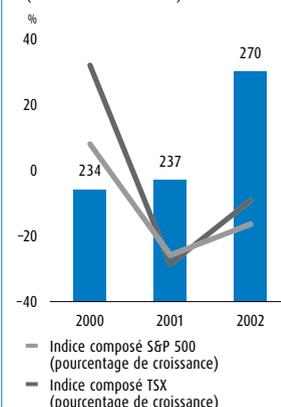


Groupe Gestion privée



Le groupe Gestion privée (groupe GP) a pour mandat d'aider les clients à se constituer un actif financier, à le préserver et à le faire croître. Sous les marques The Harris aux États-Unis et BMO Groupe Gestion privée au Canada, le groupe GP, qui compte plus de 5 400 employés, offre un éventail complet de produits et de services de gestion de patrimoine. L'actif sous gestion et sous administration et les dépôts à terme du groupe GP totalisent 270 milliards de dollars.

Actif sous gestion et sous administration
(incluant les dépôts à terme)
(en milliards de dollars)

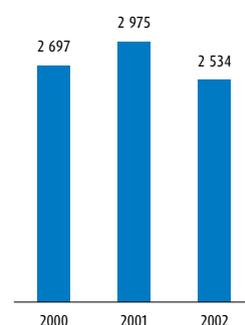


Groupe Services d'investissement



Sous les marques BMO Nesbitt Burns et Harris Nesbittsm, le groupe Services d'investissement (groupe SI) offre à ses clients des secteurs des grandes entreprises, des administrations publiques et des institutions des services financiers complets, notamment en matière de conseils, de mobilisation de fonds, d'investissement et d'exploitation. Appuyée par un service de recherche de premier ordre, BMO Nesbitt Burns est un chef de file en matière de conseils en fusions et acquisitions, de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, d'opérations sur titres de participation institutionnels, de titrisation et de financement à l'exportation.

Total des revenus
(abstraction faite des éléments exceptionnels)
(en millions de dollars)



à ses clients une vaste gamme de produits et de solutions dans les secteurs des services bancaires aux particuliers, de la gestion de patrimoine et des services d'investissement.

Principales initiatives en 2002

- Adoption de Connexion Pathway[™], plate-forme technologique de vente et de service, dans la plupart de nos succursales à l'échelle du Canada. La mise en œuvre devrait être terminée pour l'ensemble des succursales et des centres d'appel au début de 2003.
- Élaboration d'un logiciel de soutien décisionnel et d'information sur la clientèle qui nous permet de proposer aux clients des solutions pertinentes, au moment opportun et par le circuit approprié.
- Concentration et intégration de nos efforts de marketing par le biais du programme «Conseils immédiats. Disponibles ici.», initiative axée sur l'élaboration de solutions personnalisées, adaptées aux besoins du client.
- Augmentation importante de nos revenus et de notre part de marché, grâce à la satisfaction des besoins de la clientèle des particuliers en matière de dépôts, de placements et de prêts.
- Consolidation de notre classement au deuxième rang dans le marché de la PME en nous imposant comme chef de file en matière d'augmentation de la part de marché.
- Augmentation du volume de prêts aux particuliers et aux PME consentis par les Services bancaires Harris région de Chicago de 26 % ou de 1,7 milliard de dollars américains, dont 500 millions proviennent de l'acquisition de la First National Bank of Joliet.

- Intensification de notre présence sur le sol américain grâce à l'acquisition de CSFB*direct*[™], de Northwestern Trust and Investors Advisory Company et des comptes en ligne de Morgan Stanley Individual Investor Group. Le 27 septembre 2002, nous avons annoncé notre intention d'acquérir certains actifs de myCFO[™] dont le siège est en Californie.
- Intégration réussie de CSFB*direct*, des comptes en ligne de Morgan Stanley Individual Investor Group et de Harris InvestorLine pour constituer Harris*direct*.
- Expansion de notre réseau de distribution nord-américain, grâce au déploiement de plus de 2 310 nouveaux représentants spécialisés en produits de placement.
- Intégration de 115 nouveaux représentants spécialisés en produits de placement dans des succursales bancaires au Canada, portant leur nombre à plus de 815.
- Reconnaissance publique de nos produits et services de pointe : BMO Ligne d'action[™] a remporté le titre de meilleure firme de courtage en direct au Canada décerné par GomezCanada et le *Online Brokerage Report* du quotidien *The Globe and Mail*; le site Web de Harris*direct* a été désigné meilleur site Web par Forbes.com et enfin, la famille de fonds Harris Insight Funds[™] s'est classée huitième sur les 87 familles de fonds admissibles au classement annuel établi par la revue *Barron's*.

- Classement au premier rang au Canada quant à la part de marché des transactions par bloc, pour la huitième année d'affilée.
- Classement de nos services de recherche en tête de liste du rapport Brendan Wood International, pour la 22^e année de suite.
- Classement au premier rang de notre équipe Titrisation au Canada quant à la part de marché des effets de commerce adossés à des créances mobilières, détenus dans une entité ad hoc, et des émissions à terme. Elle s'est également classée en première place en matière de négociation de titres adossés à des créances mobilières ou hypothécaires, pour la septième année d'affilée.
- Classement au premier rang pour la qualité du service et la qualité globale de ses services de négociation, dans le rapport Brendan Wood International.
- Classement au premier rang quant à la part de marché des crédits documentaires à l'exportation.

Orientation pour 2003

- Stimuler la croissance des revenus en améliorant nos résultats en matière de rétention et de fidélisation de la clientèle, en élargissant la relation établie avec les clients existants et en attirant de nouveaux clients.
- Poursuivre les efforts en vue d'accroître la productivité.
- Continuer à améliorer nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle et réduire l'écart avec la concurrence sur les marchés des particuliers et des PME.
- Mettre à profit notre position sur le marché des services bancaires aux entreprises et le marché de la PME pour optimiser l'augmentation de nos revenus et de notre part de marché.
- Élargir la gamme de services offerts par l'intermédiaire de notre circuit de services bancaires en ligne.
- Accroître notre part de marché dans la région de Chicago en élargissant notre réseau de distribution.

- Améliorer les services offerts aux particuliers et aux clients fortunés, en misant sur la croissance et le perfectionnement de notre équipe de vente, sur les améliorations technologiques, ainsi que sur l'intégration de nos initiatives de marketing et de notre gamme de produits.
- Maximiser les relations établies au sein du groupe et avec nos partenaires de BMO en poursuivant l'intégration de notre démarche de vente et de notre gamme de produits.
- Étendre nos activités de gestion de patrimoine aux États-Unis, tant par les acquisitions sélectives que la croissance organique, en misant sur la solide réputation de Harris pour pénétrer de nouveaux marchés cibles.
- Continuer à améliorer nos activités pour accroître la productivité et harmoniser la progression de nos entités en vue d'obtenir des résultats positifs constants, peu importe le climat des affaires.

- Maintenir notre leadership dans le marché canadien des services rémunérés et rentables de souscription de titres de participation et de créance, de la titrisation et des fusions et acquisitions.
- Continuer de mettre à profit le succès de Harris Nesbitt auprès des moyennes entreprises.
- Élargir de façon sélective notre gamme de produits et nos stratégies de négociation dans les secteurs où nous avons déjà de l'expertise.
- Continuer de miser sur nos forces dans les secteurs et les marchés cibles à forte croissance.
- Poursuivre une démarche rigoureuse à l'égard de la gestion des coûts et du capital.



Message aux actionnaires
de la part du président du conseil
et chef de la direction,
Tony Comper

FORTS DANS L'ADVERSITÉ

En cette fin d'année 2002, deux événements – l'un témoin du passé et l'autre tourné vers l'avenir – sont à marquer d'une pierre blanche. D'une part, c'est avec fierté que nous célébrons notre 185^e anniversaire et conservons notre titre d'entreprise qui verse des dividendes depuis le plus grand nombre d'années au Canada. D'autre part, nous avons regroupé nos diverses activités sous la bannière BMO Groupe financier afin de démontrer notre ancrage dans ce nouveau siècle et rappeler que le terme «banque», dans le sens qu'on lui prêtait jusqu'à maintenant, ne décrit qu'une partie de l'organisation de services que nous sommes en train de bâtir.

Des réalisations marquantes

Nos solides résultats financiers occupent le sommet de la liste de nos réalisations de l'exercice. En dépit de la conjoncture difficile, le résultat par action avant amortissement s'élève à 2,91 \$, abstraction faite des éléments exceptionnels, soit une augmentation de 8,6 % par rapport au dernier exercice. Nous avons atteint nos cibles quant au bénéfice annuel, nous nous classons dans le peloton de tête en matière de provisions pour créances irrécouvrables et nous continuons à maîtriser les coûts.

Grâce aux efforts soutenus des dernières années en vue d'apporter les changements nécessaires pour stimuler le rendement, nos résultats financiers relatifs se sont sensiblement améliorés, notamment au chapitre de la croissance du résultat par action, où BMO est passé du sixième au deuxième rang parmi les grandes banques canadiennes. La prudence, la détermination et la discipline qui caractérisent notre organisation nous ont permis d'offrir des résultats solides à nos actionnaires, malgré l'adversité que connaît notre secteur d'activité.

Parmi les réalisations les plus importantes de 2002, mentionnons également le rapide succès de notre **stratégie de croissance transnationale** qui consiste à continuer d'investir dans nos activités de base au Canada tout en atteignant une vaste expansion sélective aux États-Unis. BMO Groupe financier est aujourd'hui reconnu comme la première institution transfrontalière à avoir réussi à s'imposer dans un espace économique véritablement nord-américain.

Points saillants de la stratégie de croissance transnationale de BMO

- Investir dans nos activités principales au Canada.
- Atteindre une vaste expansion sélective aux États-Unis.

23 %

Hausse du revenu net

Le revenu net a augmenté de 23 %, abstraction faite des éléments exceptionnels, pour atteindre 968 millions de dollars, témoignant de notre vigueur dans le secteur des services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Nous avons, dans le même élan, accru notre part de marché, augmenté le total des revenus de 7 % et atteint un ratio de productivité de 60 % au sein de ce groupe.

Rendement exceptionnel d'un de nos groupes

En matière de résultats, nous devons la contribution la plus importante à nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises du Canada et des États-Unis, dont le revenu net a augmenté de 23 %, appuyé par une forte croissance du volume et un ratio de productivité de 60 %.

Sous la direction de Frank Techar, le nouveau président et chef de la direction de la Harris Bank aux États-Unis, nous progressons rapidement vers la réalisation de notre objectif de nous hisser au premier rang des banques de détail dans la région à potentiel élevé de Chicago. Nous travaillons également à la mise en œuvre de plans visant à porter de 145 à environ 200 le nombre de nos succursales dans l'agglomération de Chicago et nous déployons des efforts comme jamais auparavant pour répondre à une gamme de besoins plus vaste.

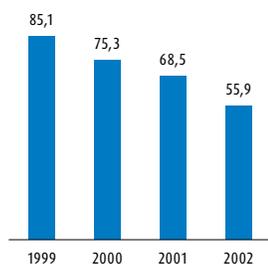
Il s'agit également d'une priorité pour notre groupe Particuliers et entreprises du Canada, dont Rob Pearce est maintenant le président et chef de la direction. Pour accroître les ventes auprès des clients actuels, nous comptons sur la mise en œuvre, en 2002, d'une nouvelle plate-forme technologique de pointe qui améliore de façon spectaculaire notre capacité d'offrir une gamme complète de produits et services de qualité, et sur les investissements importants effectués au cours des dernières années en vue du déploiement de spécialistes des ventes dans les succursales et de la création d'une culture davantage axée sur la vente et le service.

Le revenu net du groupe Gestion privée s'est accru de 12 %, si l'on exclut les éléments exceptionnels, tandis que l'actif sous gestion et sous administration enregistrait un gain de 14 %. Au sein de ce groupe, l'exercice 2002 a surtout été marqué par la poursuite de l'expansion des services de gestion de patrimoine sous la bannière The Harris, avec l'annonce de quatre nouvelles acquisitions totalisant 676 millions de dollars américains, aux États-Unis. Grâce aux progrès remarquables accomplis en matière d'intégration des acquisitions, le groupe est fin prêt pour tirer profit de la reprise des marchés à l'échelle de l'Amérique du Nord.

Le groupe Services d'investissement, dont les revenus ont baissé de façon sensiblement plus marquée que les dépenses, sous l'effet des pertes nettes sur titres et du ralentissement des activités de négociation, a quand même enregistré un gain au chapitre du revenu net grâce à la réduction importante de la provision pour créances irrécouvrables. **Fait important à signaler, ce groupe a réussi à réduire de 29 milliards de dollars son actif pondéré en fonction des risques au cours des quatre dernières années.** Les plans d'action que nous avons adoptés devraient favoriser la stabilité relative de l'actif pondéré en fonction des risques pour les exercices à venir et nous permettre d'améliorer notre capacité d'accroître le rendement.

Réduction de l'actif pondéré en fonction des risques

(en milliards de dollars)



Des défis en perspective

En 2003, tout en poursuivant notre stratégie de croissance avec enthousiasme et énergie, nous demanderons à chaque employé de se concentrer sur notre priorité absolue : l'amélioration de la productivité. Sans renoncer aux frais liés au service à la clientèle, essentiels à l'augmentation des ventes, ni aux initiatives stratégiques visant à assurer notre croissance, nous allons continuer à rationaliser nos activités pour réaliser de nouvelles économies sur le plan opérationnel.

Nous sommes en position de force, une force réelle et durable, pour relever ce défi. En cette année où nous avons assisté à la débâcle d'entreprises parmi les plus prestigieuses des États-Unis, et où les investissements, comme la confiance de nombreux Canadiens et Américains, se sont effrités devant les soubresauts des marchés, BMO Groupe financier s'est encore une fois démarqué comme l'un des chefs de file en Amérique du Nord dans le domaine de la gouvernance d'entreprise. L'an dernier, on nous a cités à plusieurs reprises comme l'une des premières et des rares entreprises à inscrire les options d'achat d'actions en charges, par exemple – et on nous a même placés parmi les premiers *au monde* en matière de responsabilité et pour l'honnêteté et la transparence de l'information présentée.

Aller au-delà des exigences

Dans le *Annual Report on Annual Reports*, document produit par une entreprise européenne d'envergure mondiale spécialisée dans l'évaluation des rapports annuels, le rapport 2001 de BMO a été qualifié de *meilleur* rapport au monde, notamment parce que nous étions l'une des rares organisations qui, au lieu de se contenter de se conformer aux exigences et de suivre la tendance, s'était appliquée à ajouter de la valeur et de la profondeur à ses renseignements, en présentant des analyses, en faisant ressortir les points saillants, en décrivant et en expliquant les faits.

En tant que chef d'une telle organisation, je ne peux qu'abonder dans le même sens. Je le fais avec confiance parce que je sais que je parle aussi au nom de mes collègues administrateurs et gestionnaires qui se font personnellement les ardents défenseurs de la transparence et de la responsabilité qui nous ont valu cette reconnaissance et cette confiance.

Voici un autre exemple de ce qui nous a aidés à garder le cap tout au long de cette année particulièrement difficile et frustrante pour le secteur financier : outre la pertinence éprouvée de notre stratégie nord-américaine et la démonstration de points forts indéniables dans des domaines qui vont de la gestion du risque de crédit à la gouvernance d'entreprise, nous avons aussi pu compter sur des milliers de gens extraordinaires qui se sont montrés à la hauteur de la situation. Et rien, jamais, ne pourra remplacer cela.

Enfin, j'aimerais souligner le fait que, pour la première fois cette année, j'ai confié la tâche de présenter les détails de notre stratégie aux chefs de secteur qui en ont été les artisans et les superviseurs. Ce qui ressort de leurs perspectives, qui commencent à la page suivante, c'est que BMO Groupe financier possède désormais une équipe de direction bien ancrée dans le présent qui ne se borne pas à piloter le navire avec compétence, mais insuffle à l'organisation un nouveau but et un nouvel élan pour aller plus loin.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL
ET CHEF DE LA DIRECTION,

A handwritten signature in blue ink that reads "Tony Comper".

TONY COMPER

PERSPECTIVES DU COMITÉ DIRECTEUR

Le Comité directeur de BMO Groupe financier compte dix membres, soit Tony Comper, président du conseil et chef de la direction, et neuf autres dirigeants représentant divers secteurs d'activité. Les membres du Comité directeur assument le leadership de BMO Groupe financier.



KAREN E. MAIDMENT

Vice-présidente à la direction et chef des finances
BMO Groupe financier

BMO Groupe financier s'est fermement engagé à exercer un leadership financier, et nous prenons les mesures nécessaires pour respecter cet engagement.

Nous entendons exercer ce leadership en nous classant dans le peloton de tête pour ce qui est du rendement offert à nos actionnaires, en adhérant aux meilleures pratiques dans l'application des normes comptables, en nous engageant à faire un exposé complet, clair et véridique de toutes nos activités commerciales, et en adoptant une attitude ouverte et transparente dans la présentation de nos résultats, tant positifs que négatifs.



YVAN J.P. BOURDEAU

Président et chef de l'exploitation, BMO Nesbitt Burns

Il ne fait aucun doute que la faiblesse actuelle des marchés financiers suscite des défis particuliers pour les entreprises qui, comme nous, sont très sensibles aux fluctuations des marchés. Cela dit, la solidité de nos assises nous permet d'envisager l'avenir avec optimisme.

Nos résultats des dix dernières années démontrent que nous réussissons mieux que toutes les institutions concurrentes en matière de gestion du risque de crédit. Depuis 2000, nous avons réduit de 85 milliards à 56 milliards de dollars notre actif pondéré en fonction des risques, grâce à une gestion rigoureuse de notre portefeuille d'actif.

En parallèle, nous avons entrepris la mise en œuvre de notre stratégie de croissance en adoptant une démarche proactive et en misant sur l'élaboration d'une gamme de produits et de solides

capacités, au Canada et aux États-Unis. Notre stratégie consiste à tirer profit de notre expertise et de nos ressources uniques pour devenir une banque d'investissement intégrée, à service complet, qui répond aux besoins des moyennes entreprises à l'échelle de l'Amérique du Nord.



LLOYD F. DARLINGTON

Président et chef de la direction, Technologie et solutions,
et chef des Affaires électroniques

Notre réputation d'efficacité dans la prestation de solutions hautement concurrentielles en matière de traitement de l'information et de soutien technologique a encore été renforcée cette année, grâce à des initiatives qui soutiennent les stratégies commerciales et financières de BMO Groupe financier.

La mise en œuvre de Connexion Pathway, plate-forme technologique d'avant-garde utilisée dans le secteur des particuliers, n'est qu'un des nombreux exemples d'utilisation de la technologie pour soutenir nos objectifs et nos stratégies en matière de satisfaction de la clientèle et de productivité. Nous avons également, cette année, mené à bien l'intégration de certaines acquisitions comme la First National Bank of Joliet et CSFBdirect.

Comme notre mandat consiste à gérer l'infrastructure technologique dans une perspective globale, nous sommes en mesure de cibler les possibilités d'investissement technologique présentant un potentiel de rendement maximal à l'échelle de l'organisation et de les exploiter, en tirant parti des économies d'échelle et en maximisant la valeur. Grâce à nos pratiques en matière de ressources humaines et de dotation en personnel, à notre engagement à l'égard de la formation et du perfectionnement, à notre stratégie en technologie de l'information et à la rigueur de notre démarche, notre équipe est aujourd'hui constituée d'experts ayant les compétences requises pour soutenir la progression de l'organisation.

En 2002, nous avons réussi à diminuer nos dépenses de 5 % par rapport à l'année précédente, tout en offrant des capacités supérieures et malgré une augmentation importante du volume de transactions clients à traiter.



WILLIAM A. DOWNE

Président du conseil délégué, BMO Groupe financier
Chef de la direction, BMO Nesbitt Burns

Au cours des dernières années, nous avons constitué une organisation qui se distingue tant par la synergie qui existe entre ses secteurs d'activité complémentaires que par le caractère unique de ses composantes.

Cette harmonisation accrue de nos ressources nous a permis de tirer profit de notre réputation de conseiller de confiance. Nous avons mis en place la gamme de produits et l'infrastructure organisationnelle nécessaires pour offrir à nos clients des solutions personnalisées, en fonction de leurs objectifs. Nous sommes en mesure de satisfaire les besoins financiers de nos clients — qu'il s'agisse de monter une entreprise, de planifier leur retraite ou de constituer un régime d'épargne-études pour leurs enfants. Nous avons l'intention — et la capacité — d'offrir aux clients un service de qualité exceptionnelle. Voilà le secret de la réussite des entreprises qui ont su créer une valeur supérieure, à long terme.



GILLES G. OUELLETTE

Président et chef de la direction
Groupe Gestion privée, BMO Groupe financier
Président du conseil délégué, BMO Nesbitt Burns

Les perspectives d'avenir sont très favorables dans le secteur de la gestion de patrimoine, malgré le climat d'incertitude qui prédomine sur les marchés depuis quelques années. Grâce à notre expérience de longue date et à notre récente expansion, nous sommes en mesure de tirer parti de la croissance importante à laquelle nous nous attendons.

Le plus important groupe démographique qui ait jamais existé, la génération du baby-boom, délaisse progressivement le stade de la consommation pour s'orienter vers celui de l'épargne. Au cours des deux prochaines décennies, ce marché offrira des possibilités de croissance substantielles dans le domaine des services financiers. Notre expérience de plus d'un siècle dans

les services de courtage traditionnel et la gestion bancaire privée, combinée à notre position de chef de file dans les services d'investissement en direct, nous donne des assises solides dans le secteur de la gestion de patrimoine.

Notre stratégie d'expansion sélective et stratégique produit des résultats tangibles et nous permet de tirer parti de nos forces. Grâce à la politique d'expansion des dernières années, nous affirmons notre présence dans quantité de marchés prospères et à croissance rapide aux États-Unis et nous disposons d'un réseau de distribution plus solide au Canada. Nos priorités consistent maintenant à mettre notre stratégie en œuvre et à optimiser les récentes acquisitions dans le but d'atteindre nos objectifs en matière de rendement et nos cibles financières.



ROSE M. PATTEN

Vice-présidente à la direction, Ressources humaines
et chef du Bureau de gestion stratégique

Nous avons élaboré des stratégies formelles relativement à chacun de nos secteurs d'activité et nous nous sommes engagés à les mettre en œuvre. Pour atteindre nos objectifs, nous allons tenir compte du rôle vital du personnel dans tous nos plans d'exécution et de prise de décisions stratégiques.

Dans cette optique, nous avons articulé nos stratégies de gestion des personnes autour de trois objectifs. Nous voulons nous assurer que nous avons les gens les plus compétents dans les rôles clés à tous les échelons de l'organisation. Nous voulons créer une culture axée sur le rendement supérieur, dont l'efficacité pourra être mesurée. Et enfin, nous voulons stimuler l'engagement et la motivation au sein de l'effectif.

**ROBERT W. PEARCE**Président et chef de la direction
Groupe Particuliers et entreprises

BMO Banque de Montréal est reconnue de longue date comme le centre vital de BMO Groupe financier et son principal point de contact avec la clientèle. Il n'est donc pas surprenant de constater qu'en réponse aux récentes turbulences économiques, nous ayons décidé de maintenir nos investissements considérables dans le marché des particuliers et des entreprises.

En 2002, nous avons continué à investir dans notre personnel et à mettre en place une structure de gestion plus efficace à l'échelle du réseau de succursales. Nous avons également poursuivi la mise en œuvre de Connexion Pathway, plate-forme technologique d'avant-garde qui nous permet de déterminer et de satisfaire avec une efficacité accrue les besoins particuliers de nos clients. Nous demeurons fermement engagés à offrir à nos clients un service de qualité supérieure et constante, par l'intermédiaire de circuits multiples.

À en juger par les résultats obtenus, notre stratégie a porté ses fruits. En 2002, nous avons vendu un nombre accru de produits, amélioré les niveaux de service, augmenté nos parts de marché et enregistré la plus forte augmentation de part de marché parmi les banques offrant des services bancaires aux PME au Canada. Notre objectif est d'offrir des solutions financières sur mesure, adaptées au contexte dans lequel nos clients évoluent.

**RONALD G. ROGERS**Président du conseil délégué, Gestion globale des risques
et du portefeuille, BMO Groupe financier

Notre objectif est de conserver notre position de chef de file en matière de gestion des risques et du portefeuille, tout en continuant à servir les intérêts de nos actionnaires et de nos clients, grâce à une gestion du risque supérieure, peu importe la conjoncture du marché.

Pour atteindre cet objectif, nous devons maintenir les pratiques actuelles et bien cerner les risques de crédit, de marché et d'exploitation avant de prendre des décisions. Nous devons constituer un portefeuille d'actifs axé sur la diversification du risque et faire preuve de constance par rapport au degré de risque que nous sommes prêts à assumer. Et même si nous pouvons aujourd'hui compter sur des outils perfectionnés pour améliorer notre capacité d'atténuer le risque, il ne faut pas perdre de vue que ce ne sont que des aides et qu'ils ne peuvent se substituer à une approche rigoureuse et globale de l'application de notre philosophie du risque.

Une gestion du risque supérieure suppose également que nous aidions nos clients à comprendre le risque. Nous voulons que nos clients – tant les particuliers et les PME que les grandes entreprises – traitent avec nous en ayant la conviction que nous allons évaluer le risque de manière constante et qu'ils peuvent compter sur nous pour leur offrir des solutions financières appropriées, dans les bons moments comme dans les moments plus difficiles.

**FRANK J. TECHAR**Président et chef de la direction
Harris Bank

La Harris Bank est la pierre angulaire de notre présence en sol américain. Ses capacités supérieures et le prestige de sa marque donnent à BMO Groupe financier une longueur d'avance sur la concurrence et constituent une assise solide pour assurer notre croissance future à Chicago et ailleurs aux États-Unis.

En 2002, Harris a enregistré une croissance à deux chiffres du revenu net, malgré des conditions économiques difficiles aux États-Unis. Le marché de Chicago, qui compte huit millions de personnes et dont le produit intérieur brut représente 40 pour cent du PIB du Canada, présente un énorme potentiel de croissance accélérée. Notre objectif n'est rien de moins que de devenir la plus importante et la meilleure banque de la région. Pour y arriver, nous comptons élargir notre réseau de distribution, concentrer nos efforts sur le marketing et la satisfaction des clients, et tirer profit de notre modèle de services bancaires à la collectivité combiné à un soutien centralisé d'envergure internationale.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE ET CONSEIL D'ADMINISTRATION

À la suite des scandales comptables et des délits sans précédent qui ont secoué le monde des affaires durant l'année, les investisseurs manifestent de plus en plus d'inquiétude à l'égard de la gouvernance des entreprises. Pour sa part, BMO Groupe financier a toujours été à l'avant-garde dans le domaine de la gouvernance d'entreprise et il se maintient en tête aujourd'hui encore.

Fournir une information financière de qualité n'est pas une pratique nouvelle pour notre organisation. En effet, la réputation de chef de file de BMO Groupe financier en matière d'information financière, et de gouvernance d'entreprise en général, est solidement établie et ce, depuis longtemps. Cette année, nos réalisations ont une fois de plus été reconnues officiellement par un sondage sur les pratiques de gouvernance d'entreprise effectué par *The Globe and Mail* qui a classé BMO Groupe financier au premier rang des banques du pays.

Nous avons été l'une des premières sociétés sur le continent à annoncer notre intention d'inscrire en charges les options d'achat d'actions. En outre, le président du conseil et chef de la direction, Tony Comper, et la chef des finances, Karen Maidment, ont signé une déclaration intégrée aux résultats du troisième trimestre de BMO Groupe financier, dans laquelle ils confirment leur responsabilité à l'égard de l'information financière divulguée par BMO Groupe financier. De plus, Tony Comper et Karen Maidment ont certifié personnellement l'exactitude des résultats annuels de BMO Groupe financier, conformément à la nouvelle loi américaine Sarbanes-Oxley.

C'est sur notre Conseil d'administration que repose en premier lieu la responsabilité de maintenir des normes rigoureuses et de contribuer à l'amélioration du programme de gouvernance d'entreprise. Dans la pratique, cela signifie que le Conseil doit agir de façon efficace et indépendante et s'assurer que BMO Groupe financier s'acquitte de l'obligation de rendre compte à toutes les parties intéressées.

Le Conseil d'administration est aussi chargé d'examiner régulièrement les tendances et l'évolution des meilleures pratiques, de même que les modifications législatives ou réglementaires en

cours, telles la loi Sarbanes-Oxley, et de rajuster nos pratiques de gouvernance afin de s'assurer qu'elles sont toujours les plus avancées. Les normes de gouvernance d'entreprise de BMO Groupe financier sont conformes aux objectifs des lignes directrices de la Bourse de Toronto et des propositions de modification annoncées en avril 2002. Dans certains cas, notamment au chapitre du nombre recommandé d'administrateurs «non apparentés» au Conseil et de membres devant posséder une «expertise financière» au Comité de vérification, nos normes excèdent ces lignes directrices.

Responsabilité tout aussi importante, le Conseil d'administration sert d'exemple à l'ensemble de notre organisation. En donnant le ton, c'est-à-dire en affirmant que la gouvernance d'entreprise ne signifie pas uniquement obéir aux lois, mais aussi en adopter l'esprit, le Conseil fait des principes de saine gouvernance d'entreprise, de transparence, de divulgation et d'honnêteté, une réalité à l'échelle de notre organisation.

Liste des attentes à l'endroit des administrateurs

La liste des attentes à l'endroit des administrateurs, combinée aux lignes directrices sur les fonctions et responsabilités du Conseil, constitue le pivot sur lequel s'appuie le programme de gouvernance d'entreprise. Ces deux documents procurent aux administrateurs et aux membres de la haute direction une description détaillée des attentes de chaque groupe l'un envers l'autre et de ses engagements en matière de gouvernance.

Outre qu'elle précise le rôle de chaque administrateur, la liste des attentes à l'endroit des administrateurs énonce les responsabilités qui relèvent des membres du Conseil d'administration de BMO Groupe financier. Ces responsabilités comprennent :

CONSEIL D'ADMINISTRATION



STEPHEN E. BACHAND

Ponte Vedra Beach, Floride
Administrateur et ancien président
et chef de l'administration
La Société Canadian Tire Limitée



DAVID R. BEATTY, O.B.E.

Toronto, Ontario
Président du conseil et chef de la direction
Beatinvest Limited



ROBERT CHEVRIER, F.C.A.

Montréal, Québec
Président
Société de gestion Roche inc.



F. ANTHONY COMPER

Toronto, Ontario
Président du conseil et chef de la direction
BMO Groupe financier



DAVID A. GALLOWAY

Toronto, Ontario
Administrateur et ancien président
et chef de la direction
Torstar Corporation

Gérance

Le Conseil d'administration supervise la direction des activités et des affaires de BMO Groupe financier, soit directement soit par l'entremise de ses différents comités. Parmi les nombreuses tâches qui lui incombent, le Conseil doit notamment approuver les plans et les objectifs stratégiques, offrir avis et conseils au chef de la direction, veiller à ce que l'organisation respecte les règles d'éthique et les lois et assume sa responsabilité sociale, et enfin, évaluer la situation et les résultats financiers de BMO Groupe financier. C'est également lui qui choisit et évalue le chef de la direction, détermine sa rémunération et, s'il y a lieu, assure sa relève.

Le Conseil s'acquitte de sa responsabilité de gérance par le biais de diverses initiatives. Ainsi, il offre une séance annuelle de formation d'une journée, qui permet aux administrateurs de se familiariser davantage avec les priorités en matière de planification et de fournir une rétroaction constructive à la direction. Le Conseil s'assure aussi que le cadre de gestion des risques repose sur une approche prudente et professionnelle, et confirme l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de gestion. De plus, le Conseil assure la planification de la relève des membres de la haute direction, y compris celle du chef de la direction. Enfin, le Conseil doit aussi veiller à ce que soit respecté l'engagement d'assurer un traitement équitable à tous les actionnaires, quelle que soit la taille de leur portefeuille.

Indépendance

Le Conseil s'assure que les administrateurs ont à leur disposition des structures et des méthodes qui leur permettront d'exercer leurs activités indépendamment de la direction.

Ainsi le Conseil veille à ce que tous ses membres, à l'exception du président du conseil et chef de la direction, soient «non apparentés», conformément aux règles sur les liens énoncées dans la *Loi sur les banques*. Le nombre actuel de 15 administrateurs

est jugé amplement suffisant pour assurer une prise de décision efficace et former les comités du Conseil.

Parallèlement, le Conseil veille à ce que tous ses comités soient composés exclusivement d'administrateurs externes, à l'exception du Comité de direction dont le président du conseil et chef de la direction fait partie. (Tous les détails concernant les responsabilités des comités du Conseil sont exposés dans la circulaire de sollicitation de procurations.)

De plus, le Conseil confie au président du Comité de gouvernance le mandat d'agir à titre d'administrateur principal et de présider les délibérations à huis clos qui ont lieu à chaque réunion du Conseil et auxquelles n'assistent que les administrateurs qui ne sont pas membres de la direction. Il revient également au Conseil d'évaluer les propositions soumises par les actionnaires, de déterminer si elles doivent ou non être intégrées à la circulaire de sollicitation de procurations et de formuler les réponses appropriées.

Pour renforcer l'indépendance de la gouvernance d'entreprise, le Conseil suit également les lignes directrices sur les fonctions et responsabilités du Conseil, qui font une nette distinction entre les questions qui doivent préalablement être soumises au Conseil et celles qui sont du ressort de la direction et doivent être signalées au Conseil après le fait.

Efficacité

Le Conseil a la responsabilité d'assurer son efficacité. À cette fin, il surveille la répartition de ses membres de façon à pouvoir compter sur un bassin de compétences étendues et variées, et à s'assurer que le nombre d'administrateurs est adéquat. De plus, le Conseil supervise les programmes d'orientation et de formation des administrateurs. Dans le cadre du programme d'orientation, les nouveaux administrateurs rencontrent individuellement les dirigeants de chacune des principales entités afin de discuter des fonctions et activités de l'organisation. Des présentations portant

CONSEIL D'ADMINISTRATION (SUITE)



EVA LEE KWOK

Vancouver, Colombie-Britannique
Présidente du conseil et chef de la direction
Amara International Investment Corp.



J. BLAIR MacAULAY

Oakville, Ontario
Conseiller
Fraser Milner Casgrain s.r.l.,
Toronto



L'HONORABLE

FRANK MCKENNA, C.P., C.R.

Cap Pelé, Nouveau-Brunswick
Conseiller
McInnes Cooper, Moncton



BRUCE H. MITCHELL

Toronto, Ontario
Président du conseil et chef de la direction
Permian Industries Limited



PHILIP S. ORSINO, F.C.A.

Caledon, Ontario
Président et chef de la direction
Masonite International Corporation
Mississauga

sur les divers aspects des activités de BMO Groupe financier sont également offertes régulièrement aux administrateurs.

Afin d'accroître son indépendance et son efficacité, le Conseil autorise les administrateurs, lorsque les circonstances le justifient, à engager un conseiller externe, aux frais de BMO Groupe financier. Sous la direction de leur président, les comités du Conseil peuvent aussi engager des conseillers indépendants au besoin.

Responsabilité

Il incombe au Conseil d'assurer la responsabilité du Conseil dans son ensemble et de chacun de ses comités. Pour ce faire, il évalue le rendement de chaque administrateur et détermine le mode de rémunération et le caractère adéquat de celle-ci. De concert avec le chef de la direction, le Conseil élabore la définition de tâches du président du conseil et du chef de la direction, et établit les objectifs applicables au chef de la direction.

Pour mieux s'acquitter de ses responsabilités, le Conseil veille à l'exécution d'une évaluation annuelle de l'efficacité de la gouvernance d'entreprise assurée par le Conseil. Mené par des conseillers externes, le sondage permet d'évaluer un ensemble de domaines s'étendant de l'efficacité opérationnelle du Conseil et de ses comités au rôle du président du conseil et à la planification de la relève.

Le Conseil supervise aussi un sondage annuel sur le rendement des administrateurs faisant appel à la rétroaction des pairs. Le sondage, dont les résultats sont compilés par un conseiller externe afin d'en assurer la confidentialité, exige que chaque administrateur mesure l'apport de chacun de ses pairs en fonction de critères aussi variés que les valeurs morales, l'intuition stratégique, l'expertise financière, le jugement en affaires, la participation et la communication. L'évaluation du Conseil et celle des pairs permettent au Conseil de vérifier son efficacité et d'établir des objectifs en vue d'en assurer l'amélioration continue.

Par l'entremise du Comité de gouvernance, le Conseil évalue également le rendement du président du conseil et chef de la direction dans son rôle de président du conseil, alors que le Comité des ressources humaines et de la rémunération des cadres se charge d'évaluer son rendement à titre de chef de la direction.

En outre, le Conseil établit chaque année la rémunération des administrateurs en fonction de la rémunération du groupe de référence de BMO Groupe financier afin de s'assurer qu'elle reflète adéquatement les responsabilités et les risques associés à la fonction d'administrateur. Pour mieux faire coïncider la rémunération des administrateurs avec les intérêts des actionnaires, au moins 50 % de la rémunération annuelle d'un administrateur doit lui être versée sous forme d'actions de la Banque ou de droits différés. Toutefois, les administrateurs peuvent demander de recevoir 100 % de leur rémunération et tous autres honoraires de cette manière. De plus, les administrateurs doivent détenir des actions ordinaires ou des droits différés d'une valeur d'au moins six fois leurs jetons de présence.

Parallèlement, le Conseil se conforme aux règles établies visant l'assiduité, qui requièrent que les administrateurs assistent à 75 % des réunions, la retraite obligatoire à 70 ans et la démission (qui est ensuite approuvée ou rejetée par le Conseil) en cas de changement de l'activité professionnelle principale d'un administrateur.

Chez BMO Groupe financier, nous nous sommes engagés à maintenir et à accroître notre réputation de chef de file dans le domaine de la gouvernance d'entreprise. Tout comme les experts indépendants qui font l'éloge de nos actions, nous croyons que des pratiques efficaces en la matière se répercutent de façon avantageuse sur nos actionnaires, nos employés, les collectivités que nous servons – et sur nos affaires.

Pour de plus amples renseignements sur notre programme de gouvernance, veuillez consulter la circulaire de sollicitation de procurations.



J. ROBERT S. PRICHARD, o.c., o.ont.

Toronto, Ontario
Président et chef de la direction
Torstar Corporation



JEREMY H. REITMAN

Montréal, Québec
Président
Reitmans (Canada) Limitée



JOSEPH L. ROTMAN, o.c., ll.d.

Toronto, Ontario
Président du conseil et chef de la direction
Roy-L Capital Corporation



GUYLAINE SAUCIER, c.m., f.c.a.

Montréal, Québec
Administratrice



NANCY C. SOUTHERN

Calgary, Alberta
Présidente du conseil déléguée
et chef de la direction
ATCO Ltd. et Canadian Utilities Limited

ANALYSE PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Aperçu de la présentation de l'analyse de la direction

L'Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière (analyse de la direction) de BMO Groupe financier (BMO) porte sur les exercices terminés le 31 octobre 2002 et 2001. L'analyse de la direction comprend dix sections :

Objectifs, mesures et cibles (page 11). Cette section donne un aperçu de la relation entre les mesures les plus importantes utilisées par la direction pour analyser nos résultats financiers et notre situation financière, nos cibles pour 2002 et 2003 ainsi que nos objectifs.

Résultats financiers et situation financière en bref (pages 12 à 14). Cette section présente une analyse de haut niveau et des graphiques ayant trait à nos sept mesures principales des résultats financiers et à nos quatre mesures principales de la situation financière. De plus, nous nous servons de ces mêmes mesures pour comparer nos résultats à ceux de nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord. Ces mesures sont traitées plus en détail dans d'autres sections de l'analyse de la direction décrites ci-après.

Mesures de la valeur de l'avoir des actionnaires (pages 15 à 17). Cette section analyse les résultats financiers obtenus par rapport à quatre de nos mesures principales : le rendement total de l'avoir des actionnaires annualisé sur cinq ans, la croissance du résultat dilué par action, le rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires et la croissance du profit économique net.

Analyse des états financiers (pages 18 à 25). Cette section aborde l'analyse de nos résultats financiers en mettant l'accent sur l'état des résultats et sur le bilan figurant dans les états financiers consolidés présentés à partir de la page 67 du Rapport annuel. Nous présentons les résultats par rapport à deux de nos mesures financières principales : la croissance des revenus et le ratio des frais aux revenus. Nous présentons aussi les faits saillants des conventions comptables particulièrement importantes, afin que les investisseurs comprennent mieux la sensibilité des résultats financiers présentés au regard des méthodes, hypothèses et estimations comptables qui sous-tendent la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR).

Gestion stratégique globale (page 26). Cette section donne un aperçu de la stratégie de notre organisation, de nos jalons stratégiques et de notre fonction de gestion stratégique.

Gestion globale des risques (pages 27 à 34). Cette section donne un aperçu de la gestion des risques au sein de l'organisation, aborde les objectifs fixés et présente la méthode adoptée pour gérer les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, et d'exploitation. Elle présente une analyse d'une autre de nos mesures principales des résultats financiers, à savoir la provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations, ainsi que de deux de nos mesures principales de la situation financière : le ratio du solde brut des prêts et acceptations douteux à l'avoir des actionnaires et à la réserve pour créances irrécouvrables, et le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total.

Gestion globale du capital (page 35). Cette section donne un aperçu de notre démarche en matière de gestion du capital. Elle présente aussi une analyse des changements liés au ratio de capital de première catégorie, autre mesure principale dont nous nous servons pour évaluer notre situation financière.

Analyse des résultats des entités d'exploitation (pages 36 à 50). Cette section donne un aperçu des entités d'exploitation de BMO. On y décrit chacune des entités, ses objectifs et ses réalisations en 2002 ainsi que ses objectifs pour 2003. On y analyse aussi les résultats financiers par entité et on donne un aperçu des activités propres aux divers secteurs de chaque entité. Une analyse distincte de la Harris Bank est également présentée; ses résultats financiers sont compris dans ceux de chacune des quatre entités d'exploitation.

Faits saillants – Économie et services financiers (page 51). Cette section présente les faits saillants en matière d'économie et de services financiers au Canada et aux États-Unis en 2002 ainsi que des observations pour 2003.

Données complémentaires (pages 52 à 66). Cette section regroupe de nombreux tableaux financiers utiles auxquels on fait référence dans diverses sections de l'analyse de la direction, et qui peuvent être examinés séparément.

Mise en garde concernant les déclarations prévisionnelles

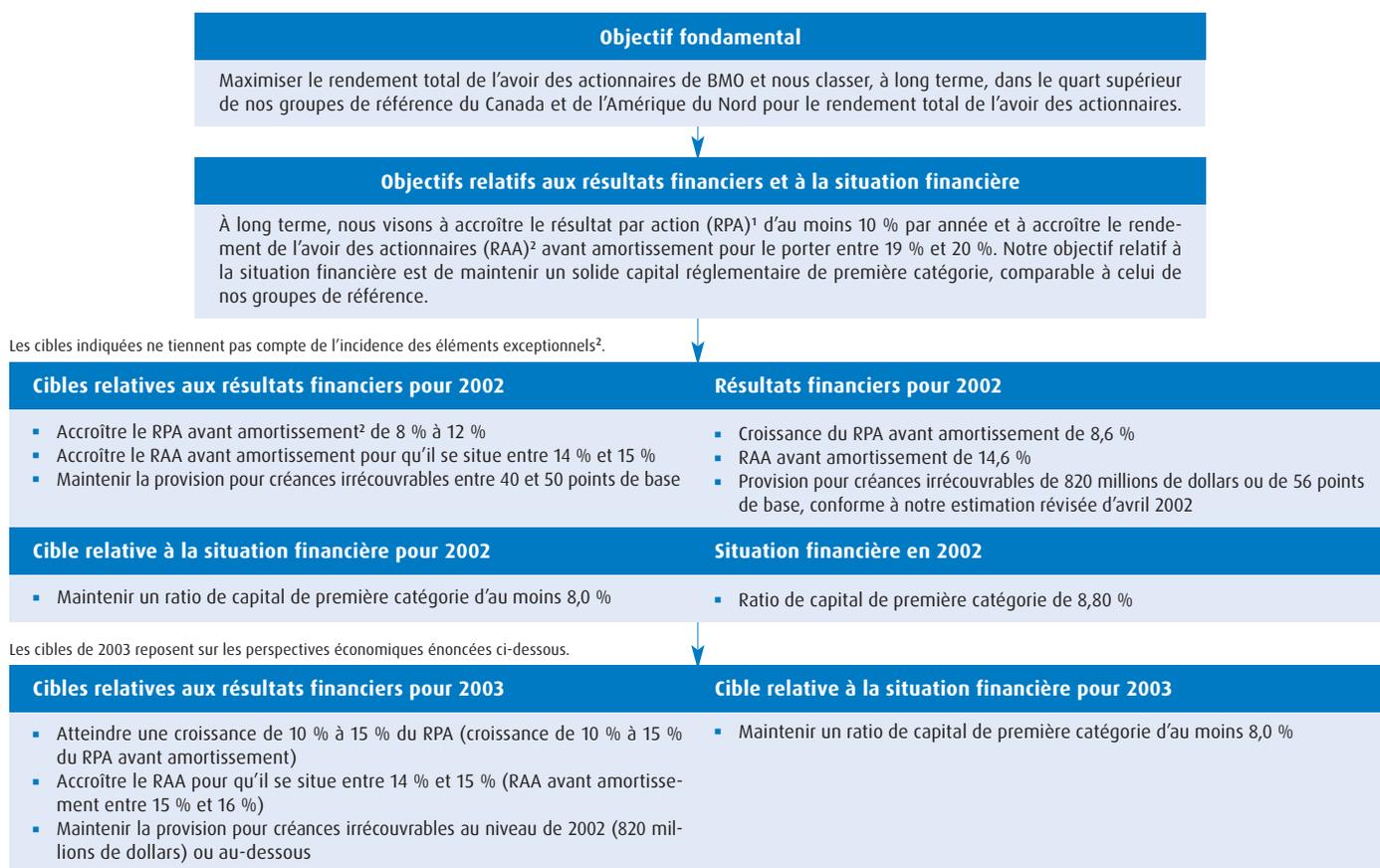
Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prévisionnelles, écrites ou verbales. Le présent Rapport annuel contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans des documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des communiqués de presse ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act*, loi américaine de 1995. Les déclarations prévisionnelles peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs pour l'exercice 2003 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prévisionnelles comportent des hypothèses, des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions et autres déclarations prévisionnelles se révèlent inexactes. Nous conseillons aux lecteurs du présent rapport de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prévisionnelles, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prévisionnelles peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment : les activités des marchés financiers internationaux, les fluctuations de taux d'intérêt et de change, la conjoncture économique et politique dans certains secteurs et dans le monde, les modifications de la réglementation ou de la législation, les effets de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les mesures prises par la direction et les changements technologiques. La Banque tient à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prévisionnelles pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prévisionnelles. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prévisionnelles, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

OBJECTIFS, MESURES ET CIBLES

Le schéma ci-dessous illustre la relation qui existe au sein de BMO Groupe financier entre les objectifs, les mesures et les cibles.



1 Dans la présente analyse de la direction, tous les chiffres relatifs au RPA renvoient au RPA dilué, sauf indication contraire.

2 Les rajustements aux résultats établis en vertu des PCGR pour produire des résultats avant amortissement et des résultats excluant les éléments exceptionnels, de même que les observations sur l'utilisation de ces mesures, sont présentés à la page 18.

Mesures, objectifs et cibles relatifs aux résultats financiers

Nos «mesures principales» sont les critères fondamentaux selon lesquels nous évaluons nos résultats financiers, tandis que les «mesures secondaires» sont des critères moins importants, mais susceptibles d'avoir une incidence sur les mesures principales. Parmi celles-ci, le rendement total de l'actif des actionnaires annualisé sur cinq ans est la plus importante, puisqu'elle permet de comparer les résultats de BMO à ceux de notre groupe de référence et d'évaluer si nous avons atteint notre objectif fondamental.

Nous établissons des cibles annuelles en ce qui concerne certaines des mesures relatives aux résultats financiers et à la situation financière. Nous nous fixons aussi des objectifs relatifs aux résultats financiers, qui visent des niveaux annuels minimums moyens de rendement à long terme. Notre objectif fondamental consiste à nous classer dans le quart supérieur de notre groupe de référence pour le rendement total de l'actif des actionnaires. Nous réussirons à l'atteindre dans la mesure où nous parviendrons à dépasser nos objectifs minimums en matière de résultats financiers et les résultats de notre groupe de référence.

Étant donné que les cibles financières représentent des jalons annuels dans la réalisation des objectifs financiers, elles sont liées aux fluctuations économiques et peuvent donc être plus ou moins élevées que les objectifs financiers pour un exercice financier donné.

Notre philosophie de gestion est d'enregistrer, à long terme, un taux de croissance des revenus plus élevé que le taux de croissance économique générale et de limiter la croissance des frais à un niveau égal ou inférieur à la croissance des revenus. Nous tâchons de réduire nos frais de gestion et de trouver l'équilibre entre la rentabilité actuelle et le besoin d'investir en vue d'assurer notre croissance future. Dans la mesure du possible, les économies réalisées au chapitre des frais servent à financer, en totalité ou en partie, nos investissements pour l'avenir. Il faut toutefois tenir compte du fait que la conjoncture influe

sur le rapport qui existe entre les revenus et les frais au cours d'un exercice donné.

L'Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière est en grande partie axée sur les mesures principales et les mesures secondaires décrites plus haut, que la direction utilise pour mesurer ses résultats financiers. Ces mesures sont particulièrement pertinentes lorsqu'elles ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments exceptionnels. Cette question est abordée plus en détails à la page 18. Les cibles relatives aux résultats financiers indiquées ci-dessus sont formulées selon ces principes. Les mesures relatives au résultat avant amortissement sont également présentées à l'occasion, car elles peuvent fournir des renseignements utiles, comme nous l'expliquons à la page 16.

Nos cibles pour 2003 sont établies en fonction de nos prévisions économiques pour le prochain exercice, présentées de façon détaillée à la page 51. Nous prévoyons que les facteurs économiques qui influencent nos secteurs d'activité seront les mêmes au Canada et aux États-Unis. On s'attend à une croissance du PIB de 3,8 % au Canada et d'environ 3,2 % aux États-Unis. Le taux de chômage devrait baisser, tandis que les taux d'intérêt devraient remonter de façon constante plus tard dans l'année. Nous prévoyons une reprise des prêts à la consommation et des prêts aux entreprises. La croissance des prêts hypothécaires devrait rester élevée au Canada, mais pourrait ralentir quelque peu aux États-Unis après les sommets atteints récemment. Nous demeurons prudents quant aux perspectives à court terme des marchés financiers et du marché du crédit.

Cibles des exercices antérieurs

En 2001, BMO avait atteint trois de ses neuf cibles financières et la croissance des frais avait été supérieure à celle des revenus tandis que la provision pour créances irrécouvrables augmentait sensiblement. En 2000, nous avions atteint nos trois cibles financières.

RÉSULTATS FINANCIERS ET SITUATION FINANCIÈRE EN BREF

Nos résultats*

Rendement total de l'ivoir des actionnaires (RTAA)

- Le RTAA annualisé sur cinq ans de BMO, qui est de 7,9 %, s'est révélé supérieur aux indices comparables. Le rendement moyen a fléchi par rapport à l'exercice précédent en raison du retrait du rendement de 55 % réalisé en 1997.
- Le RTAA sur un an de BMO, qui est de 16,2 %, est supérieur aux indices comparables et au rendement négatif de 1,2 % obtenu par BMO en 2001.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 15.

Croissance du résultat par action (RPA)

- Le RPA a progressé de 11 % pour atteindre 2,76 \$, alors qu'il avait fléchi de 15 % l'an dernier. L'amélioration des résultats du groupe Particuliers et entreprises, la diminution de la provision pour créances irrécouvrables, la suppression de l'amortissement des écarts d'acquisition, ainsi que des taux d'impôt et avantages fiscaux favorables expliquent cette hausse.
- La croissance de 8,6 % du RPA avant amortissement correspond à notre objectif.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 16.

Rendement de l'ivoir des actionnaires (RAA)

- Le RAA s'est établi à 13,8 %, en hausse par rapport à 12,9 % en 2001.
- Le RAA avant amortissement s'est établi à 14,6 %, soit à l'intérieur de notre fourchette cible comprise entre 14,0 % et 15,0 %.
- Sur la base des PCGR, le RAA de BMO a dépassé 13 % au cours de chacun des treize derniers exercices. Aucune autre grande banque nord-américaine n'a obtenu une telle constance de rendement.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 17.

Croissance du profit économique net (PEN)

- Le PEN a diminué de 15 % pour s'établir à 368 millions de dollars, reflétant la diminution du revenu net en 2002. Le PEN comprend les éléments exceptionnels; l'exercice précédent a profité de ces éléments, notamment du gain à la vente des investissements dans Bancomer.
- Le groupe Particuliers et entreprises a été le seul groupe à générer un profit économique en 2002.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 17.

Croissance des revenus

- Les revenus ont augmenté de 2 %, comparativement à 3 % en 2001.
- Les revenus ont diminué de 1 % après rajustement pour tenir compte de l'effet cumulatif des entreprises acquises.
- La solide croissance du groupe Particuliers et entreprises a été neutralisée par les revenus inférieurs du groupe Services d'investissement.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 19.

Ratio des frais aux revenus

- Le ratio de productivité s'est établi à 67,4 %, comparativement à 65,1 %^{a)} en 2001.
- La croissance des frais est surtout attribuable aux acquisitions d'entreprises.
- Abstraction faite des entreprises acquises et des indemnités de départ, les frais sont du même ordre que ceux de l'exercice précédent.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 22.

Comparaison avec nos groupes de référence*

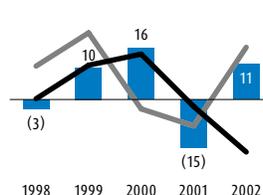
Rendement total de l'ivoir des actionnaires (RTAA) annualisé sur cinq ans (%)

- Le RTAA annualisé sur cinq ans de BMO, qui est de 7,9 %, est tout juste inférieur à la moyenne du groupe de référence du Canada, qui est de 8,2 %, mais nettement supérieur à la moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 3,3 %.
- En 2002, le RTAA de BMO se classe au troisième rang au sein des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord.



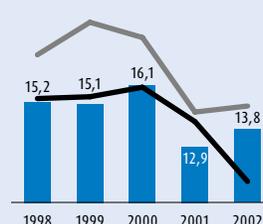
Croissance du résultat par action (RPA) (%)

- La croissance du RPA de BMO, qui est de 11,3 % en 2002, est supérieure à la croissance moyenne négative de 16,1 % du groupe de référence du Canada, mais inférieure à la croissance moyenne de 16,4 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord.



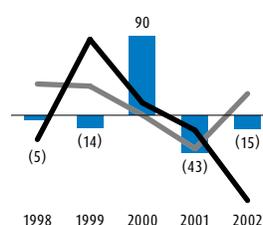
Rendement de l'ivoir des actionnaires (RAA) (%)

- Le RAA de 13,8 % en 2002 est supérieur au rendement moyen de 11,1 % du groupe de référence du Canada, mais inférieur au rendement moyen de 15,0 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord.



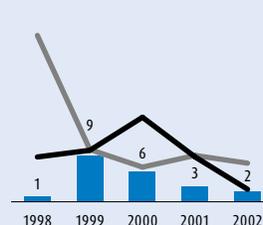
Croissance du profit économique net (PEN) (%)

- Notre PEN a diminué de 15,2 % en 2002, mais a tout de même été supérieur au résultat du groupe de référence du Canada, qui a connu une baisse moyenne de 97,0 %. Le PEN du groupe de référence de l'Amérique du Nord a augmenté de 24,5 %.



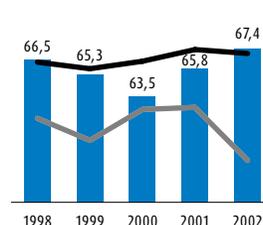
Croissance des revenus (%)

- La croissance des revenus de BMO, qui est de 1,7 % en 2002, est inférieure à la croissance moyenne de 2,5 % et de 7,6 % réalisée respectivement par les groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord.



Ratio des frais aux revenus (%)

- Le ratio des frais aux revenus de BMO, qui est de 67,4 %^{a)}, est à peine plus élevé que la moyenne de 67,0 % du groupe de référence du Canada et est nettement plus élevé que la moyenne de 58,4 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord.
- L'amélioration de la productivité constituera l'objectif prioritaire de BMO pour 2003.



- BMO Groupe financier
- Moyenne du groupe de référence du Canada
- Moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord

Se reporter à la page 14 pour de plus amples commentaires sur les comparaisons avec nos groupes de référence.

* Les rajustements effectués pour convertir les résultats obtenus selon les PCGR en résultats avant amortissement et en résultats ne tenant pas compte des éléments exceptionnels, de même que les observations sur l'utilisation de ces mesures, sont présentés à la page 18.

Sauf indication contraire, tous les montants et ratios ne tiennent pas compte des éléments exceptionnels.

a) Aux fins de comparaison avec nos groupes de référence, le ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus, pour BMO et pour les groupes de référence, indiqué dans le graphique pour 1998 à 2001, comprend l'amortissement des écarts d'acquisition.

Nos résultats*

Risque de crédit

- La provision pour créances irrécouvrables s'est établie à 820 millions de dollars ou 56 points de base par rapport au solde net moyen des prêts et acceptations, alors qu'elle s'était élevée à 880 millions de dollars ou 60 points de base en 2001.
- La provision a été supérieure à notre cible de 2002, qui se situait entre 40 et 50 points de base, mais elle est conforme à notre estimation révisée du 25 avril 2002.
- Notre cible pour 2003 est de maintenir la provision à son niveau de 2002.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 22 et 29.

Prêts douteux

- Le solde brut des prêts douteux représente 15,2 % du total de l'avoir des actionnaires et des réserves pour créances irrécouvrables, comparativement à 14,2 % à la fin de l'exercice précédent. L'augmentation des prêts douteux est largement attribuable aux problèmes survenus dans le secteur des télécommunications.
- La proportion des prêts douteux reste dans des limites acceptables, compte tenu de la situation économique.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 29.

Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total

- Le ratio de liquidité demeure excellent, étant soutenu par la grande diversité des dépôts. Il a atteint 24,9 %, en hausse par rapport à 23,1 % pour l'exercice précédent.
- Le ratio des dépôts de base au total des dépôts s'est stabilisé à 59,6 %, comparativement à 60,0 % pour l'exercice précédent.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 33.

Suffisance du capital

- Le ratio du capital de première catégorie s'est établi à 8,80 %, en hausse par rapport à 8,15 % pour l'exercice précédent. Le ratio du capital total s'est établi à 12,23 %, en hausse par rapport à 12,12 % en 2001.
- Le ratio du capital de première catégorie demeure supérieur à notre objectif minimum de 8,0 %.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 35.

Cote de crédit

- La cote de crédit représente une combinaison des cotes de crédit attribuées par Moody's^{MD2} et Standard & Poor's^{MD3} (S&P).
- La cote composite de crédit est demeurée inchangée (AA-), S&P et Moody's maintenant toutefois leur perception négative.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 35.

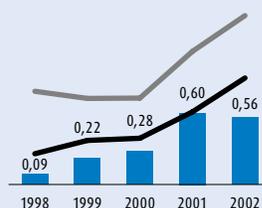
* Les ajustements effectués pour convertir les résultats obtenus selon les PCGR en résultats avant amortissement et en résultats ne tenant pas compte des éléments exceptionnels, de même que les observations sur l'utilisation de ces mesures, sont présentés à la page 18.

Sauf indication contraire, tous les montants et ratios ne tiennent pas compte des éléments exceptionnels.

Comparaison avec nos groupes de référence*

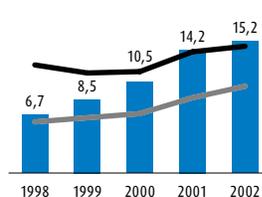
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations

- La provision pour créances irrécouvrables de BMO s'est établie à 0,56 % du solde net moyen des prêts et acceptations. Notre résultat se compare très avantageusement au résultat moyen de 0,89 % du groupe de référence du Canada et au résultat moyen de 1,41 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord.



Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total de l'avoir des actionnaires et des réserves pour créances irrécouvrables

- Notre solde brut de prêts et acceptations douteux s'est établi à 15,2 % de l'avoir des actionnaires et des réserves pour créances irrécouvrables, juste au-dessus du solde moyen de 14,6 % du groupe de référence du Canada et au-dessus du solde moyen de 10,0 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord.



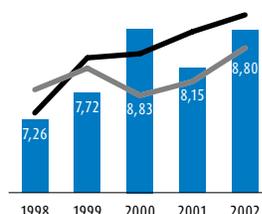
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total (%)

- Notre ratio de liquidité, qui s'est établi à 24,9 %, est inférieur aux ratios moyens de 28,7 % et de 38,2 % des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord respectivement.
- Le ratio des dépôts de particuliers au total des dépôts de BMO, indicateur d'un risque de liquidité plus faible, est le plus élevé parmi les groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord.



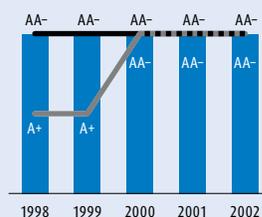
Ratio du capital de première catégorie (%)

- Notre ratio du capital de première catégorie, qui est de 8,80 %, est inférieur au ratio moyen du groupe de référence du Canada, de 9,07 %, mais nettement supérieur à notre objectif de 8 %.
- Selon les normes américaines, notre ratio du capital de première catégorie, qui est de 8,32 %, est inférieur au ratio moyen du groupe de référence de l'Amérique du Nord, de 8,50 %.



Cote de crédit

- Notre cote de crédit est comparable aux cotes moyennes des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord.
- Seules deux banques au sein du groupe de référence de l'Amérique du Nord ont une cote supérieure à celle de BMO.



■ BMO Groupe financier
 — Moyenne du groupe de référence du Canada
 — Moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord

Se reporter à la page 14 pour de plus amples commentaires sur les comparaisons avec nos groupes de référence.

COMPARAISON AVEC LES GROUPES DE RÉFÉRENCE DU CANADA ET DE L'AMÉRIQUE DU NORD

	2002					2001					Moyenne de cinq ans				
	Rés. BMO	Rang sur 6	Moy. banques can. Quart	Moy. banques A. du N.		Rés. BMO	Rang sur 6	Moy. banques can. Quart	Moy. banques A. du N.		Rés. BMO	Rang sur 6	Moy. banques can. Quart	Moy. banques A. du N.	
Mesures des résultats financiers (%)															
Rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA) annualisé sur cinq ans	7,9	4	8,2	1	3,3	14,3	6	17,7	3	14,7	7,9	4	8,2	1	3,3
Croissance du résultat dilué par action (RPA)	11,3	3	(16,1)	3	16,4	(14,8)	6	(2,0)	4	(8,4)	3,8	4	1,4	3	6,9
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires (RAA)	13,8	4	11,1	3	15,0	12,9	5	14,2	3	14,7	14,6	3	14,5	4	16,9
Croissance du profit économique net (PEN)	(15,2)	2	(97,0)	3	24,5	(43,3)	6	(17,1)	3	(38,0)	2,6	3	(8,2)	3	9,9
Croissance des revenus	1,7	4	2,5	3	7,6	3,2	5	8,8	3	9,1	4,4	6	9,3	4	10,7
Ratio des frais aux revenus	67,4	4	67,0	4	58,4	65,8	3	67,3	3	62,9	65,7	4	66,5	4	60,9
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	0,56	2	0,89	1	1,41	0,60	3	0,61	2	1,11	0,35	1	0,48	1	0,94
Mesures de la situation financière (%)															
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables	15,2	4	14,6	4	10,0	14,2	4	14,0	4	8,7	11,0	2	12,8	4	7,7
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	24,9	6	28,7	4	38,2	23,1	6	28,7	4	33,5	26,7	4	27,9	2	35,1
Ratio du capital de première catégorie	8,80	4	9,07	2	8,50	8,15	6	8,78	2	7,92	8,15	6	8,39	2	7,96
Cote de crédit	AA-	2	AA-	1	AA-	AA-	2	AA-	1	AA-	AA-	2	AA-	1	AA-

La moyenne du groupe de référence des banques canadiennes est fondée sur les résultats des six plus grandes banques du Canada : BMO Groupe financier, Banque CIBC, Banque Nationale du Canada, RBC Groupe Financier, Banque Scotia et Groupe Financier Banque TD. La moyenne du groupe de référence des banques nord-américaines est fondée sur les résultats des 17 plus grandes banques de l'Amérique du Nord, c'est-à-dire toutes celles dont l'avoir des actionnaires équivaut à au moins 75 % de celui de BMO. Le groupe de référence des banques nord-américaines comprend le groupe de référence des banques canadiennes, à l'exception de la Banque Nationale du Canada, ainsi que Bank of America Corporation, Bank One Corporation, Citigroup, FleetBoston Financial Corporation, J.P. Morgan Chase & Co., KeyCorp, National City Corporation, The PNC Financial Services

Group Inc., SunTrust Banks Inc., U.S. Bancorp, Wachovia Corporation et Wells Fargo & Company.

Les résultats des banques canadiennes sont en date du 31 octobre ou pour les exercices terminés à cette date, selon le cas; les résultats des banques américaines sont en date du 30 septembre ou pour les exercices terminés à cette date, selon le cas.

Les éléments exceptionnels sont exclus de toutes les mesures des résultats financiers, à l'exception du RTAA annualisé sur cinq ans et de la croissance du PEN.

Aux fins de comparaison avec nos groupes de référence, le ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus comprend l'amortissement des écarts d'acquisition dans le cas de toutes les banques pour les périodes antérieures à 2002.

Résultats de 2002

Groupe de référence du Canada

Les résultats de BMO pour l'exercice 2002, comparativement au groupe de référence du Canada, se sont nettement améliorés par rapport à 2001. Nous avons amélioré notre rang au classement des six banques du groupe de référence du Canada en ce qui a trait à six des sept mesures des résultats financiers, et nous avons conservé ou amélioré notre rang par rapport à 2001, en ce qui a trait à chacune des quatre mesures de la situation financière. Nos résultats de 2002 ont été supérieurs à la moyenne du groupe de référence pour quatre des sept mesures des résultats financiers. Nos résultats par rapport à la moyenne du groupe de référence se sont améliorés pour six des sept mesures des résultats financiers et pour trois des quatre mesures de la situation financière.

Groupe de référence de l'Amérique du Nord

Les résultats de BMO pour l'exercice 2002, comparativement au groupe de référence de l'Amérique du Nord, se sont améliorés par rapport à 2001 bien que cette amélioration n'ait pas été aussi prononcée qu'au Canada. Nous avons amélioré notre rang au classement par quart du groupe de référence de l'Amérique du Nord en ce qui a trait à trois des sept mesures des résultats financiers, et nos résultats pour 2002 ont été supérieurs à la moyenne du groupe de référence pour deux des sept mesures. Nos résultats par rapport à la moyenne du groupe de référence se sont améliorés pour quatre des sept mesures et sont restés les mêmes pour une mesure.

Commentaires sur les résultats de 2002

Le RTAA annualisé sur cinq ans, la plus importante de nos mesures des résultats financiers et de la situation financière, s'est amélioré. En effet, BMO occupe le quatrième rang au Canada et se classe maintenant dans le premier quart pour ce qui est de l'Amérique du Nord. Notre RTAA sur un an est troisième au Canada et troisième au classement des 17 banques du groupe de référence de l'Amérique du Nord.

La croissance du RPA et le RAA sont également des mesures de résultats particulièrement importantes. La croissance de 11,3 % de notre RPA nous place au troisième rang des banques canadiennes et s'est révélée beaucoup plus vigoureuse qu'au cours de l'exercice précédent. Le RAA, de 13,8 %, a aussi enregistré une forte hausse par rapport à 2001. Ces deux mesures ont été nettement supérieures aux moyennes du groupe de référence du Canada.

Nos résultats quant au ratio des frais aux revenus se sont détériorés par rapport aux groupes de référence en 2002 en raison des effets des

acquisitions d'entreprises. L'amélioration de la productivité est l'objectif prioritaire de BMO pour 2003.

Le ratio de BMO quant au solde brut des prêts et acceptations douteux par rapport au total de l'avoir des actionnaires et des réserves pour créances irrécouvrables occupe le quatrième rang dans le groupe de référence du Canada et se classe dans le quatrième quart du groupe de référence de l'Amérique du Nord. Ces classements demeurent inchangés par rapport à 2001. Toutefois, la provision pour créances irrécouvrables de BMO en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est améliorée en 2002, passant au second rang du groupe de référence du Canada et dans le premier quart du groupe de référence de l'Amérique du Nord. En outre, la moyenne de cinq ans de BMO a été la meilleure du groupe de référence du Canada et se classe dans le premier quart du groupe de référence de l'Amérique du Nord.

Le ratio de BMO quant à l'encaisse et aux valeurs mobilières par rapport à l'actif total a été le moins élevé du groupe de référence du Canada et s'est classé dans le quatrième quart du groupe de référence de l'Amérique du Nord. Toutefois, le ratio de liquidité de BMO est jugé sain. Un ratio élevé des dépôts de particuliers au total des dépôts est indicateur d'un risque de liquidité plus faible, et BMO a enregistré en 2002 le ratio le plus élevé à cet égard tant au sein du groupe de référence du Canada que de celui de l'Amérique du Nord.

Toutes les comparaisons qui précèdent ont été établies en faisant abstraction des éléments exceptionnels, selon le cas. Lorsque les comparaisons se fondent sur les mesures de rendement conformes aux PCGR, le classement de BMO au sein du groupe de référence du Canada s'améliore pour trois des sept mesures des résultats financiers, par rapport au classement obtenu abstraction faite des éléments exceptionnels, et reste identique pour les quatre autres mesures. Sur la base des PCGR, la croissance du RPA et le RAA de BMO se classent au deuxième rang, tandis que la croissance des revenus arrive au troisième rang du groupe de référence du Canada.

Moyenne de cinq ans

La moyenne des résultats de BMO sur cinq ans, par rapport aux groupes de référence, s'est améliorée comparativement à 2001. Nous avons amélioré notre rang au classement des six banques du groupe de référence du Canada en ce qui a trait à cinq des sept mesures des résultats financiers, et notre rang est demeuré le même pour les deux autres mesures. En Amérique du Nord, le classement par quart de BMO s'est amélioré dans le cas de deux mesures des résultats financiers et est demeuré le même pour les cinq autres mesures.

Faits saillants

- Les actionnaires de BMO ont profité d'un rendement annualisé sur cinq ans de 7,9 % et d'un rendement de 16,2 % en 2002.
- BMO a atteint ses cibles de revenu net en 2002.
- Le résultat par action a augmenté modestement par rapport à l'exercice 2001, mais a progressé de 11 % abstraction faite des éléments exceptionnels.
- BMO est la seule grande banque nord-américaine à avoir affiché un RAA de plus de 13 % sur 13 exercices consécutifs.
- Le RAA avant amortissement a atteint 14,6 % en 2002, par rapport à 13,9 % en 2001, abstraction faite des éléments exceptionnels.

Rendement total de l'avoir des actionnaires

L'objectif fondamental de BMO consiste à maximiser le rendement total de l'avoir des actionnaires et à se classer, à long terme, dans le quart supérieur de ses groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord à ce chapitre.

Le rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA) annualisé sur cinq ans constitue une mesure principale de la valeur de l'avoir des actionnaires et la plus importante de nos 11 mesures des résultats financiers et de la situation financière. Au cours des cinq dernières années, les actionnaires ordinaires de BMO ont obtenu un rendement annuel moyen de 7,9 % sur leur investissement. Ce rendement soutient favorablement la comparaison avec le rendement annuel négatif moyen de 0,3 % obtenu par l'indice composé de rendement global TSX durant la même période. On trouvera dans le tableau ci-dessous l'appréciation du cours de l'action de BMO et des dividendes versés durant cette période. Un investissement de 1 000 \$ en actions ordinaires de la Banque de Montréal au début de l'exercice 1998 vaudrait 1 462 \$ au 31 octobre 2002, en tenant compte du réinvestissement des dividendes; il en résulte un rendement total de 46 %.

Le rendement annualisé sur les cinq dernières années, qui s'établit à 7,9 %, a diminué par rapport au rendement annualisé de 14,3 % obtenu sur la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2001. Cette diminution s'explique par les RTAA annuels qui ont servi à établir la moyenne. Nous avons exclu du calcul le rendement de 55,0 % obtenu en 1997 et inclus le RTAA de 16,2 % obtenu durant l'exercice 2002.

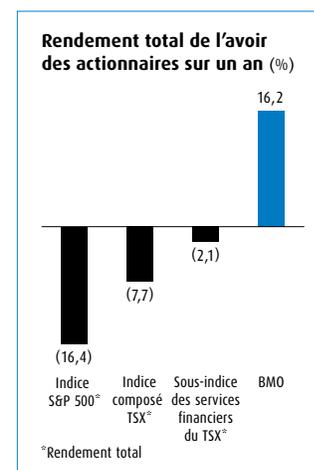
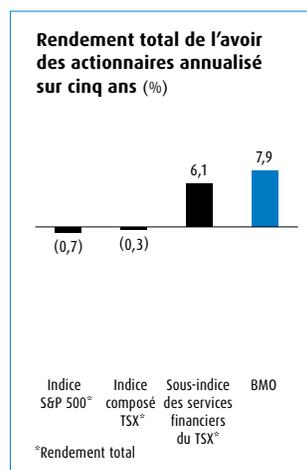
Le RTAA de 16,2 % de l'exercice 2002 soutient favorablement la comparaison avec le rendement négatif de 7,7 % de l'indice composé de rendement global TSX. Les résultats du quatrième trimestre de l'exercice ont été particulièrement solides.

D'autres observations sur le rendement de l'avoir des actionnaires et des comparaisons avec les groupes de référence se trouvent aux pages 12 et 14.

Le rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA) annualisé sur cinq ans correspond au rendement total annuel moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début d'une période de cinq ans. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires de BMO.

Comparaison des résultats de 2001 avec ceux de 2000

Pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2001, les actionnaires ordinaires de BMO avaient obtenu un rendement annuel moyen de 14,3 %, taux nettement supérieur à celui de l'indice composé de rendement global TSX, soit 5,8 %. Le rendement annuel moyen avait fléchi par rapport aux 22,9 % obtenus sur la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2000, car le rendement total de 42,4 % de 1996 ne faisait plus partie du calcul de la moyenne. Le rendement total négatif de 1,2 % de 2001 se comparait favorablement au rendement négatif de 27,5 % de l'indice composé TSX.



Rendement total de l'avoir des actionnaires

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998	1997
Cours de clôture d'une action ordinaire (en dollars)	38,10	33,86	35,25	28,33	31,55	30,43
Dividende versé par action (en dollars)	1,18	1,09	0,99	0,93	0,88	0,80
Dividende versé (%)	3,5	3,1	3,5	2,9	2,9	3,9
Augmentation (diminution) du cours de l'action (%)	12,5	(3,9)	24,4	(10,2)	3,7	50,0
Rendement total annuel de l'avoir des actionnaires (%)	16,2	(1,2)	29,0	(7,4)	6,4	55,0

Le rendement total annuel de l'avoir des actionnaires suppose le réinvestissement du dividende trimestriel; il n'est donc pas égal à la somme du dividende et du rendement de l'action dans le tableau.

Croissance du résultat par action

La variation annuelle, exprimée en pourcentage, du résultat par action (RPA) est la principale mesure que nous utilisons pour analyser la croissance du revenu net. Le résultat par action fait référence au résultat dilué par action.

Le RPA selon les états financiers s'est établi à 2,68 \$ pour l'exercice, comparativement à 2,66 \$ en 2001. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le RPA a augmenté de 11 %, passant de 2,48 \$ en 2001 à 2,76 \$ en 2002. Le RPA avant amortissement, abstraction faite des éléments exceptionnels, s'est établi à 2,91 \$, en hausse de 8,6 % par rapport à 2001. Cette hausse s'inscrit dans notre fourchette de croissance cible, comprise entre 8 % et 12 %, malgré le contexte difficile entourant les marchés financiers et le crédit.

Le revenu net s'est établi à 1 417 millions de dollars, en baisse de 54 millions de dollars ou de 4 % par rapport à l'exercice 2001. Les éléments exceptionnels, dont nous donnons le détail à la page 18 et dans le tableau 26, à la page 65, ont eu une incidence favorable sur le revenu net en 2001, mais ont diminué le résultat en 2002. Si l'on ne tient pas compte de l'incidence de ces éléments exceptionnels, le revenu net a progressé de 78 millions de dollars ou de 6 % pour s'établir à 1 456 millions de dollars, comparativement à 1 378 millions de dollars en 2001. Diverses mesures du revenu net et du RPA des dix dernières années se trouvent dans le tableau 2, à la page 52.

Les revenus ont diminué de 4 millions de dollars par rapport aux 8 863 millions de dollars de 2001. Abstraction faite des éléments exceptionnels, les revenus ont augmenté de 151 millions de dollars ou de 2 %. La forte croissance des services bancaires aux particuliers et aux entreprises et l'apport des entreprises acquises du secteur de la gestion de patrimoine, à quoi il faut ajouter les revenus de titrisation plus élevés des Services d'entreprise, ont plus que compensé une réduction marquée des revenus provenant des services bancaires de gros et des opérations de marché du groupe Gestion privée. La croissance des revenus est examinée à la page 19.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 359 millions de dollars ou de 6 % par rapport aux 5 671 millions de dollars de l'exercice précédent. Abstraction faite des éléments exceptionnels de l'exercice 2002, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 297 millions de dollars ou de 5 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 5 968 millions de dollars, les coûts des entreprises acquises et les dépenses continues liées aux initiatives stratégiques ainsi que d'autres augmentations n'ayant été que partiellement compensés par les mesures de contrôle des coûts. Les frais sont examinés à la page 22.

Abstraction faite des éléments exceptionnels, la provision pour créances irrécouvrables a diminué de 60 millions pour s'établir à 820 millions de dollars en 2002. La provision pour créances irrécouvrables est examinée à la page 22 ainsi qu'à la page 29, dans la section portant sur le risque de crédit.

Une provision pour créances irrécouvrables inférieure, la cessation de l'amortissement des écarts d'acquisition ainsi que des taux d'impôts sur le revenu et des avantages fiscaux plus favorables ont contribué sensiblement à améliorer le revenu net, abstraction faite des éléments exceptionnels.

D'autres observations sur la croissance du RPA et des comparaisons avec les groupes de référence se trouvent aux pages 12 et 14.

Comparaison des résultats de 2001 avec ceux de 2000

Le RPA avait diminué de 0,59 \$ ou de 18 % pour s'établir à 2,66 \$ en 2001. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le RPA avait diminué de 0,43 \$ ou de 15 % pour s'établir à 2,48 \$, l'augmentation de 480 millions de dollars de la provision pour créances irrécouvrables et les coûts plus élevés ayant dépassé la croissance des revenus dans le contexte économique médiocre du dernier semestre de l'exercice 2001.

Nous calculons le **résultat par action (RPA)** en divisant le revenu net, déduction faite des dividendes versés sur les actions privilégiées, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le RPA dilué, qui sert de base aux mesures du rendement, tient compte des conversions éventuelles d'instruments financiers en actions ordinaires qui auraient pour conséquence de réduire le RPA. La note 19 afférente aux états financiers, à la page 85, contient plus de détails sur le RPA.

Mesures du revenu net avant amortissement

Souvent, BMO et certains investisseurs utilisent les mesures du revenu net avant amortissement lorsqu'ils évaluent le rendement. Les données avant amortissement rajustent le revenu net de manière à ce que soit rajouté l'amortissement des écarts d'acquisition et des éléments d'actif incorporel. Bien que les PCGR n'exigent plus l'amortissement des écarts d'acquisition, ils exigent encore l'amortissement des éléments d'actif incorporel à durée de vie définie. Les mesures du revenu net avant amortissement sont particulièrement utiles lorsqu'on compare les résultats de deux exercices où il s'est produit une acquisition, parce que l'amortissement hors caisse des éléments d'actif incorporel peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat.

Modification des conventions comptables

Amortissement des écarts d'acquisition

Comme l'explique la note 9, à la page 78, nous avons adopté, en 2002, de nouvelles normes comptables en vertu desquelles les écarts d'acquisition et les éléments d'actif incorporel à durée de vie indéfinie ne sont plus amortis. En 2001, l'amortissement des écarts d'acquisition s'était chiffré à 62 millions de dollars (56 millions de dollars après impôts), et il n'y avait pas eu d'éléments d'actif incorporel à durée de vie indéfinie.

Entités ad hoc hors bilan

Comme l'explique la note 7, à la page 77, nous examinons un projet de note d'orientation sur la consolidation des entités ad hoc afin de savoir si nous sommes tenus ou non de consolider nos entités ad hoc hors bilan en 2003.

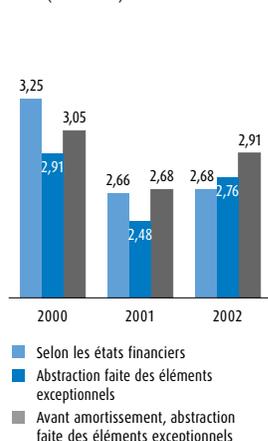
Options d'achat d'actions

Comme l'explique la note 16, à la page 81, à partir du 1^{er} novembre 2002, nous passerons en charges, durant la période d'acquisition de droits, la juste valeur des options d'achat d'actions émises à compter de cette date.

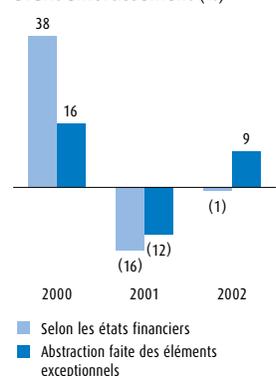
Produits dérivés

Comme l'explique la note 23, à la page 86, de nouvelles normes comptables seront adoptées en 2003 pour les produits dérivés, aux termes desquelles toutes les positions de produits dérivés devront être évaluées à la valeur du marché, à moins qu'elles ne satisfassent à certains critères de couverture. Nos normes actuelles répondent pour l'essentiel à ces exigences.

RPA (en dollars)



Croissance annuelle du RPA avant amortissement (%)



Rendement de l'avoir des actionnaires

Le rendement de l'avoir des actionnaires (RAA) constitue une autre de nos mesures principales du rendement.

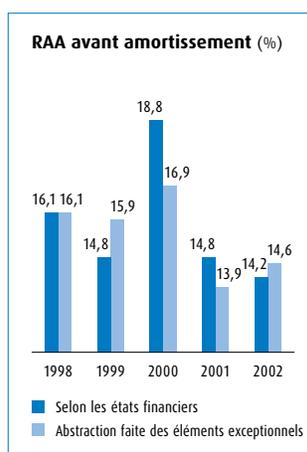
En 2002, le RAA s'est établi à 13,4 %, comparativement à 13,8 % en 2001. BMO est la seule grande banque nord-américaine dont le RAA a dépassé 13 % au cours de chacun des treize derniers exercices. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le RAA s'est établi à 13,8 %, en hausse de 0,9 % par rapport à l'exercice précédent. Le RAA avant amortissement, abstraction faite des éléments exceptionnels, s'est établi à 14,6 % en 2002, soit à l'intérieur de notre fourchette cible, comprise entre 14 % et 15 %, et en hausse par rapport à 2001, où il s'était établi à 13,9 %.

Le tableau 3, à la page 53, présente des statistiques sur le RAA des dix dernières années.

Les pages 12 et 14 contiennent d'autres observations sur le RAA, ainsi que des comparaisons avec les groupes de référence.

Comparaison des résultats de 2001 avec ceux de 2000

Le RAA s'était établi à 13,8 % en 2001, comparativement à 18,0 % en 2000. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le RAA s'était chiffré à 12,9 %, en baisse par rapport à 16,1 % en 2000. Malgré cette diminution, les résultats financiers ont profité des rachats d'actions ordinaires effectués en 2001.



Le **rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires (RAA)** équivaut au revenu net moins les dividendes sur les actions privilégiées, exprimé en pourcentage de l'avoir moyen des actionnaires ordinaires. L'avoir des actionnaires ordinaires comprend le capital-actions ordinaire et les bénéfices non répartis.

Le **rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires avant amortissement** est calculé de la même façon que le RAA, mais on rajuste le revenu net en rajoutant l'amortissement des écarts d'acquisition, le cas échéant, et des éléments d'actif incorporel.

Croissance du profit économique net

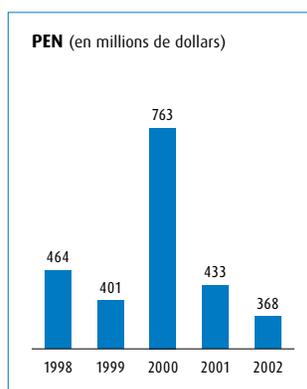
La quatrième et dernière mesure principale de la valeur est la croissance du profit économique net (PEN).

Le PEN a diminué de 15 % pour s'établir à 368 millions de dollars; cette baisse s'explique du fait que le revenu net avant amortissement enregistré en 2002 était inférieur à celui de l'année précédente, compte tenu des éléments exceptionnels favorables en 2001. Le groupe Particuliers et entreprises a été le seul à générer un profit économique en 2002; les autres groupes clients ont généré un rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement légèrement inférieur à leur coût du capital.

Les pages 12 et 14 contiennent d'autres observations sur la croissance du PEN ainsi que des comparaisons avec les groupes de référence.

Comparaison des résultats de 2001 avec ceux de 2000

Le PEN avait diminué de 330 millions de dollars ou de 43 %, pour s'établir à 433 millions de dollars en 2001. La diminution s'expliquait par une baisse du revenu net avant amortissement et une hausse de l'avoir moyen des actionnaires, et avait été compensée en partie par une réduction du coût du capital découlant du repli des taux d'intérêt à moyen terme.



La **croissance du profit économique net (PEN)** est le pourcentage de variation annuelle du PEN total, le PEN étant le revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital. Le PEN constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Profit économique net (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998
Revenu net afférent aux actions ordinaires	1 338	1 391	1 756	1 265	1 238
Incidence après impôts de l'écart d'acquisition hors caisse et amortissement d'autres éléments d'actif incorporel évaluables	75	101	74	67	69
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant amortissement	1 413	1 492	1 830	1 332	1 307
Moins : Charge au titre du capital*	1 045	1 059	1 067	931	843
Profit économique net	368	433	763	401	464
Croissance du profit économique net (%)	(15)	(43)	90	(14)	(5)
*Charge au titre du capital					
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	9 973	10 100	9 745	8 976	8 128
Coût du capital (%)	10,5	10,5	11,0	10,4	10,4
Charge au titre du capital	1 045	1 059	1 067	931	843

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

Cette section aborde nos résultats financiers pour 2002 et 2001 en mettant l'accent sur l'état des résultats et sur le bilan figurant dans nos états financiers consolidés, qui débutent à la page 67.

Faits saillants

- Abstraction faite des éléments exceptionnels, les revenus ont augmenté de 151 millions de dollars ou de 2 % en 2002, comparativement à une hausse de 3 % en 2001.
- La solide croissance du groupe Particuliers et entreprises a été neutralisée par les revenus inférieurs obtenus par le groupe Services d'investissement dans une période difficile pour les marchés.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels, le ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus s'est établi à 67,4 % en 2002, comparativement à 65,1 % en 2001.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels, de l'incidence des acquisitions d'entreprises et des indemnités de départ accordées au quatrième trimestre, les frais sont du même ordre que ceux de l'exercice précédent.

Mesures non conformes aux PCGR

De temps à autre, les résultats d'exploitation comprennent des éléments exceptionnels. Les éléments désignés exceptionnels par la direction, pour les besoins de la présentation de l'information financière, sont généralement importants, quantifiables et peu fréquents, et ils ne sont pas susceptibles de se répéter dans un proche avenir. La direction juge opportun de ne pas inclure ces éléments dans l'évaluation des activités courantes de BMO et dans l'analyse des tendances.

Le tableau ci-contre présente les éléments exceptionnels de BMO et leur incidence sur l'état des résultats sommaire de BMO, conforme aux PCGR. Il présente aussi les rajustements qui servent à calculer le revenu net avant amortissement, que certains analystes considèrent comme une mesure importante du revenu net. En 2002, les coûts liés aux acquisitions ont été classés comme exceptionnels parce qu'ils jouent un rôle important dans les résultats du groupe Gestion privée et pourraient fausser l'analyse des tendances.

En 2001 et en 2000, les gains réalisés sur les ventes, l'augmentation de la provision générale pour créances irrécouvrables et la réduction de la valeur des actifs d'impôts futurs ont été classés dans la catégorie des éléments exceptionnels, parce que ceux-ci étaient considérés comme importants mais non réguliers et découlaient, dans certains cas, de mesures prises par la direction qui étaient susceptibles d'influer considérablement sur les résultats. La dévaluation du placement dans des titres adossés à des obligations a été classée dans les éléments exceptionnels en raison de sa nature inhabituelle et de son incidence sur les résultats du trimestre concerné. La contrepassation de la provision pour créances irrécouvrables à la vente de titres de pays en développement (PED) et celle des frais de restructuration ont été classées comme éléments exceptionnels, car elles portent sur des frais qui avaient été classés antérieurement comme exceptionnels.

C'est à partir des données disponibles et de ce qu'elle peut anticiper que la direction classe comme exceptionnels les éléments reliés à un trimestre qui ont une incidence sur les résultats de ce trimestre. Jusqu'à présent, BMO n'a pas rajusté rétroactivement des éléments qu'elle avait classés comme exceptionnels en fonction d'événements survenus dans des périodes ultérieures. Bien que de tels rajustements soient possibles et puissent être pertinents, le maintien d'un élément désigné comme exceptionnel favorise la neutralité. Un classement qui a une incidence favorable ou défavorable sur l'analyse effectuée pour la période où le classement a eu lieu produira l'effet contraire lorsque les résultats d'une période ultérieure seront comparés à ceux obtenus dans la période où est apparu l'élément exceptionnel.

La direction de BMO et certaines parties intéressées considèrent que l'analyse des résultats est meilleure lorsqu'elle se concentre sur les résultats avant amortissement et sur les résultats excluant les éléments exceptionnels. Cependant, les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs de ces analyses que leurs résultats ainsi rajustés n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

Incidence des éléments exceptionnels (en millions de dollars)

	2002	2001	2000
Selon les états financiers			
Revenus (bic)	8 859	8 863	8 664
Provision pour créances irrécouvrables	820	980	358
Frais autres que d'intérêts	6 030	5 671	5 258
Revenu avant	2 009	2 212	3 048
Provision pour impôts sur le revenu (bic)	530	643	1 123
Autres	62	98	68
Revenu net	1 417	1 471	1 857
Amortissement des écarts d'acquisition et des éléments d'actif incorporel, déduction faite des impôts sur le revenu			
	75	101	74
Revenu net avant amortissement	1 492	1 572	1 931

Éléments exceptionnels

Gain à la vente de Partners First	–	–	112
Gain à la vente des services fiduciaires aux grandes entreprises aux É.-U.	–	–	74
Gain à la vente de succursales	–	12	40
Gain à la vente de Bancomer	–	321	–
Dévaluation des investissements dans des titres adossés à des obligations	–	(178)	–
Revenus	–	155	226
Contrepassation de la provision pour créances irrécouvrables à la vente de titres de PED			
	–	–	(42)
Augmentation de la réserve générale	–	100	–
Provision pour créances irrécouvrables	–	100	(42)
Contrepassation de frais de restructuration			
	–	–	(43)
Coûts reliés aux acquisitions	62	–	–
Frais autres que d'intérêts	62	–	(43)
Incidence des éléments exceptionnels avant impôts	(62)	55	311
Impôts sur le revenu sur les éléments exceptionnels	(23)	(63)	126
Rajustement des actifs d'impôts futurs	–	25	–
Incidence sur le revenu net	(39)	93	185

Abstraction faite des éléments exceptionnels

Revenus (bic)	8 859	8 708	8 438
Provision pour créances irrécouvrables	820	880	400
Frais autres que d'intérêts	5 968	5 671	5 301
Revenu avant	2 071	2 157	2 737
Provision pour impôts sur le revenu (bic)	553	681	997
Autres	62	98	68
Revenu net	1 456	1 378	1 672
Amortissement des écarts d'acquisition et des éléments d'actif incorporel, déduction faite des impôts sur le revenu			
	75	101	74
Revenu net avant amortissement	1 531	1 479	1 746

Acquisitions d'entreprises

BMO Groupe financier a procédé à un certain nombre d'acquisitions sélectives au cours des deux dernières années conformément à sa stratégie d'expansion transnationale. Jusqu'à présent, ces acquisitions ont eu une incidence nette minimale sur le revenu net, surtout en raison des frais d'amortissement hors caisse et du contexte difficile entourant les activités de gestion de patrimoine. Les acquisitions ont augmenté les revenus et les frais. Le tableau ci-contre présente les acquisitions et leur effet cumulatif sur les revenus, les frais et le revenu net par entité d'exploitation en 2002 pour faciliter l'analyse des résultats.

Acquisitions d'entreprises (en millions de dollars)

Entreprise acquise	Effet cumulatif sur les résultats de l'exercice 2002		
	Revenus	Frais	Revenu net
Groupe Particuliers et entreprises			
First National Bank of Joliet (Joliet)			
acquise en juillet 2001 pour 337 millions de dollars	55	43	7
Groupe Gestion privée			
Morgan Stanley Individual Investor Group – Comptes en ligne			
acquis en mai 2002 pour 153 millions de dollars			
Northwestern Trust and Investment Advisory Company			
acquise en avril 2002 pour 19 millions de dollars			
CSFBdirect			
acquise en février 2002 pour 854 millions de dollars			
Groupe de Fonds Guardian Ltée			
acquis en juillet 2001 pour 187 millions de dollars			
Total des acquisitions du groupe Gestion privée			
1 213 millions de dollars	199	207	(6)
BMO Groupe financier			
Acquisitions totalisant 1 550 millions de dollars	254	250	1

Les montants précités excluent les coûts exceptionnels de 62 millions de dollars (39 millions de dollars après impôts) reliés aux acquisitions engagés par le groupe Gestion privée.

Croissance des revenus

Le total des revenus a diminué de 4 millions de dollars en 2002 pour s'établir à 8 859 millions de dollars. Si l'on fait abstraction des éléments exceptionnels qui ont avantagé les résultats de l'exercice précédent, les revenus ont augmenté de 151 millions de dollars ou de 2 %. Après rajustement du revenu de 2002 pour tenir compte de l'effet cumulatif des revenus des entreprises acquises en 2001 et 2002, les revenus de l'exercice ont diminué de 102 millions de dollars ou de 1 %. La solide croissance des revenus du groupe Particuliers et entreprises a été plus que neutralisée par les diminutions enregistrées par le groupe Services d'investissement. Les revenus du groupe Gestion privée, qui ont augmenté de 13 % dans l'ensemble, sont demeurés du même ordre, après rajustement pour les acquisitions d'entreprises, dans un contexte particulièrement difficile. Les revenus des Services d'entreprise ont augmenté, abstraction faite des éléments exceptionnels, grâce aux revenus de titrisation plus élevés.

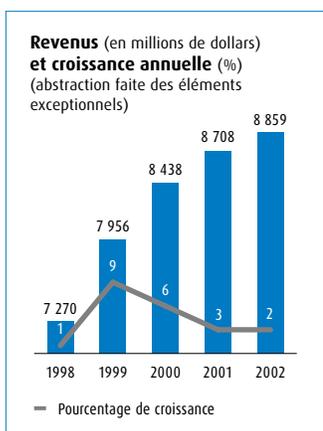
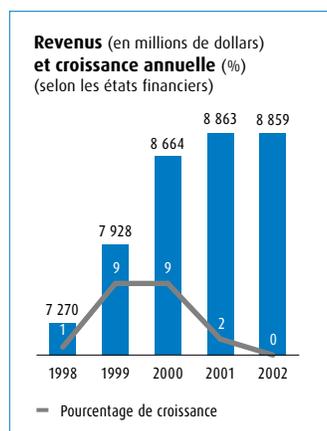
Base d'imposition comparable (bic)

Les revenus figurant dans notre analyse de la direction sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). La bic porte les revenus de certains titres exempts d'impôt au montant équivalent qui serait assujéti à l'impôt, afin de faciliter les comparaisons. Cet effet est présenté au tableau 6, à la page 54.

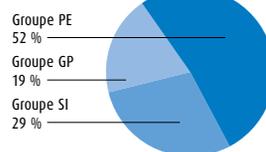
Revenus

(abstraction faite des éléments exceptionnels) (en millions de dollars)

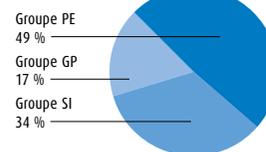
pour l'exercice terminé le 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998
Revenu net d'intérêts (bic)	4 935	4 641	4 338	4 417	4 152
Croissance annuelle (%)	6	7	(2)	6	(1)
Revenus autres que d'intérêts	3 924	4 067	4 100	3 539	3 118
Croissance annuelle (%)	(4)	(1)	16	14	5
Total des revenus	8 859	8 708	8 438	7 956	7 270
Croissance annuelle (%)	2	3	6	9	1



Revenus par entité d'exploitation en 2002 (abstraction faite des éléments exceptionnels)



Revenus par entité d'exploitation en 2001 (abstraction faite des éléments exceptionnels)



Variation du revenu net d'intérêts, de l'actif moyen et de la marge nette d'intérêts

	Revenu net d'intérêts (bic)				Actif moyen			Marge nette d'intérêts		
	(en millions de dollars)		Variation		(en millions de dollars)			(en points de base)		
pour l'exercice terminé le 31 octobre	2002	2001	\$	%	2002	2001	Variation (%)	2002	2001	Variation
Groupe PE Canada	2 526	2 431	95	4	87 093	81 289	7	290	299	(9)
Groupe PE Harris	783	623	160	26	18 713	14 856	26	418	419	(1)
Groupe Particuliers et entreprises (groupe PE)	3 309	3 054	255	8	105 806	96 145	10	313	318	(5)
Groupe Gestion privée (groupe GP)	565	540	25	5	5 509	5 340	3	1 026	1 012	14
Groupe Services d'investissement (groupe SI)	1 466	1 497	(31)	(2)	140 760	145 092	(3)	104	103	1
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	(405)	(450)	45	10	(4 085)	(3 329)	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Total	4 935	4 641	294	6	247 990	243 248	2	199	191	8

n.s. – non significatif

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts pour l'exercice s'est établi à 4 935 millions de dollars, en hausse de 294 millions de dollars ou de 6 % par rapport à 2001. La hausse est attribuable à la croissance des volumes du côté des services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Les marges nettes d'intérêts ont atteint en moyenne 1,99 % et ont été supérieures de 8 points de base par rapport à 2001. La hausse était attribuable aux changements survenus dans la composition de l'actif, car les actifs des services de détail, au rendement relativement plus élevé, ont fortement progressé, tandis que les actifs des services de gros, au rendement relativement moins élevé, ont diminué.

L'actif moyen a augmenté de 4,8 milliards de dollars; celui du groupe Particuliers et entreprises s'est accru de 9,7 milliards de dollars, reflet d'une solide croissance au Canada, en particulier du côté des prêts hypothécaires à l'habitation. Les dépôts de particuliers et d'entreprises au Canada ont également connu une forte croissance. Aux États-Unis, les services bancaires aux particuliers et aux entreprises ont enregistré une hausse considérable, en partie grâce à l'acquisition de la First National Bank of Joliet en juillet 2001. Les marges ont diminué au Canada, témoignant de la faiblesse des taux d'intérêt et de la vive concurrence qui sévit dans le marché des prêts.

La croissance du revenu net d'intérêts dans le groupe Gestion privée s'explique en grande partie par les acquisitions d'entreprises faites aux États-Unis. Les marges nettes d'intérêts du groupe sont relativement élevées par rapport à l'actif, car le solde des dépôts à terme de particuliers dépasse le solde des prêts.

L'actif moyen du groupe Services d'investissement a diminué de 4,3 milliards de dollars en raison de la faiblesse du marché des prêts aux grandes entreprises et des réductions stratégiques opérées dans les prêts non gérés dans le cadre d'une relation d'affaires. La marge d'intérêts est restée essentiellement la même. Les effets des marges plus élevées du côté des activités liées aux marchés financiers n'ont été que partiellement contrebalancés par des marges inférieures enregistrées à l'égard des activités de gestion de trésorerie et par des soldes de prêts inférieurs.

Revenus autres que d'intérêts

Les revenus autres que d'intérêts, qui comprennent tous les revenus autres que le revenu net d'intérêts, ont diminué de 298 millions de dollars pour s'établir à 3 924 millions de dollars, comparativement à 4 222 millions de dollars en 2001. En 2001, les éléments exceptionnels avaient totalisé 155 millions de dollars, dont un gain de 321 millions de dollars à la vente de notre investissement dans Bancomer et un gain de 12 millions de dollars à la vente de succursales, qui ont été contrebalancés en partie par une dévaluation de 178 millions de dollars de nos investissements dans des titres adossés à des obligations. Il n'y a aucun élément exceptionnel en 2002. Abstraction faite des éléments exceptionnels de 2001, les revenus autres que d'intérêts en 2002 ont diminué de 143 millions de dollars ou de 4 % par rapport à 2001. L'effet cumulatif des acquisitions d'entreprises a ajouté 152 millions de dollars aux revenus autres que d'intérêts. Le reste de la section portant sur les revenus autres que d'intérêts ne tient pas compte des éléments exceptionnels.

Les commissions et frais sur titres ont augmenté de 71 millions de dollars. Ces frais sont constitués principalement de commissions de courtage de plein exercice et de courtage autogéré au sein du groupe Gestion privée, ainsi que de commissions sur les actions négociées par les investisseurs institutionnels au sein du groupe Services d'investissement. Les revenus tirés des investisseurs institutionnels ont augmenté,

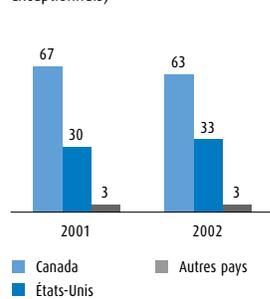
Le revenu net d'intérêts correspond au revenu perçu sur l'actif, notamment les prêts et les titres, y compris le revenu d'intérêts et de dividendes et la part de BMO des revenus tirés des placements comptabilisés à la valeur de consolidation, moins les frais d'intérêts liés au passif, notamment les dépôts.

La marge nette d'intérêts correspond au ratio du revenu net d'intérêts à l'actif moyen.

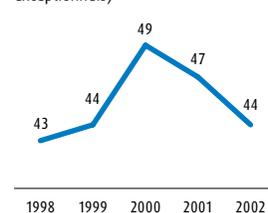
mais la plus grande partie de la hausse provient des acquisitions de firmes de courtage en direct, car le volume des opérations négociées pour les clients a diminué. Les frais de service au titre des dépôts et des ordres de paiement, qui représentent le revenu tiré des comptes de dépôt des particuliers et des entreprises, ont augmenté de 62 millions de dollars, tandis que les frais sur cartes ont augmenté de 56 millions de dollars. Les deux hausses sont attribuables à la croissance élevée des volumes et aux initiatives de service.

Les commissions sur prêts ont diminué de 46 millions de dollars en raison d'une baisse des prêts aux grandes entreprises survenue dans le groupe Services d'investissement par suite de l'affaiblissement de la demande. Les frais de gestion de placements et de garde de titres ont diminué de 22 millions de dollars, en partie à cause des moins-values subies sur les marchés boursiers.

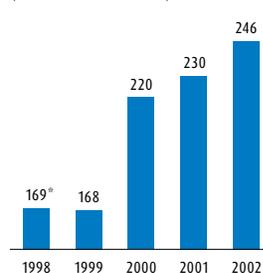
Revenus par pays (%)
(abstraction faite des éléments exceptionnels)



Revenus autres que d'intérêts en % du total des revenus
(abstraction faite des éléments exceptionnels)

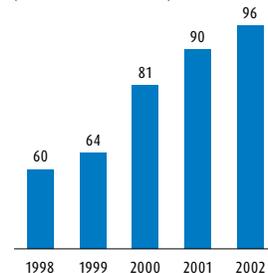


Actif sous administration
(en milliards de dollars)



*Abstraction faite de l'actif visant le service international de gestion de titres totalisant 177 milliards de dollars

Actif sous gestion
(en milliards de dollars)



Revenus autres que d'intérêts

(abstraction faite des éléments exceptionnels) (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998
Commissions et frais sur titres	813	742	859	666	657
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	732	670	646	616	558
Revenus de négociation	209	490	388	295	40
Commissions sur prêts	306	352	322	329	290
Frais sur cartes	260	204	216	205	196
Frais de gestion de placements et de garde de titres	314	336	373	419	407
Revenus tirés de fonds d'investissement	309	251	232	207	199
Revenus de titrisation	329	331	343	296	158
Commissions de prise ferme et de consultation	228	234	210	175	212
Gains (pertes) sur titres de placement	(146)	(20)	71	(30)	97
Change, hors négociation	151	127	146	133	103
Revenus d'assurance	105	125	96	73	62
Autres revenus	314	225	198	155	139
Total	3 924	4 067	4 100	3 539	3 118

Ventilation de la croissance des revenus autres que d'intérêts

(abstraction faite des éléments exceptionnels) (%)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2002	2001	2000
Volume d'affaires et autres	5,3	3,0	4,8
Revenus de négociation	(6,9)	2,5	2,6
Revenus de titrisation	–	(0,3)	1,3
Commissions et frais sur titres	1,7	(2,9)	5,5
Gains (pertes) sur titres	(3,1)	(2,2)	2,9
Frais de gestion de placements	(0,5)	(0,9)	(1,3)
Croissance totale des revenus autres que d'intérêts	(3,5)	(0,8)	15,8

Les revenus tirés des fonds d'investissement ont augmenté de 58 millions de dollars, surtout à cause de l'acquisition du Groupe de Fonds Guardian et de CSFB*direct*.

Les revenus de titrisation sont restés essentiellement les mêmes. Comme le souligne la note 6 afférente aux états financiers, à la page 76, les gains réalisés à la vente de prêts en tant que composante des revenus de titrisation ont fortement progressé par rapport à 2001. Ces hausses ont été largement neutralisées par la diminution des autres revenus de titrisation. Cet effet de contreponds concerne surtout les changements qui ont touché les PCGR en 2001, en vertu desquels les revenus des prêts renouvelables sur cartes de crédit et des prêts hypothécaires titrisés sont maintenant comptabilisés dans les gains à la vente plutôt que dans les autres revenus de titrisation, selon la méthode de la comptabilité de caisse.

Les commissions de prise ferme et de consultation ont diminué de 6 millions de dollars pour s'établir à 228 millions. Au chapitre de la consultation, les activités de restructuration ont été vigoureuses, tandis que les revenus tirés des montages de financement par actions ont monté en flèche, surtout en raison de la grande activité du côté des fiducies de revenu. Les commissions de structuration du service de titrisation ont été appréciables, tandis que les commissions sur les fusions et acquisitions ont fléchi dans un marché peu actif. Les pertes sur titres de placement se sont élevées à 146 millions de dollars, comparativement à 20 millions de dollars en 2001. Les pertes nettes des deux exercices témoignent des importantes dévaluations dans les titres adossés à des obligations du groupe Services d'investissement et dans certaines positions de banque d'affaires. La faiblesse du marché du crédit et la défaillance de certaines industries, notamment celle des télécommunications, ont influé sur les pertes. Les investissements dans des titres adossés à des obligations ont été entièrement radiés en 2002.

La croissance des revenus de change a été largement neutralisée par la baisse des revenus d'assurance. Les autres revenus ont augmenté de 89 millions de dollars grâce à des revenus immobiliers et autres plus élevés, notamment les commissions de vente.

Revenus de négociation

Les **revenus de négociation** se composent du revenu net d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et d'opérations hors bilan effectuées pour des fins de négociation. La gestion de ces opérations comprend généralement leur évaluation quotidienne au prix du marché. Les revenus de négociation comprennent notamment les revenus (frais) et les gains (pertes) relatifs aux instruments inscrits au bilan ainsi qu'aux contrats de taux d'intérêt et de change (incluant les opérations au comptant) et aux contrats sur produits de base et titres de participation et de créance hors bilan.

Les revenus tirés des activités de négociation ont totalisé 391 millions de dollars, comparativement à 605 millions de dollars en 2001. Les revenus de négociation dépendent principalement du volume des activités exécutées pour le compte de nos clients, qui font affaire avec BMO pour diminuer leurs risques ou pour investir. BMO réalise une marge ou un profit sur le total net des positions de ses clients en neutralisant de façon rentable, à l'intérieur de limites prescrites, le risque global des positions nettes. BMO prend aussi des positions à son propre compte afin de réaliser des profits de négociation. Bien que les positions de BMO prises pour son propre compte puissent l'exposer à des pertes ou à des profits, les positions et le risque qu'elles comportent sont gérés de près; les profits ou pertes découlant de ces activités ne sont généralement pas le facteur le plus important qui influe sur les revenus de négociation.

La diminution de 214 millions de dollars du résultat par rapport à l'exercice précédent est en partie attribuable à la robustesse des revenus de négociation en 2001, les résultats de 2002 ayant fléchi à l'égard de la plupart des produits. La volatilité plus faible des marchés en 2002, qui limite aussi les occasions de négociation, a joué un rôle important dans le fléchissement de la demande et dans la réduction des activités pour le compte des clients qui en a résulté. Le redressement de la courbe de rendement des taux d'intérêt, le marché du crédit, la cessation de nos activités comme courtier opérant sur le marché primaire aux États-Unis en 2001 et l'abandon de certaines activités en 2002 ont également contribué à la diminution des revenus. La section portant sur le risque de marché, à la page 31, présente d'autres renseignements sur les revenus de négociation.

Revenus d'intérêts et autres que d'intérêts liés

aux opérations de négociation (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998
Taux d'intérêt	180	241	178	154	85
Change	69	126	112	118	114
Actions	56	118	165	50	(70)
Autres revenus	86	120	(2)	90	4
Total	391	605	453	412	133
Présentés sous :					
Revenu net d'intérêts	182	115	65	117	93
Revenus autres que d'intérêts – revenus de négociation	209	490	388	295	40
Total	391	605	453	412	133

Comparaison des résultats de 2001 avec ceux de 2000

En 2001, le total des revenus avait augmenté de 199 millions de dollars ou de 2 %, pour s'établir à 8 863 millions. Cette augmentation comportait une hausse du revenu net d'intérêts de 303 millions de dollars ou de 7 %, de même qu'une diminution des revenus autres que d'intérêts de 104 millions de dollars ou de 2 %. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le total des revenus avait augmenté de 270 millions ou de 3 %, pour s'établir à 8 708 millions de dollars.

En 2001, BMO avait cessé d'incorporer dans ses résultats sa part du revenu net du Grupo Financiero Bancomer en raison d'une diminution de sa participation. Le revenu net de cette participation avait été inférieur de 54 millions de dollars à celui de 2000. Le revenu net d'intérêts avait progressé grâce à la croissance des volumes au sein du

groupe Particuliers et entreprises et aux acquisitions d'entreprises faites par le groupe Gestion privée. Pour sa part, le groupe Services d'investissement avait bénéficié de la diminution des taux d'intérêt, du revenu de dividendes plus élevé sur les titres de banque d'affaires et de l'amélioration des marges.

Les revenus autres que d'intérêts, abstraction faite des éléments exceptionnels, avaient diminué de 1 % par rapport à l'exercice 2000.

Ratio des frais aux revenus

Le ratio des frais aux revenus s'est établi à 68,1 % en 2002, en hausse de 4,1 points de pourcentage par rapport à 2001. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le ratio s'est établi à 67,4 %, comparativement à 65,1 % en 2001. Le ratio global de BMO est toujours tributaire de la vigueur relative des revenus de chacune des entités d'exploitation. Le ratio des frais aux revenus est habituellement assez différent d'une entité à l'autre vu la nature de leurs activités. Le groupe Particuliers et entreprises est l'entité la plus importante de BMO et son ratio de productivité s'est amélioré de 252 points de base. Abstraction faite des gains exceptionnels réalisés à la vente de succursales en 2001, le ratio s'est amélioré de 269 points de base pour s'établir à 60,0 %.

Les ratios de productivité des autres entités d'exploitation ont été moins favorables qu'il y a un an. Pour ce qui est des activités à commission, en particulier celles liées aux marchés boursiers, le ratio de productivité est plus volatil. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le ratio des frais aux revenus du groupe Gestion privée a augmenté en raison d'un amortissement d'éléments d'actif incorporel supérieur lié aux acquisitions. Si l'on fait abstraction des acquisitions d'entreprises, le ratio des frais aux revenus du groupe Gestion privée s'est légèrement amélioré par rapport à l'exercice précédent. Malgré une réduction des frais de 91 millions de dollars sur 12 mois, le ratio des frais aux revenus du groupe Services d'investissement a augmenté en raison de la diminution des revenus attribuable à la faiblesse du marché.

Les frais ont augmenté de 6 % par rapport à 2001, ou de 5 %, abstraction faite des éléments exceptionnels. Les frais comportent un montant de 250 millions de dollars relié à l'effet cumulatif des acquisitions d'entreprises, ainsi que des coûts de 50 millions de dollars au titre des indemnités de départ au quatrième trimestre. Ces coûts portent sur des compressions de personnel d'environ 500 postes, dont quelque 55 % sont reliés aux activités des Services d'entreprise, notamment du groupe Technologie et solutions.

Abstraction faite des éléments exceptionnels, des indemnités de départ et des acquisitions d'entreprises, les frais ont été du même ordre que ceux de l'exercice précédent. En 2002, une augmentation de 68 millions de dollars des coûts de retraite et les effets d'un dollar américain plus vigoureux ont influé sur les frais. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la baisse de la rémunération liée au rendement et par les effets des mesures continues de réduction des

Provision pour créances irrécouvrables

La provision pour créances irrécouvrables s'est établie à 820 millions de dollars. Elle s'était chiffrée à 880 millions de dollars en 2001, si l'on fait abstraction d'une provision générale de 100 millions de dollars qui a été classée dans les éléments exceptionnels pour les besoins de la présentation de l'information financière. L'objectif de BMO en 2003 est de maintenir la provision pour créances irrécouvrables au même niveau qu'en 2002. La section sur le risque de crédit, à la page 29, traite de la provision pour créances irrécouvrables.

Nous utilisons comme principale mesure de productivité le **ratio des frais aux revenus**, soit les frais autres que d'intérêts sur le total des revenus, sur une base d'imposition comparable. On l'appelle souvent le ratio de productivité.

coûts. La baisse sensible de la rémunération liée au rendement dans le groupe Services d'investissement a été neutralisée en grande partie par l'augmentation des coûts au sein du groupe Particuliers et entreprises. Le tableau ci-dessous fait état de l'augmentation des frais dans la plupart des catégories, rendant compte des facteurs expliqués ci-dessus.

BMO continue d'accorder une attention particulière à son programme de gestion des coûts destiné à réduire la croissance des frais. Les lignes directrices du programme visent à conserver les frais liés au service à la clientèle, essentiels à l'augmentation des ventes, ainsi que les initiatives stratégiques ayant pour but d'assurer notre croissance, et

Frais autres que d'intérêts

(abstraction faite des éléments exceptionnels) (en millions de dollars)

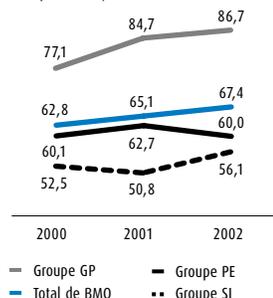
pour l'exercice terminé le 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998
Rémunération du personnel	3 397	3 212	3 065	2 820	2 574
Bureaux et matériel	1 259	1 153	1 071	1 123	972
Communications	171	194	259	268	266
Autres frais	1 054	1 069	883	915	949
Amortissement des éléments d'actif incorporel	87	43	23	21	24
Total	5 968	5 671	5 301	5 147	4 785

Ventilation de la croissance des frais autres que d'intérêts

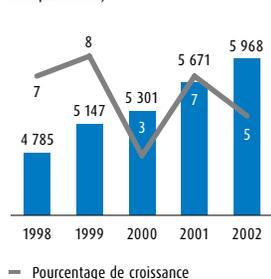
(abstraction faite des éléments exceptionnels) (%)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2002	2001	2000
Rémunération liée au rendement	(0,3)	(0,2)	4,4
Incidence de la conversion de devises	0,6	1,1	(0,5)
Acquisition d'entreprises	4,4	1,2	0,6
Charge de retraite	1,2	0,8	(0,7)
Dessalement d'activités	(0,1)	(0,8)	(0,9)
Inclusion d'un mois supplémentaire de BMO Nesbitt Burns	—	—	(1,4)
Autres frais	(0,6)	4,9	1,5
Croissance totale des frais autres que d'intérêts	5,2	7,0	3,0

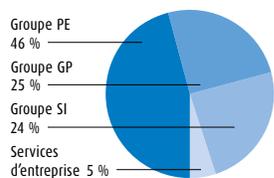
Ratio des frais aux revenus selon l'entité d'exploitation (%) (abstraction faite des éléments exceptionnels)



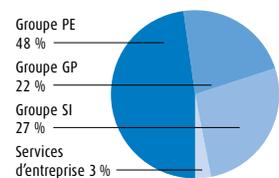
Frais (en millions de dollars) et croissance annuelle (abstraction faite des éléments exceptionnels)



Frais autres que d'intérêts selon l'entité d'exploitation en 2002 (abstraction faite des éléments exceptionnels)



Frais autres que d'intérêts selon l'entité d'exploitation en 2001 (abstraction faite des éléments exceptionnels)



à diminuer d'autres coûts discrétionnaires. BMO a également continué à investir dans des initiatives stratégiques, notamment l'expansion de son réseau de distribution en Amérique du Nord et de ses activités de gestion de patrimoine aux États-Unis, ainsi que la mise en œuvre de Connexion Pathway, la nouvelle plate-forme technologique des services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

À compter de l'exercice 2002, les PCGR ne requièrent plus l'amortissement des écarts d'acquisition, mais exigent plutôt leur assujettissement à un test de dépréciation périodique pour s'assurer que leur juste valeur soit égale ou supérieure à leur valeur comptable. La modification des conventions comptables a donné lieu à une augmentation du revenu net de 56 millions de dollars en 2002 par rapport à 2001.

En 2003, BMO commencera à comptabiliser comme frais de rémunération les nouvelles options consenties après le 31 octobre 2002. Les charges au titre des options d'achat d'actions devraient se situer entre 10 millions et 20 millions de dollars en 2003. Si BMO avait comptabilisé en 2002 toutes les options d'achat d'actions en circulation comme frais de rémunération, le revenu net selon les états financiers aurait été inférieur de 47 millions de dollars.

En 2003, les charges de retraite devraient augmenter d'environ 70 millions de dollars en raison de rendements moins élevés que prévus sur les actifs des régimes de retraite en 2002 et d'une diminution du taux de rendement à long terme prévu sur les actifs des régimes de retraite, lequel devrait passer de 7,5 % à 7,0 %; cette diminution sera en partie compensée par une contribution planifiée à notre régime de retraite.

Comparaison des résultats de 2001 avec ceux de 2000

En 2001, le ratio des frais aux revenus, à 64,0 %, était supérieur de 329 points de base à celui de 2000. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le ratio s'était établi à 65,1 %, comparativement à 62,8 % en 2000. La croissance des frais découlait de l'exploitation normale s'était élevée à 7 %, tandis que la croissance des revenus s'établissait à 3 %. L'adoption d'une nouvelle norme comptable pour les régimes de retraite et pour d'autres avantages sociaux futurs avait

augmenté les coûts d'environ 69 millions de dollars en 2001. Les acquisitions d'entreprises et les frais au titre de la dotation accrue en personnel de première ligne avaient augmenté les coûts, tandis que les coûts de la rémunération liée au rendement avaient diminué modestement. Les coûts reliés aux bureaux et au matériel avaient augmenté en raison des charges liées à la croissance du volume d'affaires et aux projets. En 2001, les autres frais comprenaient 155 millions de dollars de frais de traitement d'articles qui auraient été répartis entre diverses catégories de frais selon la méthode de répartition de l'exercice précédent.

Provision pour impôts sur le revenu

La provision pour impôts sur le revenu qu'on trouve dans l'état consolidé des résultats est fondée sur les transactions inscrites dans les revenus, peu importe le moment où ces transactions sont assujetties à l'impôt sur le revenu, à l'exception du rapatriement des bénéfices non répartis des filiales étrangères. Nous faisons état des éléments exceptionnels et des impôts sur le revenu connexes à la page 18.

Sur une base d'imposition comparable, le taux d'imposition effectif s'est établi à 26,4 % en 2002, comparativement à 29,1 % en 2001. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le taux effectif au cours de l'exercice a été de 26,7 %, une amélioration par rapport au taux de 31,6 % enregistré en 2001. Les améliorations par rapport à l'exercice précédent étaient liées à une diminution de deux points de pourcentage des taux d'imposition réglementaires et à des avantages fiscaux supplémentaires. Les avantages fiscaux se reflètent généralement dans les résultats des Services d'entreprise au cours de l'exercice où ils se produisent. Nous présentons les composantes des variations entre les taux d'imposition effectifs et les taux d'imposition réglementaires du Canada à la page 84, dans la note 18 afférente aux états financiers.

Le taux normal d'imposition du revenu pour 2003 devrait être de l'ordre de 31 %. Nous prévoyons que le taux d'imposition effectif sera d'environ 28 % à 29 % en raison de la matérialisation en 2003 d'avantages fiscaux non durables.

Bilan

Le total de l'actif s'est accru de 13,5 milliards de dollars, ou de 6 %, par rapport à l'an dernier, pour atteindre 252,9 milliards de dollars au 31 octobre 2002. La hausse est principalement attribuable à une augmentation de 6,0 milliards de dollars des valeurs mobilières et à une augmentation de 4,8 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations.

Bilan sommaire (en millions de dollars)

au 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998
Actif					
Encaisse	19 305	17 656	18 508	24 036	19 730
Valeurs mobilières	43 715	37 676	46 463	43 273	43 465
Solde net des prêts et acceptations	149 596	144 765	142 447	144 754	136 635
Autres éléments d'actif	40 248	39 312	25 978	18 552	22 760
Total	252 864	239 409	233 396	230 615	222 590
Passif et avoir des actionnaires					
Dépôts	161 838	154 290	156 697	156 874	143 983
Autres éléments de passif	75 338	69 763	59 847	58 048	63 208
Dette subordonnée	3 794	4 674	4 911	4 712	4 791
Capital-actions					
Actions privilégiées	1 517	1 050	1 681	1 668	1 958
Actions ordinaires	3 459	3 375	3 173	3 190	3 095
Bénéfices non répartis	6 918	6 257	7 087	6 123	5 555
Total	252 864	239 409	233 396	230 615	222 590

Valeurs mobilières

La valeur des titres de négociation a augmenté de 6,2 milliards pour s'établir à 22,4 milliards de dollars en raison des positions plus élevées en obligations d'entreprises, en obligations du gouvernement du Canada et en actions. L'augmentation des titres à revenu fixe résulte des changements apportés à la répartition de l'actif, qui correspondent aux occasions de placement et aux stratégies de négociation du moment. La proportion plus élevée d'actions est attribuable à de nouvelles offres de produits.

À 21,3 milliards de dollars, les titres de placement ont légèrement baissé par rapport à 2001. La juste valeur du portefeuille de titres de placement de BMO dépassait sa valeur comptable de 321 millions de dollars au 31 octobre 2002, comparativement à un excédent de 244 millions de dollars en 2001.

La note 3 afférente aux états financiers, à la page 72, fournit plus de détails sur les valeurs mobilières.

Valeurs mobilières (en millions de dollars)

au 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998
Titres de placement	21 271	21 470	24 469	26 027	24 313
Titres de négociation	22 427	16 200	21 994	17 246	18 791
Substituts de prêts	17	6	—	—	361
Total	43 715	37 676	46 463	43 273	43 465

Solde net des prêts et acceptations

Le solde net des prêts et acceptations a augmenté de 4,8 milliards de dollars pour s'établir à 149,6 milliards de dollars. Les prêts consentis aux entreprises et aux administrations publiques ont diminué de 3,3 milliards de dollars, diminution qui reflétait les inquiétudes en matière de solvabilité et la demande plus faible découlant de la réduction des dépenses en immobilisations engagées par les entreprises. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté de 5,6 milliards de dollars en raison de la fermeté des ventes de maisons. Les prêts sur cartes de crédit, les prêts à tempérament et les autres prêts aux particuliers ont également enregistré une forte hausse. Le portefeuille reste bien diversifié et affiche une proportion plus élevée de prêts consentis sur le territoire canadien par suite de la croissance des prêts à l'habitation au Canada en 2002.

Le tableau 10, à la page 58, présente un sommaire comparatif des prêts par territoire et par produit. Le tableau 12, à la page 59, présente un sommaire comparatif du solde net des prêts par province et par secteur d'activité. Le portefeuille reste bien diversifié, avec peu de changements dans la ventilation géographique par rapport à la fin de l'exercice précédent, la croissance des prêts s'étant concentrée dans la région relativement vigoureuse de l'Ontario. La qualité des prêts est traitée dans la section sur le risque de crédit, à la page 29. Les notes 4, 5 et 6 afférentes aux états financiers, à partir de la page 74, contiennent de plus amples renseignements sur les prêts.

Solde net des prêts et acceptations (en millions de dollars)

au 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998
Prêts hypothécaires à l'habitation	47 569	41 941	39 485	38 189	35 847
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	21 168	19 107	18 038	16 912	16 095
Cartes de crédit	2 280	1 527	1 407	1 160	797
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques*	57 963	61 249	60 176	58 027	51 001
Acceptations	6 901	7 936	8 630	6 753	6 944
Titres pris en pension	15 664	14 954	16 308	25 090	27 520
Total brut des prêts et acceptations	151 545	146 714	144 044	146 131	138 204
Réserve pour créances irrécouvrables	(1 949)	(1 949)	(1 597)	(1 348)	(1 166)
Solde net des prêts et acceptations	149 596	144 765	142 447	144 783	137 038

*y compris les substituts de prêts classés dans les valeurs mobilières de 1998 à 1999

Dépôts

Les dépôts ont augmenté de 7,5 milliards par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 161,8 milliards de dollars. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui représentent 44 % du total des dépôts, ont augmenté de 5,3 milliards de dollars. Les dépôts des banques, qui ont tendance à varier quelque peu, ont diminué de 5,3 milliards de dollars. Les dépôts des particuliers, qui représentent 46 % du total des dépôts, ont tendance à être plus stables et ont progressé de 7,5 milliards de dollars. De plus amples renseignements sur la ventilation des dépôts se trouvent dans la note 12 afférente aux états financiers, à la page 79, et dans la section sur le risque de liquidité et de financement, à la page 33.

Dépôts (en millions de dollars)

au 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998
Banques	15 273	20 539	23 385	30 398	26 256
Entreprises et administrations publiques	71 411	66 132	69 454	65 459	58 064
Particuliers	75 154	67 619	63 858	61 017	59 663
Total	161 838	154 290	156 697	156 874	143 983

Autres éléments de passif

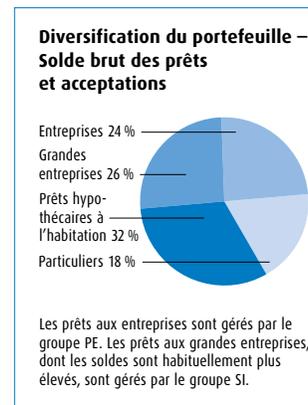
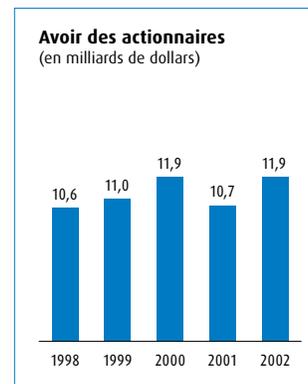
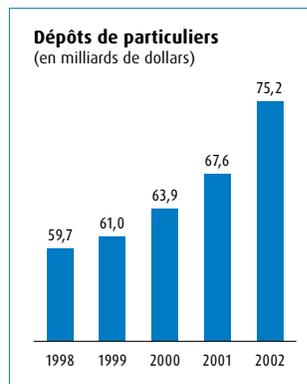
Les autres éléments de passif ont augmenté de 5,6 milliards pour s'établir à 75,3 milliards de dollars. La hausse est attribuable à la valeur plus élevée des titres mis en pension, source de financement principale aux fins des positions de négociation.

Dettes subordonnées

La dette subordonnée a diminué de 0,9 milliard pour s'établir à 3,8 milliards de dollars. La diminution est attribuable au rachat de débiteures et de billets à moyen terme suscité par leur rendement élevé par rapport aux taux du marché. La note 14 afférente aux états financiers, à la page 80, fournit des détails sur les caractéristiques de la dette, les émissions et les retraits ainsi que sur les échéances futures par année.

Avoir des actionnaires

L'avoir des actionnaires a augmenté de 1,2 milliard de dollars, ou de 11 %, pour s'établir à 11,9 milliards de dollars, comparativement à 10,7 milliards de dollars en 2001. L'état consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires de BMO, à la page 70, fournit un sommaire facile à consulter des éléments qui accroissent ou réduisent l'avoir des actionnaires, tandis que la note 15, à la page 80, donne des détails sur les composantes et les variations du capital-actions. La variation de l'avoir des actionnaires est reliée en grande partie à l'augmentation des bénéfices non répartis et aux émissions d'actions privilégiées. Les détails de nos processus et stratégies de gestion globale du capital se trouvent à la page 35.



Conventions comptables particulièrement importantes

Les notes afférentes aux états financiers consolidés du 31 octobre 2002 de la Banque de Montréal présentent un résumé des principales conventions comptables utilisées par BMO. Les conventions suivantes sont particulièrement importantes parce qu'elles exigent de la direction qu'elle prenne des décisions cruciales sur des sujets qui sont parfois imprécis par leur nature même.

Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables rajuste la valeur des prêts afin de tenir compte des créances irrécouvrables existantes. Lorsque nous évaluons ces créances irrécouvrables, nous devons nous fonder sur des estimations subjectives portant sur des questions dont l'issue finale est incertaine, notamment les facteurs économiques, les faits nouveaux qui peuvent influencer sur les affaires des entreprises dans un secteur déterminé et la situation particulière de certains emprunteurs. L'évolution de la situation peut modifier dans une mesure importante les futures évaluations du risque de crédit et nécessiter une augmentation ou une diminution de la réserve pour créances irrécouvrables. On trouvera d'autres renseignements sur la méthode utilisée pour établir la réserve pour créances irrécouvrables à la section portant sur le risque de crédit, page 29, ainsi qu'à la note 4 afférente aux états financiers consolidés, page 74.

Instruments financiers évalués à leur juste valeur

BMO comptabilise les titres de négociation et les instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation au nom des clients à leur juste valeur. Lorsque nous détectons une moins-value durable de la valeur comptable de titres de placement, nous ramenons ces titres à leur juste valeur. La juste valeur représente notre estimation des sommes contre lesquelles des instruments pourraient actuellement être échangés entre parties consentantes. La juste valeur de la plupart des instruments financiers est déterminée d'après les cours du marché. Lorsque le cours du marché n'est pas disponible, la juste valeur est déterminée en utilisant divers modèles d'évaluation ou les prix de titres similaires, en effectuant les rectifications nécessaires pour tenir compte des différences. Les modèles d'évaluation utilisés comprennent la méthode des flux monétaires actualisés ainsi que des modèles d'établissement du prix des options. La direction doit faire preuve de jugement en choisissant les méthodes d'établissement de la juste valeur et les hypothèses utilisées dans les modèles d'évaluation. Ces choix peuvent influencer sur la juste valeur ainsi que sur les gains et les pertes qui en découlent. On trouvera d'autres renseignements sur les méthodes d'établissement de la juste valeur utilisées par BMO aux notes 3 et 24 afférentes aux états financiers consolidés présentées aux pages 72 et 90, respectivement.

Comptabilisation des titrisations

La titrisation consiste à céder des prêts à des entités ad hoc hors bilan ou à des fiduciaires (entités de titrisation) qui émettent ensuite des certificats d'investisseur portant intérêt pour financer l'achat des prêts. Lorsque ces prêts sont titrisés, ils sont retirés du bilan et nous comptabilisons un gain ou une perte sur la vente. Pour déterminer le gain ou la perte, la direction doit estimer les flux de trésorerie futurs en se fondant sur des estimations du montant des intérêts et des frais à percevoir des emprunteurs, du revenu à verser aux investisseurs, du

taux auquel les prêts pourront être remboursés avant leur échéance, des pertes sur prêts prévues, de la juste valeur des frais de service et du taux d'actualisation de ces flux de trésorerie futurs. Les flux de trésorerie réels peuvent différer considérablement des estimations de la direction. En outre, si les estimations des flux de trésorerie futurs avaient été différentes, les gains tirés de la titrisation auraient également été différents. On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des titrisations, y compris les analyses de sensibilité relatives aux hypothèses clés, à la note 6 afférente aux états financiers consolidés, page 76.

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nos actuaires calculent les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs en se fondant sur des hypothèses élaborées par la direction. Ces hypothèses portent notamment sur le taux de rendement à long terme de l'actif des régimes de retraite, le taux de croissance des salaires, les taux d'actualisation des obligations liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs et l'évolution du coût des soins de santé en général. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses de la direction, notre charge liée aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs pourrait augmenter ou diminuer au cours des prochains exercices. On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs, y compris les analyses de sensibilité relatives aux hypothèses clés, à la note 16 afférente aux états financiers consolidés, page 81.

Moins-value durable

Les titres de placement qui sont comptabilisés au prix coûtant, au coût non amorti ou à la valeur de consolidation sont évalués à la fin de chaque trimestre afin de déterminer si leur juste valeur est inférieure à la valeur comptabilisée. Le cas échéant, la direction doit déterminer si la moins-value est durable. Pour ce faire, elle tient compte de facteurs tels que le type de placement, la durée de la période pendant laquelle la juste valeur a été inférieure à la valeur comptabilisée et l'importance de cet écart, la situation financière de l'émetteur et les perspectives à court terme le concernant, ainsi que notre intention et notre capacité de conserver le placement assez longtemps pour que sa valeur remonte. Selon les résultats de l'évaluation faite par la direction, la décision de comptabiliser ou non une dévaluation et, le cas échéant, le montant et la période à laquelle elle sera imputée peuvent changer. On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation de nos titres de placement à la note 3 afférente aux états financiers consolidés, page 72.

Impôts sur le revenu

Le calcul de la provision pour impôts sur le revenu est fondé sur le traitement fiscal prévu des transactions inscrites à notre état consolidé des résultats ou à l'avoir des actionnaires. Pour déterminer les éléments actuels et futurs de notre provision pour impôts sur le revenu, nous établissons des hypothèses concernant les lois fiscales de différents territoires ainsi que les dates auxquelles les actifs et passifs d'impôts futurs seront contrepassés. Si notre interprétation diffère de celle des autorités fiscales ou si les dates des contrepassations ne correspondent pas à nos prévisions, notre provision pour impôts sur le revenu pourrait augmenter ou diminuer au cours des prochaines périodes.

Objectif stratégique

Notre objectif stratégique consiste à devenir un fournisseur de services financiers transnational de premier plan en continuant à investir dans nos activités de base au Canada, en prenant de l'expansion de façon sélective et appréciable aux États-Unis et en misant sur nos capacités de longue date.

À titre de fournisseur de services financiers transnational de premier plan, BMO compte avoir atteint les buts suivants dans cinq ans :

- être reconnu comme acteur clé dans des régions et créneaux choisis en Amérique du Nord;
- prendre une expansion importante, en majeure partie aux États-Unis;
- devenir un chef de file reconnu dans certains secteurs, notamment les services bancaires aux petites et moyennes entreprises, les services d'investissement aux moyennes entreprises, les services de placement traditionnels complets et les services bancaires aux particuliers, et les services de gestion bancaire privée, y compris les services de fiducie et de gestion discrétionnaire de l'actif;
- se classer dans le peloton de tête en matière de rendement de l'avoiron des actionnaires en mettant l'accent sur l'amélioration de notre efficacité opérationnelle et de la croissance des affaires.



Jalons stratégiques

- Nous classer dans le peloton de tête en matière de fidélisation de nos clients, particuliers et entreprises, au Canada.
- Détenir la plus grande part du marché des services bancaires aux PME au Canada.
- Conserver notre position de chef de file en matière de services d'investissement au Canada et poursuivre notre expansion sur le marché des moyennes entreprises aux États-Unis.
- Accroître notre présence dans les marchés américains les plus fortunés.
- Devenir la plus importante banque à service complet dans la région de Chicago.
- Rester chef de file en matière de capacités de gestion des risques.
- Renforcer notre position de chef de file en matière de gestion des employés prometteurs, d'harmonisation des compétences, de diversité et d'engagement envers le personnel.

Progrès accomplis en 2002

- Rétrécissement de l'écart par rapport à la moyenne.
- Position de tête sur le plan de la croissance de la part de marché, passée de 19,04 % à 19,48 %.
- Chef de file depuis 22 ans au chapitre des recherches sur les actions, premier rang en matière de négociation de blocs d'actions, lancement des activités relatives aux produits dérivés d'actions américaines.
- Entrée dans la majorité des marchés fortunés ciblés grâce à quatre acquisitions.
- Croissance des dépôts de 8,3 %, ce qui est de beaucoup supérieur à la cible de 5 %.
- Moyenne des pertes sur prêts sur cinq ans de 35 points de base, comparative-ment à 48 points de base pour notre groupe de référence.
- Classement dans les 100 meilleurs employeurs (*Canada's Top 100 Employers*) et les 25 meilleures entreprises nord-américaines sur le plan de la formation, et mention d'excellence pour le programme d'aide aux employés.

Gestion stratégique globale

L'acquisition de compétences particulières en gestion stratégique constitue l'une des principales priorités de BMO. Ces compétences sont au cœur de l'organisation, procurant à BMO un avantage comparatif sur le marché. Les stratégies élaborées à l'échelon des secteurs d'activité appuient celles qui sont établies au niveau des entités d'exploitation et de l'organisation. Le fruit de ces efforts est illustré dans la section Analyse des résultats des entités d'exploitation de la présente analyse de la direction, révélant que la stratégie globale de BMO reflète clairement les stratégies des groupes et des secteurs d'activité, qui reposent solidement sur des forces et des capacités éprouvées.

La gestion stratégique consiste à coordonner les normes et les activités liées à la définition des cibles de BMO et des objectifs financiers et stratégiques particuliers des secteurs d'activité, à élaborer et à mettre à jour des stratégies, à employer les ressources de manière optimale, à évaluer et à gérer le rendement en fonction des engagements pris et à établir un lien entre la rémunération et le rendement.

L'instauration de normes de gestion stratégique favorise les échanges sur les questions stratégiques primordiales, l'analyse comparative des occasions d'investissement et la prise de décisions efficaces en ce qui concerne la composition des activités et l'affectation des ressources.

Normes et processus de gestion stratégique

- Il incombe au Bureau de gestion stratégique de BMO de guider l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies. Par son intermédiaire, des processus visant à assurer l'efficacité de la démarche décisionnelle en matière de gestion stratégique à l'échelle de l'organisation sont créés, élaborés et mis en œuvre.
- Des normes et des mesures de gestion stratégique claires et précises sont définies et sont communiquées par le biais de diverses activités, officielles ou non, de formation et d'assistance professionnelle.
- Des stratégies sont élaborées pour chacun des secteurs d'activité selon un ensemble de normes rigoureuses. Ces normes comprennent une évaluation des risques, effectuée conjointement avec la Gestion des risques, ainsi qu'une analyse des solutions de rechange pour s'assurer que la stratégie choisie est celle qui crée le plus de valeur.

- Ces stratégies des secteurs d'activité sont à la base de l'élaboration du plan financier.
- Les engagements en matière de résultats financiers et de rendement stratégique font l'objet d'un suivi et d'une gestion afin de surveiller la mise en œuvre des stratégies et de comparer le rendement aux jalons établis.
- Les stratégies des secteurs d'activité et des groupes sont révisées régulièrement. La fréquence des mises à jour est fonction du suivi du rendement; des écarts importants par rapport aux cibles en matière de résultats financiers ou de rendement stratégique déclenchent une révision.
- Les occasions de création de valeur sont déterminées par le biais du processus d'élaboration des stratégies et les ressources sont affectées aux activités créatrices de valeur.

Gouvernance stratégique

- Chaque secteur d'activité est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de ses stratégies, et du suivi continu de ses activités.
- Le Bureau de gestion stratégique, qui relève directement du chef de la direction, supervise les activités stratégiques et veille à ce que les normes établies soient respectées.
- Toutes les stratégies sont approuvées par le Comité directeur du Conseil de gestion de BMO.
- Les stratégies des groupes, les principales stratégies des secteurs d'activité, ainsi que les initiatives importantes en matière de gestion du changement sont soumises à l'approbation du Conseil d'administration.
- Toutes les stratégies des groupes font l'objet d'un examen et d'une discussion au cours d'une séance de Conseil stratégique, rencontre annuelle à laquelle participent activement le Conseil d'administration et le Comité directeur du Conseil de gestion de BMO.

GESTION GLOBALE DES RISQUES

BMO Groupe financier a élaboré une méthode globale pour reconnaître, comprendre, mesurer, évaluer et gérer les risques pris à l'échelle de l'organisation.

Notre cadre de gestion globale des risques guide nos activités à risque et assure leur conformité aux besoins de nos clients et aux attentes de nos actionnaires. Ce cadre s'applique à toutes nos activités de gestion des risques. Il comprend la gestion intégrée des risques, ainsi que la gestion directe des risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, ainsi que d'exploitation. Ce cadre prend appui sur trois éléments, à savoir une gouvernance globale des risques, des processus et modèles efficaces, et des spécialistes des risques.



Gouvernance globale des risques

La structure de gouvernance des risques est conçue de telle sorte que la Banque ait, en matière de risques, une culture rigoureuse et éclairée axée sur la prise de décisions opérationnelles judicieuses qui équilibrent le risque et le rendement et contribuent à optimiser le rendement total obtenu par les actionnaires. Par conséquent, la gouvernance des risques exige de veiller à ce que les activités productrices de revenus soient conformes au degré de risque que nous sommes prêts à prendre et à nos normes en la matière.

Notre structure de gouvernance en matière de prise de risques est fondée sur les facteurs suivants :

- La responsabilité générale de la gestion des risques relève du Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration, qui approuve la politique de gestion des risques, délègue les pouvoirs et les limites en la matière, revoit les rapports sur les positions et les limites et revoit l'évaluation faite par la direction des risques des principales activités exposées au risque.
- Le chef de la direction rend compte directement au Conseil d'administration de toutes les activités exposées au risque. La structure des comités de gestion, qui soutient le chef de la direction, comprend :
 - le Comité de gestion des risques (et ses sous-comités chargés plus précisément de la gestion du risque de marché, du risque de liquidité et de financement et du risque d'exploitation);
 - le Conseil sur le risque de contrepartie, chargé principalement de la gestion du risque de crédit.
- Le chef de la Gestion des risques fournit des rapports complets sur les risques et des évaluations régulières des risques de l'organisation au Conseil d'administration.
- Des groupes se consacrant à la gestion des risques à l'égard de chacune des entités d'exploitation de BMO veillent à ce que la gouvernance des risques soit appliquée de façon efficace à tous les échelons de l'organisation.
- Les politiques, normes et méthodes de gestion des risques font l'objet d'un examen constant afin d'assurer une gouvernance et une surveillance efficaces de nos activités exposées au risque.

Processus et modèles efficaces

Des processus rigoureux sont utilisés à l'échelle de BMO pour assurer une gestion uniforme et efficace des risques au moyen d'un cadre de contrôle. Les processus sont réévalués périodiquement par la Vérification interne. Les sections suivantes, qui portent sur les différents types de risques, exposent de façon plus détaillée les processus de gestion des risques.

Les modèles utilisés par BMO vont de modèles très simples à ceux qui permettent d'évaluer des transactions complexes ou qui font appel à des techniques avancées de gestion du portefeuille et du capital. Ces modèles sont employés pour orienter les décisions stratégiques et pour guider, au quotidien, les décisions d'octroi de crédit, de négociation et de prise ferme, d'investissement et d'exploitation.

Des modèles efficaces ont également été conçus pour l'évaluation des risques. Ils servent à mesurer les risques auxquels BMO est exposé (risque de crédit, risque de marché, risque de liquidité et de financement et risque d'exploitation), le risque global étant évalué de façon intégrée par la méthode du capital à risque.

La Gestion des risques valide de façon indépendante les modèles utilisés par les secteurs d'activité, les hypothèses sous-jacentes et leur efficacité dans le cadre des pratiques quotidiennes. Les modèles font l'objet de réévaluations, selon un calendrier établi en fonction de leur complexité et de leurs répercussions financières potentielles.

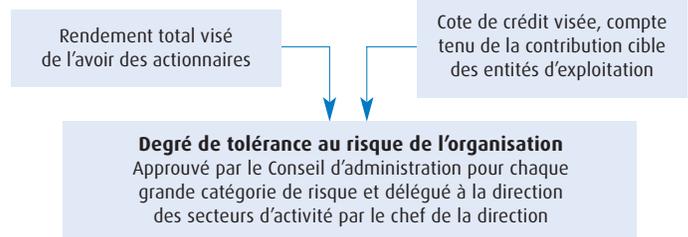
Spécialistes des risques

Une saine gestion globale des risques se fonde sur les compétences et l'expérience de nos spécialistes des risques, qui :

- font la promotion d'une solide culture d'entreprise mettant l'accent sur des processus et mesures de contrôle rigoureux et efficaces en matière de gestion des risques;
- appliquent des normes de gestion des risques bien définies pour l'évaluation et l'acceptation des risques;
- prennent des décisions éclairées grâce à des modèles de gestion efficaces.

Gestion intégrée des risques

La gestion des risques est intégrée à notre cadre de gestion du capital et à notre stratégie. Ainsi, les risques auxquels nous nous exposons dans la poursuite de l'objectif stratégique de BMO sont conformes au rendement total souhaité pour les actionnaires, à la cote de crédit visée par BMO et à notre degré de tolérance au risque.



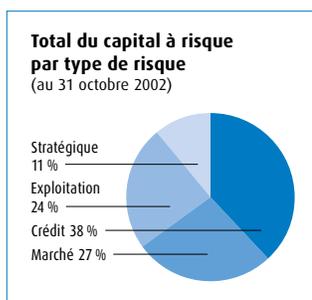
La gestion intégrée des risques est régie par deux cadres :

- Nous utilisons un cadre de gestion du changement qui donne les grandes lignes des processus de sorte que les modifications du profil de risque de BMO attribuables à de nouvelles initiatives d'affaires soient adéquatement déterminées, soient conformes à l'objectif stratégique de BMO et fassent l'objet d'approbations appropriées avant leur mise en œuvre.
- Nous utilisons un cadre de gestion du capital de façon que les risques qui découlent de nos activités soient pris en compte dans la mesure du capital économique (capital à risque) et soient conformes à l'objectif stratégique de BMO.

Le **capital à risque (CaR)** constitue une mesure unique des risques qui permet de comparer des activités et des types de risques différents. Le CaR est à la base de la gestion du capital en fonction des risques et permet d'imputer le coût du capital aux secteurs d'activité.

Le **risque stratégique** est le risque que les volumes diminuent ou que les marges rétrécissent sans qu'il ne soit possible de compenser le recul des revenus par une réduction des coûts.

La gestion intégrée des risques nous permet d'évaluer l'ampleur relative des risques qui sont pris et leur répartition entre les activités de l'organisation. Les activités de gestion intégrée des risques s'appuient sur l'utilisation du capital à risque, l'analyse de scénarios et les simulations de crise.



Le capital à risque (CaR) est à la base de la gestion du capital en fonction des risques et permet d'imputer le coût du capital aux secteurs d'activité. Le CaR indique, sur le plan du capital, l'ampleur des pertes susceptibles de découler de circonstances défavorables et permet de rajuster le rendement en fonction des risques.

Le risque stratégique est géré directement par les secteurs d'activité au moyen de stratégies et d'initiatives commerciales en fonction de leur apport à la valeur de l'avoir des actionnaires. D'autres améliorations de la mesure du risque stratégique sont en cours d'élaboration.

La gestion intégrée des risques s'appuie sur l'élaboration continue, à l'échelle de l'organisation, d'analyses de scénarios et de simulations de crise. Ces outils permettent l'analyse de situations politiques, économiques, de marché et opérationnelles extrêmes mais plausibles, pour évaluer leurs incidences potentielles sur notre exploitation.

Risque de crédit

BMO s'expose à des risques de crédit principalement dans le cours de ses activités d'octroi de crédit. À l'échelle de l'organisation, nous gérons le risque au moyen d'une gouvernance et de processus de gestion exhaustifs encadrant les activités assorties d'un risque de crédit, notamment :

- un processus prudent d'octroi et de gestion de crédit grâce à des politiques d'entreprise régissant la philosophie, les principes et la conduite des activités d'octroi de crédit;
- un processus approfondi d'établissement des limites et de suivi;
- la supervision par des comités de gouvernance de haut niveau, y compris le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration et le Conseil sur le risque de contrepartie; et
- une équipe indépendante de supervision du risque de crédit au sein de la Gestion des risques.

Nouvel accord de Bâle sur les fonds propres

En 1988, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a présenté l'accord initial de Bâle sur les fonds propres qui, avec l'Accord de Bâle sur les fonds propres de 1998, définit le capital réglementaire exigé des banques dans le monde. Le Comité élabore actuellement un nouvel accord (appelé dans le secteur Nouvel accord de Bâle) qui :

- tiendra davantage compte des risques que l'accord initial;
- fournira un choix de méthodes assorties de mesures incitatives en vue d'une meilleure gestion des risques;
- accordera plus d'importance aux méthodes internes des banques;
- prévoira une surveillance réglementaire accrue et une communication plus transparente du profil de risque et des stratégies d'atténuation des banques.

BMO appuie cette évolution et collabore étroitement avec les organismes de réglementation et les groupes du secteur à la mise au point définitive des aspects quantitatifs et qualitatifs du Nouvel accord de Bâle. Cette initiative réglementaire cadre bien avec la volonté de BMO d'être un chef de file en gestion des risques et sa stratégie d'amélioration continue des processus de gestion des risques et du capital.

Pour être prêt en vue du Nouvel accord de Bâle, BMO a instauré un programme intégré à l'échelle de l'organisation, avec l'appui de membres de la haute direction de la Gestion des risques. Les fonctions de leadership et de surveillance sont assurées par un comité de direction, formé de hauts dirigeants de toutes les parties intéressées. Le programme tire parti des structures en place dans l'organisation pour la gestion du changement et l'amélioration des processus d'affaires, ainsi que des stratégies établies en matière de technologie pour l'entreposage de données et la gestion des connaissances. Voici les objectifs du programme :

- déterminer la méthode de calcul du capital réglementaire la plus avantageuse pour les actionnaires;
- respecter les exigences réglementaires d'une façon qui soit entièrement intégrée au cadre de gestion des risques et du capital de BMO;
- mettre en œuvre les modifications nécessaires en perturbant le moins possible les activités productrices de revenus de BMO.

Les travaux avancent comme prévu et sont conformes au calendrier établi par le Nouvel accord de Bâle et nos organismes de réglementation.

BMO Groupe financier perçoit le Nouvel accord de Bâle comme une étape importante de l'harmonisation des exigences réglementaires et économiques en matière de capital. En outre, l'accord devrait faciliter, sur une base continue, l'évolution et l'adoption de meilleures pratiques de gestion des risques dans l'ensemble du secteur.

Le **risque de crédit** désigne le risque de subir une perte, dans le cas où un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou toute autre obligation financière.

Le processus d'octroi de crédit est bien établi et efficace, comme en fait foi l'historique de BMO en matière de pertes liées aux prêts, qui se compare favorablement à la moyenne de son groupe de référence du Canada. Le processus exige des prêteurs compétents et expérimentés, une structure claire de délégation des pouvoirs décisionnels, un degré élevé de responsabilité personnelle, des limites discrétionnaires individuelles, le suivi de chacun des comptes et une gestion dynamique du portefeuille. Les décisions de crédit sont prises par la direction au cas par cas, au niveau approprié à l'envergure et au degré de risque de la transaction, et sont fondées sur la solvabilité du client, sur les garanties disponibles et sur la conformité de la transaction à l'objectif stratégique de BMO.

Les méthodes d'exploitation exigent une surveillance constante des risques de crédit auxquels nous sommes exposés, une réévaluation régulière des comptes et des portefeuilles, ainsi que la reddition de comptes au Conseil sur le risque de contrepartie et au Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration. La Vérification interne examine régulièrement les processus de gestion pour vérifier le respect des politiques établies en matière de crédit. Le groupe Réévaluation du crédit de la Gestion des risques procède à l'examen des transactions d'envergure et à risque élevé.

La méthode de provisionnement de BMO obéit à une gestion et à une évaluation rigoureuses des pertes sur prêts. La détection rapide des prêts en difficulté constitue un objectif de gestion du risque clé, et tous les dossiers importants sont confiés à un groupe de spécialistes qui ont l'habitude de gérer ces types de comptes. Tous les comptes en difficulté sont réexaminés au moins une fois par trimestre.

Mesures

BMO utilise deux mesures principales d'évaluation du risque de crédit :

- Le solde brut des prêts et acceptations douteux, exprimé en pourcentage de l'actif des actionnaires et des réserves pour créances irrécouvrables, permet d'évaluer la situation financière de notre portefeuille, en comparant le volume des prêts douteux au niveau du capital et des réserves disponibles pour absorber les pertes sur prêts.
- La provision pour créances irrécouvrables, exprimée en pourcentage du solde moyen net des prêts et acceptations (y compris les titres pris en pension), représente le niveau des provisions qui se sont avérées nécessaires pour couvrir les pertes des portefeuilles de prêts. Il s'agit d'une mesure de la qualité de l'expérience de crédit.

La provision pour créances irrécouvrables de 2002 s'est établie à 820 millions de dollars, ce qui représente 0,56 % du solde moyen net des prêts et acceptations, en regard de 880 millions de dollars, ou 0,60 %, en 2001 (exclusion faite des éléments exceptionnels). Notre méthode disciplinée de diversification du portefeuille continue de bien nous servir, car elle fait en sorte qu'il n'y ait aucune concentration indue dans un secteur ou une industrie donnée. La réévaluation trimestrielle approfondie des portefeuilles de prêts de BMO permet d'établir des provisions cohérentes et suffisantes malgré la volatilité de la conjoncture économique.

Le tableau 17, à la page 61, présente en détail les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables par produit et par secteur d'activité. Dans le secteur des communications, qui se trouve en difficulté, les provisions pour pertes ont bondi de 270 millions de dollars, atteignant 399 millions de dollars. Plus de la moitié de l'augmentation se rapportait au retrait du soutien financier de la société mère de Téléglobe Inc. Malgré certains problèmes dans le secteur des télécommunications, les provisions pour pertes sur les prêts aux entreprises ont reculé de 114 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. BMO vise à maintenir la provision pour créances irrécouvrables de 2003 à un niveau égal ou inférieur à celui de 2002.

Le tableau 14, à la page 59, donne le détail des fluctuations du solde brut des prêts douteux et des réserves pour créances irrécouvrables. Le solde brut des prêts douteux totalisait 2 337 millions de dollars en fin d'exercice, en hausse par rapport au total de 2 014 millions de dollars atteint il y a un an. Le solde brut des prêts douteux exprimé en pourcentage de l'actif des actionnaires et des réserves pour créances irrécouvrables a augmenté légèrement en 2002, atteignant 15,16 %, comparativement à 14,17 % il y a un an. La valeur des nouveaux prêts douteux a totalisé 1 945 millions de dollars au cours de l'exercice, en baisse par rapport au montant de 2 041 millions de dollars inscrit à ce chapitre en 2001, cette valeur étant conforme aux prévisions à ce stade du cycle économique. Les nouveaux prêts douteux de 2002 incluent des prêts de 312 millions de dollars consentis à des sociétés exploitantes du Adelphia Group et des prêts de 211 millions de dollars à des sociétés du secteur de l'énergie électrique et de la production d'énergie au Royaume-Uni et aux États-Unis. BMO a vendu des prêts problématiques d'une valeur de 397 millions de dollars pour un produit de 265 millions de dollars au cours de l'exercice, tandis que les radiations

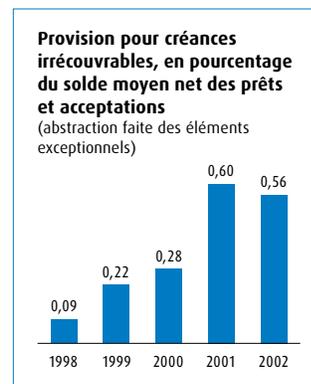
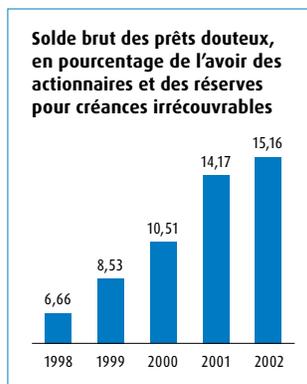
ont totalisé 884 millions de dollars, en hausse par rapport à 698 millions en 2001. Les réserves spécifiques pour créances irrécouvrables sont restées inchangées à 769 millions de dollars, puisque les radiations ont égalé les provisions. La réserve générale pour créances irrécouvrables s'est établie à 1 180 millions de dollars, soit au même montant qu'à l'exercice précédent. Ce chiffre correspond à 90 points de base de l'actif pondéré en fonction des risques, en hausse comparativement à 87 points de base il y a un an.

Les prêts douteux, déduction faite des réserves spécifiques pour créances irrécouvrables, ont totalisé 1 568 millions de dollars, par rapport à 1 245 millions de dollars à la fin de 2001. Les prêts douteux, diminués des réserves spécifiques et générale pour créances irrécouvrables, se sont élevés à 388 millions de dollars, par rapport à 65 millions de dollars à la fin de 2001. Cette hausse est essentiellement attribuable à des prêts consentis dans le secteur des communications, notamment au Adelphia Group, prêts qui sont considérés comme assortis d'une garantie suffisante, et au secteur manufacturier.

Le solde net des prêts aux entreprises de câblodistribution et de télécommunications s'est élevé approximativement à 2,0 milliards de dollars, soit 1,4 % du total net des prêts et acceptations à la fin de l'exercice. Des réserves spécifiques de 116 millions de dollars ont été comptabilisées à l'égard des prêts totalisant 545 millions consentis à des sociétés du secteur des communications et considérés comme douteux. Le solde net des prêts aux entreprises du secteur de l'énergie électrique et de la production d'énergie s'est établi à environ 1,1 milliard de dollars ou 0,8 % du montant total net des prêts et acceptations à la fin de l'exercice. Des réserves spécifiques de 86 millions de dollars ont été comptabilisées en regard des prêts totalisant 211 millions de dollars consentis à des sociétés de ce secteur et considérés comme douteux. Les engagements dans les régions du monde en difficulté économique demeurent limités. L'encours des prêts consentis à des emprunteurs en Argentine s'élevait à 33 millions de dollars à la fin de 2002, alors qu'il atteignait 159 millions de dollars un an plus tôt.

BMO maintient la réserve générale pour créances irrécouvrables pour couvrir toute insuffisance qui, dans le portefeuille de prêts, ne peut encore être liée à des prêts en particulier. Tout au long du cycle économique, la somme des réserves spécifiques et générale doit être suffisante pour ramener la valeur comptable des prêts à leur valeur de réalisation selon une estimation raisonnable.

Pour déterminer la réserve générale, on tient compte d'un certain nombre de facteurs. Tout d'abord, une analyse statistique des chiffres antérieurs permet d'obtenir la moyenne (perte prévue) et la volatilité (perte non prévue) des pertes subies. On calcule les pertes antérieures moyennes pour chaque segment homogène de portefeuille (p. ex., prêts hypothécaires), tandis que d'autres modèles permettent d'estimer le montant des pertes à l'égard des portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et d'investissements qui peuvent être mesurées par rapport à des données relatives aux marchés. Les jugements professionnels de la direction concernant la qualité du portefeuille, la répartition des secteurs, ainsi que la conjoncture économique et les conditions du marché du crédit sont également pris en compte.



La méthode servant à établir et à maintenir la réserve générale se fonde aussi sur la ligne directrice C-5, *Provisions générales pour risque de crédit*, du Bureau du surintendant des institutions financières du Canada, qui est entrée en vigueur cette année.

La note 4 afférente aux états financiers, à la page 74, et les tableaux 10 à 18, aux pages 58 à 61 présentent en détail l'état du portefeuille de prêts de BMO, de ses prêts douteux et de ses provisions et réserves pour créances irrécouvrables.

En vue d'atteindre l'objectif stratégique de BMO, nous détenons un portefeuille de prêts diversifié, principalement axé sur l'Amérique du Nord, qui comprend des millions de comptes dont les titulaires sont en majorité des particuliers et des petites et moyennes entreprises. Tous les comptes sont réévalués à intervalles réguliers, les comptes d'entreprises, une fois l'an ou plus fréquemment au besoin.

Limites

Les politiques de gouvernance du risque de crédit de BMO permettent de maintenir de façon constante la diversification du risque de crédit. Le degré de diversification du portefeuille est illustré dans le tableau de la page 24. Des limites ont été établies en ce qui concerne le risque-pays, le risque sectoriel, le risque produit, le risque lié à un titulaire unique et le risque lié à une transaction. Ces limites sont réévaluées au moins une fois l'an par le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration. La structure de gouvernance du risque de crédit de BMO permet de veiller à ce que les limites soient respectées et à ce que toute exception soit détectée promptement, signalée à l'instance appropriée et résolue par la direction en temps opportun.

Risque de marché

En raison de ses activités de négociation et de prise ferme et, par conséquent, des placements qu'il fait, BMO est exposé à un risque de marché lié à la gestion de son bilan (risque structurel de marché).

Notre stratégie de gestion globale des risques comporte un cadre de gestion du risque de marché qui permet d'appliquer des processus complets de gouvernance et de gestion aux activités assorties de ce type de risque. Ce cadre comprend notamment :

- un mécanisme de supervision par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, y compris le Comité de gestion du risque de marché et le Comité de gestion des risques qui rendent compte au Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration;
- une fonction indépendante de surveillance du risque de marché au sein de la Gestion des risques;
- des processus efficaces visant à mesurer les risques de marché et à les relier à l'affectation du capital économique;
- un processus élaboré de détermination des limites et de surveillance;
- des méthodes de contrôle efficaces des processus et des modèles utilisés;
- un ensemble de scénarios et de simulations de crise permettant d'analyser les pires situations.

En outre, nous suivons l'évolution des pratiques du secteur en matière de gestion du risque de marché et nous intégrons des améliorations, au besoin.

Dans l'ensemble, aux fins du capital réglementaire, comme l'exige le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (BSIF), l'organisme de réglementation dont relève BMO, et conformément aux règles mises en place en vertu de l'Accord de Bâle de 1998 sur les fonds propres (accord de 1998), BMO maintenait un capital minimal de 189 millions de dollars au 31 octobre 2002 à l'égard du risque de marché relatif aux portefeuilles de négociation évalués par référence au marché, comparativement à 471 millions de dollars à la fin de l'exercice 2001. Cette réduction de notre capital réglementaire est principalement attribuable à l'introduction de notre modèle VAR des fonds propres et à l'application d'ajustements au titre des corrélations en matière de taux d'intérêt et de change.

Processus et modèles

BMO a recours à des processus et à des modèles pour évaluer la corrélation des risques avant d'autoriser tout nouvel engagement en matière de transactions d'envergure de crédit aux grandes entreprises. La perte prévue et la perte non prévue sont calculées pour chaque transaction d'envergure et pour le portefeuille dans son ensemble. Ces estimations servent à prévoir les provisions pour créances irrécouvrables et à établir une réserve générale pour créances irrécouvrables appropriée. Les mesures et les hypothèses qui sous-tendent le calcul de la perte prévue et de la perte non prévue s'appuient sur l'expérience et la surveillance des portefeuilles, ainsi que sur des données relatives aux marchés et sur la modélisation d'événements économiques ou spécifiques au secteur. La direction appuie ses estimations relatives à la perte prévue et à la perte non prévue sur les facteurs suivants :

- son propre jugement;
- la probabilité de matérialisation du risque;
- l'encours du crédit au moment de la matérialisation du risque;
- l'écart entre la valeur comptable et la valeur marchande ou la valeur de réalisation des prêts en cas de matérialisation du risque;
- l'incidence des cycles économique et sectoriel sur la qualité de l'actif et la valeur des prêts.

La perte prévue, la perte non prévue et les renseignements antérieurs sur le risque de crédit entrent dans la détermination du capital à risque à l'égard de chacun des secteurs d'activité pertinents. Les mesures du capital à risque au titre du crédit, comme toutes les mesures de capital à risque, sont fondées sur un intervalle de confiance de 99,95 % et sur une période de détention d'un an.

Le **risque de marché** représente le risque d'incidence négative, sur le bilan et l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions ou le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défaillances.

Le **risque lié à la valeur marchande** est une mesure de l'incidence négative des fluctuations éventuelles des paramètres du marché sur la valeur marchande des éléments d'actif et de passif de BMO, établie avec un intervalle de confiance de 99 % sur une période de détention appropriée. La période de détention tient compte de la conjoncture actuelle du marché et de la composition des portefeuilles afin de déterminer combien de temps il faut pour liquider les portefeuilles sans causer d'incidence négative sur les cours du marché.

La **volatilité du revenu net** est une mesure de l'incidence négative des fluctuations éventuelles des paramètres du marché sur le revenu net après impôts projeté sur douze mois, établie avec un intervalle de confiance donné.

La **valeur à risque (VAR)** s'applique à diverses catégories de risque : taux d'intérêt, devises, cours des actions, prix des produits de base et degrés de volatilité implicite. Généralement mesurée avec un intervalle de confiance de 99 %, la VAR constitue une mesure de l'incidence négative des fluctuations éventuelles des paramètres du marché sur la valeur marchande d'un portefeuille pendant une période de détention appropriée.

Mesure

Les mesures du risque les plus importantes sont le risque lié à la valeur marchande et la volatilité du revenu net sur 12 mois. Les risques globaux liés à la valeur marchande et à la volatilité du revenu net auxquels BMO était exposé au 31 octobre 2002 sont résumés dans le tableau ci-après.

Risques globaux liés à la valeur marchande et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel

au 31 octobre (contre-valeur en dollars canadiens après impôts) (en millions de dollars)*	Risque lié à la valeur marchande		Volatilité du revenu net sur 12 mois	
	2002	2001	2002	2001
Activités de négociation et de prise ferme	13,4	13,9	18,7	17,5
Éléments du portefeuille structurel	290,0	233,2	42,4	79,6
Total	303,4	247,1	61,1	97,1

* Avec un intervalle de confiance de 99 %

La valeur marchande de certains des portefeuilles de négociation et de prise ferme de BMO fait l'objet d'une évaluation quotidienne, alors que d'autres portefeuilles (p. ex., les titres du marché monétaire) sont assujettis aux règles de la comptabilité d'exercice en vertu des principes comptables généralement reconnus. Pour ces portefeuilles, la valeur à risque (VAR), une mesure du risque lié à la valeur marchande, permet de déterminer l'importance du risque de marché auquel BMO s'expose. Elle mesure la perte maximale éventuelle sur un portefeuille donné, pour une période de détention d'une journée avec un intervalle de confiance de 99 %, soit 99 jours sur 100.

Les modèles de calcul de la VAR permettent de déterminer le capital économique assujéti à un risque de marché pour chacun des secteurs d'activité et d'établir le capital réglementaire requis selon les normes issues de l'accord de 1998.

Les risques de marché liés aux activités de négociation et de prise ferme sont présentés dans le tableau ci-dessous.

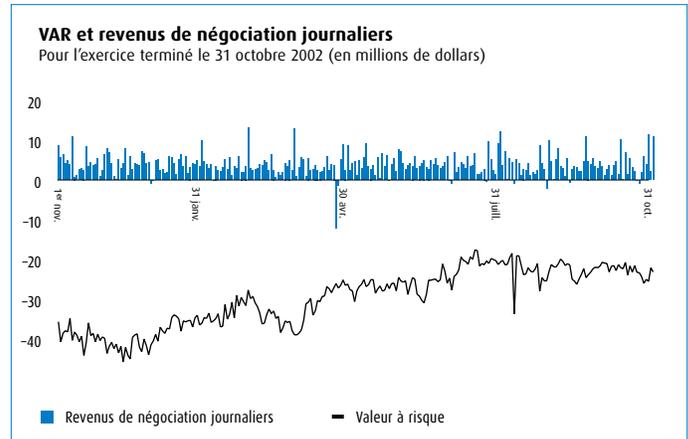
Sommaire de la VAR – Négociation et prise ferme

pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 (contre-valeur en dollars canadiens avant impôts) (en millions de dollars)*	À la fin de l'exercice			
	Moyenne	Haut	Bas	
Taux d'intérêt	16,9	23,3	36,8	13,4
Change	3,8	3,5	6,8	1,5
Produits de base	1,1	1,8	4,2	0,8
Actions	6,6	5,0	16,8	1,6
Effet de corrélation	(5,2)	(3,9)	s.o.	s.o.
Total	23,2	29,6	45,8	17,6

* Mesure d'un jour avec un intervalle de confiance de 99 %

s.o. – sans objet

Pour déterminer la VAR, nous tenons compte d'une partie seulement de la corrélation et des éléments compensatoires qui peuvent exister entre certains portefeuilles et catégories de risque, par exemple entre le cours des actions et les taux d'intérêt. Ainsi, le risque de marché est calculé de façon plus prudente qu'il ne le serait autrement. Cette année, BMO n'a pas enregistré une perte plus grande que la VAR globale mesurée pour les portefeuilles de négociation et de prise ferme, comme l'illustre le diagramme ci-après.



Outre la VAR, nous calculons la mesure dans laquelle BMO est exposé à une concentration du risque de marché au titre, par exemple, de variations de taux d'intérêt et de change particuliers, du cours des actions ou du prix de produits de base déterminés, ainsi que de la volatilité implicite connexe. Les modèles servant à déterminer le risque lié à la volatilité du revenu net sont identiques ou similaires à ceux qui servent à déterminer le risque lié à la VAR.

Aux fins du calcul du capital, nous utilisons des périodes de détention plus longues et des niveaux de confiance supérieurs à ceux qui servent à la gestion quotidienne du risque.

Des méthodes efficaces de contrôle s'appliquant à la réévaluation des portefeuilles de négociation et de prise ferme et au calcul des revenus journaliers tirés de ces activités nous permettent de suivre les revenus générés par chaque secteur d'activité au regard des stratégies commerciales et de l'importance du risque de marché propres à chacun. En 2002, le revenu journalier moyen provenant des activités de négociation et de prise ferme s'est chiffré à 3,8 millions de dollars. Le diagramme ci-dessous illustre la répartition des revenus journaliers de négociation.

Les revenus de négociation incluent les montants associés à l'ensemble des activités de négociation et de prise ferme, qu'elles soient comptabilisées par référence au marché ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice, de même que certains frais et commissions directement liés à ces activités.



Dans le cas des placements et des portefeuilles de placements, nous avons établi des méthodes de mesure du risque lié à la valeur marchande et à la volatilité du revenu net faisant appel à des périodes de détention de 10 jours ainsi qu'à des périodes qui correspondent mieux au délai estimé de liquidation des positions. De plus, lorsque la situation s'y prête, des mesures spécifiques sont utilisées pour déterminer le risque lié au crédit et la concentration d'autres risques inhérents à ces positions.

Le risque structurel de marché découle principalement de la non-concordance des taux d'intérêt relatifs aux éléments d'actif et de passif des services aux particuliers et aux entreprises et des options qui y sont rattachées, ainsi que du risque lié à la conversion de devises touchant le revenu net. BMO gère le risque structurel de marché afin de soutenir la stabilité du revenu net, ce qui implique la gestion des manques de concordance liés aux éléments d'actif et de passif en fonction d'un profil cible et le maintien du risque lié aux options et aux opérations en devises à des niveaux peu élevés.

Les mesures du risque structurel lié à la valeur marchande et à la volatilité du revenu net tiennent compte d'une période de détention de trois mois pour les postes du bilan libellés en dollars canadiens, et de deux mois pour les postes en dollars américains. Outre ces mesures, nous recourons à l'analyse des écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt (voir le tableau 19, à la page 62), à des modèles de simulation et à des analyses de sensibilité pour évaluer le risque structurel de taux d'intérêt. L'analyse de la sensibilité à une hausse ou à une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt est présentée dans le tableau ci-après. Bon nombre d'institutions financières effectuent et divulguent ce type d'analyse, qui facilite la comparaison entre membres d'un même groupe de référence.

Sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt

(contre-valeur en dollars canadiens après impôts)
(en millions de dollars)*

	Au 31 octobre 2002		Au 31 octobre 2001	
	Hausse de 100 points de base	Baisse de 100 points de base	Hausse de 100 points de base	Baisse de 100 points de base
Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir	1,1 \$	(0,1)\$	9,4 \$	(20,5)\$
Sensibilité de la valeur économique	(152,7)\$	123,8 \$	(147,0)\$	64,2 \$

*Les risques sont représentés par des montants entre parenthèses, les gains, par des montants positifs.

Limites

Le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration approuve les limites de risque lié à la valeur marchande et à la volatilité du revenu net à l'intérieur desquelles les activités exposées à ces risques doivent être exercées. Des limites détaillées de risque de marché ont été établies pour chaque entité d'exploitation exerçant des activités exposées au risque de marché ainsi que pour BMO dans son ensemble. Ces limites régissent tant l'importance du risque (exprimée en termes de risque lié à la valeur marchande et de volatilité du revenu net) que les concentrations spécifiques des risques. De plus, des limites relatives aux pertes ont été fixées afin de permettre à la haute direction de repérer immédiatement les signes avant-coureurs de situations susceptibles d'entraîner des pertes et de prendre les mesures qui s'imposent. Ces limites sont établies en fonction des stratégies propres à chacun des secteurs d'activité, de la portée des activités axées sur les clients et des revenus potentiels. La structure de gouvernance du risque de marché permet d'assurer que les limites sont respectées et que des mesures rapides et efficaces sont prises en cas de dépassement.

Le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration réévalue ces limites au moins une fois par année, en tenant compte d'un large éventail de conjonctures du marché, avec un intervalle de confiance de 99 %. Cette réévaluation prend en considération la tolérance

au risque de BMO et les risques auxquels il est exposé. Les limites de risque de marché approuvées par le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration n'ont pas été dépassées au cours de l'exercice.

Processus et modèles

Nous utilisons différents processus et modèles pour mesurer et évaluer les risques de nos portefeuilles et pour calculer le risque de marché y afférent. Dans le cas des activités de négociation et de prise ferme, ces modèles et processus permettent également de déterminer le montant net des revenus de négociation journaliers. L'élaboration, la mise en œuvre et l'application des processus et modèles font l'objet d'un contrôle rigoureux.

En outre, les modèles sont soumis de façon périodique à une validation indépendante des risques qu'ils présentent et, s'il y a lieu, à des essais et à des analyses supplémentaires. Ces mises à l'essai visent à déterminer les variables ou les hypothèses auxquelles le modèle est le plus sensible, ainsi que les paramètres qui sont le plus susceptibles de fluctuer ou d'avoir des répercussions importantes sur les résultats du modèle. Ainsi, nous pouvons mieux comprendre l'éventail des résultats pouvant découler du modèle.

Nous surveillons la mise en application de ces modèles pour nous assurer qu'ils sont pertinents au portefeuille auquel ils sont appliqués; si nous décelons des lacunes, nous apportons les corrections qui s'imposent, y compris le redressement du montant net des revenus de négociation journaliers.

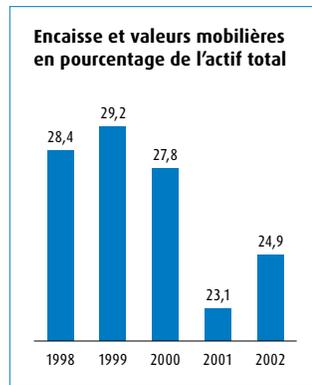
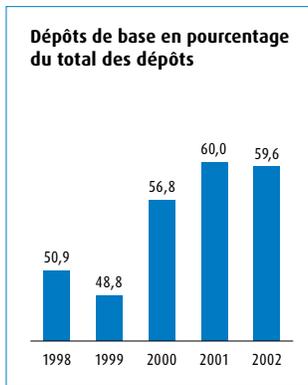
Les modèles employés pour mesurer les risques de marché sont efficaces tant que les conditions du marché demeurent normales. C'est pourquoi nous menons également des analyses de scénarios et des simulations de crise pour déterminer les répercussions de changements inhabituels ou imprévus des conditions du marché sur nos portefeuilles. Nous avons recours à une gamme complète de scénarios et de simulations de crise, dont les résultats sont présentés à la haute direction à intervalles réguliers. Les risques relatifs aux portefeuilles de négociation et de prise ferme doivent être gérés dans les limites préétablies de tolérance au risque.

Le contrôle *ex post* fait partie intégrante des processus utilisés pour valider les modèles de risque de marché de BMO. Nous nous servons de diverses méthodes pour garantir l'intégrité de ces modèles, notamment en procédant à un contrôle *ex post* des pertes hypothétiques. Dans le cas de tous les portefeuilles de négociation et de prise ferme, ce processus part de l'hypothèse que la situation des portefeuilles à la clôture des marchés, la veille, n'a pas changé. On isole ensuite l'incidence des variations quotidiennes des prix par rapport aux cours de clôture. On considère les modèles comme validés si, en moyenne, les pertes hypothétiques calculées ne sont supérieures à la mesure de la VAR qu'une fois sur 100. Les résultats de ce test confirment la validité de nos modèles.

Risque de liquidité et de financement

La gestion du risque de liquidité et de financement constitue un volet clé de notre stratégie de gestion globale des risques; elle est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net. Notre méthode de gestion du risque de liquidité et de financement consiste à nous assurer de toujours disposer de suffisamment de fonds pour faire face à nos engagements financiers, même en

Le **risque de liquidité et de financement** correspond au risque de ne pas être en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Les engagements financiers comprennent les responsabilités envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placements.



période de crise. Notre stratégie de gestion du risque de liquidité et de financement repose notamment sur les éléments suivants :

- un mécanisme de supervision par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, y compris le Comité de gestion du risque de liquidité et de financement et le Comité de gestion des risques, qui rendent compte au Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration;
- un groupe indépendant de surveillance du risque de liquidité et de financement au sein de la Trésorerie;
- une structure de limites approuvée par le Conseil d'administration visant à soutenir une gestion active du risque de liquidité et de financement;
- des processus et des modèles efficaces pour assurer la surveillance et la gestion du risque de liquidité et de financement;
- des mesures de contrôle rigoureuses à l'égard des processus et des modèles, ainsi que de leur utilisation;
- un cadre de scénarios d'analyse pour les conditions d'exploitation extrêmes;
- des plans d'urgence pour faciliter la gestion advenant une crise de liquidité ou de financement.

En outre, nous surveillons l'évolution des pratiques du secteur afin d'améliorer s'il y a lieu notre méthode de gestion du risque de liquidité et de financement.

Les données sur les liquidités et le financement fournies dans la présente section tiennent compte de la situation financière consolidée de BMO. Les filiales de BMO comprennent des entités réglementées et étrangères. Les mouvements de fonds entre les sociétés du groupe doivent tenir compte des besoins des filiales en matière de liquidités, de financement et de capital, ainsi que de considérations d'ordre fiscal. Ces facteurs n'ont pas de répercussions importantes sur les liquidités et le financement de BMO.

La situation de BMO en matière de liquidités et de financement demeure adéquate et aucun engagement ou événement ni aucune tendance, demande ou incertitude n'est susceptible d'avoir des répercussions importantes sur celle-ci.

Mesures

Nous avons recours à deux mesures clés dans le cadre de la gestion du risque de liquidité et de financement. La première est le ratio d'encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total, qui permet de déterminer dans quelle mesure les éléments d'actif peuvent être facilement convertis en liquidités ou en quasi-espèces afin de respecter des engagements financiers, étant donné que les éléments d'encaisse et les valeurs mobilières sont plus liquides que les prêts. Ce ratio représente donc la valeur totale des dépôts auprès d'autres banques, des autres éléments d'encaisse et des valeurs mobilières, exprimée en pourcentage de l'actif total.

L'encaisse et les valeurs mobilières totalisaient 63,0 milliards de dollars en fin d'exercice, en hausse par rapport à 55,3 milliards en 2001, alors que l'actif total avait augmenté de 13,5 milliards pour s'établir à 252,9 milliards. Au 31 octobre 2002, le ratio d'encaisse et valeurs

mobilières en pourcentage de l'actif total de BMO s'établissait à 24,9 %, en hausse comparativement à 23,1 % au 31 octobre 2001. Cette augmentation est principalement attribuable à la croissance des titres de négociation en dollars canadiens.

Dans le cours normal des affaires, une partie de l'encaisse et des valeurs mobilières sert de garantie pour soutenir les activités de négociation et la participation aux systèmes de compensation et de paiement, tant au pays qu'à l'étranger. Au 31 octobre 2002, l'encaisse et les valeurs mobilières mises en garantie atteignaient 18,9 milliards de dollars, en hausse comparativement à 16,1 milliards l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par un accroissement des activités de négociation. En outre, BMO est partie à certaines ententes susceptibles de nécessiter des garanties supplémentaires dans certaines circonstances. Ces exigences potentielles en matière de garanties ne sont toutefois pas importantes. Le tableau 5 de la page 53, ainsi que les notes 2 et 3 afférentes aux états financiers, à la page 72, présentent des renseignements supplémentaires sur l'encaisse et les valeurs mobilières.

La deuxième mesure clé est le ratio des dépôts de base au total des dépôts. Les dépôts de base sont plus stables que les autres formes de dépôts, car ils sont constitués des soldes des comptes courants et d'épargne des particuliers ainsi que des dépôts à terme relativement peu élevés. Le ratio représente la valeur totale des dépôts, moins les dépôts à terme d'un montant supérieur à 100 000 unités, quelle que soit la monnaie, en pourcentage du total des dépôts.

Les dépôts de base totalisaient 96,5 milliards de dollars à la fin de l'exercice, en hausse comparativement à 92,5 milliards de dollars en 2001, alors que le total des dépôts a augmenté de 7,5 milliards de dollars pour s'établir à 161,8 milliards de dollars. Au 31 octobre 2002, le ratio des dépôts de base au total des dépôts s'établissait à 59,6 %, en baisse par rapport à 60,0 % au 31 octobre 2001. Ce ratio est demeuré stable, le rythme de croissance des dépôts de base ayant été comparable à celui du total des dépôts.

Notre masse de dépôts de base, combinée à notre important capital de base, nous permet d'être moins dépendants des dépôts de gros, plus volatiles. Ces derniers, qui sont en grande partie à court terme, visent principalement à soutenir les activités de négociation et de prise ferme, ainsi que le portefeuille de titres de placement. Les activités de financement sur les marchés de gros sont confiées à des équipes de spécialistes ayant accès aux principales places financières du monde.

Le tableau 24 de la page 64 présente des renseignements supplémentaires sur les obligations contractuelles relatives aux dépôts.

Limites

Nous assurons une surveillance constante du risque de liquidité et de financement et une gestion active de notre bilan pour réduire les risques au minimum. La direction établit les besoins minimaux en matière d'actif liquide, ainsi que les limites concernant la diversification du passif, les engagements de financement, le nantissement d'éléments d'actif et la non-concordance des flux de trésorerie. Les éléments de passif sont diversifiés par client, type, marché, échéance, monnaie et emplacement géographique. Les limites portent tant sur les éléments inscrits au bilan que sur les éléments hors bilan et sont approuvées chaque année par le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration.

Éléments hors bilan

Deux principaux types d'éléments hors bilan sont susceptibles d'avoir des répercussions sur les liquidités et le financement – les entités ad hoc hors bilan et les engagements de financement de clients. Les entités ad hoc servent à titriser nos éléments d'actif à l'appui de la gestion du capital ou du financement. La note 6 afférente aux états financiers, à la page 76, présente des renseignements sur la titrisation des éléments d'actif de BMO. Nous entretenons également des relations continues avec les entités ad hoc hors bilan que les clients utilisent pour titriser leurs éléments d'actif et nous menons des activités de gestion d'actif par l'entremise d'entités ad hoc qui offrent aux investisseurs des portefeuilles de créances adaptés à leurs besoins et

diversifiés dans plusieurs catégories d'éléments d'actif et de cotes. La note 7 afférente aux états financiers, à la page 77, présente des renseignements sur les entités ad hoc hors bilan. Nous soutenons la liquidité de ces entités ad hoc au moyen d'engagements de crédit conditionnels. Ces derniers sont compris dans la valeur totale de nos engagements de financement de clients. Les engagements de financement de clients font partie intégrante de nos pratiques d'octroi de crédit et créent un risque de liquidité et de financement en raison de notre obligation de financer les retraits des clients. La note 5 afférente aux états financiers, à la page 75, présente des renseignements sur les engagements de financement.

Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation est inhérent à toute activité économique et il est essentiel de bien le gérer si BMO veut atteindre ses objectifs stratégiques. Bien qu'il soit impossible d'éliminer complètement le risque d'exploitation, on peut le gérer efficacement, l'atténuer et, dans certains cas, s'assurer contre lui afin de préserver et d'augmenter la valeur de l'avoir des actionnaires.

Pour atteindre cet objectif, nous avons élaboré un cadre intégré de gestion du risque d'exploitation, qui comprend la détermination, la mesure, l'analyse, la surveillance et la gestion proactive des risques, ainsi que l'affectation du capital à risque.

La gestion du risque d'exploitation passe par un cadre de gouvernance complet, ainsi que par des contrôles efficaces. Ces mesures de gestion comprennent des plans d'urgence visant à assurer la continuité de nos activités, des processus de gestion des événements, des normes et méthodes de gestion du changement, ainsi qu'un cadre en matière de fusions et d'acquisitions.

La structure de gouvernance du risque d'exploitation de BMO comprend un Comité de gestion du risque d'exploitation, qui constitue un sous-comité du Comité de gestion des risques. Son rôle consiste :

- à fournir un mécanisme pour prendre les décisions concernant les enjeux importants relatifs au risque d'exploitation;
- à discuter des répercussions intergroupes des risques importants;
- à examiner de nouvelles normes ou à modifier les normes existantes;
- à examiner et à approuver des méthodes d'autoévaluation du contrôle des risques, de mesure des risques d'exploitation et d'affectation du capital.

Il incombe à chaque secteur d'activité de gérer le risque d'exploitation conformément aux lignes directrices relatives aux mesures énoncées dans la politique. La Gestion des risques élabore la politique et les lignes directrices pour la gestion du risque d'exploitation. En outre, la Gestion des risques exerce une surveillance à l'égard des questions importantes touchant BMO et des événements marquants susceptibles d'influer sur son exploitation, et fait rapport au chef de la direction et au Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration. Lorsque cela s'avère approprié et rentable, la Gestion des risques souscrit à une assurance d'entreprise permettant de transférer certaines composantes du risque d'exploitation à des assureurs dignes de confiance procurant ainsi une couverture à l'égard de certaines composantes du risque d'exploitation.

La Vérification interne produit également des rapports à l'intention du chef de la direction et du Comité de vérification du Conseil d'administration concernant l'efficacité des contrôles internes et des processus de gestion du risque d'exploitation.

Mesures

Nous mesurons le risque d'exploitation selon une méthode actuarielle combinant la vraisemblance qu'un événement comportant un risque d'exploitation survienne et la probabilité de perte si un tel événement survient afin de produire une courbe de distribution des pertes. Celle-ci permet de déterminer la perte prévue et non prévue associée à des événements particuliers de risque d'exploitation. La perte non prévue

Processus et modèles

Des processus sont en place pour l'élaboration des politiques destinées à être approuvées par les comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, pour la surveillance de la conformité aux politiques, pour la gestion des plans d'urgence, pour le suivi continu des variables du marché afin de déceler l'évolution du contexte des risques, ainsi que pour la production de rapports en temps opportun à l'intention des comités de gouvernance. Des modèles servent à prévoir les besoins en matière de liquidités, la capacité de financement et les engagements financiers en fonction des situations économique et politique, ainsi que des événements propres au marché et à l'exploitation de BMO, selon divers scénarios probables ou extrêmes.

Le **risque d'exploitation** est le risque de perte découlant de processus internes ou de systèmes inadéquats ou de leur défaillance, d'une erreur humaine ou d'un événement externe.

Le **risque d'exploitation** comprend :

- Les risques liés à l'exploitation, qui sont contrôlés par l'entremise d'activités quotidiennes et dont la gestion est assurée par des méthodes et des mécanismes de surveillance internes. Parmi ces risques, on compte les risques touchant la sécurité matérielle et logique, le traitement des transactions, le contrôle de l'exploitation, la technologie, ainsi que l'impartition.
- Les risques liés à l'organisation et aux événements, qui comprennent les risques inhérents, structurels et externes susceptibles d'avoir des répercussions importantes pour BMO. Parmi ces risques, on compte les erreurs stratégiques, l'atteinte à la réputation et à l'image de BMO, ou encore les risques liés à la fiscalité, à la comptabilité et à la gestion financière, à la législation, aux exigences réglementaires, aux ressources humaines et à l'utilisation de modèles complexes de tarification ou d'évaluation.

sert à déterminer le capital à risque relatif à chaque secteur d'activité et à chaque type de risque d'exploitation. Nous utilisons des données historiques sur les pertes, lorsqu'il y en a, afin de calculer la fréquence et la gravité des événements. Lorsqu'il n'existe guère ou pas du tout de données sur les pertes, des scénarios de pertes sont élaborés avec l'aide de la direction du secteur d'activité concerné. Pour nous assurer de bien cerner et mesurer tous les risques d'exploitation auxquels est exposé un secteur d'activité, nous faisons appel, s'il y a lieu, à des fonctions spécialisées comme les Finances, la Fiscalité, les Services juridiques, la Conformité, les Ressources humaines et le groupe Technologie et solutions.

Processus et modèles

Nous employons un processus et un modèle conçus sur mesure pour cerner le risque d'exploitation dans chaque secteur d'activité. Aux fins du calcul du capital, nous avons recours à des intervalles de confiance et à des périodes de détention conformes à ceux des méthodes utilisées pour le risque de crédit et le risque de marché.

L'objectif de BMO est de gérer le risque d'exploitation, comme tous les autres risques, de façon transparente à l'échelle de l'organisation. À cette fin, nous signalons régulièrement l'exposition aux divers types de risque d'exploitation et les secteurs touchés, les répercussions financières (perte prévue, perte non prévue et perte attribuable à des conditions extrêmes), les modifications du profil de risque d'exploitation survenues à la suite d'une évolution du secteur d'activité et du contexte d'exploitation et la comparaison à des points de référence externes. Chacune des composantes de notre cadre de gestion du risque d'exploitation en est à un stade de développement différent; nous nous efforçons de les améliorer constamment de façon qu'elles servent la gestion des activités et des risques, tout en respectant les exigences réglementaires du Nouvel accord de Bâle sur les fonds propres qui devrait entrer en vigueur sous peu.

Faits saillants

- Notre ratio de capital de première catégorie s'établit à 8,80 %, en hausse par rapport à 8,15 % l'an dernier et est demeuré au-dessus du minimum visé de 8 %.
- L'actif pondéré en fonction des risques a diminué de 4,7 milliards de dollars au cours de l'exercice, grâce à notre méthode rigoureuse de gestion du bilan.
- Pour l'exercice 2003, notre objectif est de maintenir un ratio de capital de première catégorie d'au moins 8,0 % grâce à un contrôle serré de la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques et à une redistribution du capital en faveur des secteurs des services bancaires aux particuliers et de la gestion de patrimoine.

Stratégie et approche

Notre cadre de gestion du capital est conçu pour maintenir un niveau optimal de capital grâce à une structure rentable qui respecte nos ratios réglementaires cibles, appuie nos évaluations internes du capital économique, se traduit par une cote de crédit appropriée, permet de financer les stratégies globales de nos entités d'exploitation et accroît la valeur à long terme de l'avoïr des actionnaires.

Notre démarche consiste notamment à établir des limites, des objectifs et des mesures des résultats pour effectuer la gestion du bilan, des risques et des niveaux minimaux de capital ainsi que de l'émission et du rachat de titres de façon à obtenir la structure de capital la plus économique possible. Ces limites, objectifs et mesures sont approuvés annuellement par le Conseil d'administration dans le cadre de notre politique de gestion du capital et de la planification du capital. Au niveau de l'organisation, notre capital détermine le degré de risque que nous sommes prêts à assumer, dans les limites des exigences réglementaires et juridiques. Au niveau des secteurs d'activité, le capital est réparti en fonction de l'évaluation et de la mesure du capital à risque et est compris dans les mesures de rendement des secteurs. Cette méthode nous permet de conserver un capital suffisant pour protéger les parties intéressées contre les risques inhérents à nos diverses activités, tout en affectant les ressources qui figurent à notre bilan à des activités de croissance stratégique ou à rendement élevé afin d'atteindre ou de dépasser les objectifs établis pour l'organisation.

De façon générale, nous augmentons les dividendes en fonction des tendances à long terme en matière de croissance du résultat par action, tout en conservant suffisamment de bénéfices pour soutenir la croissance prévue du volume d'affaires, financer les investissements stratégiques et fournir un soutien continu aux déposants. La politique de BMO est de maintenir un ratio de distribution de dividendes de 30 % à 40 %.

Évaluation des résultats

Les tableaux 20 et 21, à la page 63, présentent les éléments de capital et les mesures que nous utilisons pour surveiller les exigences en matière de capital de BMO. Ces mesures respectent les lignes directrices du BSIF. Le capital de première catégorie, qui représente les formes de capital les plus permanentes, a augmenté durant l'exercice alors que le revenu net et l'émission d'actions privilégiées de série 10 ont plus que compensé l'augmentation des écarts d'acquisition déterminés lors des acquisitions ainsi que les versements de dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées. L'actif pondéré en fonction des risques a diminué au cours de l'exercice, une forte croissance des prêts hypothécaires et personnels dans le groupe Particuliers et entreprises ayant été largement neutralisée par le recul des activités du groupe Services d'investissement, dans une conjoncture difficile. Notre stratégie visant à réaffecter le capital en faveur des services aux particuliers et de la gestion de patrimoine va de pair avec la réduction du portefeuille de prêts non gérés dans le cadre d'une relation d'affaires du groupe Services d'investissement.

Le dividende trimestriel déclaré à l'égard des actions ordinaires s'est établi à 0,30 \$ en 2002, en hausse par rapport à 0,28 \$ en 2001, ce qui donne un ratio de distribution de 44 %, légèrement supérieur à notre objectif à long terme.

La cote de crédit de BMO, mesurée par une combinaison des cotes de crédit attribuées par Moody's et Standard & Poor's (S&P) sur les créances prioritaires, est demeurée la même, soit AA-. Le 19 décembre 2001, S&P a retiré BMO de la liste des cotes sous surveillance (*CreditWatch*) et confirmé la cote, mais a maintenu la perception négative. Le 18 juillet 2002, Moody's a confirmé la cote de crédit de

Le **ratio de capital de première catégorie** est notre principale mesure de la suffisance du capital. Il s'agit du capital de première catégorie exprimé en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques.

BMO mais a changé sa perception de stable à négative. On ne prévoit pas que ce changement de perception aura des répercussions importantes sur les liquidités et les coûts de financement.

Comparaison des résultats de 2001 avec ceux de 2000

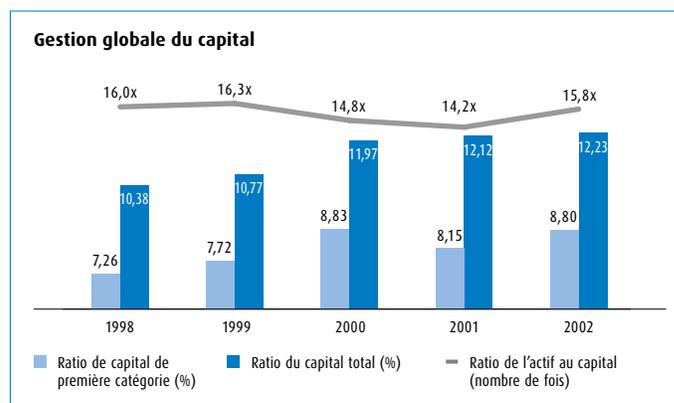
Notre ratio de capital de première catégorie était passé de 8,83 % en 2000 à 8,15 % en 2001, principalement sous l'effet du programme de rachat de 2 milliards de dollars d'actions et d'une croissance modérée de l'actif pondéré en fonction des risques.

Capital de première catégorie

(en millions de dollars)	2002	2001
Au début de l'exercice	11 066	11 864
Revenu net	1 417	1 471
Dividendes	(668)	(648)
Écarts d'acquisition et éléments d'actif incorporel excédentaires	(749)	(351)
Émission d'actions ordinaires	84	556
Rachat d'actions ordinaires	—	(2 031)
Autres émissions et rachats	460	169
Conversion et autres activités	(81)	36
À la fin de l'exercice	11 529	11 066

Actif pondéré en fonction des risques

(en millions de dollars)	2002	2001
Au début de l'exercice	135 768	134 360
Augmentations (diminutions)		
Groupe Particuliers et entreprises	5 504	3 397
Groupe Gestion privée	764	(435)
Groupe Services d'investissement	(12 612)	(6 771)
Services d'entreprise	1 654	5 217
À la fin de l'exercice	131 078	135 768



ANALYSE DES RÉSULTATS DES ENTITÉS D'EXPLOITATION

La présente section comprend une analyse des résultats financiers de chacune des entités d'exploitation et une description de leur secteur d'activité, de leurs objectifs, de leurs réalisations, de leurs défis ainsi que de leurs perspectives d'avenir. Les résultats financiers de la Harris Bank, intégrés à chacune des entités d'exploitation, font l'objet d'une analyse distincte.

Groupe Particuliers et entreprises (pages 37 à 40)

Le revenu net a atteint 968 millions de dollars en 2002, une augmentation de 174 millions de dollars par rapport à 2001. Abstraction faite des éléments exceptionnels, qui ont augmenté le revenu net de 9 millions de dollars en 2001, le revenu net a enregistré une hausse de 183 millions de dollars, soit de 23 % par rapport à 2001.

Groupe Gestion privée (pages 41 à 43)

Le revenu net s'est chiffré à 96 millions de dollars en 2002, en baisse de 25 millions de dollars par rapport à 2001. Abstraction faite des frais exceptionnels, qui ont diminué le revenu net de 39 millions de dollars en 2002, le revenu net s'est établi à 135 millions, ce qui représente une augmentation de 12 %.

Groupe Services d'investissement (pages 44 à 47)

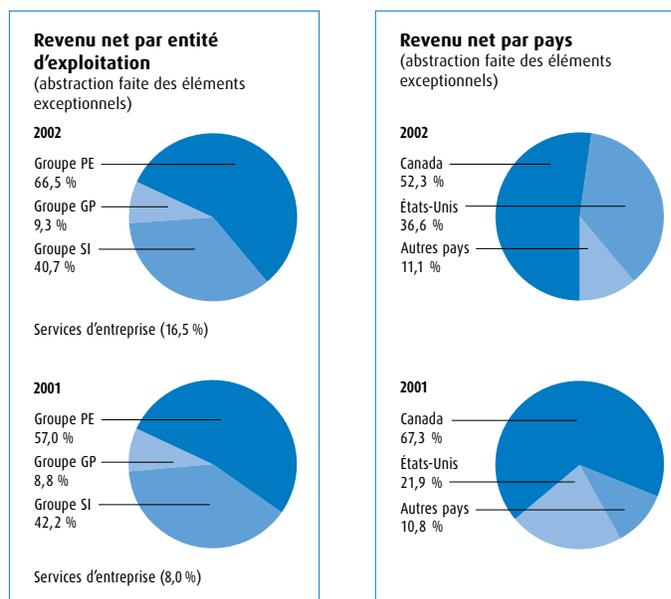
Le revenu net a atteint 592 millions de dollars en 2002, soit une augmentation de 115 millions de dollars par rapport à 2001. Abstraction faite des éléments exceptionnels, qui avaient diminué le revenu net de 105 millions de dollars en 2001, le revenu net a enregistré une hausse de 10 millions de dollars.

Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions (pages 47 à 49)

Les pertes nettes se sont chiffrées à 239 millions de dollars en 2002, comparativement à un revenu net de 79 millions de dollars en 2001. Abstraction faite des éléments exceptionnels, qui ont permis une hausse de 189 millions de dollars du revenu net en 2001, le revenu net a diminué de 129 millions.

Harris Bank (pages 49 et 50)

Exprimé en dollars américains, selon les PCGR des États-Unis, le revenu net de la Harris Bank a totalisé 278 millions de dollars en 2002, en hausse de 77 millions de dollars par rapport à 2001. À l'exclusion des gains réalisés sur la vente de certaines activités et de l'augmentation, au quatrième trimestre, de la provision pour créances irrécouvrables traduisant l'incertitude accrue liée à la conjoncture économique en 2001, le revenu net a progressé de 33 millions de dollars.



Revenu net et actif moyen par entité d'exploitation (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	Groupe Particuliers et entreprises			Groupe Gestion privée			Groupe Services d'investissement			Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions			Total consolidé		
pour l'exercice terminé le 31 octobre	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Revenu net															
Canada	725	639	773	124	106	166	137	139	291	(224)	(78)	(86)	762	806	1 144
États-Unis	188	96	85	(26)	10	29	353	255	322	(21)	(117)	58	494	244	494
Autres pays	55	59	55	(2)	5	—	102	83	71	6	274	93	161	421	219
Total	968	794	913	96	121	195	592	477	684	(239)	79	65	1 417	1 471	1 857
Pourcentage du revenu net	68,3	54,0	49,2	6,8	8,2	10,5	41,8	32,4	36,8	(16,9)	5,4	3,5	100,0	100,0	100,0
Abstraction faite des éléments exceptionnels	968	785	822	135	121	195	592	582	684	(239)	(110)	(29)	1 456	1 378	1 672
Pourcentage du revenu net	66,5	57,0	49,2	9,3	8,8	11,7	40,7	42,2	40,9	(16,5)	(8,0)	(1,8)	100,0	100,0	100,0
Total des revenus															
Canada	3 675	3 545	3 605	1 171	1 127	1 251	919	1 092	1 306	(166)	(107)	(138)	5 599	5 657	6 024
États-Unis	863	689	631	528	367	309	1 395	1 510	1 196	172	26	141	2 958	2 592	2 277
Autres pays	70	76	69	(2)	12	12	220	195	195	14	331	87	302	614	363
Total	4 608	4 310	4 305	1 697	1 506	1 572	2 534	2 797	2 697	20	250	90	8 859	8 863	8 664
Pourcentage du revenu net	52,0	48,6	49,7	19,2	17,0	18,1	28,6	31,6	31,1	0,2	2,8	1,1	100,0	100,0	100,0
Abstraction faite des éléments exceptionnels	4 608	4 298	4 153	1 697	1 506	1 572	2 534	2 975	2 697	20	(71)	16	8 859	8 708	8 438
Pourcentage du revenu net	52,0	49,4	49,2	19,2	17,3	18,6	28,6	34,2	32,0	0,2	(0,9)	0,2	100,0	100,0	100,0
Actif moyen															
Canada	86 826	81 035	79 138	1 797	2 140	1 836	72 057	61 825	55 165	(5 294)	(5 071)	(5 433)	155 386	139 929	130 706
États-Unis	18 745	14 874	12 541	3 630	3 149	2 373	51 556	62 847	62 368	1 040	1 266	(30)	74 971	82 136	77 252
Autres pays	235	236	234	82	51	80	17 147	20 420	25 726	169	476	946	17 633	21 183	26 986
Total	105 806	96 145	91 913	5 509	5 340	4 289	140 760	145 092	143 259	(4 085)	(3 329)	(4 517)	247 990	243 248	234 944

Mode de présentation des résultats d'exploitation – Les frais sont appariés aux revenus y afférents. Les frais indirects, notamment les frais généraux et les revenus y afférents, sont systématiquement répartis entre les entités d'exploitation selon des formules appropriées. Pour chacune des devises, l'incidence sur le revenu net du virement de fonds d'une entité disposant d'un surplus à une entité affichant un déficit s'effectue aux taux du marché applicables à la devise et au terme visés. Les éléments d'actif sont répartis par région géographique selon la région géographique du groupe responsable de la gestion de l'actif, du passif, des revenus et des frais y afférents. Les provisions pour créances irrécouvrables établies à l'égard des entités d'exploitation sont fonction des

pertes prévues au cours d'un cycle économique. Les différences entre les provisions établies d'après la méthode de provisionnement selon les pertes prévues et les provisions exigées en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) sont attribuées aux Services d'entreprise. À l'occasion, certains secteurs d'activité et unités sous-jacentes sont transférés d'une entité d'exploitation à une autre pour mieux refléter la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les chiffres comparatifs sont retraités afin de tenir compte de ces changements. Au cours de l'exercice, les résultats des Services de gestion de trésorerie, intégrés jusqu'à maintenant au groupe Technologie et solutions, ont été attribués au groupe Services d'investissement.

Description et stratégie

La mission du groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) consiste à offrir à plus de huit millions de clients à l'échelle du Canada et des États-Unis une approche totalement intégrée pour gérer tous les aspects de leurs besoins financiers. Le groupe PE offre une gamme complète de produits et services par l'intermédiaire de ses prestataires de services financiers hautement qualifiés dans plus de 1 100 succursales de BMO Banque de Montréal et de la Harris Bank, de circuits

directs tels que bmo.com, harrisbank.com et d'un réseau de plus de 2 200 guichets automatiques.

Notre objectif consiste à satisfaire tous les besoins financiers de nos clients de façon à devenir le seul fournisseur de services financiers avec qui ils font affaire. Pour mériter ce privilège, nous allons considérer chaque client comme une personne à part entière, lui offrir une attention personnalisée et des solutions sur mesure de façon constante, par l'entremise de nos divers circuits de distribution.

Objectifs et réalisations en 2002

Au Canada :

Augmentation de notre part de marché dans le secteur des services bancaires aux particuliers, par rapport aux institutions concurrentes à service complet.

- Notre part de marché dans le secteur des services bancaires aux particuliers s'est accrue de 40 points de base pour s'établir à 13,69 %. Ce secteur inclut les prêts personnels (exclusion faite des cartes de crédit), les prêts hypothécaires à l'habitation (incluant les prêts hypothécaires de tiers), les dépôts de particuliers, les fonds d'investissement et les placements à terme.

Augmentation de notre part de marché dans les secteurs des prêts au marché de la PME et aux entreprises, par rapport aux institutions concurrentes à service complet.

- Nous nous classons toujours au deuxième rang en matière de prêts aux PME (prêts jusqu'à concurrence de 5 millions de dollars). En 12 mois, nous avons augmenté notre part de marché de 61 points de base. Selon les données les plus récentes, elle s'établit actuellement à 19,48 %.
- Malgré la faiblesse de la demande, nous avons enregistré une croissance marquée dans le secteur des prêts aux entreprises.

Amélioration de nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle, dans les secteurs des services bancaires aux particuliers et aux PME.

- Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle, tels qu'évalués par une tierce partie, se sont améliorés pour s'établir à 27,6 %. L'écart avec la concurrence a été réduit de 340 points de base pour s'établir à 370 points de base.
- Dans le secteur des services bancaires aux PME, nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle se sont établis à 29,0 %, en hausse de 100 points de base. Cependant, les résultats moyens des institutions concurrentes se sont accrus de 170 points de base, passant ainsi à 33 %.

Poursuite des efforts visant à remplacer la plate-forme technologique soutenant la vente et le marketing.

- Connexion Pathway, notre nouvelle plate-forme technologique axée sur la vente et le service, a été mise en œuvre dans plus de 85 % de nos succursales.

Croissance de l'actif doublée du maintien de normes élevées de qualité de l'actif, grâce à l'expansion continue de la technologie, à des techniques de pointe en matière de gestion des risques et à une discipline interne rigoureuse.

- Les prêts et acceptations ont augmenté de 6 milliards de dollars, ou de 8 %, compte tenu des effets de la titrisation. Les provisions établies ont été conformes à nos attentes; nous avons continué d'améliorer les processus et contrôles internes ayant trait à la prise de décision en matière de crédit.

Aux États-Unis :

Maintien de l'objectif visant une augmentation annuelle de un milliard de dollars américains du portefeuille de prêts aux particuliers et aux PME pour les prochaines années, et évaluation des occasions stratégiques en matière de fusions et acquisitions.

- Le portefeuille de prêts aux particuliers et aux PME des Services bancaires Harris région de Chicago a enregistré une hausse de 1,7 milliard de dollars américains, soit de 26 %. L'apport de l'acquisition de la First National Bank of Joliet représente 500 millions de dollars américains ou sept points de pourcentage de cette augmentation.

Outre les réalisations susmentionnées, nous avons amélioré notre ratio de productivité de 269 points de base. Il s'établit actuellement à 60 %.

Objectifs pour 2003

- Stimuler la croissance des revenus en améliorant nos résultats en matière de rétention et de fidélisation de la clientèle, en élargissant la relation établie avec les clients existants et en attirant de nouveaux clients. Pour faciliter l'atteinte de ces objectifs, nous comptons apporter constamment des améliorations à notre réseau de distribution.
- Poursuivre les efforts en vue d'accroître la productivité.
- Continuer à améliorer nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle et réduire l'écart avec la concurrence sur les marchés des services bancaires aux particuliers et aux PME.
- Mettre à profit notre position sur le marché des services bancaires aux entreprises et le marché de la PME pour optimiser la croissance de nos revenus et de notre part de marché.
- Élargir la gamme de services offerts par l'intermédiaire de notre circuit de services bancaires en ligne.
- Maintenir l'objectif visant une augmentation annuelle de un milliard de dollars américains du portefeuille de prêts aux particuliers et aux PME aux États-Unis.
- Accroître notre part de marché dans la région de Chicago en élargissant notre réseau de distribution, par l'ouverture de succursales et par le biais d'acquisitions.

Contexte et perspectives

Les perspectives économiques se sont améliorées au cours du dernier trimestre de 2001 et en 2002, alors que les États-Unis émergeaient de la brève période de récession qu'ils ont connue en 2001. En ce qui a trait à 2002, la croissance économique a été modérée aux États-Unis et relativement importante au Canada, en raison de la plus forte demande des consommateurs et de la croissance plus soutenue de la production et de l'emploi. Les deux pays ont adopté des politiques monétaires incitatives tandis que les États-Unis mettaient en œuvre des politiques fiscales fortement expansionnistes. La faiblesse des taux d'intérêt a entraîné un rétrécissement important des marges dans le secteur des dépôts de particuliers, mais a contribué à l'obtention de résultats records dans le marché de la vente de maisons et à l'augmentation de la demande en matière de prêts hypothécaires à l'habitation.

Le climat d'incertitude économique et la faiblesse des marchés boursiers ont incité les investisseurs motivés par la prudence à délaissier les fonds d'investissement pour investir dans les comptes de dépôt rémunérés, malgré les faibles taux d'intérêt offerts.

En ce qui concerne l'exercice 2003, la croissance du PIB devrait demeurer forte au Canada et amorcer une remontée aux États-Unis. Cette reprise soutenue devrait inciter les banques centrales des deux pays à augmenter les taux d'intérêt en 2003. Dans le marché du détail au Canada, nous nous attendons à une croissance modérée des prêts à la consommation et des dépôts des particuliers, de l'ordre de 5 %. La demande de prêts hypothécaires à l'habitation devrait demeurer relativement forte et enregistrer une hausse d'environ 6 %. Les investissements des entreprises devraient s'améliorer en 2003 et entraîner une croissance modeste des prêts aux entreprises, entre 2 % et 3 %.

Résultats financiers

Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises a augmenté de 22 % pour s'établir à 968 millions de dollars. Les ventes de succursales avaient entraîné des revenus exceptionnels de 12 millions de dollars (9 millions après impôts) en 2001. Le commentaire qui suit ne tient pas compte des éléments exceptionnels.

Les revenus ont enregistré une hausse de 310 millions de dollars ou de 7 %, en raison d'une progression importante du volume d'affaires, tant au Canada qu'aux États-Unis. La croissance marquée du volume d'affaires au Canada, tendance amorcée au cours du deuxième semestre de 2001, s'est maintenue grâce, notamment, à l'intégration des nouvelles recrues à l'effectif de vente de première ligne au cours de cette période. L'accroissement du volume d'affaires s'explique également par le contexte de faiblesse des taux d'intérêt ainsi que par la forte demande en matière de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts personnels. Les dépôts des particuliers ont aussi enregistré une hausse, attribuable à la popularité de notre Compte d'épargne à taux Avantageux, ainsi qu'au climat d'incertitude économique et à la faiblesse des marchés boursiers. Les effets favorables de la croissance du volume d'affaires ont été partiellement neutralisés par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts, tendance amorcée au cours de l'été 2001 dans le contexte de faiblesse des taux d'intérêt, et par la vive concurrence dans le secteur du crédit. Aux États-Unis, les revenus se sont accrus de 26 %, en raison de la forte croissance des prêts et des dépôts de même que de l'acquisition de la First National Bank of Joliet, à la fin du troisième trimestre de 2001. La marge nette d'intérêts aux États-Unis est demeurée quasi inchangée. L'apport des Services bancaires Harris région de Chicago a représenté un peu moins de 20 % du volume des activités du groupe Particuliers et entreprises en 2002.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 70 millions de dollars, soit de 3 %. Au Canada, ils sont demeurés quasi inchangés, grâce à une politique de gestion des frais particulièrement efficace. La hausse des frais engagés aux États-Unis est attribuable aux coûts liés à l'intégration et à la conversion des systèmes de la First National Bank of Joliet, à une croissance marquée du volume d'affaires, aux initiatives d'expansion et à la conversion de devises. Le ratio des frais aux revenus du groupe PE s'est amélioré de 269 points de base, le Canada et les États-Unis ayant tous deux enregistré des gains de productivité.

Un taux d'imposition plus favorable et la cessation de l'amortissement des écarts d'acquisition ont également contribué à la hausse des revenus.

Comparaison des résultats de 2001 avec ceux de 2000

Le revenu net avait diminué de 119 millions de dollars pour s'établir à 794 millions de dollars en 2001. Abstraction faite des gains exceptionnels après impôts réalisés sur la vente de succursales en 2001 ainsi que des gains découlant de la vente de Partners First et de succursales au cours de l'exercice 2000, le revenu net s'était chiffré à 785 millions de dollars, en baisse de 37 millions de dollars. Abstraction faite des éléments exceptionnels, les revenus avaient augmenté de 145 millions de dollars, ou de 4 %, en raison de la croissance du volume d'affaires et de l'accroissement des gains liés aux activités de titrisation, qui avaient été partiellement neutralisés par la diminution des gains réalisés sur la vente de titres. Les volumes d'affaires s'étaient accrus au cours du deuxième semestre de l'exercice alors que les nouveaux employés de vente étaient intégrés à l'équipe, mais cette tendance favorable a été contrebalancée par le rétrécissement des marges dans un contexte de baisse des taux d'intérêt. Les frais avaient augmenté de 196 millions de dollars en raison des initiatives stratégiques et des investissements dans l'effectif de première ligne.

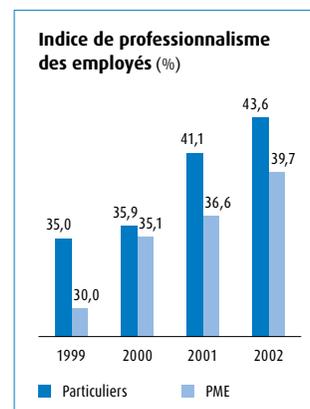
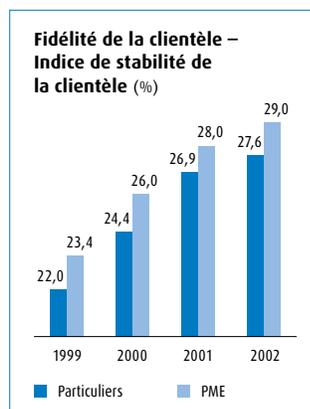
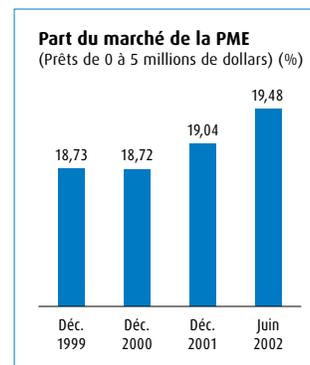
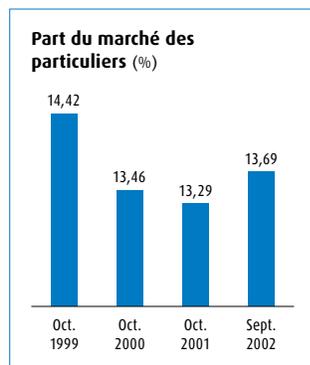
Groupe Particuliers et entreprises (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Selon les états financiers

(au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date)	2002	2001	2000
Revenu net d'intérêts (bic)	3 309	3 054	2 928
Revenus autres que d'intérêts	1 299	1 256	1 377
Total des revenus (bic)	4 608	4 310	4 305
Provision pour créances irrécouvrables	281	267	235
Frais autres que d'intérêts	2 763	2 693	2 497
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et amortissement des écarts d'acquisition	1 564	1 350	1 573
Impôts sur le revenu (bic)	594	533	643
Part des actionnaires sans contrôle	2	–	(1)
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite des impôts sur le revenu applicables	–	23	18
Revenu net	968	794	913
Profit économique net	566	476	582
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement (%)	25,5	25,8	30,8
Marge nette d'intérêts (%)	3,13	3,18	3,19
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus (%)	60,0	62,5	58,0
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	3 785	3 100	2 929
Actif moyen	105 806	96 145	91 913
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	67 322	61 818	58 421
Solde moyen des prêts courants	95 906	87 407	84 053
Solde moyen des dépôts	54 160	45 521	42 451
Actif sous administration	14 452	15 504	13 423
Actif sous gestion	371	486	–
Effectif : équivalent de durée normale	18 043	17 446	18 057

Abstraction faite des éléments exceptionnels

Total des revenus (bic)	4 608	4 298	4 153
Revenu net	968	785	822
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement (%)	25,5	25,5	27,7
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus (%)	60,0	62,7	60,1



Remarque : Les graphiques visent le marché canadien seulement.

Secteurs d'activité

Services aux particuliers et aux entreprises – Canada

Description et stratégie

Les Services aux particuliers et aux entreprises regroupent plus de 17 000 employés des secteurs de la vente, du service et du soutien qui ont pour mandat de répondre aux besoins des clients par l'entremise de nos multiples circuits de distribution – succursales, succursales en magasin, guichets automatiques, services bancaires par téléphone, services bancaires en ligne et circuit commerce interentreprises. Notre objectif consiste à devenir le seul fournisseur de services financiers avec qui nos clients font affaire. Dans cette optique, nous avons élaboré une stratégie qui consiste à apporter constamment des améliorations à notre réseau de distribution multicircuits pour gérer tous les aspects des besoins financiers de nos clients.

Aperçu des résultats

Nous avons mis en œuvre Connexion Pathway, notre nouvelle plate-forme technologique soutenant la vente et le service, dans 835 succursales à l'échelle du Canada en 2002. La mise en œuvre de cet outil dans les autres succursales et centres d'appel devrait être terminée au début de 2003. Grâce à cette plate-forme, qui a permis d'accroître l'efficacité et l'efficacité de nos activités, les employés obtiennent rapidement des renseignements sur les clients et peuvent ainsi répondre aux besoins de la clientèle de façon plus efficace et sans support papier. Comme complément à l'infrastructure technologique, nous avons élaboré un logiciel de soutien décisionnel et d'information sur la clientèle qui nous permet de cibler les efforts de marketing et d'offrir à nos clients des solutions pertinentes en temps voulu et de manière uniforme, par l'entremise de tous nos circuits.

Nous avons presque terminé le projet de rationalisation de nos méthodes de gestion des ventes et avons défini plus clairement les responsabilités au sein du réseau de succursales. En collaboration avec le groupe Gestion privée, nous avons augmenté à plus de 800 le nombre de spécialistes des fonds d'investissement et de conseillers en placement dans les succursales.

Orientation pour 2003

Nous allons continuer à investir dans l'amélioration de nos ressources de base, à savoir le personnel, les processus et l'infrastructure technologique.

- Continuer à orienter nos ressources de vente et de service sur les besoins, la valeur et le potentiel de nos clients en réévaluant les rôles, les responsabilités et les comportements en matière de vente et de service, les mesures de rendement ainsi que les modes de récompense et de reconnaissance.
- Continuer à améliorer nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle et réduire l'écart avec la concurrence, tant dans les secteurs des services bancaires aux particuliers qu'aux PME.
- Faire équipe avec le groupe Gestion privée pour poursuivre les initiatives engagées en vue d'augmenter les indications de clients et d'élargir la relation d'affaires avec les clients existants.
- Terminer la mise en application de notre logiciel de soutien décisionnel et d'information sur la clientèle; tirer profit des capacités de cet outil en ciblant d'abord le marché des PME et les clients des services bancaires en direct.
- Poursuivre l'automatisation et le perfectionnement des processus pour améliorer l'expérience des clients avec notre personnel de première ligne.
- Élargir la gamme de services offerts par l'entremise des services bancaires en ligne.

Services aux particuliers

Description et stratégie

Les Services aux particuliers répondent aux besoins courants du marché des particuliers au Canada en matière de services bancaires et de crédit, de comptes d'épargne et de produits d'assurance. Notre objectif consiste à renforcer l'efficacité de notre équipe de vente en adoptant une approche intégrée reposant sur un réseau de distribution multicircuits et en misant sur des capacités supérieures en matière de marketing et de vente.

Aperçu des résultats

Nous avons augmenté notre part de marché dans le secteur des services bancaires aux particuliers, grâce à la progression importante de notre Compte d'épargne à taux Avantageux et des soldes hypothécaires. Cependant en 2002, les effets de cette croissance sur les revenus ont été en grande partie neutralisés par les pressions qui continuent de s'exercer sur les marges. Nous avons mis davantage l'accent sur nos stratégies de marketing par le biais d'initiatives telles que le programme «*Conseils immédiats. Disponibles ici.*» et nous avons élargi notre gamme de produits, grâce à l'élaboration et au lancement de produits d'assurance-vie temporaire et d'assurance-vie universelle.

Orientation pour 2003

- Poursuivre les efforts en vue d'optimiser la croissance de nos revenus.
- Améliorer nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle et réduire l'écart avec la concurrence.
- Maintenir notre nouvelle orientation de vente et de marketing qui n'est plus axée sur le produit, mais plutôt sur le client.
- Continuer à améliorer l'efficacité de nos processus.

Services aux titulaires

Description et stratégie

Les Services aux titulaires offrent à leur clientèle de particuliers et à leurs sociétés affiliées au Canada la gamme de produits et services MasterCard^{MD}. Nous mettons également à la disposition des PME et des entreprises du Canada et de la région de Chicago des produits conçus pour elles et nous offrons des solutions en matière d'affaires électroniques aux grandes entreprises clientes, à l'échelle de l'Amérique du Nord.

Aperçu des résultats

Nous avons lancé récemment la carte MasterCard Mosaik^{MD}. Cette nouvelle carte, qui est destinée au marché des particuliers, est entièrement modulable; le titulaire peut ainsi choisir le programme de récompense, les caractéristiques spéciales et le programme de taux qui correspondent à ses besoins. De plus, il peut modifier les caractéristiques de sa carte au fur et à mesure que ses besoins évoluent. Dans le secteur des cartes de particuliers, nos ventes nettes ont continué de progresser selon les taux du marché, tandis que les prêts sur cartes de crédit ont augmenté à un rythme plus modéré. Le secteur des cartes de grandes entreprises a enregistré une forte hausse de 50 % par rapport au dernier exercice.

Orientation pour 2003

- Cartes de particuliers – Continuer à nous distinguer comme l'un des principaux émetteurs de carte de crédit, grâce à la carte MasterCard Mosaik, et accroître notre rentabilité.
- Cartes d'entreprises – Continuer à améliorer les produits d'affaires électroniques et les produits destinés aux entreprises en offrant des solutions sur mesure.

Marché de la PME

Description et stratégie

Le Marché de la PME offre une vaste gamme de services bancaires à plus de 440 000 clients qui ont accès à un éventail de produits et services, notamment la gestion de trésorerie, ainsi que les prêts et les dépôts, par l'entremise de circuits de distribution variés. Notre objectif consiste à devenir le premier choix des PME au Canada, et à nous imposer comme chef de file en matière d'accroissement de part de marché et de fidélisation de la clientèle.

Aperçu des résultats

Nous avons conservé le deuxième rang dans le secteur des prêts au marché de la PME et avons augmenté notre part de marché de 61 points de base au cours des 12 derniers mois. Notre part de marché s'établit actuellement à 19,5 %. Des sondages indépendants nous ont permis de constater que l'opinion des clients sur le professionnalisme de nos employés s'est améliorée par rapport à l'exercice précédent, ce qui a accru notre avance par rapport à la note moyenne des institutions concurrentes. Ces résultats démontrent que nous avons su mettre à profit notre nouveau logiciel d'information sur la clientèle afin d'élaborer des solutions proactives à l'intention de nos clients. Grâce à cette ressource, nous pouvons atteindre davantage de clients et leur proposer des solutions pertinentes, au moment opportun.

Orientation pour 2003

- Continuer à bâtir la réputation de BMO Banque de Montréal comme étant la banque de prédilection des PME.
- Poursuivre nos efforts afin de conserver la clientèle; améliorer nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle et réduire l'écart avec la concurrence.
- Orienter davantage nos ressources de vente et de service, offertes par l'entremise du réseau de succursales et des services bancaires en direct, sur les besoins des clients.

Services aux entreprises

Description et stratégie

Les Services aux entreprises mettent à la disposition des PME clientes un éventail de produits et de services-conseils, notamment en matière de dette prioritaire, de prêt sur actif, de financement mezzanine et de capital-investissement, de gestion de trésorerie, de fusions et acquisitions et de financement transnational. Notre personnel chevronné offre aux clients les solutions et les conseils nécessaires pour soutenir la réussite de leur entreprise.

Aperçu des résultats

Au cours de 2002, la mise en œuvre de stratégies axées sur la croissance nous a permis de consolider notre avantage concurrentiel. Nous avons également commencé à offrir des services-conseils en matière de fusions et acquisitions, élargi notre offre en matière de dette subordonnée, augmenté l'effectif chargé de soutenir notre équipe de gestion personnalisée associée au financement d'entreprises ainsi que notre équipe de vente composée de spécialistes en gestion de trésorerie.

Orientation pour 2003

- Élargir l'équipe de vente dans certains segments de marché qui présentent un potentiel de croissance.
- Accroître notre rythme de croissance par l'acquisition sélective de portefeuilles de moindre envergure constitués de prêts aux entreprises.

Services bancaires Harris région de Chicago

Description et stratégie

Les Services bancaires Harris région de Chicago répondent aux besoins des particuliers, des PME et des moyennes entreprises par l'entremise d'un réseau de 145 succursales. Notre objectif consiste à devenir la meilleure et la plus importante banque servant les particuliers et les PME de la région de Chicago. Nous misons sur un réseau de succursales établi, sur un modèle d'affaires bien articulé et sur une plate-forme intégrée à circuits multiples pour mettre à profit notre stratégie de croissance sur le marché des particuliers aux États-Unis.

Aperçu des résultats

Nos principaux mesures des résultats financiers continuent de s'améliorer. Nous avons entrepris diverses initiatives – l'élargissement de notre réseau de distribution, l'amélioration de la qualité du service, l'expansion de notre équipe de vente et l'accroissement de son efficacité – qui nous ont permis d'enregistrer une forte croissance organique des prêts, des dépôts et des revenus, et d'améliorer la qualité de l'expérience offerte à nos clients. Nous servons actuellement un ménage sur cinq dans la région de Chicago, pour un total de plus de un million de clients.

Orientation pour 2003

- Accroître notre part de marché en élargissant notre réseau de distribution, par le biais d'ouverture de succursales et d'acquisitions.
- Maintenir l'objectif visant une augmentation de un milliard de dollars américains en prêts aux particuliers et au marché de la PME.
- Intensifier les initiatives de marketing pour accroître la visibilité et la notoriété de la marque, de même que les campagnes de promotion des produits.
- S'orienter vers une plate-forme de dépôts unique pour simplifier le traitement des transactions des clients.
- Accroître nos capacités afin d'offrir une gamme de produits et services hautement concurrentielle.

LE GROUPE GESTION PRIVÉE

Description et stratégie

Le groupe Gestion privée, qui réunit tous les services de gestion de patrimoine de BMO Groupe financier, offre une vaste gamme de produits et services, notamment des produits de placement destinés aux particuliers, des services de placement en direct et traditionnels, ainsi que des services de gestion privée et de gestion de l'actif institutionnel. Sous la bannière BMO Gestion privée au Canada, et The Harris aux États-Unis, ce groupe fournit aux investisseurs nord-américains les outils nécessaires pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire fructifier. Le groupe sert quatre principaux segments de marché en Amérique du Nord : le marché grand public, les particuliers

fortunés, les clients à valeur nette élevée et la clientèle institutionnelle. Ces clients peuvent accéder aux services de gestion privée par l'entremise de BMO Banque de Montréal, de BMO Nesbitt Burns, de BMO Ligne d'action et de BMO Banque privée Harris, au Canada, et par Harris Private Bank, Harrisdirect et la Harris Bank, aux États-Unis. Notre objectif consiste à étendre nos activités de gestion de patrimoine à l'échelle de l'Amérique du Nord en offrant aux clients des produits intégrés et souples, qui leur laissent le choix entre les conseils personnalisés et le service assisté. Le total de l'actif sous gestion et sous administration du groupe, y compris les dépôts à terme, s'élève à 270 milliards de dollars.

Objectifs et réalisations en 2002

Expansion de notre réseau de distribution des deux côtés de la frontière, en continuant d'augmenter le nombre total de spécialistes en produits de placement.

- Le groupe GP a géré le rythme de la croissance, compte tenu de la conjoncture difficile qui prévaut actuellement.
- Nous avons accru de plus de 70 le nombre de spécialistes en produits de placement. À l'échelle de l'Amérique du Nord, cette équipe compte maintenant plus de 2 310 personnes.
- Nous avons ouvert 11 nouveaux points de distribution aux États-Unis.

Mise à profit de la relation avec la clientèle actuelle de BMO en Amérique du Nord, grâce au déploiement accru de spécialistes en placement hautement qualifiés dans les succursales.

- Nous avons engagé 115 nouveaux représentants, augmentant ainsi de 17 % le nombre de spécialistes en poste dans les succursales de BMO Banque de Montréal pour le porter à plus de 815 personnes.
- Nous avons élaboré aux États-Unis un modèle de vente axé sur le travail d'équipe et qui met l'accent sur la vente de produits connexes.
- Nous avons consolidé notre partenariat avec le groupe PE en harmonisant l'organisation des équipes de vente de notre banque de détail et en mettant en œuvre des initiatives de marketing conjointes.

Poursuite de l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine aux États-Unis, tant par les acquisitions que par la croissance organique, grâce à la solide réputation de Harris dans les principaux marchés américains et à une politique d'expansion sélective dans certains nouveaux marchés à l'échelle du pays.

- Nous avons mené à bien l'acquisition de CSFBdirect et acquis les comptes en ligne de Morgan Stanley Individual Investor Group. Nous avons également terminé avec succès l'intégration des opérations avec Harris InvestorLine pour

constituer Harrisdirect. Ces acquisitions ont représenté un apport de 29 milliards de dollars à l'actif sous administration, portant notre actif sous administration et sous gestion aux États-Unis à plus de 50 % du total du groupe.

- Nous avons fait l'acquisition de Northwestern Trust and Investors Advisory Company le 1^{er} avril 2002, ce qui nous a permis d'élargir la gamme de services offerts dans la région du nord-ouest du Pacifique et s'est traduit par une augmentation de 4 milliards de dollars de l'actif sous administration.
- Nous avons annoncé l'acquisition, en septembre 2002, de certains actifs de myCFO, une entreprise de Californie qui offre des services personnalisés d'investissement à des particuliers ayant une valeur nette élevée. Cette acquisition permettra d'élargir le réseau de distribution et les capacités d'investissement de Harris Private Bank; elle représentera un apport de 6 milliards de dollars à l'actif sous administration. La transaction de 47 millions de dollars a été conclue le 1^{er} novembre 2002, après la clôture de notre exercice.

Augmentation du nombre et de l'étendue des produits et services offerts par le groupe.

- Nous avons obtenu de nombreux prix et notre leadership est reconnu dans plusieurs domaines :
 - BMO Ligne d'action a mérité le titre de meilleure firme de courtage en direct au Canada décerné par GomezCanada et le quotidien *The Globe and Mail*.
 - Le site Web de Harrisdirect a été désigné meilleur site Web par Forbes.com et Harrisdirect a été reconnu comme deuxième meilleur courtier en ligne par la revue *Barron's*.
 - La famille de fonds Harris Insight s'est classée huitième sur les 87 familles de fonds évaluées par la revue *Barron's*^{MD5}. Dans le cadre de cette enquête annuelle portant sur les familles de fonds de qualité supérieure, la revue évalue le rendement de la gamme complète de produits de chaque institution.

Objectifs pour 2003

- Améliorer les services offerts aux particuliers et aux clients fortunés, en misant sur la croissance et le perfectionnement de notre équipe de vente, sur les améliorations technologiques, ainsi que sur l'intégration de nos initiatives de marketing et de notre gamme de produits.
- Maximiser les relations établies au sein du groupe et avec nos partenaires de BMO en offrant aux clients une démarche de vente et une gamme de produits intégrés.
- Étendre nos activités de gestion de patrimoine aux États-Unis, tant par les acquisitions sélectives que la croissance organique, en misant sur la solide réputation de The Harris pour pénétrer de nouveaux marchés cibles.
- Continuer à améliorer nos activités pour accroître la productivité et harmoniser la progression de nos entités en vue d'obtenir des résultats positifs constants, peu importe le climat des affaires.
- Mettre à profit les acquisitions pour produire un effet de synergie avec les entreprises existantes en vue d'accélérer notre rythme de croissance future.

Contexte et perspectives

Le groupe Gestion privée a évolué dans un contexte économique difficile en 2002. Nous avons subi le contrecoup de la baisse du volume de transactions effectuées par les clients, ainsi que de la faiblesse des marchés boursiers et des taux d'intérêt. La direction a profité de l'occasion pour réévaluer la structure de coûts du groupe tout en continuant à investir dans des initiatives clés qui s'inscrivent dans le cadre de notre stratégie à long terme. Comme le climat difficile de 2002 devrait persister au cours de l'exercice 2003, nous comptons maintenir un équilibre optimal entre la gestion des coûts et les investissements stratégiques.

Les tendances démographiques à long terme sont favorables et laissent présager, à long terme, une forte demande continue en matière de services de gestion de patrimoine. Les investisseurs fortunés comptent

de plus en plus sur les conseils offerts par des prestataires de services financiers de confiance, comme le groupe GP, qui est aux premières loges pour aider ces clients à protéger et à accroître leur avoir. Nous avons les atouts nécessaires pour mettre ces tendances à profit, grâce à notre vaste gamme de services qui va au-delà des besoins des investisseurs fortunés. Nous prévoyons que les acquisitions faites au cours du dernier exercice vont se traduire par une hausse des revenus en 2003 et à long terme; nous entendons demeurer à l'affût des occasions d'acquisition sélective d'activités de gestion de patrimoine qui répondent à nos objectifs stratégiques et financiers.

Résultats financiers

Le revenu net a baissé de 25 millions de dollars pour s'établir à 96 millions de dollars, mais il s'est accru de 14 millions, abstraction faite des

éléments exceptionnels. Comme nous l'avons indiqué à la page précédente, le groupe Gestion privée a effectué trois acquisitions durant l'exercice 2002, qui s'inscrivent dans le cadre de l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine dans des nouveaux marchés choisis aux États-Unis. Cette expansion fait suite à l'acquisition, en 2001, du Groupe de fonds Guardian, qui nous a permis d'élargir nos gammes de produits ainsi que le réseau de distribution des produits de fonds de placement au Canada. L'information sur ces acquisitions est présentée à la note 10 des états financiers, page 78. L'inclusion des résultats d'exploitation de ces activités a une incidence considérable sur les comparaisons entre les revenus, les frais et le revenu net de l'exercice 2002 et ceux de l'exercice 2001. En outre, les résultats de l'exercice 2002 comprennent des coûts de 62 millions de dollars (39 millions après impôts) liés à ces acquisitions, qui sont inscrits comme éléments exceptionnels aux fins de présentation de l'information financière. Ces coûts se composent principalement des frais associés au changement de marque, à la rupture des baux des locaux loués et à la résiliation de contrats, ainsi que d'autres frais liés à l'intégration des activités. Afin de faciliter les comparaisons, l'analyse des résultats présentée dans le reste de la section ne tient pas compte de ces coûts. Le revenu net du groupe Gestion privée s'est ainsi accru de 14 millions de dollars ou de 12 %, pour s'établir à 135 millions de dollars, comme nous l'avons indiqué précédemment. Après certains autres rajustements des résultats de 2002 visant à éliminer l'effet additif des activités acquises en 2001 et en 2002, le revenu net s'est accru de 21 millions de dollars sur une base comparable.

L'amélioration du revenu net est attribuable à l'augmentation des revenus découlant de l'expansion de notre équipe de vente et de l'acquisition des activités susmentionnées, à la gestion rigoureuse des coûts effectuée parallèlement à la poursuite de nos investissements dans nos initiatives stratégiques et à la cessation de l'amortissement des écarts d'acquisition en raison d'une modification des principes comptables généralement reconnus.

Les revenus ont augmenté de 191 millions de dollars ou de 13 %. La hausse s'explique en grande partie par les acquisitions et les avantages tirés des initiatives stratégiques. Abstraction faite des acquisitions, les revenus ont reculé de 8 millions de dollars par rapport à 2001, sur une base comparable. Nous avons réussi à limiter la réduction des revenus malgré la faiblesse des marchés boursiers et la baisse du volume de transactions effectuées par les clients qui ont eu un effet important sur nos services d'investissement traditionnels et nos services en direct. Notre succès en cette matière est attribuable à l'expansion de notre équipe de vente, à l'efficacité accrue des indications de clients d'un secteur à l'autre, à nos outils d'investissement primés et au renforcement de nos activités rémunérées.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 197 millions de dollars ou de 15 % en raison des acquisitions. Abstraction faite de ces acquisitions, les frais autres que d'intérêts ont baissé de 10 millions de dollars par rapport à 2001, sur une base comparable, grâce au succès de nos initiatives de gestion des coûts. La réduction traduit les efforts déployés par le groupe en vue d'améliorer ses activités pour qu'elles demeurent rentables quelle que soit la situation des marchés.

Comparaison des résultats de 2001 avec ceux de 2000

En 2001, le revenu net de 121 millions de dollars affichait une baisse de 74 millions de dollars ou de 38 % par rapport à l'exercice précédent, en raison de la détérioration de la situation des marchés tant au Canada qu'aux États-Unis, laquelle avait eu pour effet de réduire le volume et la valeur des actions négociées. Ces conditions avaient nui considérablement à nos services d'investissement traditionnels et à nos services en direct, entraînant un fléchissement des revenus de 66 millions de dollars ou de 4 %, malgré l'accroissement des revenus provenant des acquisitions. Les frais avaient augmenté de 63 millions de dollars ou de 5 % en raison principalement des frais supplémentaires liés aux acquisitions et de la hausse des frais d'investissement. Toutefois, l'augmentation avait été partiellement neutralisée par la diminution de la rémunération liée au rendement. L'acquisition du Groupe de fonds Guardian, au troisième trimestre de 2001, représentait un apport de 2 milliards de dollars à l'actif sous gestion au Canada.

Groupe Gestion privée (en millions de dollars, sauf indication contraire)

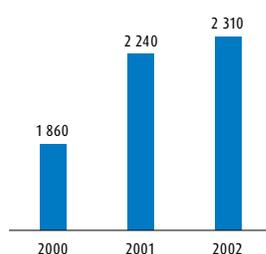
Selon les états financiers

(au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date)	2002	2001	2000
Revenu net d'intérêts (bic)	565	540	513
Revenus autres que d'intérêts	1 132	966	1 059
Total des revenus (bic)	1 697	1 506	1 572
Provision pour créances irrécouvrables	1	2	1
Frais autres que d'intérêts	1 534	1 275	1 212
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et amortissement des écarts d'acquisition	162	229	359
Impôts sur le revenu (bic)	66	98	156
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite des impôts sur le revenu applicables	—	10	8
Revenu net	96	121	195
Profit économique net	(7)	59	142
Rendement de l'actif des actionnaires avant amortissement (%)	10,0	17,7	35,8
Marge nette d'intérêts (%)	10,26	10,12	11,95
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus (%)	90,4	84,7	77,1
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	1 322	821	572
Actif moyen	5 509	5 340	4 289
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	5 184	4 420	4 855
Solde moyen des prêts courants	3 060	3 477	2 938
Solde moyen des dépôts	39 720	39 869	38 331
Actif sous administration	160 210	130 548	130 937
Actif sous gestion	74 981	72 980	69 353
Effectif : équivalent de durée normale	5 420	5 127	4 735

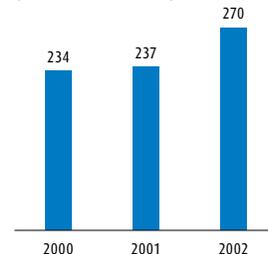
Abstraction faite des éléments exceptionnels

Revenu net	135	121	195
Frais autres que d'intérêts	1 472	1 275	1 212
Rendement de l'actif des actionnaires avant amortissement (%)	12,9	17,7	35,8
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus (%)	86,7	84,7	77,1

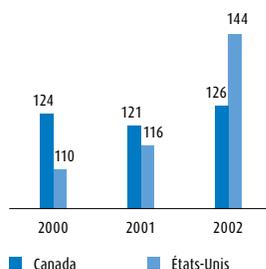
Nombre de représentants-spécialistes en placement en Amérique du Nord



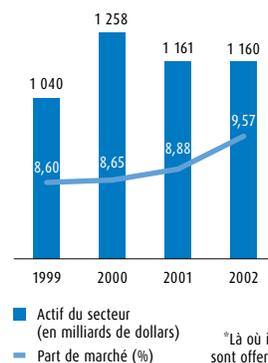
Actif sous gestion et sous administration, y compris les dépôts à terme (en milliards de dollars)



Actif sous gestion et sous administration, y compris les dépôts à terme (en milliards de dollars)



Marché canadien – services de gestion de patrimoine*



Secteurs d'activité

Produits de placement

Description et stratégie

Les produits de placement destinés aux particuliers comprennent la famille de fonds d'investissement de BMO (fonds Harris Insight et fonds BMO), le Groupe de fonds Guardian et des produits de placement à terme. Pour répondre aux besoins des particuliers et des entreprises en matière de placement et de planification de la retraite, nous offrons des produits et des programmes de haut calibre, par le biais de multiples circuits de distribution. Les services de gestion de l'actif institutionnel comprennent les services traditionnels de gestion d'actif pour les clients externes et internes, notamment les fonds affiliés aux fonds d'investissement BMO, au Canada et aux États-Unis.

Aperçu des résultats

L'actif sous gestion et les placements à terme se sont accrus en 2002, ce qui nous a permis d'augmenter notre part de marché des placements destinés aux particuliers au Canada. Cette croissance est attribuable notamment au rendement supérieur à la moyenne de notre famille de fonds d'investissement et à l'élargissement de notre équipe de vente.

Orientation pour 2003

- Élargir nos relations d'affaires avec les clients canadiens et américains de l'organisation en mettant à profit les forces de nos partenaires à l'interne.
- Offrir des placements à rendement supérieur et un service de qualité exceptionnelle pour favoriser la croissance.
- Continuer à renforcer les capacités de notre équipe de vente dans un contexte où les services-conseils sont de plus en plus populaires auprès des investisseurs.

Services de placement traditionnels

Description et stratégie

Les services de placement traditionnels comprennent BMO Nesbitt Burns, au Canada, et Harris AdvantEdge Investing, aux États-Unis. Notre stratégie consiste à aider les clients à accroître et à gérer leur patrimoine, en leur offrant des solutions sur mesure.

Aperçu des résultats

Les services de placement traditionnels ont accru leur part de marché au Canada, malgré les turbulences des marchés boursiers et la baisse du volume de transactions effectuées par les clients. Au début de 2002, nous avons profité des fusions survenues dans le secteur des services de placement traditionnels au Canada pour recruter des spécialistes en placement de haut calibre. Nous avons également mis l'accent sur la gestion des coûts et la consolidation de nos services rémunérés.

Orientation pour 2003

- Accroître notre part de l'actif par le biais des services de planification financière, des activités d'assurance, des programmes de gestion d'actif et des services rémunérés, ainsi que des services en ligne.
- Accroître la productivité de notre équipe de vente en améliorant la formation, le développement professionnel et la gestion du rendement.
- Intensifier les activités de marketing croisé et de promotion des services connexes à l'échelle de BMO Groupe financier.

Services de placement en direct

Description et stratégie

Les services de placement en direct, BMO Ligne d'action et Harrisdirect, offrent un service assisté aux clients bien informés qui investissent à long terme. Nous travaillons en collaboration avec nos partenaires de BMO Groupe financier pour améliorer la relation établie avec le client.

Aperçu des résultats

Harrisdirect est le résultat de la combinaison de Harris InvestorLine, de CSFBdirect – entreprise récemment acquise – et des comptes en ligne de Morgan Stanley Individual Investor Group. Sur le plan de l'actif sous administration, Harrisdirect est actuellement le sixième plus important fournisseur de services d'investissement en direct en Amérique du Nord.

Orientation pour 2003

- Continuer à contrôler les coûts tout en offrant une expérience de qualité supérieure à l'investisseur qui opte pour l'autogestion et le service assisté. Dans cette optique, nous misons principalement sur l'élaboration d'outils de planification et d'aide à l'investissement pour aider le client à mieux gérer ses placements.
- Mettre à profit les relations établies à l'échelle de BMO Groupe financier pour accroître les occasions de marketing croisé.

Gestion bancaire privée

Description et stratégie

La gestion bancaire privée offre un programme intégré de services bancaires, de fiducie et de gestion de placements à des clients à valeur nette élevée et à valeur nette très élevée, au Canada et aux États-Unis. Nous tirons parti du modèle axé sur le client pour offrir une gamme complète de produits financiers, assortis de services-conseils.

Aperçu des résultats

Malgré l'incertitude des marchés financiers, la gestion bancaire privée a enregistré des résultats records. Notre stratégie a consisté à préserver les relations établies avec les clients et à maximiser les initiatives axées sur l'amélioration de la productivité.

Orientation pour 2003

- Intégrer l'actif et l'équipe de conseillers en gestion de patrimoine de myCFO, pour soutenir les efforts de la Harris Private Bank à l'égard de la clientèle ayant une valeur nette très élevée.
- Continuer à mettre l'accent sur les occasions permettant d'accroître les revenus, de conserver les clients existants et d'améliorer l'efficacité.
- Faire des investissements à l'interne tout en gérant les coûts d'exploitation.
- Élargir les relations établies avec les ménages fortunés et offrir aux clients des services de gestion de patrimoine intégrés.

Description et stratégie

Le groupe Services d'investissement (SI) chapeaute toutes les entités offrant des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques, dans divers secteurs d'activité au Canada. À l'échelle nord-américaine, le groupe a ciblé les secteurs des médias et communications et de l'énergie. Dans le Midwest américain, sous la marque Harris Nesbitt, le groupe sert des moyennes entreprises, principalement dans les secteurs alimentaire et agricole. Son expertise dans ce domaine s'étend à l'ensemble des États-Unis. Le groupe SI assure également la prestation de services auprès d'institutions et d'administrations publiques du Royaume-Uni, de l'Europe et de l'Asie.

Nous offrons des solutions financières clés en main, comprenant des services de trésorerie, de change, de financement du commerce international, de gestion de trésorerie, de prêts aux grandes entreprises, de titrisation et de prise ferme de titres d'emprunt et de participation dans les secteurs public et privé. En plus d'être reconnu pour la qualité de ses services-conseils dans le domaine des fusions et acquisitions, ainsi qu'en matière de restructuration, le groupe met à la disposition des investisseurs des services de recherche, de vente et de négociation qui comptent parmi les meilleurs du marché.

Le groupe vise à devenir une banque d'investissement intégrée offrant un service complet aux moyennes entreprises à l'échelle nord-américaine, en misant sur son expertise et ses ressources particulières.

Objectifs et réalisations de 2002

Maintien de notre leadership au Canada dans le domaine des services rémunérés et très rentables de la souscription de titres de participation et d'emprunt, de la titrisation et des fusions et acquisitions.

- Nous avons participé à 312 transactions de souscription de titres de participation et d'emprunt de grandes entreprises canadiennes, d'une valeur totale de 50 milliards de dollars.
- Le groupe a offert davantage de services-conseils en matière de fusions et acquisitions au Canada que toutes les autres banques d'investissement, pour une valeur totale de 14,2 milliards de dollars.
- Nous sommes arrivés en tête de liste dans le rapport Brendan Wood International sur les investisseurs institutionnels, pour la 22^e année d'affilée. Nous nous sommes également classés au premier rang, dans ce même rapport, pour la qualité de nos services de vente et de négociation.
- Nous arrivons bons premiers quant à la part de marché des transactions par bloc d'actions canadiennes pour la huitième année de suite.
- L'équipe Titrisation au Canada occupe le premier rang pour ce qui est de la part de marché des effets de commerce adossés à des créances mobilières, détenus dans une entité ad hoc, et des émissions à terme. Elle s'est aussi classée en première place en ce qui a trait à la négociation de titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires, pour la septième année d'affilée.

Extension de la présence de Harris Nesbitt comme premier fournisseur de services d'investissement auprès des moyennes entreprises du Midwest américain.

- Nous avons formé une équipe d'envergure nationale spécialisée dans le secteur de l'alimentation, qui est présente à la fois au sein des services aux grandes entreprises et des services d'investissement.

- Nous avons remanié nos solides ressources en gestion de trésorerie afin de répondre encore mieux aux besoins des moyennes entreprises.
- Nous continuons de mettre à profit la marque existante en offrant une gamme de produits complète.

Poursuite de notre expansion dans les secteurs des médias et communications et de l'énergie.

- Nous avons intégré efficacement nos services d'investissement, nos services aux grandes entreprises et nos services de banque d'affaires afin d'offrir des solutions clés en main en ce qui a trait au capital de croissance dans le secteur des médias et communications.
- L'équipe chargée du secteur de l'énergie continue de fournir des produits et services intégrés de portée nord-américaine.

Mise à profit de nos capacités en matière de services de banque d'affaires et accroissement de nos placements dans des titres de participation au capital.

- Nous avons engagé cinq nouveaux professionnels.
- Nous avons terminé la phase initiale du lancement du BMO Equity Partners Fund II.

Poursuite de l'accroissement de nos activités de gestion des instruments de crédit et augmentation du total des actifs sous gestion, pour s'établir à 15 milliards de dollars américains, en mettant l'accent sur les structures d'actif de premier ordre.

- L'actif sous gestion s'est accru de 3 milliards de dollars américains pour s'établir à 13 milliards de dollars américains. Le résultat légèrement inférieur à l'objectif prévu s'explique par la dégradation du marché du crédit.

Objectifs de 2003

- Conserver notre leadership dans le domaine des services rémunérés et très rentables de la souscription de titres de participation et d'emprunt, de la titrisation et des fusions et acquisitions au Canada.
- Continuer de tirer profit du succès de Harris Nesbitt auprès des moyennes entreprises.

- Accroître sélectivement nos activités en offrant de nouveaux produits et en élaborant de nouvelles stratégies de négociation dans les secteurs où nous avons déjà de l'expertise.
- Continuer de miser sur nos forces dans les secteurs et les marchés ciblés à forte croissance.
- Maintenir notre gestion rigoureuse des coûts et des capitaux.

Contexte et perspectives

Le groupe Services d'investissement œuvre dans un secteur des services financiers très concurrentiel qui évolue rapidement sous l'effet des nombreuses fusions. Les occasions d'affaires sont de moins en moins limitées par les frontières nationales et le succès repose sur la capacité de fournir des solutions financières transfrontalières parfaitement intégrées. La conjoncture économique difficile et la détérioration du marché du crédit, en partie imputables aux préoccupations suscitées par les écarts de conduite de certains hauts dirigeants d'entreprise, ont créé un climat d'affaires extrêmement exigeant en 2002. Malgré ces difficultés, notre groupe a obtenu de bons résultats dans l'ensemble de ses activités principales.

Nous demeurons prudents quant aux perspectives à court terme, car nous croyons que la faiblesse actuelle des marchés financiers et du secteur des montages financiers, tout comme l'hésitation du marché

du crédit, persisteront en 2003. En dépit de ces obstacles, le groupe demeure en bonne position pour poursuivre sa croissance en Amérique du Nord et devrait bénéficier de toute amélioration du marché. Le groupe prévoit que le Canada connaîtra une croissance économique de 3¼ % en 2003, comparativement à une croissance de 3¼ % en 2002.

Résultats financiers

Le revenu net du groupe Services d'investissement s'est accru de 115 millions de dollars ou de 24 %. Abstraction faite d'une dévaluation de 178 millions de dollars (105 millions après impôts) des opérations de capital-investissement dans nos propres obligations adossées à des créances en 2001, qui a été inscrite comme élément exceptionnel aux fins de la présentation de l'information financière, le revenu net de l'exercice 2002 a augmenté de 10 millions de dollars pour s'établir à

592 millions de dollars. Aucun élément exceptionnel n'est inscrit en 2002. En raison de la situation difficile des marchés financiers et du marché du crédit, le contexte a été beaucoup plus exigeant en 2002. L'amélioration du revenu net du présent exercice reflète la réduction importante de la provision pour créances irrécouvrables, qui est attribuable principalement à la modification de la méthode de provisionnement des créances irrécouvrables de BMO décrite ci-dessous.

Les revenus ont reculé de 263 millions de dollars pour se fixer à 2 534 millions de dollars. Abstraction faite des éléments exceptionnels, les revenus ont diminué de 441 millions de dollars ou de 15 %. La faiblesse de l'économie et du marché du crédit en Amérique du Nord ont contribué à la diminution générale des frais perçus relativement aux services bancaires d'investissement et exercé une pression à la baisse sur le volume des prêts consentis aux grandes entreprises. Les revenus tirés des activités de négociation ont fléchi de 204 millions de dollars pour s'établir à 383 millions de dollars, alors qu'ils avaient été particulièrement solides en 2001. Les pertes nettes sur titres de placement ont atteint 142 millions de dollars en 2002, compte tenu de la dévaluation finale de 103 millions de dollars visant nos obligations adossées à des créances, comparativement à des pertes nettes de 195 millions de dollars en 2001. En dépit du contexte commercial ardu et des difficultés des marchés, les revenus ont bénéficié de la vigueur des activités de restructuration et de création de fiducies de revenu dans les Investissements et services aux grandes entreprises, de l'élargissement des marges relativement à nos affaires liées aux taux d'intérêt au sein des Marchés financiers et de la croissance soutenue des revenus de commissions dans la Titrisation et gestion des instruments de crédit.

En 2002, la provision pour créances irrécouvrables a baissé de 318 millions de dollars pour s'établir à 227 millions de dollars. En 2002, cette provision était établie en fonction des pertes prévues au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les provisions pour les pertes prévues et les provisions exigées en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) sont attribués aux Services d'entreprise. Comme nous l'expliquons plus en détail à la page 48, en 2001, il y avait certaines différences dans la façon dont les provisions pour créances irrécouvrables étaient imputées aux entités d'exploitation et aux Services d'entreprise. Par conséquent, aux fins de comparaison, la provision pour créances irrécouvrables doit être considérée en relation avec les provisions imputées aux Services d'entreprise.

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 91 millions de dollars ou de 6 %, principalement en raison de la réduction de la rémunération liée au rendement et de la gestion rigoureuse des coûts. Cependant, ces améliorations ont été partiellement neutralisées par le versement d'indemnités de cessation d'emploi en 2002.

Comparaison des résultats de 2001 avec ceux de 2000

En 2001, le revenu net était de 477 millions de dollars, en baisse de 207 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Abstraction faite de la dévaluation des opérations de capital-investissement dans nos propres obligations adossées à des créances, le revenu net s'était établi à 582 millions de dollars, marquant ainsi un recul de 102 millions de dollars par rapport à l'exercice 2000. Les revenus avaient augmenté de 4 %, mais si l'on exclut les éléments exceptionnels, ils s'étaient accrûs de 278 millions ou de 10 %. La hausse était attribuable principalement à l'amélioration importante des résultats des Marchés financiers, qui avait tiré parti des nombreuses réductions de taux d'intérêt et de l'accroissement des activités de négociation axées sur le client. Les revenus élevés tirés des dividendes et des activités de titrisation ainsi que l'élargissement des marges sur prêts avaient aussi contribué à la hausse. Le ralentissement économique avait toutefois entraîné une baisse du niveau d'activité dans le domaine des fusions et acquisitions, des nouvelles émissions de même que des volumes négociés sur les marchés boursiers. La provision pour créances irrécouvrables avait été augmentée de 389 millions de dollars. La hausse reflétait les mesures prises pour nous prémunir contre les effets de la détérioration de la situation économique en Amérique du Nord sur notre portefeuille américain de moyennes entreprises et sur notre portefeuille canadien. Enfin, la hausse des frais de 96 millions de dollars, ou de 7 %, était imputable à l'augmentation de la rémunération liée au rendement et des frais de personnel.

Groupe Services d'investissement (en millions de dollars, sauf indication contraire)

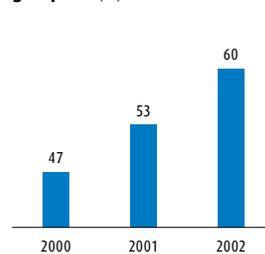
Selon les états financiers

(au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date)	2002	2001	2000
Revenu net d'intérêts (bic)	1 466	1 497	1 320
Revenus autres que d'intérêts	1 068	1 300	1 377
Total des revenus (bic)	2 534	2 797	2 697
Provision pour créances irrécouvrables	227	545	156
Frais autres que d'intérêts	1 421	1 512	1 416
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et amortissement des écarts d'acquisition	886	740	1 125
Impôts sur le revenu (bic)	294	256	434
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite des impôts sur le revenu applicables	—	7	7
Revenu net	592	477	684
Profit économique net	(3)	(50)	160
Rendement de l'actif des actionnaires avant amortissement (%)	10,4	9,4	14,8
Marge nette d'intérêts (%)	1,04	1,03	0,92
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus (%)	56,1	54,1	52,5
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	5 112	4 509	4 216
Actif moyen	140 760	145 092	143 259
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	55 933	68 545	75 316
Solde moyen des prêts courants	49 810	58 318	60 052
Solde moyen des dépôts	58 798	64 950	73 810
Actif sous administration	71 833	84 317	75 644
Actif sous gestion	20 283	16 485	11 404
Effectif : équivalent de durée normale	2 140	2 158	2 136

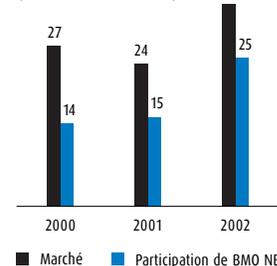
Abstraction faite des éléments exceptionnels

Total des revenus (bic)	2 534	2 975	2 697
Revenu net	592	582	684
Rendement de l'actif des actionnaires avant amortissement (%)	10,4	11,7	14,8
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus (%)	56,1	50,8	52,5

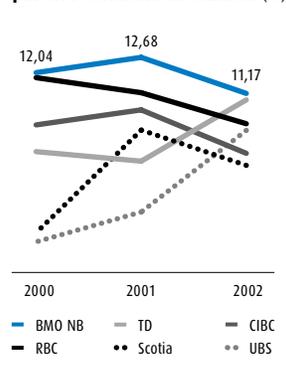
Apport des activités aux États-Unis au revenu net du groupe SI (%)



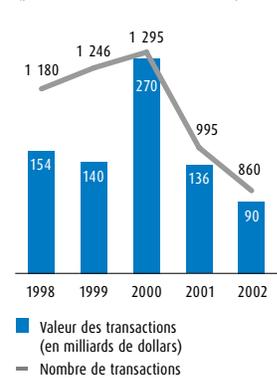
Prise ferme de titres de participation nord-américains – Émetteurs canadiens (en milliards de dollars)



Part de marché des transactions par bloc d'actions au Canada (%)



Fusions et acquisitions au Canada (pour les 12 mois terminés en septembre)



Secteurs d'activité

Investissements et services aux grandes entreprises

Description et stratégie

L'équipe Investissements et services aux grandes entreprises (ISGE) offre une gamme complète de services financiers à des clients répartis dans toute l'Amérique du Nord et l'Europe. Les services offerts comprennent les services-conseils en matière de fusions et acquisitions et de restructuration de capital, de même que la présentation d'évaluations et d'opinions sur l'équité du prix offert. Les ISGE mettent également à la disposition de leurs clients des services de mobilisation de capitaux, de prise ferme de titres d'emprunt et de participation ainsi qu'un vaste éventail de produits de crédit, de solutions clés en main et de services de gestion de trésorerie. Notre stratégie consiste à consolider notre leadership au Canada, tout en étendant notre présence dans le marché des moyennes entreprises du Midwest américain, par le biais de Harris Nesbitt, et dans les secteurs des médias et communications et de l'énergie en Amérique du Nord.

Aperçu des résultats

La faiblesse de l'économie et la détérioration du marché du crédit ont contribué à la diminution générale des frais perçus relativement aux services d'investissement et exercé une pression à la baisse sur le volume des prêts. Les fortes activités de restructuration et de création de fiducies de revenu ont galvanisé le marché par ailleurs léthargique des nouvelles émissions en 2002.

Orientation pour 2003

- Améliorer et étendre nos activités au Canada, tout en intégrant davantage nos services d'investissement et nos services aux grandes entreprises dans des secteurs industriels et des marchés clés aux États-Unis.
- Accroître nos relations d'affaires avec des clients ciblés en leur fournissant un service supérieur et des solutions financières intégrées.
- Diversifier encore davantage nos affaires aux États-Unis tout en augmentant les revenus de commissions.

Marchés financiers

Description et stratégie

L'équipe Marchés financiers offre des solutions intégrées relatives aux titres d'emprunt et aux opérations de change, de taux d'intérêt et de marchandises à des entreprises de toutes tailles et à des particuliers ciblés. Le groupe met également à la disposition de BMO et de ses clients des services efficaces de financement et de gestion des liquidités.

Aperçu des résultats

Les Marchés financiers ont tiré efficacement parti de la diversité de leurs affaires afin de générer un solide revenu net malgré la situation difficile des marchés. Dans l'ensemble, la diminution de l'activité de la part des clients a été compensée par l'accroissement des marges sur nos produits liés aux taux d'intérêt. En 2002, nous avons accru considérablement nos services de montage de prêts et nos services liés aux produits dérivés de crédit aux États-Unis.

Orientation pour 2003

- Intensifier et accroître la pénétration des marchés, tout en élargissant la gamme de produits dans des secteurs de croissance comme les opérations de taux d'intérêt et de marchandises et les produits dérivés de crédit.
- Continuer d'offrir des solutions intégrées aux entreprises clientes, de concert avec la Division des actions.
- Continuer d'investir dans l'amélioration de la technologie et des processus.

Division des actions

Description et stratégie

L'équipe Division des actions offre une gamme complète de produits canadiens à l'échelle internationale, de même que des services de vente, de négociation et de recherche de haute qualité et orientés client. Nous continuons de maintenir et d'accroître notre leadership au Canada, tout en prenant de l'expansion dans des secteurs choisis aux États-Unis.

Aperçu des résultats

Malgré le contexte extrêmement difficile qui a caractérisé les marchés, la Division des actions a produit de solides résultats. Pour la 22^e année d'affilée, l'équipe de recherche de BMO Nesbitt Burns s'est classée au premier rang dans le rapport Brendan Wood International sur les investisseurs institutionnels. Dans le même rapport, le groupe arrive aussi en tête pour ses services de vente et de négociation. Nous détenons également la plus importante part du marché quant à la valeur en dollars des transactions par bloc effectuées à la Bourse de Toronto, soit 12,86 %.

Orientation pour 2003

- Accroître nos opérations de négociation sur produits dérivés effectuées au nom de la Banque aux États-Unis et nos services de recherche sur les titres américains.
- Continuer d'offrir des solutions intégrées aux entreprises clientes, de concert avec les Marchés financiers.

Titrisation et gestion des instruments de crédit

Description et stratégie

L'équipe Titrisation et gestion des instruments de crédit offre aux émetteurs et aux investisseurs des produits et services utilisant le crédit comme outil de financement et de gestion de l'actif. Notre stratégie consiste à utiliser nos ressources actuelles en vue d'élaborer des services de structuration du crédit très rentables et supérieurs à ceux de la concurrence.

Aperçu des résultats

Les résultats de l'équipe ont été amoindris par la dévaluation des opérations de capital-investissement dans nos obligations adossées à des créances. Ils sont tout de même demeurés solides, surtout au chapitre des revenus de commissions, qui se sont accrus de 27 %.

La constance de ses résultats et l'innovation dont elle fait preuve ont permis à la Titrisation de conserver son leadership sur le marché canadien. Parallèlement, elle a misé sur son expertise et s'est orientée dans des créneaux rentables aux États-Unis. Au Royaume-Uni, les compétences de son équipe de gestion des instruments de crédit ont continué de nous procurer un avantage concurrentiel qui nous a permis d'élargir notre base d'investisseurs, d'accroître notre actif sous gestion pour le porter à 10 milliards de dollars américains et d'enregistrer de bons résultats de façon soutenue. La Gestion des instruments de crédit en Amérique du Nord continue d'offrir à nos investisseurs un rendement situé dans le premier quartile sur un actif de 3 milliards de dollars américains. Toutefois, les deux groupes ont connu une croissance de l'actif moins rapide que prévu en raison des difficultés du marché du crédit.

Orientation pour 2003

Titrisation

- Conserver notre leadership au Canada et demeurer un fournisseur de services reconnu dans des marchés spécialisés aux États-Unis, en offrant des solutions de structuration novatrices dans des segments de marché aussi bien nouveaux que déjà existants.

- Continuer d'accroître nos revenus de commissions.

Gestion d'instruments de crédit

- Accroître l'actif sous gestion de 3,6 milliards de dollars américains, en mettant l'accent sur les structures d'actif de premier ordre et l'actif en fiducie à haut rendement.

Affaires internationales

Description et stratégie

L'équipe Affaires internationales offre aux institutions financières et à certaines grandes multinationales choisies un service à la clientèle de tout premier ordre ainsi que des solutions financières et opérationnelles novatrices. Ces services, dont la prestation est rehaussée par l'utilisation de la technologie, comprennent le financement du commerce international, les services aux correspondants bancaires, le financement et d'autres services bancaires. Nous poursuivons notre stratégie visant à soutenir avec discernement nos clients nord-américains dans les marchés internationaux clés où ils font des affaires.

Aperçu des résultats

L'exercice 2002 s'est révélé particulièrement difficile. Le ralentissement et l'évolution incertaine de l'économie ont eu pour effet de réduire les transactions d'importation et d'exportation, ce qui a entraîné une baisse du volume et des commissions liés aux activités de financement et explique les résultats modestes obtenus dans le secteur des services bancaires internationaux. Malgré ces obstacles, nous avons accompli des progrès importants en ce qui a trait à notre stratégie visant à fournir à nos clients des solutions parfaitement intégrées grâce à quoi nous avons rehaussé la qualité du service et augmenté les frais perçus dans l'ensemble du groupe Services d'investissement.

Orientation pour 2003

- Conserver notre leadership en matière de financement du commerce international, et accroître nos affaires dans les marchés où nous offrons des produits particuliers et possédons de solides capacités d'évaluation des risques.
- Continuer de promouvoir nos ressources uniques en matière de services aux correspondants bancaires canadiens et américains à l'échelle internationale.

Opérations de banque d'affaires

Description et stratégie

L'équipe Opérations de banque d'affaires mène ses activités par le biais de Partenaires en capital BMO Nesbitt Burns et de BMO Halyard Partners. Elle localise les sources de fonds, et elle structure et finance des opérations de capital-investissement privées, principalement en Amérique du Nord. Notre stratégie consiste à mettre à profit nos renseignements exclusifs afin de créer et de gérer un portefeuille d'opérations de capital-investissement privées dans des moyennes entreprises produisant un rendement supérieur.

Aperçu des résultats

La dégradation de la situation économique a créé un climat d'incertitude sur les marchés financiers et réduit les niveaux d'engagement et les résultats globaux. En dépit de ces difficultés, nous avons renforcé nos opérations de banque d'affaires en continuant d'harmoniser nos priorités institutionnelles avec celles des autres secteurs du groupe SI.

Orientation pour 2003

- Continuer notre recherche sélective de placements répondant à nos critères de rendement supérieur, en tirant profit de l'accroissement de la demande d'opérations de capital-investissement privées.

SERVICES D'ENTREPRISE, Y COMPRIS TECHNOLOGIE ET SOLUTIONS

Services d'entreprise

Description

Les Services d'entreprise comprennent les entités qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, la législation, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, les ressources humaines et l'apprentissage. Les Services d'entreprise gèrent aussi les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, les opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères, l'obligation et la participation antérieure dans Bancomer de même que les activités liées à la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO Groupe financier.

Les résultats d'exploitation du groupe Technologie et solutions sont inclus dans ceux des Services d'entreprise aux fins de présentation de l'information. Les coûts des services fournis par le groupe Technologie et solutions sont transférés aux groupes clients (PE, GP et SI) et seuls les écarts relativement mineurs sont retenus dans les résultats du groupe Technologie et solutions. Par conséquent, les résultats figurant dans la présente section correspondent en grande partie aux résultats des activités des Services d'entreprise et non à ceux des activités du groupe Technologie et solutions.

Résultats financiers

Les Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions, ont subi une perte nette de 239 millions de dollars en 2002, soit une détérioration de 318 millions de dollars par rapport à l'exercice 2001. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'un gain de 321 millions de dollars réalisé sur la vente de l'investissement dans Bancomer, d'une provision générale pour créances irrécouvrables de 100 millions de dollars et d'un rajustement des actifs d'impôts futurs, qui ont été inscrits comme éléments exceptionnels aux fins de présentation de l'information. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le revenu net a diminué de 129 millions de dollars par rapport à l'exercice 2001. En 2002, les résultats traduisent l'augmentation considérable de la provision pour créances irrécouvrables. Toutefois, les provisions imputées aux Services d'entreprise en 2002 ne sont pas comparables à celles qui lui ont été imputées en 2001 en raison de différences dans la méthode de provisionnement décrite ci-dessous. La croissance des revenus de 91 millions de dollars, abstraction faite des éléments exceptionnels, a bénéficié de la constatation de revenus de titrisation de prêts aux entreprises et d'autres revenus d'entreprise. L'accroissement des frais de 121 millions de dollars traduit la hausse des prestations de retraite et des coûts d'entreprise, y compris la part des indemnités de cessation d'emploi assumée par les Services d'entreprise.

Pour le présent exercice, les provisions pour créances irrécouvrables ont totalisé 311 millions de dollars. En 2001, abstraction faite des éléments exceptionnels, les provisions s'établissaient à 66 millions de dollars. En 2002, la provision pour créances irrécouvrables établie à l'égard de chacun des groupes clients est fonction des pertes prévues au cours d'un cycle économique. Les différences entre les provisions périodiques imputées aux groupes clients et la provision exigée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) sont imputées aux Services d'entreprise. En 2001, la provision pour créances irrécouvrables imputée au groupe SI était établie d'après la méthode de provisionnement selon les pertes prévues mentionnée ci-dessus pour la plupart des activités, mais comprenait les provisions exigées en vertu des PCGR pour certaines activités, y compris la Harris Bank. Par conséquent, aux fins de comparaison, les provisions pour créances irrécouvrables imputées aux Services d'entreprise doivent être considérées en relation avec les provisions imputées au groupe SI.

Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Selon les états financiers

(au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date)	2002	2001	2000
Revenu net d'intérêts (bic)	(405)	(450)	(423)
Revenus autres que d'intérêts	425	700	513
Total des revenus (bic)	20	250	90
Provision pour créances irrécouvrables	311	166	(34)
Frais autres que d'intérêts	312	191	133
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et amortissement des écarts d'acquisition	(603)	(107)	(9)
Impôts sur le revenu (bic)	(424)	(244)	(110)
Part des actionnaires sans contrôle	60	42	20
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite des impôts sur le revenu applicables	—	16	16
Revenu net	(239)	79	65
Effectif : équivalent de durée normale	8 309	9 111	8 272

Abstraction faite des éléments exceptionnels

Total des revenus (bic)	20	(71)	16
Provision pour créances irrécouvrables	311	66	8
Frais autres que d'intérêts	312	191	176
Revenu net	(239)	(110)	(29)

Comparaison des résultats de 2001 avec ceux de 2000

En 2001, le revenu net s'était établi à 79 millions de dollars, en hausse de 14 millions de dollars par rapport à l'exercice 2000. Abstraction faite des éléments exceptionnels, la perte nette s'élevait à 110 millions de dollars, en hausse de 81 millions de dollars comparativement à l'exercice précédent. La détérioration était attribuable à une réduction de 54 millions de dollars du revenu net constaté sur l'investissement de BMO Groupe financier dans Bancomer, à la suite du passage à la comptabilité analytique, et à l'augmentation des provisions pour créances irrécouvrables. Les résultats de 2001 avaient aussi bénéficié de diverses initiatives fiscales et de la résolution de questions fiscales auprès des autorités.

Technologie et solutions

Description et stratégie

Le groupe Technologie et solutions (anciennement connu sous le nom d'Emfisys^{MD}) assure à BMO Groupe financier des services de planification, d'élaboration de stratégie et de développement en matière de technologie de l'information, une capacité de traitement de transactions, des services d'impartition ainsi que l'exécution d'opérations

immobilières. Le groupe est également chargé de la création, du développement et du soutien des services d'affaires électroniques de BMO Groupe financier. Notre stratégie consiste à évoluer dans le marché comme une organisation concurrentielle, fournissant des services et des solutions de qualité qui font de nous le fournisseur privilégié de nos clients.

Objectifs et réalisations en 2002

Achèvement de la mise en œuvre à l'échelle du pays de Connexion Pathway.

- La mise en œuvre de cette plate-forme Windows 2000 d'avant-garde sera achevée au début de l'exercice 2003. La plate-forme, qui sera installée dans toutes les succursales et tous les centres d'appel à l'échelle du Canada, met à la disposition des employés des outils électroniques leur permettant de consolider les relations établies avec les clients et d'améliorer le service à la clientèle.

Priorisation du client par la création d'un environnement soutenant une démarche personnalisée en matière de ventes, de service et de relations d'affaires.

- Nous avons amélioré considérablement le site bmo.com et intégré tous les sites Internet de BMO afin de faciliter l'accès en ligne des clients à leurs comptes ainsi qu'à des outils, à des ressources et à des produits et services qui répondent à leurs besoins individuels.

Poursuite de la création d'alliances et de partenariats nous permettant d'offrir des solutions financières de calibre mondial et une qualité exceptionnelle à nos clients.

- Nous avons lancé autoAccès^{MC4}, un portail Internet multiprêteurs destiné aux concessionnaires automobiles. Le portail permet aux clients de présenter leurs demandes de financement des véhicules en ligne.

Pénétration accrue des marchés à fort potentiel de croissance et à valeur élevée en tirant parti de nos capacités technologiques supérieures en matière de gestion de patrimoine et de services bancaires d'investissement.

- Les acquisitions de BMO dans le secteur de la gestion de patrimoine ont permis de créer une plate-forme américaine d'envergure nationale pour la distribution d'un éventail complet de produits et services, comprenant la gestion bancaire privée, les services de placement traditionnels, l'investissement en direct, les fonds d'investissement et la gestion de fonds au nom de clients institutionnels.
- Nous avons intégré avec succès CSFB*direct* et Harris Investorline pour créer Harris*direct*, qui offrira une plate-forme technologique de pointe unique.
- Nous avons terminé l'acquisition des comptes de clients en ligne de Morgan Stanley^{MD6} Individual Investor Group. Cette acquisition accroît la base de clientèle prospère de Harris*direct* et nous offre la possibilité de mettre davantage à profit la portée et la technologie de pointe de Harris*direct*.

Orientation pour 2003

- Améliorer la rentabilité en appliquant la technologie et les processus les plus efficaces, efficaces et économiques afin de générer des économies constantes et des revenus accrus.

HARRIS BANK

Description et stratégie

La Harris Bank, dont l'actif s'élève à 30 milliards de dollars américains, possède l'un des plus vastes réseaux de banques locales de l'Illinois. Elle est reconnue à l'échelle nationale pour ses services de gestion privée et de fiducie personnelle, en plus d'être l'une des principales banques d'investissement des moyennes entreprises dans le Midwest américain. Nous offrons à notre clientèle, composée de particuliers, de petites et moyennes entreprises ainsi que de grandes entreprises de la région de Chicago et au-delà, un service, des conseils et une sélection de produits de haute qualité qui nous permettent d'établir de solides relations d'affaires, ce qui constitue pour nous la base même de nos activités.

La Harris Bank est une composante clé de la vaste stratégie d'expansion sélective de BMO Groupe financier aux États-Unis. Notre objectif est de conserver notre élan dans le secteur des services aux particuliers et aux entreprises en augmentant notablement le nombre de succursales et les acquisitions, et en étendant nos activités au-delà de la région de Chicago. Nous nous sommes également fixé comme priorité de maintenir notre position de chef de file parmi les fournisseurs de services de banque d'investissement et de services aux moyennes entreprises du Midwest américain. Pour ce faire, nous comptons nous appuyer sur les forces de BMO Nesbitt Burns en Amérique du Nord. Nous concentrons aussi nos efforts en vue d'étendre notre plate-forme nationale de gestion de patrimoine en consolidant et en élargissant nos relations avec les clients grâce à notre gamme de services intégrés.

Présentation de l'information financière – 2003

Au cours de l'exercice 2003, BMO Groupe financier modifiera sa façon d'établir les rapports. BMO Groupe financier veut en effet présenter une information plus détaillée sur les résultats aux États-Unis, y compris les résultats par entité d'exploitation. Cette modification s'inscrit dans la poursuite de la stratégie de croissance transnationale de BMO Groupe financier et favorisera une meilleure compréhension de ses activités en sol américain, lesquelles s'étendent au-delà de l'entité juridique Harris Bank. Parallèlement à cette modification, nous prévoyons

cesser de présenter séparément l'information sur les résultats de la Harris Bank. Depuis la fin de l'exercice de BMO Groupe financier, la Harris Bank a déposé une demande en vue de renoncer volontairement à son statut de courtier attiré auprès de la SEC, la commission des valeurs mobilières des États-Unis. Par conséquent, aucun objectif n'a été établi pour 2003, mis à part ceux énoncés dans les sections des entités d'exploitation.

Objectifs et réalisations en 2002

Maintien de la solide croissance des prêts aux particuliers et aux PME, l'objectif étant d'accroître l'encours de ces prêts de plus de 1 milliard de dollars américains par année durant les prochaines années.

- Les prêts aux particuliers et aux PME consentis par les Services bancaires Harris région de Chicago ont augmenté de 1,7 milliard de dollars américains, ou de 26 %, dont 500 millions de dollars américains ou 7 % proviennent de l'acquisition de la First National Bank of Joliet.

Poursuite d'une croissance organique vigoureuse et d'acquisitions sélectives en vue d'atteindre notre objectif d'être la principale banque à service complet de la grande région de Chicago.

- Les Services bancaires Harris région de Chicago ont connu une croissance organique des dépôts de 6 % et une croissance globale de 13 %, en tenant compte de notre acquisition de la First National Bank of Joliet en 2001.
- La croissance des dépôts et des prêts, jumelée à une solide maîtrise des coûts, a permis d'accélérer l'élan au chapitre des revenus et du revenu net.

Poursuite de l'expansion des activités de gestion de patrimoine aux États-Unis, tant par les acquisitions que par la croissance organique, en tirant profit de la solide réputation de la Harris Bank dans les principaux marchés américains.

- Nous avons ouvert de nouveaux bureaux de gestion de patrimoine à service complet à Bellevue, Washington et Minneapolis, au Minnesota, où nous offrons aux clients des services de placement traditionnels, d'investissement en direct, de gestion privée et de gestion de placements.

Accélération de la création de relations d'affaires multiproduits de haut calibre au sein de Harris Nesbitt, et maintien d'une croissance à deux chiffres des revenus tirés des services d'investissement.

- Le profil de notre marché s'est amélioré et nous avons accompli des réalisations importantes malgré le contexte difficile pour les produits liés au financement et les services-conseils.
- Les volumes de transactions liées aux opérations de financement où nous agissons comme chef de file, aux services-conseils et à la gestion de trésorerie se sont accrues grâce à l'établissement de nouvelles relations d'affaires et à la consolidation des relations d'affaires existantes.
- La faiblesse généralisée de l'économie a influé sur les taux d'utilisation des prêts.

Résultats financiers

En dollars américains et selon les PCGR des États-Unis, le revenu net de la Harris Bank s'est établi à 278 millions de dollars, en hausse de 77 millions par rapport à l'exercice précédent. Au cours du quatrième trimestre de 2001, la Harris Bank a accru sa provision pour créances irrécouvrables de 125 millions de dollars (80 millions de dollars après impôts), en raison de l'incertitude persistante sur le front économique. Plus tôt en 2001, la Harris Bank avait constaté un gain de 60 millions de dollars (36 millions de dollars après impôts) réalisé sur la vente des affaires liées aux cartes de commerçants de la Harris Bank à une entité de BMO Groupe financier dans le cadre de la création de la coentreprise Solutions Moneris^{MS}. Comme la transaction s'est conclue entre sociétés apparentées, le gain n'a pas été incorporé aux résultats consolidés de BMO Groupe financier. Abstraction faite de ce gain et de l'augmentation susmentionnée de la provision pour créances irrécouvrables, le revenu net s'est accru de 33 millions de dollars ou de 14 %. La hausse s'explique principalement par la croissance forte et soutenue des services aux particuliers et aux PME, l'augmentation des gains réalisés sur les ventes de titres de placement et l'acquisition de la First National Bank of Joliet. Cependant, l'augmentation des provisions pour créances irrécouvrables a partiellement neutralisé la hausse. L'acquisition de la Bank of Joliet au troisième trimestre de 2001 a entraîné une augmentation des revenus, des frais et du revenu net qui s'est répercutée sur la comparaison avec les exercices précédents.

Les revenus se sont accrues de 77 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Abstraction faite du gain réalisé sur la vente des affaires liées aux cartes de commerçants en 2001, les revenus ont augmenté de 137 millions de dollars ou de 11 %. L'acquisition de la Bank of Joliet compte pour 3 % de la hausse. La croissance soutenue des prêts aux particuliers, des prêts hypothécaires et des prêts aux PME, l'élargissement des marges nettes d'intérêts et la hausse de 30 millions de dollars des gains réalisés sur les ventes de titres de placement ont également contribué à l'amélioration. Les marges nettes d'intérêts se sont accrues de 39 points de base pour s'établir à 3,38 %, en raison des nombreuses réductions de taux d'intérêt survenues en 2001 et de l'augmentation des prêts et des dépôts des particuliers en 2002.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 9 % pour s'établir à 817 millions de dollars. Abstraction faite de l'effet de l'acquisition de la Bank of Joliet, les frais ont enregistré une hausse de 5 %, qui reflète les efforts de compression des coûts. L'augmentation des frais est liée à l'intégration de la Bank of Joliet, aux conversions de systèmes, aux initiatives d'expansion et à la vigoureuse croissance du volume des affaires des Services bancaires Harris région de Chicago.

Harris Bank (en millions de dollars américains, PCGR des États-Unis, sauf indication contraire)

Selon les états financiers

(au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date)	2002	2001	2000
Revenu net d'intérêts (bic)	836	760	694
Revenus autres que d'intérêts	505	504	489
Total des revenus	1 341	1 264	1 183
Provision pour créances irrécouvrables	99	208	27
Frais autres que d'intérêts	817	747	736
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu et amortissement des écarts d'acquisition	425	309	420
Impôts sur le revenu (bic)	146	105	149
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite des impôts sur le revenu applicables	1	3	3
Revenu net	278	201	268
Composition du revenu net :			
Groupe PE	120	73	64
Groupe GP	26	23	22
Groupe SI	158	87	148
Services d'entreprise	(26)	18	34
Profit économique net	101	28	124
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement (selon les normes américaines) (%)	17,5	12,9	21,1
Marge nette d'intérêts (selon les normes américaines) (%)	3,38	2,99	2,83
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus avant amortissement (%)	58,7	57,2	60,3
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	1 944	1 798	1 509
Actif moyen	27 802	28 677	27 705
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	22 909	22 732	23 287
Effectif : équivalent de durée normale	5 826	5 756	6 260

Comparaison des résultats de 2001 avec ceux de 2000

En dollars américains et selon les PCGR des États-Unis, le revenu net s'était établi à 201 millions de dollars en 2001, en recul de 67 millions de dollars ou de 25 % par rapport à l'exercice 2000. Abstraction faite des gains et du revenu d'exploitation des affaires ayant fait l'objet d'un désinvestissement, et à l'exclusion de l'augmentation de la provision pour créances irrécouvrables de 80 millions de dollars après impôts, le revenu net s'était accru de 15 millions de dollars ou de 6 % par rapport à 2000. La hausse, qui était attribuable à la croissance vigoureuse des affaires et au contexte favorable des taux d'intérêt, avait été partiellement neutralisée par l'augmentation de la provision pour créances irrécouvrables liée à l'effet du ralentissement économique et par l'accroissement des frais associés à la croissance et à l'expansion des affaires.

Perspectives

- Les taux d'intérêt ont glissé, en 2002, à leur plus bas niveau en quatre décennies.
- Nous prévoyons que les économies du Canada et des États-Unis prendront de la vigueur en 2003.
- Nous prévoyons que les taux d'intérêt monteront en 2003.
- Les dépenses des entreprises devraient augmenter en 2003.

Faits saillants en 2002 – Économie et services financiers au Canada et aux États-Unis

Après avoir ralenti l'an dernier, l'économie canadienne a connu une forte croissance jusqu'à ce jour en 2002. Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté au taux annuel moyen de 4½ % au cours des trois premiers trimestres de l'année. L'activité économique a été stimulée par la demande de biens liés aux taux d'intérêt, les consommateurs ayant profité du fait que les taux d'intérêt à court terme ont reculé à leur plus bas niveau en quatre décennies pour acheter des automobiles et des maisons. La demande élevée par rapport à l'offre dans certaines régions a fait grimper les mises en chantier à des sommets inégalés en 12 ans. Dans ce contexte favorable, la demande relative aux prêts hypothécaires à l'habitation s'est accélérée et les prêts à la consommation ont continué d'augmenter. Par contre, les prêts aux entreprises ont continué de décliner au cours du premier semestre sous l'effet de la faiblesse persistante des dépenses en immobilisations.

La croissance de l'emploi s'est intensifiée au Canada, le total net d'emplois créés ayant atteint 459 000 au cours des dix premiers mois de 2002. La force de l'économie a incité la Banque du Canada à relever modérément les taux à un jour au printemps et à l'été. Toutefois, compte tenu des perspectives incertaines de l'économie mondiale, la banque centrale n'est pas intervenue durant l'automne. Les taux d'intérêt à court terme demeurant peu élevés, les dépôts à vue ont augmenté plus rapidement que les dépôts à terme au cours de l'année.

Après la récession de l'an dernier, l'économie américaine s'est accrue à un rythme annuel de 3½ %, en moyenne, au cours des trois premiers trimestres de 2002, stimulée par les ventes records d'automobiles et de maisons neuves. Par conséquent, les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts personnels ont connu une hausse marquée cette année. Cependant, les dépenses des entreprises et l'embauche sont demeurées faibles, et le crédit aux entreprises a décliné. Dans ce climat économique en dents de scie, la Réserve fédérale a maintenu le taux à un jour à des creux inégalés depuis 40 ans. L'activité sur les marchés financiers est restée apathique dans la foulée de la baisse des cours boursiers.

Perspectives pour 2003 – Économie et services financiers

Nous prévoyons que l'économie canadienne s'accroîtra à un rythme respectable en 2003. Le secteur du logement et les dépenses des particuliers continueront de bénéficier des taux d'intérêt peu élevés (quoique en hausse). La faiblesse de la monnaie et la reprise de l'économie américaine devraient soutenir les exportations. Selon nos prévisions, le taux de chômage reculera au cours de l'année. L'inflation devrait demeurer faible en l'absence de pressions découlant d'une demande excédentaire. On s'attend à ce que les taux d'intérêt remontent progressivement en 2003, à mesure que la Banque du Canada réduira ses mesures de stimulation monétaire. Le dollar canadien devrait se raffermir par rapport au dollar américain à la faveur des écarts de taux d'intérêt avantageux et des importants excédents commerciaux. La conjoncture économique devrait soutenir la croissance des prêts hypothécaires et des prêts aux particuliers, et insuffler de l'élan au secteur du crédit aux entreprises.

Nous estimons que les politiques monétaires et fiscales stimulantes adoptées aux États-Unis favoriseront l'expansion économique de ce pays en 2003. Les dépenses de consommation devraient demeurer solides, même si les ventes d'automobiles et de maisons fléchiront probablement par rapport aux sommets atteints récemment. Nous nous attendons à ce que les entreprises recommencent à investir, car le taux d'utilisation des capacités s'accroît. Le taux de chômage devrait

reculer. Quant aux taux d'intérêt, ils devraient demeurer peu élevés à court terme, même s'il est à prévoir que la Réserve fédérale adoptera une attitude plus restrictive au cours de l'été 2003. Le marché du crédit aux entreprises devrait s'améliorer au fur et à mesure que les investissements en capital reprendront. Même si la croissance des prêts hypothécaires sera probablement modérée par rapport aux sommets records atteints récemment, celle du crédit à la consommation devrait demeurer ferme dans le contexte de la hausse de l'emploi.

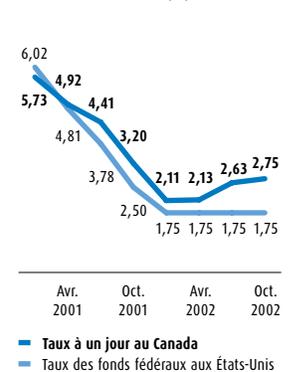
Lois visant le secteur des services financiers au Canada

Au chapitre de la réglementation, c'est la mise en œuvre du projet de loi C-8 du gouvernement canadien sur la réforme du secteur des services financiers qui a retenu l'attention. La démarche a exigé l'élaboration, l'analyse et l'adoption de nombreux règlements sous-jacents. Le processus touche maintenant à sa fin puisque les éléments essentiels de la réglementation sur l'accès par les consommateurs aux services bancaires de base ont été mis au point. L'attention s'est également portée sur la mise en application de la *Loi fédérale sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, dont plusieurs dispositions sont entrées en vigueur en juin 2002.

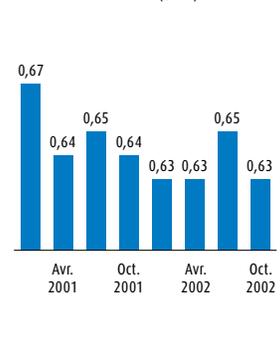
Taux de chômage au Canada et aux États-Unis (%)



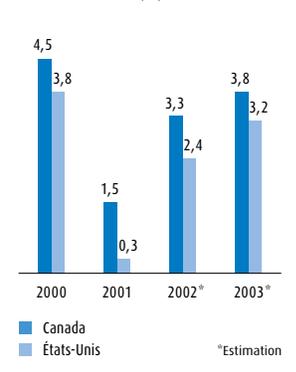
Taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis (%)



Taux de change du dollar canadien en dollar américain (\$ US)



Croissance du produit intérieur brut (%)



DONNÉES COMPLÉMENTAIRES

TABEAU 1 Valeur de l'avoir des actionnaires

au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993
Cours des actions ordinaires (en dollars)										
Haut	40,65	44,40	35,80	34,80	43,50	30,80	20,83	15,50	15,38	13,69
Bas	31,00	32,75	21,00	24,68	25,88	19,53	14,69	12,06	11,00	10,66
Clôture	38,10	33,86	35,25	28,33	31,55	30,43	20,28	14,88	12,56	13,44
Dividende par action ordinaire										
Dividende déclaré (en dollars)	1,20	1,12	1,00	0,94	0,88	0,82	0,74	0,66	0,60	0,56
Dividende versé (en dollars)	1,18	1,09	0,99	0,93	0,88	0,80	0,71	0,65	0,59	0,56
Ratio de distribution (%)	44,0	40,8	30,2	39,6	37,4	35,0	35,1	38,2	40,3	43,3
Abstraction faite des éléments exceptionnels (%)	42,8	43,8	33,7	36,8	37,4	33,8	34,7	36,8	37,9	43,3
Rendement des actions (%)	3,1	3,3	2,8	3,3	2,8	2,9	3,9	4,4	4,8	4,2
Rendement total de l'avoir des actionnaires (%)										
Rendement moyen annualisé sur cinq ans	7,9	14,3	22,9	22,0	23,3	26,1	22,2	23,1	14,3	20,6
Rendement annualisé sur un an	16,2	(1,2)	29,0	(7,4)	6,4	55,0	42,4	24,1	(2,3)	19,4
Autres renseignements sur les actions ordinaires										
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)										
à la fin de l'exercice	492 505	489 085	522 584	534 064	528 866	522 873	519 874	527 369	530 913	498 188
moyenne de base	490 816	511 286	531 318	531 723	525 021	520 819	522 465	531 264	502 615	495 454
moyenne diluée	499 464	523 561	540 815	542 920	542 181	538 469	538 271	548 267	512 992	505 267
Nombre de comptes d'actionnaires	44 072	45 190	46 663	49 369	51 387	53 651	55 571	57 187	58 879	62 342
Valeur comptable d'une action (en dollars)	21,07	19,69	19,63	17,44	16,36	14,59	12,94	11,71	10,69	9,70
Valeur marchande globale des actions (en milliards de dollars)	18,8	16,6	18,4	15,1	16,7	15,9	10,5	7,8	6,7	6,7
Ratio cours-bénéfice	14,0	12,4	10,7	11,9	13,4	12,9	9,7	8,6	8,3	10,4
Abstraction faite des éléments exceptionnels	13,6	13,3	11,9	11,1	13,4	12,5	9,5	8,3	7,9	10,4
Ratio cours-bénéfice avant amortissement	13,2	11,6	10,2	11,3	12,7	12,3	9,1	8,1	8,0	9,8
Abstraction faite des éléments exceptionnels	12,9	12,4	11,4	10,5	12,7	11,9	9,0	7,8	7,5	9,9
Ratio cours-valeur comptable	1,81	1,72	1,80	1,62	1,93	2,09	1,57	1,27	1,17	1,39

TABEAU 2 Sommaire de l'état des résultats et statistiques de croissance (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993
État des résultats										
Revenu net d'intérêts (bic)	4 935	4 641	4 338	4 417	4 152	4 186	3 711	3 564	3 325	3 207
Revenus autres que d'intérêts	3 924	4 222	4 326	3 511	3 118	2 981	2 516	2 102	1 871	1 654
Total des revenus (bic)	8 859	8 863	8 664	7 928	7 270	7 167	6 227	5 666	5 196	4 861
Provision pour créances irrécouvrables	820	980	358	320	130	275	225	275	510	675
Frais autres que d'intérêts	6 030	5 671	5 258	5 288	4 785	4 567	3 913	3 612	3 208	2 897
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et écarts d'acquisition	2 009	2 212	3 048	2 320	2 355	2 325	2 089	1 779	1 478	1 289
Impôts sur le revenu (bic)	530	643	1 123	874	938	954	866	746	627	555
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	62	42	19	21	25	25	20	13	11	6
Revenu net avant écarts d'acquisition	1 417	1 527	1 906	1 425	1 392	1 346	1 203	1 020	840	728
Amortissement des écarts d'acquisition déduction faite de l'impôt applicable	—	56	49	43	42	41	35	34	15	19
Revenu net	1 417	1 471	1 857	1 382	1 350	1 305	1 168	986	825	709
Taux de croissance annuel (%)	(3,7)	(20,8)	34,4	2,4	3,5	11,7	18,4	19,5	16,4	10,9
Revenu net, abstraction faite des éléments exceptionnels	1 456	1 378	1 672	1 477	1 350	1 348	1 182	1 020	871	709
Taux de croissance annuel (%)	5,7	(17,6)	13,1	9,5	0,2	14,1	15,8	17,1	22,9	9,5
Résultat par action avant écarts d'acquisition (\$)										
de base	2,73	2,83	3,40	2,46	2,44	2,43	2,17	1,79	1,53	1,33
dilué	2,68	2,77	3,34	2,41	2,37	2,36	2,12	1,75	1,51	1,31
Taux de croissance annuel (%)	(3,2)	(17,1)	38,6	1,7	0,4	11,3	21,1	15,9	15,3	8,3
Résultat par action (\$)										
de base	2,73	2,72	3,30	2,38	2,36	2,35	2,10	1,73	1,51	1,30
dilué	2,68	2,66	3,25	2,34	2,29	2,28	2,06	1,69	1,49	1,28
Taux de croissance annuel (%)	0,8	(18,2)	38,9	2,2	0,4	10,7	21,9	13,4	16,4	8,5
Abstraction faite des éléments exceptionnels	2,76	2,48	2,91	2,51	2,29	2,36	2,08	1,75	1,57	1,28
Taux de croissance annuel (%)	11,3	(14,8)	15,9	9,6	(3,0)	13,5	18,9	11,5	22,7	7,6
Résultat dilué par action, avant amortissement (\$)										
Taux de croissance annuel (%)	(1,0)	(15,6)	37,8	1,7	—	11,5	21,2	15,5	14,8	14,4
Abstraction faite des éléments exceptionnels	2,91	2,68	3,05	2,64	2,42	2,50	2,19	1,86	1,64	1,34
Taux de croissance annuel (%)	8,6	(12,1)	15,5	9,1	(3,2)	14,2	17,7	13,4	22,4	12,6

TABLEAU 3 Rentabilité et statistiques de croissance (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993
Revenu net	1 417	1 471	1 857	1 382	1 350	1 305	1 168	986	825	709
Dividendes versés aux actionnaires privilégiés	79	80	101	117	112	83	69	69	69	68
Revenu net afférent aux actions ordinaires	1 338	1 391	1 756	1 265	1 238	1 222	1 099	917	756	641
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	9 973	10 100	9 745	8 976	8 128	7 165	6 457	5 937	5 088	4 564
Rendement de l'avoir des actionnaires (%)	13,4	13,8	18,0	14,1	15,2	17,1	17,0	15,4	14,9	14,1
Abstraction faite des éléments exceptionnels (%)	13,8	12,9	16,1	15,1	15,2	17,7	17,2	16,0	15,8	14,1
Rendement de l'actif des actionnaires avant amortissement (%)	14,2	14,8	18,8	14,8	16,1	18,0	17,9	16,4	15,5	14,8
Abstraction faite des éléments exceptionnels (%)	14,6	13,9	16,9	15,9	16,1	18,6	18,2	17,0	16,4	14,8
Rendement de l'actif moyen (%)	0,57	0,60	0,79	0,61	0,59	0,66	0,74	0,68	0,68	0,63
Abstraction faite des éléments exceptionnels (%)	0,59	0,57	0,71	0,65	0,59	0,69	0,75	0,71	0,71	0,63
Rendement de l'actif moyen afférent aux actions ordinaires (%)	0,54	0,57	0,75	0,56	0,54	0,62	0,69	0,64	0,62	0,57
Abstraction faite des éléments exceptionnels (%)	0,56	0,53	0,67	0,60	0,54	0,64	0,70	0,66	0,66	0,57

TABLEAU 4 Sommaire du bilan (en millions de dollars)

au 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993
Actif										
Encaisse	19 305	17 656	18 508	24 036	19 730	32 245	24 187	20 317	14 659	12 081
Valeurs mobilières	43 715	37 676	46 463	43 273	43 465	41 789	36 609	33 019	26 535	23 328
Prêts (solde net)	142 695	136 829	133 817	138 001	129 691	114 918	98 413	88 442	88 634	74 028
Engagements de clients aux termes d'acceptations	6 901	7 936	8 630	6 753	6 944	5 594	4 397	4 469	3 430	3 555
Éléments d'actif divers	40 248	39 312	25 978	18 552	22 760	13 292	6 226	5 587	4 917	3 877
Total de l'actif	252 864	239 409	233 396	230 615	222 590	207 838	169 832	151 834	138 175	116 869
Passif et avoir des actionnaires										
Dépôts	161 838	154 290	156 697	156 874	143 983	144 212	119 262	109 605	98 241	87 859
Autres éléments de passif	75 338	69 763	59 847	58 048	63 208	50 892	39 670	32 602	31 178	20 961
Dette subordonnée	3 794	4 674	4 911	4 712	4 791	3 831	3 314	2 595	2 218	2 363
Capital-actions										
Actions privilégiées	1 517	1 050	1 681	1 668	1 958	1 274	857	858	860	852
Actions ordinaires	3 459	3 375	3 173	3 190	3 095	3 019	2 989	3 002	3 002	2 632
Bénéfices non répartis	6 918	6 257	7 087	6 123	5 555	4 610	3 740	3 172	2 676	2 202
Total du passif et de l'actif des actionnaires	252 864	239 409	233 396	230 615	222 590	207 838	169 832	151 834	138 175	116 869
Soldes quotidiens moyens										
Solde net des prêts	139 707	138 932	135 339	135 596	130 686	113 136	94 598	87 028	77 292	73 918
Actif	247 990	243 248	234 944	226 714	227 450	196 721	158 316	144 115	122 234	113 387

TABLEAU 5 Liquidités (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993
En dollars canadiens										
Dépôts à d'autres banques	1 892	1 535	1 814	843	1 080	3 110	2 839	3 002	2 790	1 762
Autres éléments d'encaisse	2 178	1 296	782	817	745	702	631	17	651	734
Valeurs mobilières	23 471	16 398	20 846	15 942	17 216	22 442	22 651	21 245	16 915	16 436
Total des liquidités en dollars canadiens	27 541	19 229	23 442	17 602	19 041	26 254	26 121	24 264	20 356	18 932
Liquidités en dollars américains et autres devises										
Dépôts à d'autres banques	14 445	13 431	15 125	21 279	16 334	26 946	18 606	16 418	11 029	8 476
Autres éléments d'encaisse	790	1 394	787	1 097	1 571	1 487	2 111	880	189	1 109
Valeurs mobilières	20 244	21 278	25 617	27 331	26 249	19 347	13 958	11 774	9 620	6 892
Total des liquidités en dollars américains et autres devises	35 479	36 103	41 529	49 707	44 154	47 780	34 675	29 072	20 838	16 477
Total des liquidités a)	63 020	55 332	64 971	67 309	63 195	74 034	60 796	53 336	41 194	35 409
Total des liquidités en pourcentage du total de l'actif (%)	24,9	23,1	27,8	29,2	28,4	35,6	35,8	35,1	29,8	30,3
Éléments d'actif donnés en garantie inclus dans le total des liquidités a) b)	18 858	16 106	17 553	15 518	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

a) Inclut des éléments d'actif liquide donnés en garantie de titres vendus à découvert, de titres mis en pension et d'autres éléments de passif garantis.

b) Les chiffres des exercices précédents, qui représentaient le total des éléments d'actif donnés en garantie, ont été retraités.

n.d. – non disponible

TABLEAU 6 Revenus (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993
Total des revenus										
Total des revenus (bic)	8 859	8 863	8 664	7 928	7 270	7 167	6 227	5 666	5 196	4 861
Taux de croissance annuel (%)	–	2,3	9,3	9,0	1,4	15,1	9,9	9,0	6,9	9,4
Éléments exceptionnels	–	155	226	(28)	–	–	–	–	–	–
Total des revenus (bic), abstraction faite des éléments exceptionnels	8 859	8 708	8 438	7 956	7 270	7 167	6 227	5 666	5 196	4 861
Taux de croissance annuel (%)	1,7	3,2	6,1	9,4	1,4	15,1	9,9	9,0	6,9	9,6
Revenu net d'intérêts										
Revenu net d'intérêts selon les états financiers	4 829	4 499	4 204	4 279	4 024	4 077	3 603	3 480	3 258	3 139
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	106	142	134	138	128	109	108	84	67	68
Revenu net d'intérêts (bic)	4 935	4 641	4 338	4 417	4 152	4 186	3 711	3 564	3 325	3 207
Taux de croissance annuel (%)	6,3	7,0	(1,8)	6,4	(0,8)	12,8	4,1	7,2	3,7	5,6
Revenu net d'intérêts (bic), abstraction faite des éléments exceptionnels	4 935	4 641	4 338	4 417	4 152	4 186	3 711	3 564	3 325	3 207
Taux de croissance annuel (%)	6,3	7,0	(1,8)	6,4	(0,8)	12,8	4,1	7,2	3,7	5,8
Marges										
Total de l'actif moyen	247 990	243 248	234 944	226 714	227 450	196 721	158 316	144 115	122 234	113 387
Marge nette d'intérêts (%)	1,99	1,91	1,85	1,95	1,83	2,13	2,34	2,47	2,72	2,83
Marge nette d'intérêts sur les éléments en \$ CA (%)	2,58	2,78	2,70	2,82	2,52	2,70	2,94	3,39	3,48	3,44
Marge nette d'intérêts sur les éléments en \$ US et autres devises (%)	1,37	1,15	1,01	1,19	1,17	1,48	1,58	1,22	1,59	1,94
Revenus autres que d'intérêts										
Commissions et frais sur titres a)	813	742	859	666	657	742	614	414	313	238
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	732	670	646	616	558	508	473	451	437	430
Revenus de négociation	209	490	388	295	40	276	277	225	226	202
Commissions sur prêts	306	352	322	329	290	240	194	186	180	145
Frais – Services de cartes	260	204	216	205	196	251	234	230	211	208
Revenus – Gestion de placements et garde de titres	314	336	373	419	407	299	221	240	197	194
Revenus – Fonds d'investissement	309	251	232	207	199	155	87	53	56	30
Revenus de titrisation	329	331	343	296	158	32	–	–	–	–
Commissions de prise ferme et de consultation a)	228	234	210	175	212	177	146	81	n.d.	n.d.
Gains (pertes) sur titres de placement b)	(146)	123	183	(85)	97	52	71	46	37	40
Revenu de change hors négociation	151	127	146	133	103	126	120	99	89	48
Revenu d'assurances	105	125	96	73	62	62	44	36	51	18
Autres revenus c)	314	237	312	182	139	61	35	41	74	101
Total des revenus autres que d'intérêts	3 924	4 222	4 326	3 511	3 118	2 981	2 516	2 102	1 871	1 654
Taux de croissance annuel (%)	(7,1)	(2,4)	23,2	12,6	4,6	18,5	19,7	12,3	13,1	17,8
Revenus autres que d'intérêts en pourcentage du total des revenus	44,3	47,6	49,9	44,3	42,9	41,6	40,4	37,1	36,0	34,0
Éléments exceptionnels b)c)	–	155	226	(28)	–	–	–	–	–	–
Total des revenus autres que d'intérêts, abstraction faite des éléments exceptionnels	3 924	4 067	4 100	3 539	3 118	2 981	2 516	2 102	1 871	1 654
Taux de croissance annuel (%)	(3,5)	(0,8)	15,8	13,5	4,6	18,5	19,7	12,3	13,1	17,8
Total des revenus autres que d'intérêts en pourcentage du total des revenus	44,3	46,7	48,6	44,5	42,9	41,6	40,4	37,1	36,0	34,0

a) Pour les exercices 1993 et 1994, les commissions de prise ferme et de consultation sont incluses dans les commissions et frais sur titres.

b) Les éléments exceptionnels comprennent un gain de 321 millions de dollars à la vente de Bancamer et une dévaluation de 178 millions de dollars relative à des placements dans des titres adossés à des obligations au cours de l'exercice 2001, un gain de 112 millions de dollars à la vente de Partners First au cours de l'exercice 2000, ainsi qu'une dévaluation de 55 millions de dollars du portefeuille de titres de placement en difficulté en 1999.

c) Les éléments exceptionnels comprennent un gain de 12 millions de dollars provenant de la vente de succursales au cours de l'exercice 2001, un gain de 40 millions de dollars provenant de la vente de succursales et un gain de 74 millions de dollars à la vente des services fiduciaires aux grandes entreprises au cours de l'exercice 2000, ainsi qu'un gain de 27 millions de dollars à la vente du service international de gestion de titres en 1999.

n.d. – non disponible

TABLEAU 7 Frais autres que d'intérêts et ratio des frais aux revenus (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993
Frais autres que d'intérêts										
Rémunération du personnel										
Salaires	2 962	2 857	2 800	2 532	2 370	2 284	1 972	1 758	1 567	1 455
Charges sociales	441	355	265	288	204	251	238	241	228	209
Total de la rémunération du personnel	3 403	3 212	3 065	2 820	2 574	2 535	2 210	1 999	1 795	1 664
Bureaux et matériel										
Location d'immeubles	179	134	130	145	147	149	139	136	125	123
Bureaux, mobilier et agencements	286	289	272	275	256	234	215	206	188	177
Impôt foncier	52	52	47	52	51	40	40	41	39	40
Matériel informatique et autre	763	678	622	651	518	493	333	296	248	240
Total des frais de bureau et de matériel	1 280	1 153	1 071	1 123	972	916	727	679	600	580
Communications										
Autres frais	173	194	259	268	266	246	219	208	180	165
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	77	103	110	129	134	128	116	110	95	92
Honoraires	291	288	335	343	320	250	173	141	112	64
Déplacements et expansion des affaires	261	248	236	227	234	238	199	161	144	122
Divers a)	458	430	202	216	261	226	251	239	195	199
Total des autres frais	1 087	1 069	883	915	949	842	739	651	546	477
Amortissement des éléments d'actif incorporel										
Charge exceptionnelle	87	43	23	21	24	28	18	15	16	11
Charge liée aux initiatives d'amélioration des processus d'affaires	–	–	–	–	–	–	–	–	71	–
Frais de restructuration	–	–	(43)	141	–	–	–	–	–	–
Total des frais autres que d'intérêts	6 030	5 671	5 258	5 288	4 785	4 567	3 913	3 612	3 208	2 897
Taux de croissance annuel (%)	6,3	7,8	(0,6)	10,5	4,8	16,7	8,4	12,6	10,7	5,4
Éléments exceptionnels	62	–	(43)	141	–	75	23	60	71	–
Total des frais autres que d'intérêts, abstraction faite des éléments exceptionnels	5 968	5 671	5 301	5 147	4 785	4 492	3 890	3 552	3 137	2 897
Taux de croissance annuel (%)	5,2	7,0	3,0	7,6	6,5	15,5	9,5	13,2	8,3	6,1
Charges fiscales et impôts b)										
Charges fiscales autres que les impôts sur le revenu										
Retenues salariales	150	148	133	127	128	123	109	106	95	88
Impôt foncier	52	52	47	52	51	40	40	41	39	40
Impôt provincial sur le capital	69	93	100	121	120	104	89	84	71	71
Taxe d'affaires	8	10	10	8	14	24	27	26	24	21
Taxe sur les produits et services et taxe de vente	142	126	125	118	125	114	101	88	70	64
Total des charges fiscales autres que les impôts sur le revenu	421	429	415	426	438	405	366	345	299	284
Provision pour (recouvrement d') impôts sur le revenu présentés										
État des résultats										
Provision	424	501	989	736	810	845	758	662	560	487
Amortissement des écarts d'acquisition	–	(6)	(5)	(6)	(6)	(5)	(1)	–	–	–
État des bénéfices non répartis c)	77	(350)	(153)	158	(237)	(92)	10	9	(23)	(46)
Total des impôts sur le revenu c)	501	145	831	888	567	748	767	671	537	441
Total des charges fiscales et des impôts c)	922	574	1 246	1 314	1 005	1 153	1 133	1 016	836	725
Total des charges fiscales et des impôts en pourcentage du revenu net avant impôts et autres charges fiscales										
Taux d'imposition effectif (bic)	40,8	24,0	38,3	51,8	38,8	45,2	49,4	51,0	49,6	49,0
Taux d'imposition effectif (bic)	26,4	29,1	36,9	37,6	39,8	41,0	41,5	41,9	42,4	43,0
Indices de productivité										
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus (%)	68,1	64,0	60,7	66,7	65,8	63,7	62,8	63,7	61,7	59,6
Abstraction faite des éléments exceptionnels (%)	67,4	65,1	62,8	64,7	65,8	62,7	62,5	62,7	60,4	59,6

a) À compter de l'exercice 2001, les frais de traitement versés à Symcor sont inclus dans les frais divers.

b) Les charges fiscales sont incluses dans diverses catégories de frais autres que d'intérêts.

c) Les chiffres de 2001 ont été retraités pour redresser la somme présentée précédemment comme recouvrement d'impôts sur le revenu dans l'état des bénéfices non répartis.

TABLEAU 8 Actif, passif et taux d'intérêt moyens (bic) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2002			2001			2000		
pour l'exercice terminé le 31 octobre	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts
Éléments d'actif									
En dollars canadiens									
Dépôts à d'autres banques	2 377	2,81	68	2 165	4,74	104	2 272	5,50	125
Valeurs mobilières	23 441	3,49	817	20 308	5,41	1 098	19 972	5,98	1 194
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	39 710	5,60	2 222	35 512	6,50	2 307	35 247	6,48	2 283
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	2 272	6,69	151	2 167	7,18	155	2 142	7,22	155
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	14 582	5,91	861	14 159	8,01	1 134	14 061	8,42	1 184
Prêts sur cartes de crédit	1 635	10,42	170	1 443	10,03	145	1 251	9,98	125
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques a)	27 509	4,52	1 244	27 908	6,58	1 836	26 270	6,92	1 817
Total des prêts	85 708	5,42	4 648	81 189	6,87	5 577	78 971	7,05	5 564
Éléments d'actif divers ne portant pas intérêt	15 789			9 595			14 477		
Total en dollars canadiens	127 315	4,35	5 533	113 257	5,99	6 779	115 692	5,95	6 883
En dollars américains et autres devises									
Dépôts à d'autres banques	13 244	3,29	436	15 583	5,07	790	17 792	5,17	920
Valeurs mobilières	19 902	4,54	903	23 826	6,13	1 460	26 722	6,71	1 793
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	5 307	6,12	325	4 709	6,70	316	3 726	6,71	251
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	1 977	6,82	135	1 675	8,00	134	1 391	8,11	113
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	5 507	6,19	341	4 231	8,13	344	3 352	8,45	283
Prêts sur cartes de crédit	55	3,49	2	35	4,75	2	28	4,65	1
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques a)	41 153	3,81	1 565	47 093	7,04	3 317	47 871	8,76	4 193
Total des prêts	53 999	4,39	2 368	57 743	7,12	4 113	56 368	8,59	4 841
Éléments d'actif divers ne portant pas intérêt	33 530			32 839			18 370		
Total en dollars américains et autres devises	120 675	3,07	3 707	129 991	4,89	6 363	119 252	6,33	7 554
Total – toutes devises									
Total de l'actif et du revenu d'intérêts	247 990	3,73	9 240	243 248	5,40	13 142	234 944	6,15	14 437
Éléments de passif									
En dollars canadiens									
Dépôts									
Banques	1 455	1,18	17	1 809	3,88	72	2 364	4,09	96
Entreprises et administrations publiques	34 955	0,77	268	31 483	3,84	1 210	31 432	4,02	1 264
Particuliers	50 180	2,62	1 317	46 439	3,49	1 620	45 697	3,62	1 652
Total des dépôts	86 590	1,85	1 602	79 731	3,64	2 902	79 493	3,79	3 012
Dette subordonnée et éléments de passif divers portant intérêt	15 665	4,10	643	14 242	5,14	733	12 470	5,95	743
Éléments de passif divers ne portant pas intérêt	14 038			8 050			12 682		
Total en dollars canadiens	116 293	1,93	2 245	102 023	3,56	3 635	104 645	3,59	3 755
En dollars américains et autres devises									
Dépôts									
Banques	15 583	2,17	338	21 448	4,90	1 051	26 679	5,66	1 511
Entreprises et administrations publiques	33 752	2,20	742	35 663	4,27	1 522	36 863	5,96	2 197
Particuliers	20 464	2,20	451	18 442	3,84	708	16 409	4,30	706
Total des dépôts	69 799	2,19	1 531	75 553	4,34	3 281	79 951	5,52	4 414
Dette subordonnée et éléments de passif divers portant intérêt	21 782	2,43	529	25 843	6,13	1 585	26 360	7,32	1 930
Éléments de passif divers ne portant pas intérêt	28 686			28 285			12 574		
Total en dollars américains et autres devises	120 267	1,71	2 060	129 681	3,75	4 866	118 885	5,34	6 344
Total – toutes devises									
Total du passif et des frais d'intérêts	236 560	1,82	4 305	231 704	3,67	8 501	223 530	4,52	10 099
Avoir des actionnaires	11 430			11 544			11 414		
Total du passif, des frais d'intérêts et de l'avoir des actionnaires	247 990	1,74	4 305	243 248	3,49	8 501	234 944	4,30	10 099
Marge nette d'intérêts et revenu net d'intérêts		1,99	4 935		1,91	4 641		1,85	4 338

a) Inclut les titres pris en pension.

TABLEAU 9 Répercussions sur le revenu net d'intérêts des modifications survenues dans les soldes et les taux (bic) (en millions de dollars)

	2002/2001			2001/2000		
	Augmentation (diminution) en raison de la modification du		Total	Augmentation (diminution) en raison de la modification du		Total
	solde moyen	taux moyen		solde moyen	taux moyen	
pour l'exercice terminé le 31 octobre						
Éléments d'actif						
En dollars canadiens						
Dépôts à d'autres banques	11	(47)	(36)	(5)	(16)	(21)
Valeurs mobilières	169	(450)	(281)	19	(115)	(96)
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	273	(358)	(85)	18	6	24
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	7	(11)	(4)	1	(1)	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	34	(307)	(273)	8	(58)	(50)
Prêts sur cartes de crédit	19	6	25	19	1	20
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	(27)	(565)	(592)	114	(95)	19
Total des prêts	306	(1 235)	(929)	160	(147)	13
Éléments d'actif divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation du revenu d'intérêts en dollars canadiens	486	(1 732)	(1 246)	174	(278)	(104)
En dollars américains et autres devises						
Dépôts à d'autres banques	(118)	(236)	(354)	(114)	(16)	(130)
Valeurs mobilières	(241)	(316)	(557)	(195)	(138)	(333)
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	40	(31)	9	66	(1)	65
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	24	(23)	1	23	(2)	21
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	104	(107)	(3)	75	(14)	61
Prêts sur cartes de crédit	1	(1)	–	1	–	1
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	(419)	(1 333)	(1 752)	(68)	(808)	(876)
Total des prêts	(250)	(1 495)	(1 745)	97	(825)	(728)
Éléments d'actif divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation du revenu d'intérêts en dollars américains et autres devises	(609)	(2 047)	(2 656)	(212)	(979)	(1 191)
Total – toutes devises						
Variation du total du revenu d'intérêts	(123)	(3 779)	(3 902)	(38)	(1 257)	(1 295)
Éléments de passif						
En dollars canadiens						
Dépôts						
Banques	(16)	(39)	(55)	(20)	(4)	(24)
Entreprises et administrations publiques	133	(1 075)	(942)	2	(56)	(54)
Particuliers	130	(433)	(303)	28	(60)	(32)
Total des dépôts	247	(1 547)	(1 300)	10	(120)	(110)
Dette subordonnée et éléments de passif divers portant intérêt	73	(163)	(90)	105	(115)	(10)
Éléments de passif divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation des frais d'intérêts en dollars canadiens	320	(1 710)	(1 390)	115	(235)	(120)
En dollars américains et autres devises						
Dépôts						
Banques	(287)	(426)	(713)	(296)	(164)	(460)
Entreprises et administrations publiques	(82)	(698)	(780)	(72)	(603)	(675)
Particuliers	77	(334)	(257)	88	(86)	2
Total des dépôts	(292)	(1 458)	(1 750)	(280)	(853)	(1 133)
Dette subordonnée et éléments de passif divers portant intérêt	(249)	(807)	(1 056)	(37)	(308)	(345)
Éléments de passif divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation des frais d'intérêts en dollars américains et autres devises	(541)	(2 265)	(2 806)	(317)	(1 161)	(1 478)
Total – toutes devises						
Variation du total des frais d'intérêts	(221)	(3 975)	(4 196)	(202)	(1 396)	(1 598)
Variation du total du revenu net d'intérêts	98	196	294	164	139	303

TABLEAU 10 Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle (en millions de dollars)

au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2002	2001	2000	1999	1998	2002	2001	2000	1999	1998	2002	2001	2000	1999	1998
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation a)	38 865	33 741	32 342	31 858	29 823	5 469	5 000	4 211	3 512	3 502	–	–	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	2 275	1 521	1 382	1 144	783	5	6	25	16	14	–	–	–	–	–
Autres prêts aux particuliers	14 950	14 258	14 395	13 900	12 988	6 214	4 841	3 638	3 004	3 098	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	56 090	49 520	48 119	46 902	43 594	11 688	9 847	7 874	6 532	6 614	–	–	–	–	–
Entreprises et institutions															
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises	34 537	35 847	35 886	25 083	27 097	30 415	33 881	31 818	38 507	28 683	2 054	1 559	3 300	3 434	4 127
Titres pris en pension	8 138	8 397	6 693	8 523	6 350	7 173	6 557	9 615	11 202	13 715	353	–	–	5 365	7 455
Total des prêts aux entreprises et aux institutions	42 675	44 244	42 579	33 606	33 447	37 588	40 438	41 433	49 709	42 398	2 407	1 559	3 300	8 799	11 582
Pays en développement (PED)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	328	337	222	205	288
Solde des prêts et acceptations, déduction faite des réserves spécifiques pour créances irrécouvrables															
Réserve générale	98 765	93 764	90 698	80 508	77 041	49 276	50 285	49 307	56 241	49 012	2 735	1 896	3 522	9 004	11 870
	(800)	(855)	(930)	(820)	(735)	(380)	(325)	(150)	(150)	(150)	–	–	–	–	–
Solde net des prêts et acceptations	97 965	92 909	89 768	79 688	76 306	48 896	49 960	49 157	56 091	48 862	2 735	1 896	3 522	9 004	11 870

TABLEAU 11 Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2002	2001	2000	1999	1998	2002	2001	2000	1999	1998	2002	2001	2000	1999	1998
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	119	126	138	129	105	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	39	54	48	48	34	10	2	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	158	180	186	177	139	10	2	–	–	–	–	–	–	–	–
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises b)															
Pays en développement	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Solde des prêts et acceptations douteux, déduction faite des réserves spécifiques pour créances irrécouvrables	631	534	521	521	375	868	694	432	135	108	69	17	31	58	60
Réserve générale	(800)	(855)	(930)	(820)	(735)	(380)	(325)	(150)	(150)	(150)	–	–	–	–	–
Solde net des prêts et acceptations douteux (SNPD)	(169)	(321)	(409)	(299)	(360)	488	369	282	(15)	(42)	69	17	31	58	60
Ratios liés à la situation															
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables															
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations c)	(0,17)	(0,35)	(0,46)	(0,38)	(0,47)	1,00	0,74	0,57	(0,03)	(0,09)	2,52	0,90	0,88	0,64	0,51
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations c)															
Particuliers	0,28	0,36	0,39	0,38	0,32	0,09	0,02	–	–	–	–	–	–	–	–
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises	1,37	0,99	0,93	1,37	0,87	2,82	2,04	1,36	0,35	0,38	3,36	1,09	0,94	1,69	1,45

a) Exclut les prêts hypothécaires à l'habitation classés dans la catégorie des prêts commerciaux aux entreprises (3,2 milliards de dollars en 2002, 3,2 milliards de dollars en 2001, 2,9 milliards de dollars en 2000, 2,8 milliards de dollars en 1999, 2,5 milliards de dollars en 1998).

b) Il n'y a aucun prêt douteux ni aucune réserve à l'égard des titres pris en pension.

c) Le solde net des prêts et acceptations et le solde net des prêts douteux sont présentés après déduction des réserves spécifiques et de la réserve générale, sauf dans le cas des prêts aux particuliers et du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises qui sont présentés après déduction des réserves spécifiques seulement.

d) Les chiffres des années précédentes ont été reclassés pour tenir compte de la présentation adoptée pour le présent exercice.

e) Exclut les réserves à l'égard des engagements des PED en excédent du solde des prêts douteux (79 millions de dollars en 1999 et 98 millions de dollars en 1998).

f) Inclut la réserve de la filiale américaine qui excédait le solde des prêts douteux.

g) Prêts et acceptations revenant à un état productif, ventes et remboursements.

h) Les radiations d'engagements de PED désignés comprennent des pertes de 45 millions de dollars à la vente d'éléments d'actif productifs qui ont été imputées directement à la réserve en 2000.

i) Exclut la RCI à l'égard des instruments hors bilan ainsi que les réserves à l'égard des engagements des PED excédant les montants des prêts douteux (79 millions de dollars en 1999 et 98 millions de dollars en 1998).

n.d. – non disponible

	Total				
	2002	2001	2000	1999	1998
	44 334	38 741	36 553	35 370	33 325
	2 280	1 527	1 407	1 160	797
	21 164	19 099	18 033	16 904	16 086
	67 778	59 367	55 993	53 434	50 208
	67 006	71 287	71 004	67 024	59 907
	15 664	14 954	16 308	25 090	27 520
	82 670	86 241	87 312	92 114	87 427
	328	337	222	205	288
	150 776	145 945	143 527	145 753	137 923
	(1 180)	(1 180)	(1 080)	(970)	(885)
	149 596	144 765	142 447	144 783	137 038

	Total				
	2002	2001	2000	1999	1998
	119	126	138	129	105
	49	56	48	48	34
	168	182	186	177	139
	1 400	1 063	798	537	404
	–	–	–	–	–
	1 568	1 245	984	714	543
	(1 180)	(1 180)	(1 080)	(970)	(885)
	388	65	(96)	(256)	(342)
	15,16	14,17	10,51	8,53	6,66
	0,26	0,05	(0,07)	(0,18)	(0,25)
	0,25	0,31	0,33	0,33	0,28
	2,09	1,49	1,12	0,80	0,67

TABEAU 12 Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle (en millions de dollars)

au 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998
Solde net des prêts et acceptations par province					
Atlantique	5 787	4 644	4 460	4 137	4 250
Québec	14 376	13 685	14 602	12 304	11 714
Ontario	51 115	49 554	43 794	37 317	34 421
Prairies	12 779	13 365	14 722	13 941	13 741
Colombie-Britannique et Territoires	14 708	12 516	13 120	12 809	12 915
Total net des prêts et acceptations au Canada	98 765	93 764	90 698	80 508	77 041
Solde net des prêts du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises par secteur d'activité d)					
Prêts hypothécaires aux entreprises	7 591	7 352	6 616	6 254	5 626
Secteur immobilier commercial	3 592	3 816	3 100	3 632	3 601
Construction (non immobilière)	722	931	1 156	1 782	1 056
Commerce de détail	3 039	3 181	3 092	3 217	2 556
Commerce de gros	2 884	2 912	2 976	3 984	3 912
Agriculture	2 693	2 659	2 475	2 772	2 471
Communications	2 724	3 261	3 079	1 994	2 200
Secteur manufacturier	8 461	10 994	11 290	10 922	10 301
Mines	495	628	794	873	1 068
Industries pétrolière et gazière	3 611	4 023	4 566	5 090	5 149
Transport	1 303	1 523	1 717	1 121	1 172
Services publics	1 418	1 590	1 624	1 279	1 319
Produits forestiers	981	1 177	1 378	1 391	1 223
Services	6 680	6 658	6 871	6 944	6 600
Institutions financières	16 836	15 992	14 730	13 598	9 468
Autres	3 976	4 590	5 540	2 171	2 185
Total net du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises	67 006	71 287	71 004	67 024	59 907

TABEAU 13 Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle (en millions de dollars)

au 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998
Solde net des prêts douteux du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises d)					
Prêts hypothécaires aux entreprises	25	39	38	19	15
Secteur immobilier commercial	16	18	26	54	122
Construction (non immobilière)	3	47	6	3	4
Commerce de détail	51	120	48	21	17
Commerce de gros	77	47	12	7	9
Agriculture	24	10	18	18	15
Communications	429	78	19	25	23
Secteur manufacturier	273	126	81	48	41
Mines	9	6	–	1	1
Industries pétrolière et gazière	71	77	102	145	37
Transport	130	167	153	61	49
Services publics	162	154	1	–	–
Produits forestiers	23	48	55	5	20
Services	63	102	115	127	47
Institutions financières	14	25	113	23	8
Autres e)f)	30	(1)	11	(20)	(4)
Total net des prêts douteux du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises b)	1 400	1 063	798	537	404

TABEAU 14 Modifications du solde des prêts douteux et des réserves (en millions de dollars)

au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2002	2001	2000	1999	1998
Solde brut des prêts et acceptations douteux au début de l'exercice					
	2 014	1 501	1 092	824	787
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	1 945	2 041	1 106	1 084	621
Réduction des prêts et acceptations douteux g)	(738)	(830)	(446)	(623)	(389)
Augmentation nette	1 207	1 211	660	461	232
Radiations	(884)	(698)	(251)	(193)	(195)
Solde brut des prêts et acceptations douteux à la fin de l'exercice					
	2 337	2 014	1 501	1 092	824
Réserve pour créances irrécouvrables (RCI)					
au début de l'exercice	1 949	1 597	1 348	1 166	1 145
Augmentation des réserves spécifiques	884	950	390	290	106
Augmentation de la réserve générale	–	100	110	85	110
Radiations h)	(884)	(698)	(251)	(193)	(195)
Réserve pour créances irrécouvrables i), à la fin de l'exercice	1 949	1 949	1 597	1 348	1 166

TABEAU 15 Modifications de la réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2002	2001	2000	1999	1998	2002	2001	2000	1999	1998	2002	2001	2000	1999	1998
Réserve pour créances irrécouvrables, au début de l'exercice	1 266	1 170	963	868	895	646	382	335	268	246	37	45	129	136	98
Provision pour créances irrécouvrables	561	402	271	210	77	255	570	120	98	38	4	8	(33)	12	15
Virements de réserves	(231)	26	68	–	(17)	225	(15)	(59)	–	–	6	(11)	(9)	–	17
Recouvrements	28	25	30	22	29	39	15	14	25	35	1	–	–	–	–
Radiations a)	(419)	(361)	(164)	(131)	(116)	(465)	(331)	(42)	(47)	(76)	–	(6)	(45)	(15)	(3)
Divers, y compris les écarts de change	(5)	4	2	(6)	–	–	25	14	(9)	25	1	1	3	(4)	9
Réserve pour créances irrécouvrables, à la fin de l'exercice	1 200	1 266	1 170	963	868	700	646	382	335	268	49	37	45	129	136
Répartition des radiations par marché															
Particuliers	(153)	(144)	(129)	(92)	(60)	(23)	(13)	(10)	(12)	(33)	–	–	–	–	–
Entreprises et institutions	(266)	(217)	(35)	(39)	(56)	(442)	(318)	(32)	(35)	(43)	–	(6)	–	–	–
Pays en développement	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(45)	(15)	(3)
Répartition des recouvrements par marché															
Particuliers	22	19	18	17	16	8	6	5	5	7	–	–	–	–	–
Entreprises et institutions	6	6	12	5	13	31	9	9	20	28	1	–	–	–	–
Solde net des prêts radiés en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

TABEAU 16 Ventilation de la réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2002	2001	2000	1999	1998	2002	2001	2000	1999	1998	2002	2001	2000	1999	1998
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	5	6	6	4	4	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	4	6	3	5	4	–	2	2	3	5	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	9	12	9	9	8	–	2	2	3	5	–	–	–	–	–
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises b)	391	399	231	134	125	320	319	230	182	113	31	37	45	44	24
Pays en développement	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	18	–	–	85	104
Instruments hors bilan	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	8
Total des réserves spécifiques	400	411	240	143	133	320	321	232	185	118	49	37	45	129	136
Réserve générale	800	855	930	820	735	380	325	150	150	150	–	–	–	–	–
Réserve pour créances irrécouvrables	1 200	1 266	1 170	963	868	700	646	382	335	268	49	37	45	129	136
Ratios de couverture															
RCI en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations douteux															
Total	116,4	134,0	153,7	145,0	170,9	58,9	63,6	57,5	104,7	118,6	41,5	68,5	59,2	131,6	142,2
Particuliers	5,4	6,2	4,6	4,8	5,4	–	50,0	100,0	100,0	100,0	–	–	–	–	–
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises	45,3	53,0	40,8	28,0	34,6	27,2	31,6	34,8	57,4	51,1	31,0	68,5	59,2	47,8	28,6
Pays en développement c)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	100,0	s.o.	s.o.	100,0	100,0

a) Les radiations d'engagements de PED désignés comprennent des pertes de 45 millions de dollars à la vente d'éléments d'actif productifs qui ont été imputées directement à la réserve en 2000.

b) Il n'y a aucun prêt douteux ni aucune réserve à l'égard des titres pris en pension.

c) Exclut les réserves à l'égard des engagements des PED en excédent du solde des prêts douteux (79 millions de dollars en 1999 et 98 millions de dollars en 1998).

d) Les chiffres des années précédentes ont été reclassés pour tenir compte de la présentation adoptée pour le présent exercice.

e) Aucune provision pour créances irrécouvrables n'a été établie à l'égard des titres pris en pension.

n.d. – non disponible

s.o. – sans objet

	Total				
	2002	2001	2000	1999	1998
	1 949	1 597	1 427	1 272	1 239
	820	980	358	320	130
	68	40	44	47	64
	(884)	(698)	(251)	(193)	(195)
	(4)	30	19	(19)	34
	1 949	1 949	1 597	1 427	1 272
	(176)	(157)	(139)	(104)	(93)
	(708)	(541)	(67)	(74)	(99)
	–	–	(45)	(15)	(3)
	30	25	23	22	23
	38	15	21	25	41
	0,6	0,4	0,1	0,1	0,1

	Total				
	2002	2001	2000	1999	1998
	5	6	6	4	4
	4	8	5	8	9
	9	14	11	12	13
	742	755	506	360	262
	18	–	–	85	104
	–	–	–	–	8
	769	769	517	457	387
	1 180	1 180	1 080	970	885
	1 949	1 949	1 597	1 427	1 272
	83,4	96,8	106,4	130,6	153,3
	5,1	7,1	5,6	6,3	8,6
	34,6	41,5	38,8	40,1	39,3
	100,0	s.o.	s.o.	100,0	100,0

TABLEAU 17 Provision pour créances irrécouvrables – Information sectorielle

(en millions de dollars)

	pour l'exercice terminé le 31 octobre				
	2002	2001	2000	1999	1998
Particuliers					
Prêts hypothécaires à l'habitation	7	6	5	7	7
Prêts sur cartes de crédit	58	48	35	26	26
Autres prêts aux particuliers	79	74	73	48	30
Total des prêts aux particuliers	144	128	113	81	63
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises d)					
Prêts hypothécaires aux entreprises	6	10	(1)	–	–
Secteur immobilier commercial	(2)	(1)	1	(6)	(66)
Construction (non immobilière)	(23)	28	(2)	3	3
Commerce de détail	29	74	20	6	(5)
Commerce de gros	19	114	3	10	1
Agriculture	2	(1)	(10)	2	(5)
Communications	399	129	–	5	13
Secteur manufacturier	94	280	81	14	4
Mines	–	5	–	–	(3)
Industries pétrolière et gazière	2	(22)	6	43	(2)
Transport	17	38	68	8	17
Services publics	69	17	(1)	–	3
Produits forestiers	4	–	3	2	5
Services	19	18	14	46	(19)
Institutions financières	5	64	(6)	7	12
Autres	(2)	(1)	1	14	(1)
Total des prêts aux entreprises et aux institutions e)	638	752	177	154	(43)
Provision générale imputée au revenu net – montant net	–	100	110	85	110
Pays en développement	38	–	(42)	–	–
Provision totale pour créances irrécouvrables	820	980	358	320	130

TABLEAU 18 Réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle

(en millions de dollars)

	au 31 octobre				
	2002	2001	2000	1999	1998
Réserves spécifiques à l'égard du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises par secteur d'activité d)					
Prêts hypothécaires aux entreprises	–	6	–	4	5
Secteur immobilier commercial	9	12	30	28	35
Construction (non immobilière)	5	31	5	4	4
Commerce de détail	18	59	23	7	8
Commerce de gros	109	80	12	8	13
Agriculture	14	3	10	6	4
Communications	116	60	30	13	8
Secteur manufacturier	175	300	96	37	62
Mines	–	–	–	–	2
Industries pétrolière et gazière	20	18	51	44	1
Transport	64	77	77	23	17
Services publics	87	19	2	3	3
Produits forestiers	6	10	19	7	6
Services	44	48	85	56	31
Institutions financières	11	26	35	35	27
Autres	64	6	31	85	36
Total des réserves spécifiques pour créances irrécouvrables du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises b)	742	755	506	360	262

TABLEAU 19 Écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	De 0 à 3 mois	De 4 à 6 mois	De 7 à 12 mois	Total en dedans d'un an	Taux d'intérêt réel (%)	De 1 an à 5 ans	Taux d'intérêt réel (%)	Plus de 5 ans	Taux d'intérêt réel (%)	Sans incidence	Taux d'intérêt réel (%)	Total
En dollars canadiens												
Actif												
Encaisse	3 583	–	–	3 583	2,31	347	–	–	–	(727)	s.o.	3 203
Valeurs mobilières	22 175	38	55	22 268	4,79	969	8,47	144	7,96	90	s.o.	23 471
Prêts	52 866	4 034	6 102	63 002	4,79	22 356	6,28	3 598	6,41	–	s.o.	88 956
Éléments d'actif divers	10 799	86	171	11 056	s.o.	1 368	s.o.	–	s.o.	6 383	s.o.	18 807
Total de l'actif	89 423	4 158	6 328	99 909		25 040		3 742		5 746		134 437
Passif et avoir des actionnaires												
Dépôts	43 057	6 153	8 609	57 819	2,81	32 539	1,86	585	6,85	–	s.o.	90 943
Dettes subordonnées	–	–	250	250	8,85	1 525	7,21	540	8,55	–	s.o.	2 315
Éléments de passif divers	22 453	21	43	22 517	s.o.	339	s.o.	1 150	s.o.	5 746	s.o.	29 752
Avoir des actionnaires	–	–	–	–	s.o.	600	s.o.	450	s.o.	10 377	s.o.	11 427
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	65 510	6 174	8 902	80 586		35 003		2 725		16 123		134 437
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan	23 913	(2 016)	(2 574)	19 323		(9 963)		1 017		(10 377)		–
Écart de sensibilité des éléments hors bilan	(23 472)	2 087	3 622	(17 763)		17 362		401		–		–
Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt												
2002	441	71	1 048	1 560		7 399		1 418		(10 377)		–
2001	3 829	(392)	637	4 074		3 620		1 938		(9 632)		–
2000	2 404	1 355	565	4 324		4 801		1 110		(10 235)		–
1999	(117)	1 103	(5 078)	(4 092)		11 042		2 485		(9 435)		–
1998	2 076	1 437	(7 771)	(4 258)		11 599		1 479		(8 820)		–
En dollars américains et autres devises												
Actif												
Encaisse	8 927	2 928	2 724	14 579	1,82	1 087	–	389	–	47	s.o.	16 102
Valeurs mobilières	5 164	1 388	1 782	8 334	2,73	9 029	3,55	2 710	3,55	171	s.o.	20 244
Prêts	40 646	1 927	1 908	44 481	2,85	8 224	6,17	1 003	6,68	31	s.o.	53 739
Éléments d'actif divers	1 165	(200)	–	965	s.o.	3 789	s.o.	178	s.o.	23 410	s.o.	28 342
Total de l'actif	55 902	6 043	6 414	68 359		22 129		4 280		23 659		118 427
Passif et avoir des actionnaires												
Dépôts	44 846	3 921	7 499	56 266	1,95	9 123	1,34	4 559	0,20	947	s.o.	70 895
Dettes subordonnées	544	–	–	544	2,12	935	6,95	–	s.o.	–	s.o.	1 479
Éléments de passif divers	21 655	249	20	21 924	s.o.	677	s.o.	389	s.o.	22 596	s.o.	45 586
Avoir des actionnaires	–	–	–	–	s.o.	–	s.o.	467	s.o.	–	s.o.	467
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	67 045	4 170	7 519	78 734		10 735		5 415		23 543		118 427
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan	(11 143)	1 873	(1 105)	(10 375)		11 394		(1 135)		116		–
Écart de sensibilité des éléments hors bilan	3 107	569	(137)	3 539		(2 858)		(681)		–		–
Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt												
2002	(8 036)	2 442	(1 242)	(6 836)		8 536		(1 816)		116		–
2001	(12 985)	1 583	3 540	(7 862)		8 133		(131)		(140)		–
2000	(10 841)	5 162	838	(4 841)		3 834		575		432		–
1999	(7 039)	(7 764)	2 969	(11 834)		11 478		(57)		413		–
1998	(12 524)	731	3 258	(8 535)		7 680		520		335		–

Écart

La détermination de l'écart de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt en fonction de la date de renégociation ou, si elle est plus rapprochée, de l'échéance des éléments d'actif et de passif et des produits dérivés utilisés pour gérer le risque lié aux taux d'intérêt, repose nécessairement sur de nombreuses hypothèses.

L'écart indiqué est celui qui existe le 31 octobre de chaque année. Il représente la situation à la fermeture des bureaux et peut changer de façon importante dans les périodes subséquentes selon les préférences des clients et l'application de la politique de BMO en matière de gestion de l'actif et du passif.

Hypothèses pour 2002 :

Éléments d'actif

Les éléments d'actif à terme fixe, tels que les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts à la consommation, sont présentés en fonction des remboursements prévus et des remboursements anticipés estimatifs évalués d'après des données chronologiques.

Les éléments d'actif liés à la négociation entrent dans la catégorie des termes de 0 à 3 mois.

Les éléments d'actif à taux fixe sans échéance et les éléments d'actif non productifs d'intérêts sans échéance sont présentés selon le comportement chronologique des soldes de compte.

s.o. – sans objet

Dépôts et autres éléments de passif

Les dépôts productifs d'intérêts sans échéance, dont le taux d'intérêt a une corrélation chronologique avec un taux spécifique comme le taux préférentiel et est supérieur aux taux plancher convenus, sont présentés comme étant sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt dans la catégorie des termes de 0 à 3 mois. Ces dépôts peuvent être sensibles aux baisses de taux d'intérêt, sans toutefois que leur taux puisse descendre sous le taux plancher convenu. Lorsqu'ils ne manifestent plus de corrélation avec les mouvements de taux d'intérêt du marché, ils sont présentés par période d'après le comportement prévu des soldes.

Les dépôts à terme et les certificats de placement sont présentés en fonction de l'échéance prévue et de la date de rachat estimative d'après des données chronologiques.

Les éléments de passif à taux fixe sans échéance et les éléments de passif non productifs d'intérêts sans échéance sont présentés selon le comportement chronologique des soldes de compte.

Capital

L'avoir des actionnaires ordinaires est présenté comme élément non sensible aux fluctuations des taux d'intérêt.

Rendement

Le rendement est établi d'après le taux d'intérêt convenu à l'égard des éléments d'actif ou de passif en vigueur le 31 octobre 2002.

TABLEAU 20 Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	2002				2001
	Solde	Équivalent du risque de crédit	Taux de pondération du risque (%)	Solde pondéré	Solde pondéré
Éléments inscrits au bilan					
Encaisse	19 305	3 689	0-20	3 689	3 184
Valeurs mobilières	43 715	17 178	0-100	6 771	7 705
Prêts hypothécaires	51 912	15 300	0-100	15 300	14 838
Autres prêts et acceptations	97 684	71 268	0-100	71 268	72 798
Éléments d'actif divers	40 248	7 534	0-100	7 534	8 272
Total des éléments inscrits au bilan	252 864	114 969		104 562	106 797
Éléments hors bilan					
Cautionnements bancaires et garanties contractuelles	11 902	10 292	0-100	8 251	6 841
Prêts de titres	580	67	0-100	38	319
Crédits documentaires	642	128	0-100	84	63
Crédits fermes					
Terme initial d'un an ou moins	72 723	—	—	—	—
Terme initial supérieur à un an	21 765	10 883	0-100	9 787	10 155
Instrument financiers dérivés	1 919 431	19 901	0-50	5 994	5 708
Total des éléments hors bilan	2 027 043	41 271		24 154	23 086
Total de l'actif pondéré en fonction des risques – risque de crédit				128 716	129 883
Total de l'actif pondéré en fonction des risques – risque de marché				2 362	5 885
Total de l'actif pondéré en fonction des risques				131 078	135 768
Total de l'actif pondéré en fonction des risques selon les normes américaines				132 730	139 060

TABLEAU 21 Suffisance du capital (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993
Capital de première catégorie										
Avoir des actionnaires ordinaires	10 377	9 632	10 260	9 313	8 650	7 629	6 729	6 174	5 678	4 834
Actions privilégiées non cumulatives	1 517	1 050	1 681	1 668	1 958	1 274	857	858	860	852
Instrument novateurs inclus dans le capital de première catégorie	1 150	1 150	350	—	—	—	—	—	—	—
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	32	32	20	27	40	80	101	121	144	66
Écarts d'acquisition et éléments d'actif incorporel excédentaires a)	(1 547)	(798)	(447)	(430)	(494)	(521)	(557)	(411)	(450)	(159)
Capital de première catégorie	11 529	11 066	11 864	10 578	10 154	8 462	7 130	6 742	6 232	5 593
Capital de deuxième catégorie										
Actions privilégiées de filiales b)	377	397	—	—	—	—	—	—	—	—
Dettes subordonnées	3 171	4 133	4 550	4 522	4 670	3 582	3 179	2 268	1 999	2 248
Réserve générale pour créances irrécouvrables c)	1 147	1 180	1 007	970	873	775	—	—	—	—
Capital de deuxième catégorie	4 695	5 710	5 557	5 492	5 543	4 357	3 179	2 268	1 999	2 248
Moins : Protection de premier niveau	192	325	511	315	323	113	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Investissement dans des filiales non consolidées/investissements importants	—	—	821	1 010	858	697	625	—	—	—
Capital total	16 032	16 451	16 089	14 745	14 516	12 009	9 684	9 010	8 231	7 841
Actif pondéré en fonction des risques	131 078	135 768	134 360	136 964	139 782	124 348	106 267	96 075	86 589	76 074
Ratios du capital pondéré en fonction des risques (%)										
Première catégorie	8,80	8,15	8,83	7,72	7,26	6,80	6,71	7,02	7,20	7,35
Total	12,23	12,12	11,97	10,77	10,38	9,66	9,11	9,38	9,51	10,31
Première catégorie, selon les normes américaines	8,32	7,87	8,47	7,42	6,95	6,35	6,26	6,82	6,91	7,13
Total, selon les normes américaines	11,60	11,69	12,50	11,34	10,86	9,92	9,81	9,97	10,07	11,14
Ratio de l'actif au capital	15,8	14,2	14,8	16,3	16,0	18,0	19,0	17,6	17,7	15,6
Ratio des capitaux propres à l'actif (%)	5,3	5,1	5,4	4,9	5,0	4,4	4,6	4,7	4,8	4,9

a) Outre les écarts d'acquisition, les éléments d'actif incorporel excédant le montant brut du capital de première catégorie sont retranchés du capital de première catégorie, conformément aux exigences du BSIF.

b) Réflète le classement des actions privilégiées existantes d'une filiale dans le capital de deuxième catégorie.

c) Incluant la réserve générale approuvée par le BSIF à compter de 1997. Le BSIF a approuvé l'inclusion du moindre des deux montants suivants : le solde de notre réserve générale pour créances irrécouvrables ou un pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques (0,875 % en 2002).

s.o. – sans objet

TABLERAU 22 Dépôts moyens (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2002		2001		2000	
	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)
Dépôts domiciliés au Canada						
Dépôts à vue productifs d'intérêts	6 646	1,12	6 589	2,80	5 909	3,76
Dépôts à vue non productifs d'intérêts	8 327	—	7 193	—	6 621	—
Payables sur avis	32 526	1,22	28 807	2,61	27 391	2,86
Payables à date fixe	51 670	2,54	49 253	4,93	51 217	5,09
Total des dépôts domiciliés au Canada	99 169	1,80	91 842	3,66	91 138	3,96
Dépôts domiciliés aux États-Unis et dans d'autres pays						
Dépôts à vue aux États-Unis	11 449	1,20	12 635	3,09	12 310	4,08
Autres dépôts aux États-Unis payables sur avis ou à date fixe	36 007	2,55	34 759	4,72	32 496	6,43
Dépôts domiciliés dans d'autres pays	9 764	2,83	16 048	4,86	23 500	5,09
Total des dépôts moyens	156 389	2,00	155 284	3,98	159 444	4,66

Au 31 octobre 2002, 2001 et 2000, les dépôts de déposants étrangers dans nos bureaux canadiens s'élevaient à 8 612 millions, 8 668 millions et 9 148 millions de dollars respectivement. Au 31 octobre 2002, 2001 et 2000, le total des dépôts payables sur avis comprenait 19 581 millions, 20 021 millions et 18 597 millions de dollars respectivement de comptes de chèques qui auraient été classés comme

dépôts à vue selon les normes de présentation des États-Unis. Au 31 octobre 2002, 2001 et 2000, le total des dépôts payables à date fixe comprenait 14 953 millions, 21 362 millions et 27 041 millions de dollars respectivement de fonds fédéraux achetés et d'effets de commerce émis. Ces montants auraient été classés comme emprunts à court terme selon les normes de présentation des États-Unis.

TABLERAU 23 Gains (pertes) non matérialisés sur titres de placement a) (en millions de dollars)

au 31 octobre	Valeur comptable	Juste valeur	Gains (pertes) non matérialisés				
			2002	2001	2000	1999	1998
Titres de créance d'État et autres valeurs mobilières							
Titres émis par les administrations publiques canadiennes	1 147	1 145	(2)	(13)	13	21	n.d.
Titres émis par les administrations publiques américaines	13 372	13 621	249	202	(84)	(92)	n.d.
Titres adossés à des créances immobilières	1 059	1 088	29	53	(139)	(175)	n.d.
Obligations d'entreprises	3 391	3 453	62	11	(117)	(103)	n.d.
Actions d'entreprises	2 216	2 197	(19)	2	101	9	n.d.
Titres émis par d'autres administrations publiques	83	85	2	3	—	10	n.d.
Total des titres de créance d'État et autres valeurs mobilières	21 268	21 589	321	258	(226)	(330)	315
Grupo Financiero Bancomer	—	—	—	—	277	(226)	(190)
Pays en développement	—	—	—	—	—	18	65
Participation en actions dans 724 Solutions Inc.	3	3	—	(14)	134	—	—
Total des titres de placement	21 271	21 592	321	244	185	(538)	190

a) Les gains (pertes) non matérialisés peuvent être compensés par des pertes (gains) connexes sur éléments de passif ou par des contrats de couverture.

n.d. – non disponible

TABLERAU 24 Obligations contractuelles (en millions de dollars)

au 31 octobre	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	4 ou 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance fixe	Total
Dette subordonnée	250	467	467	2 610	—	3 794
Contrats de location-exploitation	195	299	181	421	—	1 096
Dépôts a)	72 876	13 574	5 591	596	69 201	161 838
Titres d'une fiducie de capital b)	—	—	—	1 150	—	1 150
Total	73 321	14 340	6 239	4 777	69 201	167 878

a) Ce poste comprend les dépôts qui sont remboursables au gré des clients à certaines conditions.

b) Représente des instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie.

TABLEAU 25 Sommaire de l'état des résultats (en millions de dollars)

	31 octobre 2002	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 janvier 2002	31 octobre 2001	31 juillet 2001	30 avril 2001	31 janvier 2001	2002	2001	2000
Revenu net d'intérêts (bic)	1 230	1 217	1 200	1 288	1 201	1 231	1 092	1 117	4 935	4 641	4 338
Revenus autres que d'intérêts	1 059	926	1 022	917	750	1 003	1 393	1 076	3 924	4 222	4 326
Total des revenus (bic)	2 289	2 143	2 222	2 205	1 951	2 234	2 485	2 193	8 859	8 863	8 664
Provision pour créances irrécouvrables	160	160	320	180	546	117	217	100	820	980	358
Frais autres que d'intérêts	1 604	1 488	1 476	1 462	1 449	1 421	1 404	1 397	6 030	5 671	5 258
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et écarts d'acquisition	525	495	426	563	(44)	696	864	696	2 009	2 212	3 048
Provision pour impôts sur le revenu (bic)	110	135	110	175	(77)	227	233	260	530	643	1 123
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	17	14	15	16	14	11	10	7	62	42	19
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	—	—	—	—	15	14	14	13	—	56	49
Revenu net	398	346	301	372	4	444	607	416	1 417	1 471	1 857
Amortissement des écarts d'acquisition et des éléments d'actif incorporel, déduction faite des impôts sur le revenu	22	22	15	16	27	25	25	24	75	101	74
Revenu net avant amortissement	420	368	316	388	31	469	632	440	1 492	1 572	1 931
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	24	26	29	27	32	44	32	34	106	142	134
Revenu selon les états financiers	2 265	2 117	2 193	2 178	1 919	2 190	2 453	2 159	8 753	8 721	8 530

TABLEAU 26 Éléments exceptionnels (en millions de dollars)

	31 octobre 2002	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 janvier 2002	31 octobre 2001	31 juillet 2001	30 avril 2001	31 janvier 2001	2002	2001	2000
Revenus autres que d'intérêts											
Gain à la vente de Partners First	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	112
Gain à la vente des services fiduciaires aux grandes entreprises aux États-Unis	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	74
Gain à la vente de succursales	—	—	—	—	—	—	5	7	—	12	40
Gain à la vente de Bancomer	—	—	—	—	—	—	284	37	—	321	—
Dévaluation des investissements dans des titres adossés à des obligations	—	—	—	—	(178)	—	—	—	—	(178)	—
Total des revenus autres que d'intérêts	—	—	—	—	(178)	—	289	44	—	155	226
Provision pour créances irrécouvrables											
Contrepassation de la provision pour créances irrécouvrables à la vente de titres de PED	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(42)
Augmentation de la réserve générale	—	—	—	—	—	—	100	—	—	100	—
Total de la provision pour créances irrécouvrables	—	—	—	—	—	—	100	—	—	100	(42)
Frais autres que d'intérêts											
Contrepassation des frais de restructuration	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(43)
Coûts liés à des acquisitions	39	23	—	—	—	—	—	—	62	—	—
Total des frais autres que d'intérêts	39	23	—	—	—	—	—	—	62	—	(43)
Incidence avant impôts des éléments exceptionnels	(39)	(23)	—	—	(178)	—	189	44	(62)	55	311
Impôts sur le revenu connexes	(14)	(9)	—	—	(73)	—	4	6	(23)	(63)	126
Rajustement des actifs d'impôts futurs	—	—	—	—	—	—	—	25	—	25	—
Éléments exceptionnels après impôts	(25)	(14)	—	—	(105)	—	185	13	(39)	93	185

TABLEAU 27 Sommaire de l'état des résultats, abstraction faite des éléments exceptionnels (en millions de dollars)

	31 octobre 2002	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 janvier 2002	31 octobre 2001	31 juillet 2001	30 avril 2001	31 janvier 2001	2002	2001	2000
Revenu net d'intérêts (bic)	1 230	1 217	1 200	1 288	1 201	1 231	1 092	1 117	4 935	4 641	4 338
Revenus autres que d'intérêts	1 059	926	1 022	917	928	1 003	1 104	1 032	3 924	4 067	4 100
Total des revenus (bic)	2 289	2 143	2 222	2 205	2 129	2 234	2 196	2 149	8 859	8 708	8 438
Provision pour créances irrécouvrables	160	160	320	180	546	117	117	100	820	880	400
Frais autres que d'intérêts	1 565	1 465	1 476	1 462	1 449	1 421	1 404	1 397	5 968	5 671	5 301
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et écarts d'acquisition	564	518	426	563	134	696	675	652	2 071	2 157	2 737
Provision pour impôts sur le revenu (bic)	124	144	110	175	(4)	227	229	229	553	681	997
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	17	14	15	16	14	11	10	7	62	42	19
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite de l'impôt applicable	—	—	—	—	15	14	14	13	—	56	49
Revenu net	423	360	301	372	109	444	422	403	1 456	1 378	1 672
Amortissement des écarts d'acquisition et des éléments d'actif incorporel, déduction faite des impôts sur le revenu	22	22	15	16	27	25	25	24	75	101	74
Revenu net avant amortissement	445	382	316	388	136	469	447	427	1 531	1 479	1 746

TABLEAU 28 Mesures financières trimestrielles

	31 octobre 2002	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 janvier 2002	31 octobre 2001	31 juillet 2001	30 avril 2001	31 janvier 2001	2002	2001	2000
Données par action ordinaire (en dollars)											
Dividendes déclarés	0,30	0,30	0,30	0,30	0,28	0,28	0,28	0,28	1,20	1,12	1,00
Résultat avant écarts d'acquisition											
de base a)	0,77	0,66	0,57	0,73	0,03	0,87	1,16	0,77	2,73	2,83	3,40
dilué a)	0,75	0,65	0,57	0,71	0,04	0,85	1,13	0,75	2,68	2,77	3,34
Résultat											
de base	0,77	0,66	0,57	0,73	–	0,85	1,13	0,74	2,73	2,72	3,30
dilué	0,75	0,65	0,57	0,71	–	0,83	1,10	0,73	2,68	2,66	3,25
Abstraction faite des éléments exceptionnels	0,80	0,68	0,57	0,71	0,19	0,83	0,76	0,70	2,76	2,48	2,91
Résultat avant amortissement											
de base	0,81	0,71	0,60	0,76	0,06	0,89	1,18	0,79	2,88	2,92	3,45
dilué	0,79	0,70	0,59	0,75	0,06	0,88	1,15	0,77	2,83	2,86	3,39
Abstraction faite des éléments exceptionnels	0,85	0,72	0,59	0,75	0,25	0,88	0,80	0,75	2,91	2,68	3,05
Valeur comptable	21,07	20,74	20,29	20,11	19,69	20,44	19,93	19,53	21,07	19,69	19,63
Cours											
Haut	40,65	38,13	39,60	37,70	44,10	43,25	44,40	41,70	40,65	44,40	35,80
Bas	34,15	31,00	34,05	34,39	32,75	34,20	35,00	33,40	31,00	32,75	21,00
Clôture	38,10	35,26	37,68	36,00	33,86	40,85	35,20	40,89	38,10	33,86	35,25
Mesures financières (%) b)											
Rendement total moyen de l'avoïr des actionnaires											
annualisé sur cinq ans	7,9	7,4	11,6	12,5	14,3	23,9	20,4	23,8	7,9	14,3	22,9
Croissance du résultat dilué par action	+100,0	(21,7)	(48,2)	(2,7)	(+100,0)	20,3	26,4	(12,0)	0,8	(18,2)	38,9
Abstraction faite des éléments exceptionnels	+100,0	(18,1)	(25,0)	1,4	(75,0)	23,9	(2,6)	–	11,3	(14,8)	15,9
Croissance du résultat dilué par action,											
avant amortissement	+100,0	(20,5)	(48,7)	(2,6)	(93,3)	20,5	27,8	(10,5)	(1,0)	(15,6)	37,8
Abstraction faite des éléments exceptionnels	+100,0	(18,2)	(26,3)	–	(68,8)	23,9	–	1,4	8,6	(12,1)	15,5
Rendement de l'avoïr des actionnaires	14,6	12,9	11,6	14,5	(0,4)	16,8	23,7	15,3	13,4	13,8	18,0
Abstraction faite des éléments exceptionnels	15,5	13,5	11,6	14,5	3,8	16,8	16,2	14,8	13,8	12,9	16,1
Rendement de l'avoïr des actionnaires,											
avant amortissement	15,4	13,8	12,2	15,2	0,7	17,8	24,7	16,2	14,2	14,8	18,8
Abstraction faite des éléments exceptionnels	16,4	14,4	12,2	15,2	4,8	17,8	17,2	15,7	14,6	13,9	16,9
Croissance du profit économique net	+100,0	(54,6)	(88,2)	(21,4)	(+100,0)	48,9	55,6	(27,6)	(15,2)	(43,3)	90,0
Croissance du revenu net	+100,0	(22,0)	(50,4)	(10,5)	(99,1)	10,5	22,3	(12,3)	(3,7)	(20,8)	34,4
Abstraction faite des éléments exceptionnels	+100,0	(18,8)	(28,8)	(7,5)	(74,6)	13,5	(4,9)	(1,1)	5,7	(17,6)	13,1
Croissance des revenus	17,3	(4,1)	(10,5)	0,6	(9,7)	6,6	8,8	3,2	–	2,3	9,3
Abstraction faite des éléments exceptionnels	7,5	(4,1)	1,2	2,6	(1,2)	7,5	–	6,8	1,7	3,2	6,1
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus	70,1	69,4	66,4	66,3	74,2	63,6	56,5	63,7	68,1	64,0	60,7
Abstraction faite des éléments exceptionnels	68,3	68,4	66,4	66,3	68,1	63,6	63,9	65,0	67,4	65,1	62,8
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage											
du solde net moyen des prêts et acceptations	0,43	0,44	0,87	0,49	1,49	0,32	0,57	0,27	0,56	0,66	0,25
Abstraction faite des éléments exceptionnels	0,43	0,44	0,87	0,49	1,49	0,32	0,31	0,27	0,56	0,60	0,28
Solde brut des prêts et acceptations douteux											
en pourcentage du total de l'avoïr des actionnaires											
et de la réserve pour créances irrécouvrables	15,16	13,55	14,19	14,64	14,17	12,55	11,52	11,94	15,16	14,17	10,51
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage											
du total de l'actif	24,9	24,2	26,0	25,2	23,1	25,6	26,4	26,3	24,9	23,1	27,8
Ratio du capital de première catégorie	8,80	8,72	8,61	8,87	8,15	8,84	8,94	8,87	8,80	8,15	8,83
Cote de crédit c)	AA–	AA–	AA–	AA–	AA–	AA–	AA–	AA–	AA–	AA–	AA–

a) Le résultat dilué présenté est supérieur au résultat de base pour le trimestre terminé le 31 octobre 2001 en raison de l'arrondissement.

c) Combinaison des cotes de crédit attribuées par Moody's et Standard & Poor's sur les créances prioritaires.

b) Tous les ratios trimestriels ont été annualisés.

De l'avis de la direction de la Banque, l'information provenant de données financières non vérifiées, notamment de rapports intermédiaires, a fait l'objet de tout redressement nécessaire à la présentation fidèle de cette information. De tels redressements sont de nature normale et récurrente. Les ratios financiers figurant sur les rapports intermédiaires sont annualisés, s'il y a lieu; ces ratios, de même que les résultats d'exploitation intermédiaires, ne sont pas forcément indicateurs des résultats réels de l'exercice complet.

TABLEAU 29 Autres renseignements statistiques

au 31 octobre	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993
Autres renseignements										
Employés a)	33 912	33 842	33 200	32 844	33 400	34 286	33 468	33 341	34 769	32 067
Succursales bancaires	1 134	1 129	1 135	1 198	1 216	1 246	1 296	1 245	1 248	1 214
Guichets automatiques (Canada)	2 000	1 982	1 987	2 039	2 069	2 035	2 017	1 763	1 708	1 538
Taux										
Taux préférentiel moyen au Canada (%)	4,15	6,55	7,05	6,49	6,44	4,80	6,67	8,58	6,42	6,44
Taux préférentiel moyen aux États-Unis (%)	4,79	7,68	9,18	8,00	8,59	8,51	8,49	8,89	6,69	6,04
Cours du \$ CA par rapport au \$ US (\$)										
Haut	1,61	1,49	1,44	1,45	1,40	1,33	1,34	1,33	1,29	1,24
Bas	1,51	1,59	1,53	1,56	1,58	1,41	1,38	1,42	1,40	1,34
Moyen	1,57	1,54	1,48	1,50	1,46	1,37	1,37	1,38	1,36	1,29
À la fin de l'exercice	1,56	1,59	1,52	1,47	1,54	1,41	1,34	1,34	1,35	1,32

a) Équivalent de durée normale; employés à temps plein et à temps partiel et rajustements pour tenir compte du temps supplémentaire.

DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

L'établissement et la présentation des états financiers consolidés annuels, de l'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière (l'analyse de la direction), ainsi que des autres renseignements figurant dans le Rapport annuel relèvent de la direction de BMO, qui en assume la responsabilité.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, le cas échéant. Les états financiers sont également conformes aux dispositions de la *Loi sur les banques* et des règlements connexes, y compris les exigences comptables du Surintendant des institutions financières du Canada.

L'analyse de la direction a été préparée conformément aux exigences de la réglementation en valeurs mobilières, notamment la norme canadienne n° 44-101 des autorités canadiennes en valeurs mobilières et la rubrique n° 303 du règlement S-K de la *Securities Exchange Act*, et aux exigences publiées qui en découlent.

Les états financiers consolidés et l'information présentée dans l'analyse par la direction comprennent nécessairement des montants qui ont été établis en fonction de jugements éclairés et d'estimations de l'effet prévu d'événements actuels et d'opérations courantes, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, nous devons interpréter les exigences décrites ci-dessus, établir la pertinence de l'information à y inclure, et faire des estimations et poser des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. L'analyse de la direction comprend également des renseignements concernant l'estimation de l'effet des transactions et des événements actuels, les sources actuelles de liquidités et de ressources en capital, les tendances de l'exploitation, les risques et les incertitudes. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, le déroulement des événements et les situations pouvant être différents de ce qui avait été prévu.

Les données financières figurant ailleurs dans le Rapport annuel concordent avec celles des états financiers consolidés.

Responsables de la fiabilité des états financiers, nous nous appuyons sur un système élaboré de contrôle et de vérification internes qui est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels et de contrôles comptables internes. Notre système de contrôle interne comprend la rédaction et la diffusion de normes et de méthodes internes régissant

la conduite de la Banque et la gestion des risques, la planification budgétaire globale, la répartition efficace des tâches, la délégation de pouvoirs et la responsabilité personnelle, la sélection minutieuse du personnel et sa formation ainsi que la mise à jour régulière et l'application de conventions comptables judicieuses et prudentes. Cette structure permet d'assurer que les contrôles internes appropriés sont en place à l'égard des opérations, de l'actif et des registres comptables. De plus, nous procédons régulièrement à une vérification des contrôles internes. Ces contrôles et vérifications visent à nous donner un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des livres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers et d'autres données financières, et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisée, que le passif est constaté et que nous satisfaisons à toutes les exigences réglementaires.

À titre de chef de la direction et de chef des finances, nous allons certifier le document d'information annuel de la Banque de Montréal déposé auprès de la SEC (formule 40-F) conformément à la nouvelle loi américaine Sarbanes-Oxley.

Pour pouvoir donner leur opinion sur nos états financiers consolidés, les vérificateurs nommés par les actionnaires effectuent leur examen de notre système de contrôle interne et exécutent leurs travaux avec la précision qu'ils jugent convenable.

Le Conseil d'administration a la responsabilité de l'examen et de l'approbation des renseignements financiers contenus dans le Rapport annuel, et notamment dans l'analyse de la direction. Il exerce un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation des renseignements financiers, du maintien de contrôles internes appropriés, de la gestion et du contrôle des principaux secteurs de risque et de l'évaluation d'opérations importantes et entre apparentés. En ces matières, le Conseil d'administration délègue ses pouvoirs au Comité de vérification et au Comité de révision, qui sont composés uniquement d'administrateurs n'appartenant pas à la direction de la Banque, ainsi qu'au Comité d'examen des risques.

Les vérificateurs nommés par les actionnaires et le vérificateur en chef de la Banque ont accès sans réserve au Conseil d'administration et à ses comités pour discuter de points touchant la vérification et la communication de l'information financière ainsi que de questions connexes.

Le président du conseil
et chef de la direction,



F. Anthony Comper

La vice-présidente à la direction
et chef des finances,



Karen Maidment

Canada
Le 26 novembre 2002

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES

Aux actionnaires de la Banque de Montréal

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Banque de Montréal au 31 octobre 2002 et 2001 et les états consolidés des résultats, des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2002. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information

fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque de Montréal au 31 octobre 2002 et 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2002 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, y compris les exigences comptables du Surintendant des institutions financières du Canada.



KPMG s.r.l.
Comptables agréés



PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Canada
Le 26 novembre 2002

BILAN CONSOLIDÉ

au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2002	2001
Actif		
Encaisse (notes 2 et 22)	19 305 \$	17 656 \$
Valeurs mobilières (notes 3 et 22)		
Titres de placement (juste valeur de 21 592 \$ en 2002 et de 21 714 \$ en 2001)	21 271	21 470
Titres de négociation	22 427	16 200
Substituts de prêts	17	6
	43 715	37 676
Prêts (notes 4 et 6)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	47 569	41 941
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	21 168	19 107
Prêts sur cartes de crédit	2 280	1 527
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	57 963	61 249
Titres pris en pension	15 664	14 954
	144 644	138 778
Réserve pour créances irrécouvrables	(1 949)	(1 949)
	142 695	136 829
Autres éléments d'actif		
Engagements de clients aux termes d'acceptations	6 901	7 936
Bureaux et matériel (note 8)	2 159	2 170
Éléments d'actif divers (note 9)	38 089	37 142
	47 149	47 248
Total de l'actif	252 864 \$	239 409 \$
Passif et avoir des actionnaires		
Dépôts (note 12)		
Banques	15 273 \$	20 539 \$
Entreprises et administrations publiques	71 411	66 132
Particuliers	75 154	67 619
	161 838	154 290
Autres éléments de passif (note 13)		
Acceptations	6 901	7 936
Titres vendus à découvert	7 654	6 609
Titres mis en pension	24 796	17 480
Éléments de passif divers	35 987	37 738
	75 338	69 763
Dettes subordonnées (note 14)	3 794	4 674
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 15)	4 976	4 425
Bénéfices non répartis	6 918	6 257
	11 894	10 682
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	252 864 \$	239 409 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Le président du conseil et chef de la direction,



F. Anthony Comper

Le président du Comité de vérification,



Jeremy H. Reitman

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2002	2001	2000
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Prêts	7 017 \$	9 689 \$	10 404 \$
Valeurs mobilières (note 3)	1 616	2 419	2 854
Dépôts à d'autres banques	502	892	1 045
	9 135	13 000	14 303
Frais d'intérêts			
Dépôts	3 134	6 183	7 426
Dettes subordonnées	294	351	350
Autres éléments de passif	878	1 967	2 323
	4 306	8 501	10 099
Revenu net d'intérêts	4 829	4 499	4 204
Provision pour créances irrécouvrables	820	980	358
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	4 009	3 519	3 846
Revenus autres que d'intérêts			
Commissions et droits sur titres	813	742	859
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	732	670	646
Revenus de négociation	209	490	388
Commissions sur prêts	306	352	322
Frais de services de cartes	260	204	216
Gestion de placements et garde de titres	314	336	373
Revenus tirés de fonds d'investissement	309	251	232
Revenus de titrisation (note 6)	329	331	343
Commissions de prise ferme et de consultation	228	234	210
Gains (pertes) sur titres de placement (note 3)	(146)	123	183
Revenus de change autres que de négociation	151	127	146
Revenus d'assurance	105	125	96
Autres revenus	314	237	312
	3 924	4 222	4 326
Revenu net d'intérêts et revenus autres que d'intérêts	7 933	7 741	8 172
Frais autres que d'intérêts			
Rémunération du personnel (note 16)	3 403	3 212	3 065
Bureaux et matériel (note 8)	1 280	1 153	1 071
Communications	173	194	259
Autres frais	1 087	1 069	883
	5 943	5 628	5 278
Amortissement des éléments d'actif incorporel (note 9)	87	43	23
	6 030	5 671	5 301
Frais de restructuration (note 17)	–	–	(43)
Total des frais autres que d'intérêts	6 030	5 671	5 258
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et amortissement des écarts d'acquisition	1 903	2 070	2 914
Impôts sur le revenu (note 18)	424	501	989
	1 479	1 569	1 925
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	62	42	19
Revenu net avant amortissement des écarts d'acquisition	1 417	1 527	1 906
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable (notes 9 et 18)	–	56	49
Revenu net	1 417 \$	1 471 \$	1 857 \$
Dividendes versés aux actionnaires privilégiés	79 \$	80 \$	101 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant amortissement des écarts d'acquisition	1 338 \$	1 447 \$	1 805 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires	1 338 \$	1 391 \$	1 756 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	490 816	511 286	531 318
Résultat par action avant amortissement des écarts d'acquisition (note 19)			
De base	2,73 \$	2,83 \$	3,40 \$
Dilué	2,68	2,77	3,34
Résultat par action (note 19)			
De base	2,73	2,72	3,30
Dilué	2,68	2,66	3,25
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,20	1,12	1,00

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante. Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice. Le calcul des résultats par action pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000 a été modifié pour tenir

compte du dividende en actions, déclaré le 1^{er} mars 2001, de une action ordinaire, sans valeur, pour chaque action ordinaire.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES MODIFICATIONS SURVENUES DANS L'AVOIR DES ACTIONNAIRES

pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2002	2001	2000
Actions privilégiées (note 15)			
Solde au début de l'exercice	1 050 \$	1 681 \$	1 668 \$
Actions émises au cours de l'exercice	478	–	–
Actions rachetées au cours de l'exercice	–	(633)	–
Rajustement au titre de la conversion d'actions émises en devises	(11)	2	13
Solde à la fin de l'exercice	1 517	1 050	1 681
	Nombre d'actions		
	2002	2001	2000
Actions ordinaires (note 15)			
Solde au début de l'exercice	489 084 527	522 583 894	534 064 200
Actions émises en vertu des régimes de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destinés aux actionnaires	1 204 820	903 186	1 373 272
Actions émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions	1 923 115	6 177 235	1 915 282
Actions émises en échange d'actions de filiales	292 416	1 134 765	959 140
Actions émises lors de l'acquisition d'entreprises (note 10)	–	10 285 447	–
Annulation d'options d'achat d'actions consenties lors de l'acquisition d'un placement (note 15)	–	–	–
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 15)	–	(52 000 000)	(15 728 000)
Solde à la fin de l'exercice	492 504 878	489 084 527	522 583 894
Bénéfices non répartis			
Solde au début de l'exercice	6 257	7 087	6 123
Incidence cumulative de l'adoption de la norme sur les avantages sociaux futurs, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable (note 16)	–	(250)	–
	6 257	6 837	6 123
Revenu net	1 417	1 471	1 857
Dividendes – Actions privilégiées	(79)	(80)	(101)
– Actions ordinaires	(589)	(568)	(530)
Gain (perte) non matérialisés nets provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(81)	179	143
Constatation de pertes de conversion non matérialisées à la cession d'un investissement dans un établissement à l'étranger (note 3)	–	99	–
Gain provenant de l'annulation d'options d'achat d'actions consenties lors de l'acquisition d'un placement, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable (note 15)	–	18	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 15)	–	(1 699)	(405)
Frais d'émission d'actions, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	(7)	–	–
Solde à la fin de l'exercice	6 918	6 257	7 087
Total de l'avoir des actionnaires	11 894 \$	10 682 \$	11 941 \$
Autres renseignements sur le gain (la perte) non matérialisés nets provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger			
Gain (perte) non matérialisés provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(200)\$	440 \$	322 \$
Gain (perte) sur des opérations de couverture	200	(439)	(332)
Économie (charge) d'impôts sur le revenu nette	(81)	178	153
Gain (perte) non matérialisés nets provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(81)\$	179 \$	143 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2002	2001	2000
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Revenu net	1 417 \$	1 471 \$	1 857 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation			
Provision pour créances irrécouvrables	820	980	358
Amortissement des bureaux et du matériel	396	406	402
Amortissement des éléments d'actif incorporel	100	56	33
Amortissement des écarts d'acquisition (note 9)	–	62	54
Gain à la vente de prêts titrisés	(168)	(82)	(23)
Dévaluation de titres de placement	322	284	16
Frais de restructuration	–	–	(43)
Charge (économie) d'impôts futurs	283	(180)	131
(Gain) net à la vente de titres de placement	(176)	(407)	(199)
Variations des intérêts courus			
(Augmentation) diminution des intérêts à recevoir	256	512	(202)
Augmentation (diminution) des intérêts à payer	(189)	(250)	182
(Augmentation) diminution nette des gains non matérialisés et des montants à recevoir sur instruments dérivés	1 207	(9 318)	(4 402)
Augmentation (diminution) nette des pertes non matérialisées et des montants à payer sur instruments dérivés	(1 551)	10 304	4 313
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	(6 227)	5 794	(4 748)
(Diminution) nette des impôts sur le revenu exigibles	(175)	(80)	(423)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(412)	1 105	(294)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(4 097)	10 657	(2 988)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Augmentation (diminution) nette des dépôts	7 548	(3 793)	(905)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	1 045	(2 744)	(1 097)
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension	7 316	(2 499)	(4 428)
(Diminution) nette de la dette des filiales	(1 313)	(15)	(1 219)
Produit de l'émission de titres d'une filiale	–	800	350
Produit de l'émission de dette subordonnée	–	–	300
Remboursement de dette subordonnée	(850)	(300)	(150)
Rachat d'actions privilégiées	–	(633)	–
Produit de l'émission d'actions privilégiées	478	–	–
Produit de l'émission d'actions ordinaires	81	149	72
Frais d'émission d'actions, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	(7)	–	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(2 031)	(500)
Dividendes versés	(668)	(648)	(631)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités de financement	13 630	(11 714)	(8 208)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(1 407)	2 308	5 253
Achat de titres de placement	(37 437)	(35 979)	(31 524)
Échéances des titres de placement	27 444	25 955	24 299
Produit de la vente de titres de placement	9 928	13 838	8 966
(Augmentation) nette des prêts et des substituts de prêts	(6 338)	(6 694)	(6 322)
Produit de la titrisation d'éléments d'actif	519	2 234	1 837
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension	(710)	1 354	8 782
Produit de la vente d'un terrain (note 8)	122	–	–
Bureaux et matériel – Achats nets	(384)	(399)	(345)
Acquisitions (note 10)	(1 028)	(245)	(25)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(9 291)	2 372	10 921
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	242	1 315	(275)
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	3 459	2 144	2 419
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	3 701 \$	3 459 \$	2 144 \$
Composition			
Espèces et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	1 257 \$	2 066 \$	1 219 \$
Chèques et autres effets en transit (montant net)	2 444	1 393	925
	3 701 \$	3 459 \$	2 144 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie			
Intérêts versés au cours de l'exercice	4 495 \$	8 751 \$	9 917 \$
Impôts sur le revenu payés au cours de l'exercice	393	405	1 123

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante. Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

NOTE 1 Normes de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et selon les exigences comptables du Surintendant des institutions financières du Canada, responsable de la réglementation des banques.

En outre, nos états financiers consolidés sont conformes aux exigences en matière de présentation dictées par les PCGR des États-Unis, sauf dans les cas prévus dans l'analyse de la direction et pour les écarts entre les PCGR du Canada et des États-Unis expliqués à la note 25. Les écarts plus importants dans les montants consolidés du total de l'actif, du total du passif et du revenu net qui résulteraient de l'application des PCGR des États-Unis sont décrits à la note 25.

Méthodes de consolidation

Nous exerçons nos activités au moyen de diverses structures de sociétés comprenant des filiales et des coentreprises. Les filiales sont les sociétés sur lesquelles nous exerçons un contrôle par la détention de la majorité des actions avec droit de vote. Les coentreprises sont celles sur lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint en vertu d'une entente avec d'autres actionnaires. La totalité de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos filiales et notre quote-part de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos coentreprises sont incluses dans nos états financiers consolidés.

Toutes les opérations et tous les soldes intersociétés importants sont éliminés.

L'actif fiduciaire sous administration, l'actif des fonds d'investissement sous gestion et l'actif détenu dans des entités ad hoc hors bilan (note 7) font l'objet d'une comptabilité distincte de celle de notre actif et ne sont donc pas inclus dans notre bilan consolidé.

Conversion de devises

Nous exerçons nos activités dans une variété de devises et nos états financiers consolidés sont exprimés en dollars canadiens. Les éléments d'actif et de passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les frais libellés en devises sont convertis au taux de change moyen de l'exercice.

Les gains et les pertes non matérialisés résultant de la conversion en dollars canadiens des investissements nets dans des établissements à l'étranger, déduction faite des impôts sur le revenu applicables et des opérations de couverture connexes, sont inclus dans les bénéfices non répartis inscrits à notre bilan consolidé. Lorsque nous vendons ou liquidons un investissement dans un établissement à l'étranger,

les gains et les pertes de conversion découlant de cette transaction auparavant inclus dans les bénéfices non répartis sont constatés dans les revenus autres que d'intérêts comme faisant partie du gain ou de la perte résultant de l'aliénation de l'investissement. Tous les autres gains et pertes de conversion de devises sont inclus dans les revenus autres que d'intérêts.

De temps à autre, nous concluons des contrats de couverture de change afin de réduire notre risque lié aux variations de la valeur des devises. Les gains et pertes matérialisés et non matérialisés résultant de la conversion des contrats de couverture de change sont inclus dans les revenus autres que d'intérêts, sauf s'ils sont en rapport avec un investissement net dans des établissements à l'étranger, auquel cas ils sont inclus dans les bénéfices non répartis.

Utilisation d'estimations

Pour dresser nos états financiers consolidés, nous devons faire des estimations et poser des hypothèses, concernant principalement des valeurs, qui ont un effet sur les montants déclarés des éléments d'actif et de passif et du revenu net, ainsi que sur divers renseignements connexes. Les plus importants éléments d'actif et de passif faisant l'objet d'estimations comprennent la réserve pour créances irrécouvrables, les instruments de négociation dont les prix ou les cours ne sont pas disponibles, les actifs et passifs d'impôts, les obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs, les écarts d'acquisition et autres éléments d'actif incorporel ainsi que les participations retenues dans des entités de titrisation, aux fins de détermination de la valeur, et les titres de placement, aux fins d'évaluation des moins-values durables. Si les résultats réels différaient de ces estimations, l'incidence serait constatée aux périodes subséquentes.

Conventions comptables particulières

Pour faciliter la compréhension de nos états financiers consolidés, nous avons fait état des principales conventions comptables (en bleu) tout au long des notes qui suivent ainsi que des renseignements financiers connexes, le tout étant présenté par rubrique.

Modifications des conventions comptables

Les nouvelles conventions comptables publiées par les organismes de normalisation, celles qui ont été adoptées au cours du présent exercice et celles qui entreront en vigueur au cours du prochain exercice, sont décrites aux notes 3, 7, 9, 16, 23 et 25.

NOTE 2 Encaisse

	2002	2001
Espèces et dépôts non productifs d'intérêts à la		
Banque du Canada et à d'autres banques	1 257 \$	2 066 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	15 604	14 197
Chèques et autres effets en transit (montant net)	2 444	1 393
Total	19 305 \$	17 656 \$

Dépôts à d'autres banques

Les dépôts à d'autres banques, qui comprennent les acceptations bancaires que nous avons achetées et qui ont été émises par d'autres banques, sont inscrits au prix coûtant. Le revenu d'intérêts provenant de ceux-ci est constaté selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Chèques et autres effets en transit (montant net)

Les chèques et les autres effets en transit, qui représentent le montant net des chèques en cours de compensation et autres effets en transit entre nous-mêmes et d'autres banques, sont inscrits au prix coûtant.

Restrictions visant l'encaisse

Un certain nombre de nos filiales bancaires disposent d'une encaisse qu'elles peuvent utiliser pour leurs propres activités, mais dont les sociétés apparentées ne peuvent se servir.

En outre, certaines de nos filiales sont tenues de maintenir des réserves ou des soldes minimaux à la banque centrale du pays où elles font affaire, ces montants s'élevant à 257 \$ au 31 octobre 2002 et à 472 \$ au 31 octobre 2001.

NOTE 3 Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont divisées en trois catégories, chacune répondant à un objectif distinct et étant soumise à un traitement comptable différent. Les trois catégories de valeurs mobilières que nous détenons sont les suivantes :

- **Les titres de placement** comprennent des actions et des titres de créance que nous achetons dans le but de les conserver jusqu'à leur échéance ou jusqu'à ce que le marché nous offre de meilleures possibilités de placement, par exemple en raison d'une fluctuation des taux d'intérêt. Les titres de participation sont inscrits au prix coûtant et les titres de créance au prix coûtant non amorti. Nos placements dans des titres de participation de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable, sans en avoir le contrôle, sont comptabilisés au prix coûtant et rajustés en fonction de notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question. Les titres sont ramenés à leur juste valeur lorsque nous détectons une moins-value durable. Toute moins-value ou tout gain ou toute perte à l'aliénation des titres de placement sont comptabilisés au cours de l'exercice où ils se produisent et sont inclus dans l'état consolidé des résultats, sous forme d'augmentation ou de diminution des gains (pertes) sur titres de placement. Les gains et les pertes à l'aliénation sont calculés d'après le coût moyen des titres vendus. Les titres de placement des pays désignés sont comptabilisés conformément à la convention comptable relative aux prêts décrite à la note 4.

- **Les titres de négociation** sont achetés aux fins de revente à court terme. Ces titres sont inscrits au cours du marché et les redressements de la valeur marchande ainsi que tout gain et toute perte à la vente sont portés aux revenus de négociation dans l'état consolidé des résultats.
- **Les substituts de prêts** sont des instruments de financement, comme des actions privilégiées de renflouement, que nous structurons comme des placements après impôts afin d'offrir à nos clients un taux d'intérêt plus avantageux que celui qui s'appliquerait normalement à un prêt ordinaire. Ces instruments sont comptabilisés conformément à la convention comptable relative aux prêts décrite à la note 4.

Dans aucun cas, la valeur comptable des titres d'un émetteur autre qu'une administration publique que nous détenions n'excédait, au 31 octobre 2002 ou au 31 octobre 2001, 10 % de l'avoir de nos actionnaires.

Modification de la convention comptable

Avant le 1^{er} novembre 2001, nous amortissions les écarts d'acquisition obtenus lors de l'acquisition lorsque nous rajustions la valeur de nos titres de placement, dans les cas où nous exerçons une influence notable. Cette modification des règles comptables est expliquée à la note 9.

	Terme à courir										2002	2001	
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Valeur comptable totale		Valeur comptable totale					
	Rendement		Rendement		Rendement		Rendement		Rendement				
		%		%		%		%		%			
Titres de placement													
Titres émis ou garantis par :													
le Canada	557 \$	3,58	588 \$	4,38	– \$	–	– \$	–	– \$	–	1 145 \$	3,99	436 \$
les provinces et les municipalités canadiennes	2	2,90	–	–	–	–	–	–	–	–	2	2,90	43
l'administration fédérale américaine	1 001	1,97	2 069	2,76	1 396	3,63	1 241	4,18	–	–	5 707	3,14	2 801
les municipalités, agences et États américains	3 671	2,77	2 858	3,50	689	5,67	219	7,12	228	3,05	7 665	3,44	8 522
Autres administrations publiques	34	4,19	32	5,21	6	6,38	11	5,65	–	–	83	4,94	113
Titres adossés à des créances immobilières	1	13,75	–	–	1	5,60	584	4,88	473	5,64	1 059	5,23	3 415
Obligations d'entreprises	944	4,28	625	5,64	1 279	6,87	352	5,28	191	4,55	3 391	5,63	4 078
Actions d'entreprises	157	7,74	364	9,69	411	8,81	83	8,21	1 204	2,15	2 219	5,24	2 062
Total des titres de placement	6 367	3,07	6 536	3,90	3 782	5,67	2 490	4,90	2 096	3,25	21 271	4,02	21 470
Titres de négociation													
Titres émis ou garantis par :													
le Canada	1 851		963		852		897		1 045		5 608		3 343
les provinces et les municipalités canadiennes	227		234		157		307		476		1 401		1 214
l'administration fédérale américaine	367		98		76		18		50		609		278
les municipalités, agences et États américains	–		–		–		–		–		–		337
Autres administrations publiques	–		–		–		19		–		19		–
Obligations d'entreprises	2 711		362		216		439		1 211		4 939		3 924
Actions d'entreprises	–		–		–		–		9 851		9 851		7 104
Total des titres de négociation	5 156		1 657		1 301		1 680		12 633		22 427		16 200
Substituts de prêts	11		–		6		–		–		17		6
Total des valeurs mobilières	11 534 \$		8 193 \$		5 089 \$		4 170 \$		14 729 \$		43 715 \$		37 676 \$

Les taux de rendement indiqués dans le tableau ci-dessus sont calculés en fonction de la valeur comptable des titres et des taux d'intérêt contractuels ou de dividende déclaré de chaque titre, que nous rajustons pour tenir compte de l'amortissement des primes et des escomptes. Il n'est pas tenu compte des effets fiscaux.

Les titres des pays désignés comprennent les titres que nous recevons à la suite d'un rééchelonnement de la dette d'un pays étranger. Ils sont comptabilisés déduction faite de la réserve à l'égard des risques-pays (voir note 4) affectée à ces titres.

La classification ci-dessus des titres selon le terme à courir est établie d'après l'échéance contractuelle des titres. Ceux qui ne portent pas d'échéance sont classés dans la catégorie des titres dont l'échéance est supérieure à 10 ans.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, nous avons vendu notre investissement dans le Grupo Financiero BBVA Bancomer et ainsi réalisé un gain de 321 \$ (272 \$ après impôts), déduction faite des pertes de conversion non matérialisées de 99 \$.

Le revenu d'intérêts et les gains et pertes provenant des valeurs mobilières sont inscrits aux postes suivants :

	2002	2001	2000
Poste :			
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Titres de placement	1 156 \$	1 610 \$	1 949 \$
Titres de négociation	460	809	905
	1 616 \$	2 419 \$	2 854 \$
Revenus autres que d'intérêts			
Titres de placement			
Gains bruts matérialisés	232 \$	480 \$	245 \$
Pertes brutes matérialisées	(56)	(73)	(46)
Dévaluations a)	(322)	(284)	(16)
Gains (pertes) nets matérialisés et dévaluations	(146)\$	123 \$	183 \$
Gains (pertes) nets matérialisés et non matérialisés provenant des titres de négociation	10 \$	139 \$	166 \$

Les montants indiqués ci-dessus excluent les frais d'intérêts connexes.

a) Les dévaluations comprennent des montants de 103 \$ pour 2002 et de 225 \$ pour 2001 relatifs à nos investissements dans des titres adossés à des obligations.

Gains et pertes non matérialisés

	2002								2001
	Valeur comptable	Gains bruts non matérialisés	Pertes brutes non matérialisées	Juste valeur	Valeur comptable	Gains bruts non matérialisés	Pertes brutes non matérialisées	Juste valeur	
Titres de placement									
Titres émis ou garantis par :									
le Canada	1 145 \$	– \$	2 \$	1 143 \$	436 \$	4 \$	17 \$	423 \$	
les provinces et les municipalités canadiennes	2	–	–	2	43	–	–	43	
l'administration fédérale américaine	5 707	143	1	5 849	2 801	93	1	2 893	
les municipalités, agences et États américains	7 665	107	–	7 772	8 522	110	–	8 632	
Autres administrations publiques	83	2	–	85	113	3	–	116	
Titres adossés à des créances immobilières	1 059	29	–	1 088	3 415	53	–	3 468	
Obligations d'entreprises	3 391	119	57	3 453	4 078	88	77	4 089	
Actions d'entreprises	2 219	48	67	2 200	2 062	101	113	2 050	
Total	21 271 \$	448 \$	127 \$	21 592 \$	21 470 \$	452 \$	208 \$	21 714 \$	

Dans le cas des titres activement transigés, nous considérons la valeur à la cote comme la juste valeur. Dans le cas des titres peu fréquemment transigés, nous utilisons soit le prix de la transaction la plus récente, soit la valeur médiane entre le cours acheteur et le cours demandé. Pour les titres détenus par des particuliers et pour ceux qui sont très rarement transigés et dont le cours n'est pas disponible, nous

utilisons des méthodes d'évaluation pour estimer la juste valeur. Ces méthodes d'évaluation comprennent l'actualisation des flux de trésorerie, l'utilisation de multiples du revenu et la comparaison avec d'autres titres essentiellement semblables.

NOTE 4 Prêts et réserve pour créances irrécouvrables**Prêts**

Les prêts sont inscrits au prix coûtant, déduction faite de l'intérêt non gagné et des escomptes non amortis. Le revenu d'intérêts est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf dans le cas des prêts douteux, dont le traitement est décrit ci-après.

De temps à autre, nous restructurons un prêt en raison de la mauvaise situation financière de l'emprunteur. Les intérêts sur ces prêts restructurés sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les titres pris en pension représentent les montants que nous recevons du fait de notre engagement à revendre aux vendeurs d'origine les titres que nous avons achetés, à un prix et à une date prédéterminés. Nous comptabilisons ces instruments comme des prêts.

Commissions sur prêts

Le traitement comptable des commissions sur prêts varie selon la transaction. Les commissions de syndication de prêts sont portées aux commissions sur prêts lorsqu'elles sont gagnées. Les commissions relatives au montage, à la restructuration et à la renégociation de prêts sont portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée du prêt. Les commissions d'engagement sont également portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée du prêt, sauf si nous avons lieu de croire que notre engagement ne sera pas utilisé. Dans ce dernier cas, la commission d'engagement est portée aux commissions sur prêts pendant la période d'engagement.

Prêts douteux

Nous considérons que les prêts, à l'exception des prêts sur cartes de crédit et des prêts à tempérament aux particuliers, sont douteux dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- nous ne sommes plus raisonnablement assurés de pouvoir recouvrer dans les délais prévus le capital ou les intérêts;
- les versements d'intérêt ou de capital sont échus depuis 90 jours (sauf si nous nous efforçons activement de recouvrer le prêt et qu'il est entièrement garanti);
- des prêts entièrement garantis sont échus depuis 180 jours;
- nous considérons qu'il est prudent de cesser de comptabiliser l'intérêt couru.

Les prêts sur cartes de crédit sont classés douteux et immédiatement radiés lorsque les versements d'intérêts ou de capital sont échus depuis 180 jours. Les prêts à tempérament aux particuliers sont immédiatement classés comme douteux lorsque les versements d'intérêts ou de capital sont échus depuis 90 jours, et ils sont radiés lorsqu'ils sont échus depuis un an.

Nous ne comptabilisons pas l'intérêt couru lors du classement du prêt dans la catégorie des prêts douteux et tout revenu d'intérêts comptabilisé est contrepassé et déduit du revenu d'intérêts.

Les versements sur un prêt classé dans la catégorie des prêts douteux sont affectés d'abord au remboursement des frais de recouvrement et de toute réserve ou radiation antérieures, avant d'être comptabilisés comme revenu d'intérêts. Les versements que nous recevons en remboursement de prêts à tempérament aux particuliers et de prêts consentis à des pays désignés qui ont été classés comme douteux sont affectés d'abord à l'intérêt impayé, puis au solde du capital.

Les biens ou autres éléments d'actif que nous recevons de nos emprunteurs pour satisfaire leurs engagements à l'égard de leurs prêts sont classés parmi les prêts douteux et comptabilisés au montant que nous prévoyons recouvrer ou au solde du prêt au moment du transfert, selon le plus bas de ces deux montants.

Un prêt est de nouveau classé dans la catégorie des prêts productifs lorsque nous sommes raisonnablement assurés de pouvoir recouvrer en temps voulu la totalité du capital et de l'intérêt conformément aux modalités de la convention du prêt, et que le prêt en question ne correspond plus à aucun des critères de prêt douteux.

Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables comprises dans notre portefeuille de prêts. Nous avons aussi une réserve pour créances irrécouvrables liée aux instruments financiers dérivés, qui est comprise dans les autres éléments de passif.

Nous maintenons les réserves suivantes :

Réserves spécifiques

Ces réserves sont comptabilisées pour des prêts spécifiques afin de ramener leur valeur comptable au montant que nous prévoyons recouvrer sur ces prêts. Nous réévaluons régulièrement nos prêts et acceptations, autres que les prêts à tempérament aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit, pour déterminer si certains prêts devraient être classés comme douteux et, le cas échéant, faire l'objet d'une réserve ou d'une radiation. Notre révision des prêts-problèmes est exécutée au moins une fois par trimestre par nos gestionnaires de comptes, qui évaluent les possibilités de recouvrement ultime et les montants estimatifs de recouvrement des prêts concernés, en tenant compte de tous les événements et conditions qu'ils jugent pertinents à la situation du prêt. Cette évaluation est ensuite examinée et approuvée par un agent de la fonction crédit indépendant. De plus, les réserves spécifiques importantes sont examinées par les membres du groupe de gestion des risques.

Pour déterminer le montant de recouvrement estimatif d'un prêt douteux, nous utilisons la valeur des flux de trésorerie futurs estimatifs actualisée au taux effectif inhérent au prêt. Lorsque les montants et le moment des flux de trésorerie futurs ne peuvent être estimés de manière raisonnablement fiable, le montant de recouvrement estimatif est déterminé au moyen de la juste valeur des titres sous-jacents au prêt, déduction faite des coûts de réalisation et des montants dont la loi exige le versement à l'emprunteur, ou du cours du marché observable pour le prêt. La garantie peut varier selon la catégorie de prêt et peut comprendre des espèces, des titres, des biens immobiliers, des comptes clients, des cautionnements, des stocks ou d'autres immobilisations.

Réserve générale

Nous maintenons une réserve générale pour couvrir toute carence qui, dans le portefeuille de prêts actuel, ne peut encore être liée à des prêts en particulier. Notre démarche à l'égard de l'établissement et du maintien de la réserve générale est fondée sur la ligne directrice qui a été émise par l'organisme qui régleme nos activités, le surintendant des institutions financières du Canada, et qui est entrée en vigueur en 2002.

La réserve générale est réexaminée trimestriellement. Pour déterminer le niveau approprié de la réserve générale, on tient compte d'un certain nombre de facteurs. Tout d'abord, une analyse statistique des chiffres antérieurs permet d'obtenir la moyenne (perte prévue) et la volatilité (perte non prévue) des pertes subies. Dans le cadre de cette analyse, on calcule les pertes antérieures moyennes pour chaque segment de portefeuille homogène (p. ex., les prêts hypothécaires), tandis que d'autres modèles permettent d'estimer le montant des pertes à l'égard des portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et d'investissements qui peuvent être mesurées par rapport à des données relatives aux marchés. En outre, le niveau de la réserve déjà constituée et le jugement professionnel de la direction concernant la qualité du portefeuille, la répartition selon les secteurs, ainsi que la conjoncture économique et les conditions du marché du crédit sont également pris en compte.

Réserve à l'égard des risques-pays

Cette réserve est inscrite à l'égard des emprunts et des titres des pays désignés par le Surintendant des institutions financières du Canada comme ayant restructuré leurs dettes ou ayant éprouvé des difficultés à rembourser la totalité ou une partie de leur dette extérieure envers des banques commerciales.

Les changements à la valeur de notre portefeuille de prêts résultant de pertes sur prêts sont inclus dans la provision pour créances irrécouvrables inscrite à notre état consolidé des résultats.

Le tableau ci-dessous fait état de nos prêts et de la réserve pour créances irrécouvrables par catégorie de prêts :

	Solde brut des prêts		Réserve spécifique		Réserve générale		Solde net des prêts	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Prêts hypothécaires à l'habitation	47 569 \$	41 941 \$	5 \$	6 \$	13 \$	12 \$	47 551 \$	41 923 \$
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	23 448	20 634	4	8	294	247	23 150	20 379
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	57 963	61 249	760	755	873	921	56 330	59 573
Titres pris en pension	15 664	14 954	—	—	—	—	15 664	14 954
Total	144 644 \$	138 778 \$	769 \$	769 \$	1 180 \$	1 180 \$	142 695 \$	136 829 \$

Le solde des prêts restructurés classés comme productifs pendant l'exercice terminé le 31 octobre 2002 s'est établi à 38 \$ (solde nul en 2001). Pendant les exercices terminés le 31 octobre 2002 et 2001, nous n'avons radié aucun prêt restructuré. Au 31 octobre 2002, les prêts comprenaient des prêts libellés en

dollars américains d'une valeur de 53 981 \$ (53 929 \$ en 2001) et des prêts libellés en d'autres devises d'une valeur de 598 \$ (558 \$ en 2001).

Le tableau ci-dessous fait état des montants que nous avons établis comme douteux et des réserves correspondantes :

	Solde brut des prêts douteux		Réserve spécifique		Solde des prêts douteux, déduction faite de la réserve spécifique	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Prêts hypothécaires à l'habitation	124 \$	132 \$	5 \$	6 \$	119 \$	126 \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	53	64	4	8	49	56
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2 160	1 818	760	755	1 400	1 063
Total	2 337 \$	2 014 \$	769 \$	769 \$	1 568 \$	1 245 \$

Les prêts douteux comprennent des biens immobiliers et des titres reçus de clients en remboursement de leurs prêts totalisant 13 \$ au 31 octobre 2002 (13 \$ en 2001).

Le solde des prêts entièrement garantis dont une partie est en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'ont pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 49 \$ au 31 octobre 2002 (36 \$ en 2001).

Notre solde moyen brut des prêts et acceptations douteux était de 2 150 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 (1 657 \$ en 2001). Notre solde moyen des prêts douteux, déduction faite de la réserve spécifique, était de 1 351 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 (1 198 \$ en 2001).

Si nous n'avions classé aucun prêt comme douteux, nous aurions respectivement constaté un revenu d'intérêts de 172 \$, de 126 \$ et de 103 \$ pour les exercices terminés le 31 octobre 2002, 2001 et 2000.

Le tableau ci-dessous fait état de l'évolution de notre réserve pour créances irrécouvrables :

	Réserve spécifique			Réserve générale			Réserve à l'égard des risques-pays 1)			Total		
	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Solde au début de l'exercice	769 \$	517 \$	372 \$	1 180 \$	1 080 \$	970 \$	– \$	– \$	85 \$	1 949 \$	1 597 \$	1 427 \$
Provision pour créances irrécouvrables	820	880	290	–	100	110	–	–	(42)	820	980	358
Recouvrements	68	40	44	–	–	–	–	–	–	68	40	44
Radiations	(884)	(698)	(206)	–	–	–	–	–	(45)	(884)	(698)	(251)
Autres, y compris les écarts de change	(4)	30	17	–	–	–	–	–	2	(4)	30	19
Solde à la fin de l'exercice	769 \$	769 \$	517 \$	1 180 \$	1 180 \$	1 080 \$	– \$	– \$	– \$	1 949 \$	1 949 \$	1 597 \$

1) Au 31 octobre 2002 et 2001, le solde des prêts douteux aux pays désignés était nul.

NOTE 5 Autres instruments de crédit

Nous utilisons d'autres instruments de crédit hors bilan pour répondre aux besoins financiers de nos clients. Les types d'instruments que nous utilisons sont décrits ci-dessous :

- Le cautionnement bancaire et la garantie contractuelle représentent notre engagement d'effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'un client si ce dernier n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels.
- Le prêt de titres représente, dans le cas où nous prêtons à un tiers nos propres titres ou des titres appartenant à un client, notre risque de crédit lié à la possibilité que l'emprunteur ne s'acquitte pas de son obligation de restituer les titres.
- Le crédit documentaire représente notre consentement à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités.
- Le crédit ferme représente notre promesse de mettre à la disposition d'un client, à certaines conditions, un crédit, sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'un terme déterminés.

Le montant contractuel de nos autres instruments de crédit représente le risque de crédit non actualisé maximum lié à la possibilité que la contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions du contrat, avant tout montant qui pourrait être recouvré en vertu de dispositions prévoyant un recours ou la constitution d'une garantie. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total ne représente pas le risque de crédit probable de la Banque ni ses besoins de liquidités relatifs à ces engagements.

Les valeurs équivalentes pondérées en fonction du risque de nos autres instruments de crédit sont fondées sur les règles de suffisance du capital édictées par le Surintendant des institutions financières du Canada. La valeur équivalente pondérée en fonction du risque est utilisée pour l'évaluation continue de nos ratios de suffisance du capital.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur divers engagements.

	2002		2001	
	Montant contractuel	Équivalent pondéré en fonction du risque	Montant contractuel	Équivalent pondéré en fonction du risque
Instruments de crédit				
Cautionnements bancaires et garanties contractuelles	11 902 \$	8 251 \$	10 216 \$	6 841 \$
Prêts de titres	580	38	584	319
Crédits documentaires	642	84	588	63
Crédits fermes				
Échéance initiale de un an ou moins	72 723	–	69 428	–
Échéance initiale supérieure à un an	21 765	9 787	25 001	10 155
Total	107 612 \$	18 160 \$	105 817 \$	17 378 \$

Les prêts à tempérament aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit sont exclus des crédits fermes car ces crédits sont révoqués à notre gré.

NOTE 6 Titrisation d'éléments d'actif

Nous titrisons régulièrement des prêts pour des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à céder des prêts à des entités ad hoc hors bilan ou à des fiducies (entités de titrisation) qui achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats portant intérêt.

Les contrats passés avec les entités de titrisation prévoient le paiement au fil du temps, en notre faveur, des intérêts et des frais recouverts des clients, relativement aux prêts qui ont été vendus, en excédent du rendement versé aux investisseurs de l'entité de titrisation, moins les créances irrécouvrables et les autres coûts (le prix d'achat différé).

Lorsque les prêts cédés sont considérés comme vendus à des fins comptables, nous les retirons de notre bilan.

Dans le cas des cessions effectuées depuis le 1^{er} juillet 2001, nous les comptabilisons comme des ventes lorsque nous abandonnons le contrôle effectif sur les éléments d'actif. Nous constatons les revenus de titrisation au moment de la vente, en nous fondant sur la meilleure estimation possible de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs prévus, principalement le prix d'achat différé, déduction faite de notre estimation de la juste valeur des obligations liées à la gestion. Le prix d'achat différé est inscrit à notre bilan consolidé dans les autres éléments d'actif.

Dans tous les cas de cessions antérieures au 1^{er} juillet 2001, à l'exclusion de la titrisation de prêts assurés en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (prêts LNH),

nous avons comptabilisé les opérations de titrisation comme des ventes lorsque les risques et les avantages importants liés à la propriété des prêts avaient été transférés. Pour ces cessions, nous comptabilisons les revenus de titrisation sur la durée de la titrisation au fur et à mesure que le prix d'achat différé devient exigible par nous. Dans le cas de la titrisation de prêts LNH, nous avons constaté un gain ou une perte dans les revenus de titrisation à la date de la vente, en nous fondant sur la valeur actualisée nette estimative du prix d'achat différé à cette date.

Pour certaines de nos titrisations, nous avons l'obligation d'acquiescer un intérêt subordonné ou de maintenir des sommes en espèces déposées dans l'entité de titrisation. Ceci permet à l'entité de titrisation de disposer de fonds au cas où la somme des intérêts et des frais perçus sur les prêts ne serait pas suffisante pour payer les intérêts dus aux investisseurs. Nous inscrivons ces montants à notre bilan consolidé dans les autres éléments d'actif.

Nous vérifions régulièrement la valeur comptable des éléments d'actif inscrits à notre bilan consolidé résultant des titrisations et, lorsque nous constatons une moins-value durable, la valeur comptable en cause est ramenée à sa juste valeur. Toute dépréciation est inscrite à notre état consolidé des résultats comme une réduction des revenus de titrisation.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence des titrisations sur notre état consolidé des résultats pour les exercices terminés le 31 octobre :

	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts sur cartes de crédit			Prêts aux entreprises et aux administrations publiques			Total		
	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Gains provenant de la vente de prêts	37 \$	38 \$	23 \$	14 \$	5 \$	– \$	117 \$	39 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	168 \$	82 \$	23 \$
Autres revenus de titrisation	37	58	54	10	–	–	70	172	186	39	19	80	156	249	320
Amortissement de l'obligation de gestion	5	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	5	–	–
Total	79 \$	96 \$	77 \$	24 \$	5 \$	– \$	187 \$	211 \$	186 \$	39 \$	19 \$	80 \$	329 \$	331 \$	343 \$

Le tableau ci-dessous présente l'incidence des titrisations sur notre bilan consolidé au 31 octobre :

	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts sur cartes de crédit			Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		
	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Participations retenues												
Investissements dans des entités de titrisation	– \$	– \$	– \$	56 \$	32 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Prix d'achat différé	117	121	81	7	5	–	25	20	–	–	–	–
Dépôts en espèces dans des entités de titrisation	11	25	26	–	–	–	–	–	–	170	472	940
Obligation de gestion	14	4	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

Le tableau ci-dessous présente certains flux de trésorerie reçus d'entités de titrisation pour les exercices terminés le 31 octobre :

	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts sur cartes de crédit			Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		
	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Produit de nouvelles titrisations	– \$	1 197 \$	1 837 \$	519 \$	1 037 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Produit de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	2 737	2 117	1 775	–	–	–	10 795	11 549	11 129	–	–	2 132
Frais de gestion perçus	3	6	2	–	1	–	47	50	50	–	2	3
Encaissement du prix d'achat différé	92	83	59	10	–	–	134	136	130	–	37	77

Le tableau ci-dessous fait état des données sur le crédit relatif à nos éléments d'actif titrisés :

	2002		2001	
	Prêts titrisés	Créances irrécouvrables	Prêts titrisés	Créances irrécouvrables
Prêts hypothécaires à l'habitation	7 241 \$	– \$	8 063 \$	– \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	1 271	4	965	1
Prêts sur cartes de crédit	1 950	53	2 500	57
Prêts aux entreprises et administrations publiques	402	70	2 207	46
Total	10 864 \$	127 \$	13 735 \$	104 \$

Les pertes sur les lots statiques de créances fournissent une mesure du risque de crédit lié à nos éléments d'actif titrisés. On les calcule en additionnant les pertes sur créances réelles et prévues et en divisant le résultat par l'encours initial de chaque lot de créances. Les pertes sur les lots statiques de créances pour les exercices terminés le 31 octobre s'établissent comme suit :

	2002	2001
Pertes sur lots statiques de créances		
Prêts hypothécaires à l'habitation	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	2,19 %	1,25 %
Prêts sur cartes de crédit	3,74 %	2,36 %
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2,50 %	1,29 %

Au 31 octobre 2002, notre risque de crédit lié aux éléments d'actif titrisés se limitait à notre prix d'achat différé pour un montant de 149 \$ (146 \$ en 2001), à certains dépôts en espèces pour un montant de 93 \$ (120 \$ en 2001) et aux investissements dans les entités de titrisation pour un montant de 56 \$ (32 \$ en 2001).

Le tableau ci-contre présente les hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer le prix d'achat différé, et la sensibilité de la valeur actualisée du prix d'achat différé, au 31 octobre 2002, à des variations défavorables immédiates de 10 % et 20 % par rapport aux hypothèses. L'analyse de sensibilité doit être utilisée avec prudence, car ses résultats sont hypothétiques et les variations de chacune des hypothèses clés pourraient ne pas être linéaires. La sensibilité de chaque variable a été calculée indépendamment des variations des autres variables clés. Dans les faits, des variations peuvent survenir dans plusieurs hypothèses clés simultanément. Les variations d'un facteur peuvent entraîner des variations d'un autre facteur, ce qui peut amplifier ou réduire certaines sensibilités.

Pour de plus amples renseignements sur nos entités ad hoc hors bilan, voir la note 7.

	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit
Prix d'achat différé	117 \$	7 \$	25 \$
Durée moyenne pondérée (années)	2,68	2,19	0,17
Taux de remboursement anticipé (%)	12,75–13,19	5,0–8,0	33,0
Effet d'une :			
Variation défavorable de 10 %	1,0 \$–1,1 \$	0,1 \$	0,1 \$
Variation défavorable de 20 %	1,9 \$–2,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
Taux d'intérêt (%)	0,98–2,49	1,81–3,17	8,68
Effet d'une :			
Variation défavorable de 10 %	6,7 \$–7,8 \$	0,8 \$	2,5 \$
Variation défavorable de 20 %	13,3 \$–15,6 \$	1,7 \$	5,1 \$
Pertes sur créances prévues (%)	–	1,25–1,50	1,95
Effet d'une :			
Variation défavorable de 10 %	– \$	1,1 \$	0,6 \$
Variation défavorable de 20 %	– \$	2,3 \$	1,2 \$
Taux d'actualisation (%)	5,95–13,30	13,30–13,73	13,30
Effet d'une :			
Variation défavorable de 10 %	0,5 \$–0,9 \$	0,1 \$	0,1 \$
Variation défavorable de 20 %	0,9 \$–1,7 \$	0,3 \$	0,2 \$

NOTE 7 Entités ad hoc hors bilan

Les entités ad hoc hors bilan sont des personnes morales ou des fiducies dont les activités sont énoncées dans les conventions juridiques qui les régissent. Nous entretenons des relations continues avec deux types d'entités ad hoc : les entités de titrisation d'éléments d'actif et les entités de gestion d'actif.

Nous titrisons nos prêts pour des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. Nos opérations de titrisation sont décrites de façon plus détaillée à la note 6.

Nous aidons nos clients à l'égard de la titrisation de leurs éléments d'actif pour leur procurer des sources de financement de substitution. En échange, nous percevons des honoraires d'expertise en structuration de titrisations ainsi que des frais administratifs pour le soutien continu que nous apportons au fonctionnement des entités de titrisation des clients.

Nous menons des activités de gestion d'actif par l'entremise d'entités ad hoc qui offrent aux investisseurs des portefeuilles de créances adaptés à leurs besoins et diversifiés dans plusieurs catégories d'éléments d'actif et de cotes. Nous percevons des frais pour la gestion de ces portefeuilles. Nous détenons deux types d'entités de gestion d'actif : les entités de gestion de titres adossés à des obligations à rendement élevé et les entités de gestion de placements structurés de premier ordre. Notre investissement dans ces entités ad hoc hors bilan s'élevait à 109 \$ au 31 octobre 2002 (187 \$ au 31 octobre 2001).

Nous offrons un soutien financier à l'égard des titres émis par certaines entités ad hoc hors bilan. Nous effectuons également des

transactions sur instruments financiers dérivés pour les aider à couvrir leurs risques liés au taux d'intérêt. Les modalités de ces transactions sont les mêmes que celles des transactions avec des tiers clients.

La majorité des titres de créance émis par ces entités ad hoc hors bilan sont évalués par au moins une agence de notation, qui examine les modalités de l'entité ad hoc afin de s'assurer que les investisseurs sont suffisamment protégés.

Le tableau ci-dessous présente la situation financière de nos entités ad hoc au 31 octobre 2002 :

	Entités de titrisation des clients	Entités de gestion de titres adossés à des obligations à rendement élevé	Entités de gestion de placements structurés de premier ordre
Actif	28 092 \$	3 397 \$	16 539 \$
Passif	27 228 \$	3 546 \$	15 222 \$

Les données concernant les entités de titrisation des clients comprennent une somme de 6 700 \$ correspondant aux prêts titrisés par la Banque.

Modification future de la convention comptable

L'Institut Canadien des Comptables Agréés a émis un projet de note d'orientation concernant la consolidation des entités ad hoc. Nous étudions actuellement ce projet afin de déterminer s'il nous faudra consolider certaines de nos entités ad hoc hors bilan.

NOTE 8 Bureaux et matériel

Nous comptabilisons l'ensemble des bureaux et du matériel au prix coûtant. Les immeubles, le matériel informatique et autre et les améliorations locatives sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'élément d'actif. Voici les durées de vie utile estimatives maximales que nous utilisons pour amortir notre actif :

▪ Immeubles	40 ans
▪ Matériel informatique et autre	10 ans
▪ Améliorations locatives	15 ans

Les gains et les pertes sur aliénation sont inclus dans les revenus autres que d'intérêts figurant à notre état consolidé des résultats.

	2002	2001
Terrains	269 \$	292 \$
Immeubles	1 309	1 387
Matériel informatique et autre	2 737	2 483
Améliorations locatives	529	491
	4 844	4 653
Amortissement cumulé	(2 685)	(2 483)
Total	2 159 \$	2 170 \$

Pour les exercices terminés le 31 octobre 2002, 2001 et 2000, la charge d'amortissement se chiffrait à 396 \$, à 406 \$ et à 402 \$ respectivement.

Les postes Terrains et Immeubles incluent les coûts des succursales bancaires appartenant à la Banque, dont le nombre s'élevait à 457 au 31 octobre 2002 et à 460 au 31 octobre 2001, et ceux des autres biens-fonds situés au Canada, aux États-Unis et ailleurs.

Le 12 septembre 2002, nous avons vendu notre participation indivise de 25 % dans le terrain situé à l'angle des rues King et Bay, à Toronto, pour un produit en espèces de 122 \$. Le gain de 112 \$ (87 \$ après impôts) provenant de cette vente a été reporté et sera comptabilisé comme une réduction de nos frais de location sur la durée de nos baux dans l'édifice, qui arrivent à échéance entre 2013 et 2023.

Engagements sur bail

Nous avons signé un certain nombre de contrats non résiliables de location de bureaux et de matériel. Au 31 octobre 2002, nos engagements contractuels de location représentaient une somme totale de 1 096 \$. Les engagements pour chacun des cinq prochains exercices se répartissent comme suit : 195 \$ pour 2003, 163 \$ pour 2004, 136 \$ pour 2005, 99 \$ pour 2006, 82 \$ pour 2007 et 421 \$ par la suite. Au 31 octobre 2002, ces engagements tenaient compte des montants relatifs aux 677 succursales bancaires situées dans des locaux loués. Le loyer net des bureaux et du matériel constaté dans notre état consolidé des résultats s'établissait à 223 \$, à 175 \$ et à 165 \$ pour les exercices terminés le 31 octobre 2002, 2001 et 2000 respectivement.

NOTE 9 Éléments d'actif divers

	2002	2001
Comptes clients, charges payées d'avance et autres éléments	5 303 \$	4 657 \$
Intérêts courus à recevoir	723	979
Créances de clients, de négociants et de courtiers	7 645	6 483
Gains non matérialisés et montants à recevoir sur instruments dérivés (note 23)	22 108	23 315
Actifs d'impôts futurs	109	392
	35 888	35 826
Éléments d'actif incorporel		
Relations d'affaires avec les clients	489	188
Éléments d'actif incorporel liés aux dépôts	126	162
Réseau de distribution – Succursales	134	150
Autres	24	18
	773	518
Écarts d'acquisition	1 428	798
Éléments d'actif incorporel et écarts d'acquisition	2 201	1 316
Total	38 089 \$	37 142 \$

Aucun élément d'actif incorporel à durée de vie utile indéfinie n'a été comptabilisé au 31 octobre 2002 et 2001.

Éléments d'actif incorporel

Lorsque nous achetons une filiale ou effectuons un autre investissement spécifique, il arrive que nous acquérions des éléments d'actif incorporel, qui sont comptabilisés à leur juste valeur au moment où nous faisons l'investissement.

Les éléments d'actif incorporel à durée de vie définie sont amortis par imputation au revenu sur la période au cours de laquelle nous estimons que ces éléments d'actif nous seront bénéfiques, généralement jusqu'à un maximum de 20 ans. Nous ramenons les éléments d'actif incorporel à durée de vie définie à leur juste valeur lorsque nous prévoyons que les flux monétaires non actualisés ne permettront pas de récupérer la valeur comptable. Les éléments d'actif incorporel à durée de vie indéfinie ne sont pas amortis mais soumis au moins une fois par année à des tests de dépréciation afin de s'assurer que leur juste valeur demeure supérieure ou égale à leur valeur comptable. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est imputé au revenu de la période au cours de laquelle la dépréciation est déterminée.

L'actif net d'une entreprise acquise, y compris l'écart d'acquisition, est attribué à l'entité d'exploitation correspondante. Les écarts d'acquisition liés aux acquisitions sont répartis de la même façon, tel que l'illustre le tableau ci-dessous :

	Particuliers et entreprises	Gestion privée	Services d'investissement	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	Total
Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002					
Solde au début de l'exercice	452 \$	286 \$	58 \$	2 \$	798 \$
Acquisitions faites au cours de l'exercice	–	605	–	1	606
Cession au cours de l'exercice	(2)	–	–	–	(2)
Effets du taux de change et autres	5	21	–	–	26
Solde à la fin de l'exercice	455 \$	912 \$	58 \$	3 \$	1 428 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2002, aucun écart d'acquisition n'a été l'objet d'une perte de valeur.

NOTE 10 Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le prix payé pour une entreprise doit être attribué aux éléments d'actif acquis, y compris les éléments d'actif incorporel identifiables, et aux éléments de passif pris en charge selon leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent est alors comptabilisé comme un écart d'acquisition.

Nous comptabilisons les éléments d'actif acquis à la juste valeur de ces éléments, y compris les éléments d'actif incorporel identifiables.

Le 4 février 2002, nous avons conclu l'acquisition de toutes les actions avec droit de vote en circulation de CSFB*direct*, Inc., une entreprise d'investissement en direct du New Jersey, appartenant auparavant à Credit Suisse First Boston, pour une somme totale en espèces de 854 \$. Les résultats de CSFB*direct*, Inc. ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de CSFB*direct*, Inc. a considérablement accru notre clientèle sur le territoire américain et permet à nos services intégrés de gestion de patrimoine aux États-Unis de s'appuyer sur un réseau d'envergure nationale.

En faisant cette acquisition, nous avons aussi acquis des relations d'affaires avec les clients constituant un élément d'actif incorporel qui

Écarts d'acquisition

Lorsque nous acquérons une filiale, une coentreprise ou des titres de placement, dans les cas où nous exerçons une influence notable, nous établissons la juste valeur des éléments d'actif corporel et incorporel net acquis, et nous comparons le total au montant que nous avons payé pour les investissements. Tout excédent du montant payé par rapport à la juste valeur des éléments d'actif net acquis est considéré comme un écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par année afin de s'assurer que leur juste valeur demeure supérieure ou égale à leur valeur comptable. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est imputé aux revenus de la période au cours de laquelle la dépréciation est déterminée.

L'amortissement des éléments d'actif incorporel est constaté dans l'état consolidé des résultats comme suit :

	2002	2001	2000
Frais d'intérêts	13 \$	13 \$	10 \$
Frais autres que d'intérêts	87	43	23
Total	100 \$	56 \$	33 \$

Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2002, 2001 et 2000, les éléments d'actif incorporel n'ont fait l'objet d'aucune perte de valeur.

La charge d'amortissement estimative totale relative aux éléments d'actif incorporel, pour les cinq prochains exercices, s'élève à 120 \$ pour 2003, 111 \$ pour 2004, 103 \$ pour 2005, 93 \$ pour 2006 et 87 \$ pour 2007.

Modification de la convention comptable

Avant le 1^{er} novembre 2001, nous amortissions les écarts d'acquisition provenant d'acquisitions faites avant le 1^{er} juillet 2001 sur leur durée de vie utile. L'amortissement des écarts d'acquisition était comptabilisé, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable, dans notre état consolidé des résultats. L'amortissement d'écarts d'acquisition de 56 \$ et de 49 \$, déduction faite d'une économie d'impôts sur le revenu de 6 \$ et de 5 \$, a été porté aux revenus pour les exercices terminés le 31 octobre 2001 et 2000, respectivement.

Si nous avions continué à amortir ces écarts d'acquisition, la charge d'amortissement des écarts d'acquisition pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 aurait été de 55 \$, déduction faite d'une économie d'impôts de 7 \$.

fera l'objet d'un amortissement accéléré sur 15 ans, ainsi qu'une clause de non-concurrence qui sera amortie sur 5 ans selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Le 26 juillet 2002, nous avons conclu l'acquisition, pour une somme totale en espèces de 153 \$, des comptes de clients autogérés en ligne de Morgan Stanley Individual Investor Group. Ces comptes sont inclus dans l'actif incorporel que constituent les relations d'affaires avec les clients et feront l'objet d'un amortissement accéléré sur 15 ans.

Le 13 juillet 2001, nous avons conclu l'acquisition de toutes les actions avec droit de vote en circulation de la First National Bank of Joliet, une banque locale américaine à service complet, cotée en bourse. Le prix d'achat de 337 \$ était composé de 124 \$ en espèces et de 5 325 307 actions ordinaires de la Banque évaluées globalement à 213 \$.

Le 19 juillet 2001, nous avons conclu l'acquisition de toutes les actions avec droit de vote en circulation du Groupe de Fonds Guardian Ltée, un groupe de fonds d'investissement qui était une filiale d'une société de services financiers cotée en bourse au Canada. Le prix d'achat a été acquitté au moyen de 4 960 140 actions ordinaires de la Banque évaluées à 187 \$.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des éléments d'actif acquis et des éléments de passif pris en charge à la date d'acquisition :

	2002		2001	
	CSFBdirect, Inc.	Comptes de clients de Morgan Stanley	First National Bank of Joliet	Groupe de Fonds Guardian
Encaisse	51 \$	– \$	193 \$	– \$
Bureaux et matériel	10	–	–	–
Titres de placement	–	–	653	–
Prêts	–	–	852	–
Autres éléments d'actif				
Éléments d'actif divers	6	–	23	9
Relations d'affaires avec les clients	200	153	–	–
Élément d'actif incorporel lié aux dépôts	–	–	76	–
Autres éléments d'actif incorporel	9	–	–	18
Écarts d'acquisition	597	–	152	187
	812	153	251	214
Total de l'actif	873	153	1 949	214
Dépôts	–	–	1 347	–
Titres mis en pension	–	–	230	–
Autres éléments de passif	19	–	35	27
Total du passif	19	–	1 612	27
Prix d'achat	854 \$	153 \$	337 \$	187 \$

NOTE 11 Segmentation opérationnelle et géographique

Nous menons nos activités dans le cadre de segments opérationnels pour chacun desquels le marché et les produits sont bien définis. Notre groupe Particuliers et entreprises offre des services financiers aux particuliers et aux entreprises. Notre groupe Gestion privée offre des services de gestion de patrimoine. Notre groupe Services d'investissement offre une gamme complète de services financiers aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques, y compris des services-conseils et des services d'investissement et d'exploitation.

En outre, les Services d'entreprise, y compris le groupe Technologie et solutions, procurent des services de soutien à l'ensemble de la Banque, notamment en matière de technologie et de gestion des risques.

Les renseignements portant sur les revenus, les frais, le revenu net, le solde moyen de l'actif, les prêts et les dépôts de ces segments opérationnels sont présentés dans les tableaux des pages 36 à 47 de l'analyse de la direction.

NOTE 12 Dépôts

Catégorie de déposants	Dépôts à vue									
	productifs d'intérêts		non productifs d'intérêts		Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe		Total	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Banques	210 \$	237 \$	363 \$	512 \$	188 \$	462 \$	14 512 \$	19 328 \$	15 273 \$	20 539 \$
Entreprises et administrations publiques	4 659	5 042	9 008	10 103	16 028	15 288	41 716	35 699	71 411	66 132
Particuliers	2 450	2 425	3 346	2 733	32 949	28 819	36 409	33 642	75 154	67 619
Total	7 319 \$	7 704 \$	12 717 \$	13 348 \$	49 165 \$	44 569 \$	92 637 \$	88 669 \$	161 838 \$	154 290 \$
Domiciliation										
Canada	6 561 \$	6 822 \$	8 941 \$	7 861 \$	32 671 \$	31 390 \$	54 799 \$	47 358 \$	102 972 \$	93 431 \$
États-Unis	730	842	3 766	5 474	16 102	12 916	28 595	31 488	49 193	50 720
Autres pays	28	40	10	13	392	263	9 243	9 823	9 673	10 139
Total	7 319 \$	7 704 \$	12 717 \$	13 348 \$	49 165 \$	44 569 \$	92 637 \$	88 669 \$	161 838 \$	154 290 \$

Les dépôts à vue sont constitués principalement des comptes de chèques de nos clients; certains de ces comptes sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer de l'argent de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts. Nos clients ont souvent l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer de l'argent de ces comptes.

Les dépôts à terme fixe sont constitués principalement des divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti, et qui sont productifs d'intérêts sur une période fixe. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.

Les dépôts comprennent des fonds fédéraux achetés qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 31 octobre 2002, le solde des fonds fédéraux achetés atteignait 4 096 \$, alors que ce montant était de 4 160 \$ au 31 octobre 2001.

Les dépôts comprennent des effets de commerce dont le total atteignait 597 \$ au 31 octobre 2002 et 505 \$ au 31 octobre 2001.

Au 31 octobre 2002, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 65 304 \$ de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 31 529 \$ étaient domiciliés au Canada et 33 775 \$ à l'extérieur du Canada. Au 31 octobre 2001, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 61 789 \$ de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 24 746 \$ étaient domiciliés au Canada et 37 043 \$ à l'extérieur du Canada. Sur le total de ces dépôts domiciliés au Canada au 31 octobre 2002, le montant des dépôts dont l'échéance était de trois mois ou moins s'élevait à 20 054 \$, celui des dépôts dont l'échéance était de trois à six mois s'élevait à 1 642 \$, celui des dépôts dont l'échéance était de six à douze mois s'élevait à 3 708 \$ et celui des dépôts dont l'échéance était de plus de douze mois s'élevait à 6 125 \$. Au 31 octobre 2001, le montant des dépôts dont l'échéance était de trois mois ou moins s'élevait à 13 101 \$, celui des dépôts dont l'échéance était de trois à six mois s'élevait à 2 139 \$, celui des dépôts dont l'échéance était de six à douze mois s'élevait à 3 610 \$ et celui des dépôts dont l'échéance était de plus de douze mois s'élevait à 5 896 \$.

Catégorie B – Les actions de série 4 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 août 2005, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 août 2007, ou pour la valeur équivalente en actions ordinaires de la Banque, et elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 mai 2008, en actions ordinaires de la Banque sous réserve du droit de la Banque de les racheter pour 25,00 \$ en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,30 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 5 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2013, pour 25,00 \$ en espèces par action, et elles ne sont pas convertibles. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,33125 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 6 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 novembre 2005, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 novembre 2007, ou pour la valeur équivalente en actions ordinaires de la Banque, et elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 novembre 2008, en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de les racheter pour 25,00 \$ en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,296875 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 10 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2012, pour 25,00 \$ US en espèces par action, et elles sont convertibles à notre gré, à compter du 25 février 2012, en actions ordinaires de la Banque. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,371875 \$ US par action.

Actions ordinaires

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Nos actions ordinaires ne sont pas rachetables ni convertibles. Nous déclarons chaque trimestre un dividende dont le montant peut varier d'un trimestre à l'autre.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, nous avons racheté 52 000 000 d'actions au prix moyen de 39,06 \$ l'action, pour une somme totale de 2 031 \$. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2000, 15 728 000 d'actions avaient été rachetées au prix moyen de 31,80 \$ l'action, pour une somme totale de 500 \$.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, nous avons versé un dividende de une action ordinaire, sans valeur, pour chaque action ordinaire en circulation. Le versement de ce dividende en actions a eu le même effet qu'un fractionnement en deux de l'action ordinaire de la

NOTE 16 Rémunération du personnel

Nous offrons à nos employés un éventail d'avantages sociaux dont les coûts sont constatés dans l'exercice au cours duquel les services sont rendus, au poste Rémunération du personnel de notre état consolidé des résultats. Des renseignements sur les prestations de retraite, certains autres avantages sociaux futurs et les régimes de rémunération à base d'actions, sont présentés ci-dessous.

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nous avons, au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, divers régimes qui offrent des prestations de retraite et des avantages sociaux futurs à nos employés actuels et retraités. Les régimes de retraite comprennent les régimes de retraite prévus par la loi, ainsi que des régimes complémentaires qui offrent des prestations de retraite en sus des limites prévues par les dispositions législatives. De façon générale, nos régimes offrent des prestations de retraite fondées sur le nombre d'années de service et le salaire moyen au moment du départ à la retraite, et n'exigent pas de cotisations de la part des employés. Les employés peuvent cependant effectuer des cotisations volontaires. D'autres avantages sociaux futurs, y compris des avantages en matière de soins de santé et de soins dentaires, ainsi qu'un régime d'assurance-vie, sont également offerts aux employés actuels et retraités.

Nos actuaire procèdent régulièrement à des évaluations de notre obligation au titre des prestations constituées à l'égard des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs, évaluations fondées sur des hypothèses concernant la croissance des salaires, l'âge de la retraite, le taux de mortalité et l'évolution du coût des soins de santé. L'actif des régimes de retraite est mis en réserve pour satisfaire à nos obligations découlant des régimes de retraite prévus par la loi, et un régime compensatoire a été mis en place en 2001 pour capitaliser des régimes de retraite complémentaires au Canada. Notre obligation relative aux autres avantages sociaux futurs de nos employés aux États-Unis est partiellement capitalisée, tandis que les autres avantages sociaux futurs de nos employés au Canada sont sans capitalisation.

Banque. Tous les soldes relatifs aux actions ordinaires ont été retraités pour tenir compte de ce dividende.

Options échangeables contre des actions ordinaires

En 1996, nous avons consenti au Grupo Financiero BBVA Bancomer des options d'achat visant jusqu'à 19 914 570 de nos actions ordinaires, représentant une portion de la contrepartie payée pour notre investissement dans le Grupo Financiero BBVA Bancomer. Ces options ont été annulées le 18 décembre 2000. En conséquence, les 22 \$ relatifs à la valeur des options qui avaient été inclus dans le capital-actions en 1996 ont été contrepassés, et un gain de 18 \$ après impôts a été comptabilisé directement dans les bénéfices non répartis lors de l'annulation des options.

Une de nos filiales, la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, a émis diverses catégories d'actions sans droit de vote échangeables au gré de leurs détenteurs contre nos actions ordinaires, d'après une formule établie. Le nombre de ces actions en circulation s'établissait respectivement à 1 133 722 et à 1 379 960 au 31 octobre 2002 et 2001, à un prix de conversion moyen pondéré de 8,50 \$ et de 8,95 \$.

Restrictions concernant le rachat d'actions et les dividendes

Le Surintendant des institutions financières du Canada doit approuver tout plan de rachat en espèces portant sur l'une quelconque de nos catégories d'actions privilégiées en circulation.

Il nous est interdit de déclarer un dividende sur nos actions privilégiées ou ordinaires si ce dividende nous place ou peut nous placer en situation d'infraction à l'égard des règles sur la suffisance du capital et sur la liquidité ou de toute autre directive réglementaire publiée en application de la *Loi sur les banques*. En outre, nous ne pouvons verser de dividendes sur nos actions ordinaires à moins d'avoir versé, ou mis des fonds en réserve en vue de les verser, tous les dividendes déclarés et payables sur nos actions privilégiées.

De plus, nous avons convenu que si la Fiducie de capital BMO, une de nos filiales, ne peut payer une somme due en vertu de ses titres, nous ne déclarerons de dividende sur aucune de nos actions privilégiées ou ordinaires.

Émissions éventuelles d'actions

Au 31 octobre 2002, nous avions réservé 8 127 324 actions ordinaires en vue de leur émission éventuelle dans le cadre de notre Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires, 5 839 505 actions ordinaires en vue de l'échange de certaines actions de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, et 41 471 968 actions ordinaires en vue de la levée éventuelle des options d'achat d'actions, tel que nous l'expliquons à la note 16.

Les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs sont déterminées par le coût des prestations constituées par les employés au cours de l'exercice, les frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées, le rendement prévu de la valeur marchande de l'actif des régimes de retraite, l'amortissement du coût reporté des services passés et l'amortissement des gains et pertes actuariels reportés supérieurs à une fourchette prédéterminée.

Des coûts au titre des services passés surviennent lorsque nous apportons des modifications aux régimes de retraite qui entraînent le versement de prestations calculées en rapport avec des services déjà rendus par des employés. Nous reportons et amortissons le coût des services passés par imputation à la charge de retraite sur la durée résiduelle moyenne d'activité des employés actifs.

Des gains et des pertes actuariels peuvent survenir dans deux situations : premièrement, lorsque le rendement réel de l'actif d'un régime pour une période diffère du rendement prévu pour cette période et, deuxièmement, lorsque l'obligation prévue au titre des prestations constituées diffère de l'obligation réelle au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice. Nous reportons et amortissons tous les gains et pertes actuariels supérieurs à une fourchette prédéterminée en les imputant aux charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs sur la durée résiduelle moyenne d'activité des employés actifs.

Notre actif au titre des prestations de retraite constituées est compris dans les autres éléments d'actif de notre bilan consolidé. L'obligation au titre des prestations constituées relatives aux régimes de retraite complémentaires et aux autres avantages sociaux futurs est comprise dans les autres éléments de passif.

Modification de la convention comptable

Le 1^{er} novembre 2000, nous avons adopté une nouvelle norme pour la comptabilisation des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs. L'incidence de l'adoption de cette norme sur le solde d'ouverture des bénéfices non répartis équivalait à une réduction de 250 \$ (après impôts de 171 \$).

Le tableau suivant fait état de la situation financière estimative de nos régimes de retraite et d'autres avantages sociaux futurs :

	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Obligation au titre des prestations constituées, en début d'exercice	2 903 \$	2 211 \$	2 098 \$	537 \$	– \$	– \$
Rajustement découlant de la modification de la convention comptable	–	402	–	–	490	–
Prestations constituées	105	93	69	13	13	–
Frais d'intérêts courus sur notre obligation au titre des prestations constituées	191	177	166	35	32	–
Prestations versées aux retraités et aux employés a)	(167)	(151)	(152)	(23)	(18)	–
Cotisations volontaires des employés	5	6	4	–	–	–
(Gain) perte actuariels	119	117	(7)	34	17	–
Modifications aux régimes	15	24	18	–	–	–
Autres, principalement la conversion de devises	(14)	24	15	(1)	3	–
Obligation au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	3 157 \$	2 903 \$	2 211 \$	595 \$	537 \$	– \$
Juste valeur de l'actif des régimes, en début d'exercice	2 816 \$	3 103 \$	2 825 \$	54 \$	– \$	– \$
Rajustement de transition pour tenir compte de la capitalisation antérieure par une filiale américaine	–	–	–	–	50	–
Rendement réel de l'actif des régimes	(188)	(285)	365	(3)	(3)	–
Cotisations versées par la Banque	454	122	44	27	5	–
Cotisations volontaires des employés	5	6	4	–	–	–
Prestations versées aux retraités et aux employés	(167)	(151)	(152)	(23)	–	–
Autres, principalement la conversion de devises	(8)	21	17	–	2	–
Juste valeur de l'actif des régimes, en fin d'exercice	2 912 \$	2 816 \$	3 103 \$	55 \$	54	– \$
Situation de capitalisation des régimes	(245)\$	(87)\$	892 \$	(540)\$	(483)\$	– \$
(Gains) pertes actuariels non constatés	1 148	633	(543)	63	25	–
Coût des services passés non constaté	33	20	78	–	–	–
Montant de transition non constaté	–	–	(1)	–	–	–
Actif (passif) au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	936 \$	566 \$	426 \$	(477)\$	(458)\$	– \$
Charge sociale annuelle						
La charge sociale nette comprend les éléments suivants :						
Rendement réel de l'actif des régimes	188 \$	285 \$	(365)\$	3 \$	3 \$	– \$
(Déficit) excédent du rendement réel sur le rendement prévu	(423)	(537)	135	(8)	(8)	–
Rendement prévu de l'actif des régimes	(235)\$	(252)\$	(230)\$	(5)\$	(5)\$	– \$
Prestations constituées	105	93	72	13	13	–
Frais d'intérêts courus sur l'obligation au titre des prestations constituées	191	177	166	35	32	–
Amortissement des pertes (gains) actuariels	27	–	(38)	3	1	–
Amortissement du coût des services passés	2	1	14	–	–	–
Amortissement du montant de transition	–	(1)	(1)	–	–	–
Prestations versées aux retraités et aux employés a)	–	–	–	–	–	16
Charge sociale annuelle	90	18	(17)	46	41	16
Autres (notamment les cotisations au Régime de pensions du Canada, au Régime de rentes du Québec et aux régimes à cotisations déterminées)	45	49	40	–	–	–
Total de la charge annuelle liée aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	135 \$	67 \$	23 \$	46 \$	41 \$	16 \$
Hypothèses actuarielles – Moyennes pondérées (%)						
Taux d'actualisation	6,5	6,7	8,1	6,7	6,6	–
Taux de croissance de la rémunération	4,1	4,2	4,2	3,7	4,2	–
Taux de rendement à long terme prévu de l'actif des régimes	7,5	8,2	8,4	8,0	8,0	–

a) Avant le 1^{er} novembre 2000, nous constatons les frais liés aux autres avantages sociaux futurs lorsqu'ils étaient engagés. À compter du 1^{er} novembre 2000, nous avons inscrit à l'égard de ces avantages une obligation et des frais déterminés sur une base actuarielle.

Au 31 octobre 2002, l'actif des régimes de retraite était constitué d'actions (53 %) et de titres à revenu fixe (47 %). Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002, les régimes ont payé 5 \$ (4 \$ en 2001 et en 2000) à nous et à certaines de nos filiales pour la gestion de placements, la tenue de dossiers, la garde de titres et les

services administratifs, aux mêmes conditions que celles que nous offrons à nos clients. Au 31 octobre 2002, 2001 et 2000, les régimes ne détenaient directement aucune action de la Banque.

Au 31 octobre 2002, l'obligation au titre des prestations de retraite constituées comprenait une somme de 926 \$ (763 \$ en 2001; 123 \$ en 2000) et, à la même date, la juste valeur de l'actif des régimes pour les prestations de retraite comprenait une somme de 572 \$ (596 \$ en 2001; néant en 2000) relativement aux régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés.

	Prestations de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Obligation au titre des prestations constituées	Charge sociale	Obligation au titre des prestations constituées	Charge sociale
Taux de rendement prévu sur l'actif (%)	–	7,5	–	–
Effet d'une : hausse de 1 %	– \$	(31)\$	– \$	– \$
baisse de 1 %	– \$	31 \$	– \$	– \$
Taux d'actualisation (%)	6,5	6,7	6,7	6,6
Effet d'une : hausse de 1 %	(363)\$	(19)\$	(76)\$	(3)\$
baisse de 1 %	445 \$	21 \$	96 \$	4 \$
Taux de croissance présumé du coût global des soins de santé (%)	–	–	5,3 1)	5,6 2)
Effet d'une : hausse de 1 %	– \$	– \$	75 \$	6 \$
baisse de 1 %	– \$	– \$	(62)\$	(5)\$

1) Le taux de croissance devrait diminuer pour se stabiliser à 4,26 % en 2005 et pour les années subséquentes.
2) Le taux de croissance devrait diminuer pour se stabiliser à 4,24 % en 2005 et pour les années subséquentes.

Rémunération à base d'actions

Régime d'options d'achat d'actions

Nous avons un régime d'options d'achat d'actions pour certains dirigeants et employés. Les options consenties en vertu du régime de 1995 à 1999 sont acquises après une période de cinq exercices débutant le 1^{er} novembre de l'année au cours de laquelle elles ont été accordées, si nous avons atteint certains objectifs de rendement. Les options accordées au cours des exercices 2000, 2001 et 2002 sont acquises à raison

de 25 % par année sur une période de quatre ans commençant à la date à laquelle elles ont été accordées. Certaines des options consenties au cours des exercices 2000 et 2001 sont assujetties à des objectifs de rendement. Toutes les options viennent à échéance dix ans après la date à laquelle elles ont été consenties.

Lorsque des options sont consenties, aucuns frais de rémunération ne sont consentis. À la levée des options d'achat d'actions, nous incluons le montant du produit dans l'avoir des actionnaires.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur notre régime d'options d'achat d'actions :

	2002		2001		2000	
	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix de levée moyen pondéré
Options en circulation au début de l'exercice	32 997 743	28,31 \$	33 548 918	18,64 \$	27 615 900	23,55 \$
Options consenties	7 485 500	35,70	6 774 750	38,45	8 493 200	25,64
Options levées	1 923 115	18,87	6 177 235	17,72	1 915 282	18,12
Options confisquées/annulées	185 501	31,63	1 148 690	28,31	644 900	26,08
Options en circulation à la fin de l'exercice	38 374 627	30,21	32 997 743	28,31	33 548 918	24,34
Options pouvant être levées à la fin de l'exercice	11 955 097	23,95	7 443 288	21,92	5 828 718	18,64
Options pouvant être consenties	3 097 341		10 342 140		2 023 400	
Options en circulation en pourcentage des actions en circulation	7,79 %		6,75 %		6,42 %	

Aucune option n'est arrivée à échéance en 2002, en 2001 et en 2000.

Fourchette des prix de levée	Options en circulation			Options pouvant être levées	
	Nombre d'options d'achat d'actions	Durée de vie moyenne pondérée contractuelle résiduelle (années)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix de levée moyen pondéré
20 \$ et moins	5 652 082	3,4	17,65 \$	5 652 082	17,65 \$
De 20,01 \$ à 30,00 \$	7 278 182	7,0	25,60	3 102 242	25,60
De 30,01 \$ à 36,40 \$	18 740 300	7,0	32,82	2 215 600	31,27
De 36,41 \$ à 40,00 \$	6 552 763	8,0	38,45	965 899	38,46
40,01 \$ et plus	151 300	6,0	41,98	19 274	41,29

Modification future de la convention comptable

À compter du 1^{er} novembre 2002, nous modifierons notre façon de comptabiliser les options d'achat d'actions accordées à cette date ou ultérieurement. Nous constaterons la juste valeur des options d'achat d'actions à la date à laquelle elles ont été accordées comme frais de rémunération sur la période d'acquisition des droits des options. Nous prévoyons qu'à la suite de cette modification de convention comptable, les frais de rémunération du personnel augmenteront et le revenu net diminuera de 10 \$ à 20 \$ au cours de l'exercice 2003.

Nous déterminons la juste valeur des options accordées au moyen du modèle d'évaluation Rolle-Geske. La moyenne pondérée de la juste valeur des options consenties au cours des exercices terminés le 31 octobre 2002, 2001 et 2000 s'élevait à 7,02 \$, à 8,17 \$ et à 4,79 \$, respectivement. Les moyennes pondérées estimatives ci-dessous ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date à laquelle elles ont été consenties.

	2002	2001	2000
Rendement prévu des actions	3,6 %	2,9 %	3,9 %
Volatilité prévue du cours des actions	23,4 %	22,1 %	21,5 %
Taux de rendement sans risque	5,5 %	6,1 %	6,3 %
Période prévue jusqu'à la levée	7,0 ans	7,0 ans	7,0 ans

Revenu net et résultats par action pro forma

Le tableau ci-dessous montre quelle aurait été l'incidence sur notre revenu net et sur nos résultats par action, si nous avions comptabilisé les frais de rémunération du personnel au cours de cet exercice et des exercices précédents en nous fondant sur la juste valeur de toutes nos options d'achat d'actions en circulation à la date à laquelle elles ont été accordées :

	2002	2001	2000
Revenu net pro forma	1 370 \$	1 431 \$	1 825 \$
Résultat par action pro-forma - de base	2,63 \$	2,64 \$	3,24 \$
Résultat par action pro forma - dilué	2,59 \$	2,59 \$	3,19 \$

Autres régimes de rémunération à base d'actions

Régime d'achat d'actions

Nous offrons à nos employés la possibilité d'affecter une partie de leur salaire brut à l'achat de nos actions ordinaires. Lorsqu'un employé verse à ce régime une cotisation représentant au plus 6 % de son salaire brut, nous y ajoutons une somme égale à 50 % de cette cotisation.

Nous comptabilisons notre cotisation au régime comme frais de rémunération du personnel lors du versement de cette cotisation.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ce régime s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2002, 2001 et 2000, respectivement à 26 \$, à 26 \$ et à 17 \$.

Régime d'encouragement à moyen terme

Nous offrons un régime d'encouragement à moyen terme aux dirigeants et à certains employés de haut niveau. En vertu de ce régime, nous versons, à la fin de chaque période de trois ans, une prime en espèces liée à des objectifs de rendement établis d'après une comparaison du rendement total annualisé de l'avoir de nos actionnaires et de celui de nos concurrents.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ce régime sont comptabilisés sur les trois années du cycle de rendement utilisé pour ce régime. Les frais de rémunération sont rajustés tout au long de chaque cycle de rendement de trois ans pour tenir compte de la valeur marchande de nos actions ordinaires et de celle des actions de nos concurrents.

Au cours de l'exercice, nous avons conclu une entente avec un tiers pour l'acquittement de notre obligation relative au régime d'encouragement à moyen terme pour l'exercice 2002, contre un paiement en espèces de 58 \$.

Cette somme sera comptabilisée comme frais de rémunération du personnel sur le cycle de rendement de trois ans du régime, selon la méthode d'amortissement linéaire.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ce régime s'élevaient à 47 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 et à 51 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, et ils étaient nuls pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000.

Régimes de participation différée aux bénéfices

Nous offrons des régimes de participation différée aux bénéfices à certains hauts dirigeants et employés clés de nos groupes Services d'investissement et Gestion privée. En vertu de ces régimes, le versement de primes annuelles peut être différé sous forme de droits à la valeur des actions ordinaires. Le montant des primes différées est rajusté pour tenir compte des dividendes et de l'évolution du cours de nos actions ordinaires.

Selon le régime, les primes différées peuvent être versées lorsque leurs bénéficiaires prennent leur retraite ou résignent leurs fonctions, de façon uniforme à la fin de chacune des trois années suivant l'année

au cours de laquelle elles ont été gagnées, ou encore sous forme de montant forfaitaire à la fin de la période de trois ans. Les primes peuvent être versées en espèces ou en actions ordinaires ou être une combinaison des deux.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes sont comptabilisés l'année où les primes sont gagnées. Les changements aux montants des primes payables découlant des dividendes et de l'évolution du cours des actions sont constatés comme frais de rémunération du personnel dans la période des changements en question.

NOTE 17 Frais de restructuration

En octobre 1999, nous avons constaté une charge de 141 \$ pour les coûts de retrait liés à des initiatives de restructuration. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2000, nous avons révisé notre estimation du reste des coûts liés à l'exécution du plan de restructuration et nous avons réduit notre passif de 43 \$. Des paiements de 8 \$, de 23 \$

NOTE 18 Impôts sur le revenu

Nous présentons notre provision pour impôts sur le revenu dans notre état consolidé des résultats, en fonction des opérations comptabilisées dans nos états financiers consolidés, quelle que soit la date à laquelle elles sont constatées aux fins de l'impôt sur le revenu, sauf dans le cas du rapatriement des bénéfices non répartis de nos filiales à l'étranger, tel qu'il est mentionné ci-dessous.

En outre, nous portons la charge ou l'avantage fiscal directement aux bénéficiaires non répartis en ce qui a trait aux incidences fiscales des éléments constatés dans l'avis des actionnaires.

Le solde net des actifs d'impôts futurs inclus dans les autres éléments d'actif représente le montant cumulatif d'impôt applicable aux écarts temporaires entre la valeur de nos éléments d'actif et de passif aux fins comptables et leur valeur aux fins fiscales. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont calculés aux taux d'imposition qui, selon les prévisions, seront applicables au moment de la résorption des écarts. Les variations du solde des actifs et passifs d'impôts futurs découlant d'un changement de taux d'imposition sont comptabilisées dans les revenus de la période où le changement de taux est survenu.

La valeur de nos actifs d'impôts futurs est l'objet d'un processus d'examen continu, et nous rajustons la provision pour moins-value, au besoin, pour tenir compte de la valeur de réalisation de nos actifs d'impôts futurs.

Nous prévoyons réaliser ces actifs dans le cours normal de nos activités.

Composantes du solde des impôts futurs	2002	2001
Actifs d'impôts futurs		
Réserve pour créances irrécouvrables	508 \$	572 \$
Avantages sociaux futurs des employés	165	165
Rémunération du personnel différée	140	80
Autres	119	181
	932	998
Provision pour moins-value	–	–
Total des actifs d'impôts futurs	932	998
Passifs d'impôts futurs		
Bureaux et matériel	(394)	(283)
Charge de retraite	(290)	(186)
Amortissement des éléments d'actif incorporel	(81)	(63)
Autres	(58)	(74)
Total des passifs d'impôts futurs	(823)	(606)
Actif d'impôts futurs (montant net)	109 \$	392 \$

Le tableau suivant établit un rapprochement entre, d'une part, nos taux d'imposition réglementaires et les impôts sur le revenu qui seraient exigibles à ces taux et, d'autre part, les taux d'imposition effectifs et la provision pour impôts sur le revenu que nous avons comptabilisée dans notre état consolidé des résultats.

	2002		2001		2000	
Impôts sur le revenu et taux d'imposition réglementaires combinés du Canada et des provinces	727 \$	38,3 %	848 \$	41,0 %	1 230 \$	42,2 %
Augmentation (diminution) en raison des motifs suivants :						
Revenu exonéré d'impôt	(99)	(5,2)	(93)	(4,5)	(128)	(4,4)
Activités à l'étranger assujetties à des taux d'imposition différents	(197)	(10,3)	(161)	(7,8)	(151)	(5,2)
Partie non imposable du gain provenant de la vente de l'investissement dans Bancomer	–	–	(83)	(4,0)	–	–
Impôt des grandes sociétés	15	0,8	15	0,7	14	0,5
Surtaxe temporaire des institutions financières	–	–	–	–	11	0,4
Changement du taux d'imposition pour impôts futurs	9	0,4	38	1,9	11	0,4
Éléments d'actif incorporel non déductibles aux fins fiscales	16	0,8	11	0,5	4	0,1
Autres	(47)	(2,5)	(74)	(3,6)	(2)	(0,1)
Provision pour impôts sur le revenu et taux d'imposition effectif	424 \$	22,3 %	501 \$	24,2 %	989 \$	33,9 %

Nous avons utilisé des instruments dérivés pour couvrir nos risques relatifs à ces régimes.

Les changements dans la juste valeur de ces instruments dérivés sont comptabilisés comme frais de rémunération du personnel dans la période où ils se produisent.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes s'élevaient à 18 \$, à 25 \$ et à 3 \$ pour les exercices terminés, respectivement, le 31 octobre 2002, 2001 et 2000, compte tenu de l'incidence des opérations de couverture.

et de 48 \$ ont été faits au cours des exercices terminés respectivement le 31 octobre 2002, 2001 et 2000. Le solde de la réserve pour restructuration au 31 octobre 2002 s'élève à 6 \$ et est lié aux indemnités de cessation d'emploi versées à des anciens employés sous forme de salaire continu.

Provision pour impôts sur le revenu	2002	2001	2000
État consolidé des résultats			
Provision pour impôts sur le revenu	424 \$	501 \$	989 \$
Impôt sur le revenu (avantage fiscal) relatif à l'amortissement des écarts d'acquisition	–	(6)	(5)
Avoir des actionnaires			
Charge fiscale (avantage fiscal) provenant d'éléments constatés directement dans les bénéfices non répartis	77	(350)	(153)
Total	501 \$	145 \$	831 \$
Composantes du total des impôts sur le revenu			
Au Canada : Impôts exigibles de l'exercice			
Palier fédéral	207 \$	95 \$	279 \$
Palier provincial	46	32	109
	253	127	388
Au Canada : Impôts futurs			
Palier fédéral	132	(108)	43
Palier provincial	44	(36)	14
	176	(144)	57
Total des impôts canadiens	429	(17)	445
À l'étranger : Impôts exigibles de l'exercice	(35)	198	312
Impôts futurs	107	(36)	74
Total des impôts à l'étranger	72	162	386
Total	501 \$	145 \$	831 \$

Le revenu que nous gagnons à l'étranger, par l'entremise de nos succursales ou de nos filiales, est généralement assujéti aux impôts des pays concernés. Le revenu provenant de nos succursales à l'étranger est également assujéti à l'impôt canadien. Le Canada accorde un crédit pour l'impôt étranger payé sur ce revenu. Si nous devons rapatrier les revenus de filiales à l'étranger, nous serions tenus de payer de l'impôt

sur certains de ces revenus. Comme le rapatriement de tels revenus n'est pas prévu dans un proche avenir, nous n'avons pas comptabilisé le passif d'impôts futurs correspondant. Les impôts canadiens et les impôts étrangers qui seraient exigibles si les revenus de toutes nos filiales étrangères étaient rapatriés sont estimés à 530 \$ au 31 octobre 2002, à 501 \$ au 31 octobre 2001 et à 434 \$ au 31 octobre 2000.

NOTE 19 Résultat par action

Résultat de base par action

Notre résultat de base par action est calculé par la division du revenu net, déduction faite du total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien des actions ordinaires entièrement payées et en circulation au cours de l'exercice.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Résultat de base par action	2002	2001	2000
Revenu net avant amortissement des écarts d'acquisition	1 417 \$	1 527 \$	1 906 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(79)	(80)	(101)
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant amortissement des écarts d'acquisition	1 338	1 447	1 805
Amortissement des écarts d'acquisition	–	(56)	(49)
Revenu net afférent aux actions ordinaires	1 338 \$	1 391 \$	1 756 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	490 816	511 286	531 318

Résultat de base par action avant amortissement des écarts d'acquisition	2002	2001	2000
Résultat de base par action	2,73 \$	2,83 \$	3,40 \$
Résultat de base par action	2,73 \$	2,72 \$	3,30 \$

Le calcul des résultats par action pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000 a été modifié de manière à tenir compte du dividende déclaré le 1^{er} mars 2001 et versé sous la forme de une action ordinaire, sans valeur, pour chaque action ordinaire en circulation.

Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action représente ce que notre résultat par action aurait été si les instruments convertibles émis avaient été convertis en actions ordinaires au cours de l'exercice.

Actions convertibles

Nous ajoutons au revenu net avant amortissement des écarts d'acquisition les dividendes versés aux détenteurs d'actions convertibles, car ces dividendes n'auraient pas été versés si les actions avaient été converties au début de l'exercice. De la même façon, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si la conversion avait eu lieu au début de l'exercice.

Dans certains cas, nos actions privilégiées de catégorie B des séries 3, 4, 6 et 10 sont convertibles en actions ordinaires. Nous n'avons pas tenu compte de ces conversions dans le calcul du résultat dilué par action, puisque nous avons la possibilité de régler au comptant plutôt qu'en actions ordinaires.

NOTE 20 Opérations entre apparentés

Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients.

Depuis le 1^{er} septembre 1999, la Banque n'accorde aucun nouveau prêt hypothécaire ou autre prêt à taux réduit aux dirigeants, autre que les prêts hypothécaires aux dirigeants mutés à la demande de la Banque. La Banque offre maintenant un ensemble sélectionné de prêts hypothécaires et autres prêts à ses employés aux taux qu'elle accorde normalement à ses clients privilégiés. Les prêts hypothécaires et autres prêts existants qui bénéficient d'un taux réduit seront éliminés graduellement d'ici le 1^{er} septembre 2004.

Avant le 1^{er} septembre 1999, les prêts consentis aux dirigeants à des fins personnelles, principalement pour des achats de consommation, des améliorations domiciliaires et des placements divers, leur étaient offerts à un taux d'intérêt équivalant à la moitié du taux préférentiel de la Banque jusqu'à un maximum de 25 000 \$. Les prêts d'un montant supérieur étaient offerts au taux préférentiel.

Options d'achat d'actions des employés

Nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si toutes les options dont le prix de levée était inférieur au cours moyen de l'action pour l'exercice avaient été levées. De plus, nous soustrayons du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre de nos actions ordinaires que nous aurions pu racheter si nous avions utilisé le produit de la levée des options d'achat d'actions pour les racheter sur le marché libre au cours moyen de l'action pour l'exercice. Notre rajustement ne tient pas compte des options d'achat d'actions dont le prix de levée est supérieur au cours moyen de l'action pour l'exercice, parce que cela aurait pour effet d'augmenter notre résultat par action plutôt que de le diluer.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Résultat dilué par action	2002	2001	2000
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant amortissement des écarts d'acquisition	1 338 \$	1 447 \$	1 805 \$
Dividendes sur actions convertibles	1	2	2
Revenu net avant amortissement des écarts d'acquisition, rajusté pour l'effet de dilution	1 339	1 449	1 807
Amortissement des écarts d'acquisition	–	(56)	(49)
Revenu net rajusté pour l'effet de dilution	1 339 \$	1 393 \$	1 758 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	490 816	511 286	531 318
Actions convertibles	1 278	2 213	3 125
Options d'achat d'actions pouvant être levées a)	30 575	31 742	21 336
Actions pouvant être rachetées	(23 205)	(21 680)	(14 964)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation après dilution (en milliers)	499 464	523 561	540 815
Résultat dilué par action avant amortissement des écarts d'acquisition	2,68 \$	2,77 \$	3,34 \$
Résultat dilué par action	2,68 \$	2,66 \$	3,25 \$

a) En calculant le résultat dilué par action pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002, nous avons exclu les options d'achat d'actions dont le prix de levée était supérieur à 36,40 \$. Pour de plus amples renseignements sur ces options, voir la note 16.

Les intérêts gagnés sur ces prêts sont comptabilisés au poste Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions dans notre état consolidé des résultats. Le solde des prêts consentis en vertu de tels contrats de prêt s'établit comme suit :

	2002	2001
Prêts hypothécaires	223 \$	344 \$
Prêts aux particuliers	106	285
Total	329 \$	629 \$

À compter de l'exercice 2002, nous offrons un régime d'options d'achat d'actions aux administrateurs qui ne sont pas membres de la direction. Dans le cadre de ce régime, nous avons émis 105 000 options au prix de levée de 36,01 \$ l'action. Les conditions de ce régime sont les mêmes que celles de nos régimes de 2000, de 2001 et de 2002 destinés à certains dirigeants et employés, décrits à la note 16.

NOTE 21 Gestion du risque

Nos activités font intervenir la gestion de plusieurs catégories de risques, dont les risques de crédit, de marché, de liquidité et d'exploitation. Certaines informations relatives à notre exposition à ces risques telles que la réserve pour créances irrécouvrables, les revenus de négociation, les instruments financiers dérivés et la juste valeur des instruments

financiers figurent dans nos états financiers consolidés. Un sommaire de la sensibilité de notre portefeuille aux taux d'intérêt et des taux d'intérêt effectifs de nos instruments financiers faisant partie de l'actif et du passif est présenté à la page 62 de l'analyse de la direction.

NOTE 22 Passif éventuel**a) Poursuites judiciaires**

BMO Nesbitt Burns Inc., filiale indirecte de la Banque de Montréal, fait l'objet de plusieurs recours collectifs et individuels au Canada, et d'un recours collectif aux États-Unis, intentés au nom d'actionnaires de Bre-X Minerals Ltd. («Bre-X»). Parmi les autres défendeurs nommés dans l'un ou plusieurs de ces recours, figurent Bre-X, des dirigeants et des administrateurs de Bre-X, une firme de conseil en exploitation minière engagée par Bre-X, le conseiller financier de Bre-X, les firmes de courtage qui ont vendu des actions ordinaires de Bre-X et une grande entreprise de production aurifère. Ces recours sont fondés en grande partie sur des allégations de négligence, d'informations trompeuses ou frauduleuses et de violation de la *Securities Exchange Act of 1934* (États-Unis seulement), relativement à la vente des titres de Bre-X. Au Canada, deux des recours collectifs proposés ont été rejetés en ce qui concerne BMO Nesbitt Burns Inc. Toutes les autres poursuites en sont à un stade préliminaire. Selon l'information actuellement disponible, les avocats de BMO Nesbitt Burns Inc. ne sont pas en mesure d'exprimer une opinion quant au résultat probable de l'une quelconque de ces poursuites. La direction estime que BMO Nesbitt Burns Inc. a une position de défense solide et qu'elle se défendra avec vigueur contre toutes lesdites poursuites.

La Banque et ses filiales sont parties à d'autres poursuites judiciaires dans le cours normal de leurs activités. La direction ne prévoit pas que le résultat de ces autres poursuites, individuellement ou globalement, aura un effet défavorable important sur la position financière ou les résultats d'exploitation consolidés de la Banque.

NOTE 23 Instruments financiers dérivés

Nous avons recours à des opérations portant sur des taux d'intérêt, des devises, des produits de base, des titres de participation et des crédits pour permettre à nos clients de gérer le risque ainsi qu'à des fins de gestion de l'actif et du passif (GAP) qui consiste à gérer le risque lié aux opérations figurant à notre bilan.

Instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation au nom des clients

Les transactions sur instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation au nom des clients comprennent des ventes et d'autres activités. Les activités de vente comprennent le montage et la commercialisation de produits dérivés qui sont offerts aux clients afin de leur permettre de transférer, de modifier ou de réduire les risques existants ou probables. Les autres activités comprennent la tenue de marchés, le positionnement et les opérations d'arbitrage. La tenue de marché consiste à offrir des cours acheteurs et vendeurs à d'autres participants du marché dans le but de générer des revenus en fonction des écarts et des volumes. Le positionnement consiste à gérer des positions exposées au risque du marché, dans l'intention de profiter des mouvements favorables des cours, des taux ou des indices. Les opérations d'arbitrage consistent à détecter des différences de prix entre marchés et entre produits, et à en tirer profit. Nous pouvons aussi effectuer, au nom de la Banque, des opérations portant sur divers instruments de marchés financiers et instruments dérivés dans le but de tirer parti des changements prévus dans les facteurs du marché.

Nous menons nos activités de négociation par le biais d'entités qui effectuent des opérations inscrites ou non au bilan, notamment les instruments dérivés qui sont comptabilisés à la valeur marchande. Il est fait état du revenu généré par ces entités à la page 21 de l'analyse de la direction.

Les instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation au nom des clients sont comptabilisés à la valeur marchande. Les gains et les pertes, matérialisés ou non, sont portés aux revenus de négociation. Une partie du revenu résultant de la réévaluation des instruments financiers dérivés à la valeur marchande relativement aux risques en matière de crédit, de modèles et de liquidités ainsi qu'aux coûts administratifs est reportée et amortie par imputation aux revenus de négociation, selon le cas. Les gains non matérialisés sur instruments dérivés liés à des activités de négociation sont comptabilisés parmi les autres éléments d'actif et les pertes non matérialisées le sont parmi les autres éléments de passif.

b) Nantissement d'éléments d'actif

Dans le cours normal de nos activités, nous donnons des éléments d'actif en garantie de divers passifs que nous contractons. Nous avons déposé des titres de placement et de négociation et d'autres éléments d'actif d'une valeur totale de 35 214 \$ au 31 octobre 2002 et de 31 388 \$ au 31 octobre 2001, en garantie de prêts à vue, de titres vendus à découvert, de titres mis en pension et d'autres passifs garantis. En outre, nous avons déposé des éléments d'actif d'un montant de 2 204 \$ au 31 octobre 2002 et de 1 846 \$ au 31 octobre 2001, en garantie de notre participation aux systèmes de compensation et de paiement et en garantie de règlements de contrats conclus avec des bourses d'instruments dérivés ou d'autres contreparties à des transactions portant sur des instruments dérivés.

Le tableau suivant fait état de nos éléments d'actif donnés en garantie :

	2002	2001
Encaisse	78 \$	260 \$
Valeurs mobilières		
Émises ou garanties par le Canada	5 606	3 659
Émises ou garanties par les provinces, municipalités ou commissions scolaires canadiennes	886	923
Autres valeurs mobilières	12 032	10 792
Autres éléments d'actif	18 816	17 600
Total des éléments d'actif donnés en garantie	37 418 \$	33 234 \$

Ce tableau ne tient pas compte de l'encaisse assujettie à des restrictions mentionnée à la note 2.

Instruments dérivés de gestion de l'actif et du passif (GAP)

Conformément à notre stratégie de gestion du risque, nous utilisons divers instruments dérivés pour couvrir nos risques liés aux taux d'intérêt, aux devises et aux titres de participation.

Instruments dérivés de couverture

Pour être considéré comme une couverture, l'instrument dérivé doit être désigné comme tel et dûment documenté lors de sa création. Les documents doivent faire état de l'objectif et de la stratégie de gestion du risque propre à la couverture, en précisant l'élément d'actif ou de passif, ou le flux de trésorerie faisant l'objet de la couverture, ainsi que la manière dont son efficacité est évaluée. En outre, les modifications de la juste valeur de l'instrument dérivé doivent être très efficaces pour compenser soit les changements de la juste valeur des éléments inscrits au bilan, soit ceux du montant des flux de trésorerie futurs. L'efficacité de ces instruments de couverture est évaluée lors de leur création et régulièrement par la suite, de manière rétrospective et prospective, en utilisant des mesures statistiques quantitatives de corrélation. Si un instrument de couverture se révèle inefficace, l'instrument dérivé est redésigné comme étant lié à des activités de négociation au nom des clients. Les changements subséquents de la juste valeur des instruments dérivés initialement désignés comme couvertures, mais qui ne sont plus efficaces en tant que couvertures, sont redésignés comme étant liés à des activités de négociation au nom des clients et sont présentés comme revenus de négociation.

Les swaps et les options utilisés comme couvertures sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Dans le cas de swaps de taux d'intérêt, le revenu et les frais d'intérêts relatifs à l'instrument dérivé sont courus et comptabilisés comme rajustement du rendement de l'élément couvert sur la durée du contrat de couverture. Dans le cas d'options achetées, les primes sont amorties par imputation aux frais d'intérêts sur la durée du contrat. Les intérêts courus à recevoir et à payer ainsi que les gains et les pertes reportés relatifs à ces contrats sont comptabilisés comme autres éléments d'actif ou de passif, selon le cas. Les gains et les pertes matérialisés au règlement ou à la résiliation anticipée des contrats de couverture sont reportés et amortis sur le reste de la durée de vie initiale de l'élément couvert.

Les swaps de devises et les produits dérivés d'actions sont comptabilisés à la valeur marchande, les gains et pertes matérialisés et non matérialisés étant portés aux revenus autres que d'intérêts, au même titre que les gains et les pertes sur les éléments couverts. Les instruments dérivés de crédit utilisés à des fins de couverture sont comptabilisés comme cautionnements financiers hors bilan.

Modification future de la convention comptable

L'Institut Canadien des Comptables Agréés a approuvé de nouvelles règles concernant les instruments dérivés. En vertu de ces règles, tous les instruments dérivés doivent être comptabilisés à la valeur marchande, à moins qu'ils ne correspondent aux critères des couvertures. Nous adopterons ces nouvelles règles au cours de l'exercice 2003 et nous ne prévoyons pas que ce changement influera sur nos résultats car nos politiques comptables sont déjà essentiellement conformes à ces nouvelles exigences.

Risque de change

Nous gérons le risque de change principalement au moyen de swaps de devises.

Périodiquement, nous utilisons aussi des contrats de change à terme pour couvrir nos revenus contractuels en dollars américains, afin de réduire au minimum les fluctuations des bénéfices en dollars américains.

Ces contrats de change à terme sont comptabilisés à la valeur marchande et viennent à échéance mensuellement, lorsque les revenus qui y sont liés sont constatés, et les gains et pertes matérialisés relatifs à ces contrats sont alors portés aux revenus autres que d'intérêts.

Risque de taux d'intérêt

Nous gérons le risque de taux d'intérêt principalement au moyen de swaps de taux d'intérêt et d'options, qui sont liés, tout en l'ajustant, à la sensibilité aux taux d'intérêt d'un élément spécifique d'actif ou de passif, d'un engagement ferme spécifique ou d'un regroupement spécifique de transactions ayant les mêmes caractéristiques de risque. Il peut s'agir notamment de couvertures à la juste valeur qui modifient le risque de taux d'intérêt en transformant des éléments d'actif ou de passif à taux fixe en éléments à taux variable, ou de couvertures de flux de trésorerie couvrant le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. Nos couvertures à la juste valeur sont principalement des couvertures de prêts hypothécaires et de dépôts à taux fixe. Nos couvertures de flux de trésorerie, qui sont d'une durée maximale de 12 ans, sont principalement des couvertures de prêts aux particuliers et aux entreprises et de dépôts à taux variable.

Types d'instruments dérivés

Les instruments dérivés, qu'ils soient liés à des activités de négociation au nom des clients ou qu'il s'agisse d'instruments de type GAP, se négocient sur le marché hors cote directement entre deux contreparties ou sur les marchés boursiers réglementés et comprennent notamment les instruments suivants :

Swaps

Le swap est un contrat entre deux parties visant l'échange d'une série de flux de trésorerie.

Dans le cas d'un swap de taux d'intérêt, les contreparties s'échangent habituellement des versements d'intérêt à taux fixe et variable, fondés sur une valeur nominale de référence dans une même devise. Les principaux risques liés à ces instruments sont l'exposition aux mouvements des taux d'intérêt et la capacité des contreparties à respecter les modalités du contrat. Les swaps de taux d'intérêt servent à rajuster l'exposition au risque de taux d'intérêt en modifiant les taux ou les dates d'échéance des éléments d'actif et de passif.

Dans le cas d'un swap de devises, les parties s'échangent des versements d'intérêt à taux fixe et des montants nominaux de référence dans des devises différentes.

Dans le cas d'un swap de taux d'intérêt et de devises, les parties s'échangent des montants en capital et des versements d'intérêts à taux fixe et variable dans des devises différentes.

Dans le cas d'un swap de produits de base, les parties s'échangent généralement des versements à taux fixe et variable, fondés sur la valeur nominale de référence d'un seul produit.

Opérations à terme et contrats à terme

L'opération à terme et le contrat à terme sont des ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'une certaine devise, d'un certain produit de base, titre de participation ou instrument financier à un prix et à une date prédéterminés. L'opération à terme est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme se négocie selon des montants standardisés sur des marchés réglementés et fait l'objet d'une marge de sécurité quotidienne. Les risques proviennent de l'incapacité éventuelle des contreparties des marchés hors cote à respecter les modalités de leurs contrats, ainsi que de l'évolution de la valeur des titres, des taux d'intérêt et des taux de change.

Options

L'option est un contrat donnant le droit mais non l'obligation d'acheter ou de vendre un montant déterminé de devises, de produits de base, de titres de participation ou d'instruments financiers à un prix établi, à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans un délai donné.

Dans le cas d'une option que nous vendons, l'acheteur nous verse une prime pour que nous acceptions un risque de marché. Dans le cas d'une option que nous achetons, une prime est versée pour le droit de lever l'option, mais nous assumons un risque de crédit en raison de l'incertitude quant à la capacité du vendeur de s'acquitter de ses obligations contractuelles. Les options comprennent également des contrats assortis de taux plafond, fourchette et plancher, qui sont des contrats en vertu desquels le vendeur s'engage à verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence convenue entre le taux du marché et le taux prescrit. Le vendeur reçoit une prime pour la vente de cet instrument.

Les instruments dérivés servant à la gestion de l'actif et du passif ont eu les effets suivants sur le revenu net d'intérêts et sur le montant net des pertes matérialisées reportées inclus dans les autres éléments de passif à notre bilan consolidé :

	2002	2001	2000
Augmentation (diminution) du revenu net d'intérêts	236 \$	8 \$	94 \$
(Pertes) matérialisées reportées	(10)\$	(10)\$	(15)\$

Pour réduire le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés, nous employons, entre autres, la technique des contrats cadres de compensation des soldes, ce qui nous permet de compenser les montants dus au client avec les montants dus par le client, pour limiter nos pertes advenant que le client manque à ses obligations contractuelles.

Les pertes subies en raison du défaut des contreparties et imputées à la réserve pour créances irrécouvrables au cours des exercices terminés le 31 octobre 2002, 2001 et 2000 n'étaient pas importantes.

Les expressions suivantes sont utilisées dans le tableau des instruments dérivés, à la page 88, qui présente une vue d'ensemble de notre portefeuille d'instruments dérivés et du risque de crédit qui s'y rapporte.

Montant nominal de référence – Le montant auquel un taux ou un prix s'applique pour calculer la somme qui doit être échangée en vertu du contrat.

Valeur de remplacement – Ce qu'il en coûte pour remplacer, au cours du marché, tous les contrats qui ont une juste valeur positive. Ce chiffre représente en fait les gains non matérialisés sur nos instruments dérivés.

Risque de crédit équivalent – Le total de la valeur de remplacement et, par conséquent, du risque de crédit éventuel découlant de la possibilité que la contrepartie manque à ses obligations.

Solde pondéré en fonction du risque – Le risque de crédit équivalent pondéré en fonction de la solvabilité de la contrepartie, tel qu'il est stipulé par le Surintendant des institutions financières du Canada.

Les instruments financiers dérivés négociés sur les marchés boursiers réglementés ne comportent aucun risque de crédit, car ils peuvent être réglés sur la base du solde net avec les bourses.

2002

2001

	Montant nominal de référence						Montant nominal de référence					
	Activités de négociation au nom des clients	Gestion de l'actif et du passif	Total	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pon-déré en fonction du risque	Activités de négociation au nom des clients	Gestion de l'actif et du passif	Total	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pon-déré en fonction du risque
Contrats de taux d'intérêt												
Marchés hors cote												
Swaps	697 505 \$	50 494 \$	747 999 \$	15 195 \$	18 768 \$	4 675 \$	1 243 277 \$	41 336 \$	1 284 613 \$	13 649 \$	16 978 \$	4 793 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	226 140	–	226 140	211	244	49	384 064	–	384 064	326	375	82
Options achetées	95 860	1 460	97 320	2 470	2 939	774	91 628	985	92 613	2 098	2 532	724
Options vendues	118 067	–	118 067	–	–	–	101 177	5	101 182	–	–	–
	1 137 572	51 954	1 189 526	17 876	21 951	5 498	1 820 146	42 326	1 862 472	16 073	19 885	5 599
Marchés réglementés												
Contrats à terme	158 203	–	158 203	–	–	–	158 613	–	158 613	–	–	–
Options achetées	62 329	–	62 329	–	–	–	61 958	–	61 958	–	–	–
Options vendues	54 552	–	54 552	–	–	–	56 202	–	56 202	–	–	–
	275 084	–	275 084	–	–	–	276 773	–	276 773	–	–	–
Total des contrats de taux d'intérêt	1 412 656	51 954	1 464 610	17 876	21 951	5 498	2 096 919	42 326	2 139 245	16 073	19 885	5 599
Contrats de change												
Marchés hors cote												
Swaps de devises	18 348	–	18 348	287	1 324	461	18 133	–	18 133	180	1 210	451
Swaps de taux d'intérêt et de devises	39 156	5 511	44 667	817	2 845	551	45 117	6 867	51 984	996	3 202	712
Opérations à terme	143 396	8 050	151 446	1 493	3 094	868	157 965	2 052	160 017	1 865	4 238	1 218
Options achetées	87 766	–	87 766	775	1 694	406	59 589	–	59 589	603	1 235	336
Options vendues	93 413	–	93 413	–	–	–	72 549	–	72 549	–	–	–
	382 079	13 561	395 640	3 372	8 957	2 286	353 353	8 919	362 272	3 644	9 885	2 717
Marchés réglementés												
Contrats à terme	663	–	663	–	–	–	515	1	516	–	–	–
Options achetées	2 934	–	2 934	–	–	–	2 856	–	2 856	–	–	–
Options vendues	841	–	841	–	–	–	1 660	–	1 660	–	–	–
	4 438	–	4 438	–	–	–	5 031	1	5 032	–	–	–
Total des contrats de change	386 517	13 561	400 078	3 372	8 957	2 286	358 384	8 920	367 304	3 644	9 885	2 717
Contrats sur produits de base												
Marchés hors cote												
Swaps	16 956	–	16 956	860	2 829	1 230	17 159	–	17 159	1 128	3 275	1 550
Options achetées	10 262	–	10 262	738	2 731	1 125	14 009	–	14 009	2 518	3 976	1 838
Options vendues	9 767	–	9 767	–	–	–	13 850	–	13 850	–	–	–
	36 985	–	36 985	1 598	5 560	2 355	45 018	–	45 018	3 646	7 251	3 388
Marchés réglementés												
Contrats à terme	891	–	891	–	–	–	643	–	643	–	–	–
Options achetées	432	–	432	–	–	–	306	–	306	–	–	–
Options vendues	536	–	536	–	–	–	561	–	561	–	–	–
	1 859	–	1 859	–	–	–	1 510	–	1 510	–	–	–
Total des contrats sur produits de base	38 844	–	38 844	1 598	5 560	2 355	46 528	–	46 528	3 646	7 251	3 388
Contrats sur titres de participation												
Marchés hors cote	12 003	114	12 117	277	1 021	425	8 200	182	8 382	173	620	284
Marchés réglementés	1 692	–	1 692	–	–	–	1 794	–	1 794	–	–	–
Total des contrats sur titres de participation	13 695	114	13 809	277	1 021	425	9 994	182	10 176	173	620	284
Contrats de crédit – marchés hors cote												
	1 691	399 1)	2 090	6	126	26	32	502 1)	534	–	3	1
Total partiel	1 853 403	66 028	1 919 431	23 129	37 615	10 590	2 511 857	51 930	2 563 787	23 536	37 644	11 989
Incidence des contrats cadres de compensation des soldes												
	s.o.	s.o.	s.o.	(12 105)	(17 714)	(4 596)	s.o.	s.o.	s.o.	(11 563)	(22 123)	(6 281)
Total	1 853 403 \$	66 028 \$	1 919 431 \$	11 024 \$	19 901 \$	5 994 \$	2 511 857 \$	51 930 \$	2 563 787 \$	11 973 \$	15 521 \$	5 708 \$

Les montants nominaux de référence comprennent les montants de 743 \$ au 31 octobre 2002 et de 2 520 \$ au 31 octobre 2001 liés au programme de certificats de dépôt liés aux contrats à terme gérés. Les risques liés à ces instruments sont négociés pour le compte des clients, tous les gains et les pertes étant ensuite affectés à leurs comptes.

La valeur de remplacement indiquée dans le tableau ci-dessus a été établie après déduction de l'actif et du passif envers une contrepartie en particulier, lorsque nous avons un droit exécutoire de compenser le montant qui nous est dû et que nous avons l'intention de l'exercer soit par le règlement du solde net, soit par la liquidation de l'actif et le règlement simultané de l'obligation correspondante. Auparavant, les contrats sur titres de participation comprenaient les contrats de crédit.

Nous avons exclu des instruments négociés sur les marchés réglementés, dont les gains non matérialisés étaient nuls au 31 octobre 2002 et au 31 octobre 2001, parce que nous n'avons pas l'obligation de fournir du capital en compensation de ces instruments. Le total comprend des gains non matérialisés sur instruments dérivés visant la gestion de l'actif et du passif que nous avons inscrits au bilan consolidé selon la méthode de la comptabilité d'exercice, plutôt qu'en fonction de la valeur marchande. La valeur marchande excédait la valeur comptable de ces éléments de 774 \$ au 31 octobre 2002 et de 483 \$ au 31 octobre 2001.

1) Les contrats de crédit conclus à des fins de couverture sont comptabilisés comme cautionnements financiers hors bilan. La valeur de remplacement de ces contrats était inférieure à un million de dollars au 31 octobre 2002 et 2001.

s.o. – sans objet

Les transactions sont effectuées avec des contreparties œuvrant dans des régions et des secteurs d'activités divers. Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats par pays, établie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort :

	2002		2001	
Canada	4 362 \$	19 %	4 639 \$	20 %
États-Unis	10 789	47	11 694	50
Autres pays	7 978	34	7 203	30
Total	23 129 \$	100 %	23 536 \$	100 %

Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats par secteur d'activité :

	2002		2001							
	Contrats de taux d'intérêt		Contrats de change		Contrats sur produits de base		Contrats sur titres de participation		Contrats de crédit	
Institutions financières	15 324 \$	86 %	2 496 \$	74 %	842 \$	53 %	115 \$	42 %	6 \$	100 %
Autres contreparties	2 552	14	876	26	756	47	162	58	–	–
Total	17 876 \$	100 %	3 372 \$	100 %	1 598 \$	100 %	277 \$	100 %	6 \$	100 %
	2002		2001							
	Contrats de taux d'intérêt		Contrats de change		Contrats sur produits de base		Contrats sur titres de participation		Contrats de crédit	
Institutions financières	13 504 \$	84 %	2 590 \$	71 %	1 129 \$	31 %	100 \$	58 %	– \$	–
Autres contreparties	2 569	16	1 054	29	2 517	69	73	42	–	–
Total	16 073 \$	100 %	3 644 \$	100 %	3 646 \$	100 %	173 \$	100 %	– \$	–

Le tableau suivant présente les échéances et les taux moyens pondérés des intérêts versés et reçus sur des instruments dérivés :

	Terme à courtir						2002		2001			
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Taux %	Montant nominal de référence total	Montant nominal de référence total				
Contrats de taux d'intérêt												
Swaps à taux fixe ou variable												
\$ CA à payer – fixe	39 697 \$	4,05	28 636 \$	4,95	15 510 \$	5,42	10 824 \$	5,62	3 013 \$	6,14	97 680 \$	79 835 \$
\$ CA à recevoir – fixe	31 581	4,41	35 467	4,88	26 822	5,13	17 290	5,49	2 982	6,07	114 142	96 027
\$ US à payer – fixe	41 532	4,32	41 677	4,45	18 608	5,39	22 417	6,20	6 070	6,72	130 304	138 213
\$ US à recevoir – fixe	39 694	3,77	32 704	4,78	18 876	5,30	23 063	5,93	5 790	6,78	120 127	109 069
Swaps de base	7 006	s.o.	7 800	s.o.	2 133	s.o.	2 767	s.o.	–	s.o.	19 706	21 023
Autres swaps	146 026	s.o.	69 516	s.o.	19 342	s.o.	29 830	s.o.	1 326	s.o.	266 040	840 446
Total des swaps de taux d'intérêt	305 536		215 800		101 291		106 191		19 181		747 999	1 284 613
Contrats de garantie de taux d'intérêt, contrats à terme et options	549 786	s.o.	100 346	s.o.	26 634	s.o.	37 422	s.o.	2 423	s.o.	716 611	854 632
Total des contrats de taux d'intérêt	855 322	s.o.	316 146	s.o.	127 925	s.o.	143 613	s.o.	21 604	s.o.	1 464 610	2 139 245
Contrats de change												
Swaps de devises	389	s.o.	11 125	s.o.	1 430	s.o.	4 263	s.o.	1 141	s.o.	18 348	18 133
Swaps de taux d'intérêt et de devises	12 971	s.o.	13 136	s.o.	6 013	s.o.	10 653	s.o.	1 894	s.o.	44 667	51 984
Opérations à terme, contrats à terme et options	327 725	s.o.	8 214	s.o.	800	s.o.	299	s.o.	25	s.o.	337 063	297 187
Total des contrats de change	341 085	s.o.	32 475	s.o.	8 243	s.o.	15 215	s.o.	3 060	s.o.	400 078	367 304
Contrats sur produits de base												
Swaps	10 984	s.o.	4 774	s.o.	849	s.o.	349	s.o.	–	s.o.	16 956	17 159
Contrats à terme et options	18 551	s.o.	3 284	s.o.	53	s.o.	–	s.o.	–	s.o.	21 888	29 369
Total des contrats sur produits de base	29 535	s.o.	8 058	s.o.	902	s.o.	349	s.o.	–	s.o.	38 844	46 528
Total des contrats sur titres de participation	12 367	s.o.	715	s.o.	132	s.o.	92	s.o.	503	s.o.	13 809	10 176
Total des contrats de crédit	879	s.o.	111	s.o.	1 100	s.o.	–	s.o.	–	s.o.	2 090	534
Total	1 239 188 \$	s.o.	357 505 \$	s.o.	138 302 \$	s.o.	159 269 \$	s.o.	25 167 \$	s.o.	1 919 431 \$	2 563 787 \$

Les taux représentent les taux d'intérêt moyens pondérés que nous nous sommes engagés par contrat à payer ou à recevoir jusqu'à l'échéance des swaps. Le taux variable de contrepartie de presque tous les swaps en \$ CA est établi d'après le taux des acceptations bancaires canadiennes de un mois ou de trois mois. Dans le cas des swaps en \$ US, le taux variable est généralement établi d'après les taux interbancaires offerts à Londres de un mois, de trois mois ou de six mois.

Les swaps de base sont des swaps de taux d'intérêt variable en vertu desquels les montants versés et reçus sont établis d'après différents indices ou périodes tarifaires.

Les autres swaps sont des contrats dont le taux fixe porte sur une devise d'origine autre que le dollar canadien ou américain.

s.o. – Sans objet puisque les taux moyens pondérés ne sont pas significatifs.

Les montants en \$ US sont convertis en \$ CA équivalents.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur de notre portefeuille d'instruments financiers dérivés :

	2002						2001			
	Activités de négociation au nom des clients			Gestion de l'actif et du passif			Total	Activités de négociation au nom des clients	Gestion de l'actif et du passif	Total
	Actif brut	Passif brut	Montant net	Actif brut	Passif brut	Montant net	Montant net	Montant net	Montant net	Montant net
Contrats de taux d'intérêt										
Swaps	14 277 \$	(14 260)\$	17 \$	918 \$	(570)\$	348 \$	365 \$	(856)\$	315 \$	(541)\$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	211	(290)	(79)	–	–	–	(79)	21	–	21
Contrats à terme	17	(2)	15	–	–	–	15	7	–	7
Options achetées	2 515	–	2 515	4	–	4	2 519	2 320	1	2 321
Options vendues	–	(2 138)	(2 138)	–	–	–	(2 138)	(1 815)	–	(1 815)
Contrats de change										
Swaps de devises	287	(404)	(117)	–	–	–	(117)	(261)	–	(261)
Swaps de taux d'intérêt et de devises	811	(955)	(144)	6	(99)	(93)	(237)	(389)	(97)	(486)
Opérations à terme	1 007	(1 254)	(247)	22	(32)	(10)	(257)	497	1	498
Contrats à terme	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Options achetées	801	–	801	–	–	–	801	612	–	612
Options vendues	–	(773)	(773)	–	–	–	(773)	(661)	–	(661)
Contrats sur produits de base										
Swaps	860	(948)	(88)	–	–	–	(88)	(1)	–	(1)
Contrats à terme	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Options achetées	820	–	820	–	–	–	820	2 587	–	2 587
Options vendues	–	(776)	(776)	–	–	–	(776)	(2 412)	–	(2 412)
Contrats sur titres de participation	320	(152)	168	–	13	13	181	63	26	89
Contrats de crédit	6	(6)	–	–	–	–	–	–	–	–
Juste valeur totale	21 932 \$	(21 958)\$	(26)\$	950 \$	(688)\$	262 \$	236 \$	(288)\$	246 \$	(42)\$
Valeur comptable totale	21 932 \$	(21 958)\$	(26)\$	176 \$	(168)\$	8 \$	(18)\$	(288)\$	(43)\$	(331)\$
Juste valeur moyenne	21 407 \$	(21 665)\$	(258)\$	774 \$	(643)\$	131 \$	(127)\$	482 \$	(154)\$	328 \$

Pour calculer la juste valeur :

- Les instruments sont évalués au prix du marché selon la méthode de valeur à la cote ou la méthode à coupon zéro.
- Les courbes de la méthode à coupon zéro sont tracées au moyen de techniques d'évaluation généralement reconnues, d'après les instruments sous-jacents tels que des espèces, des obligations, des contrats à terme et le cours constaté des éléments hors bilan.

- Les fluctuations implicites des options sont obtenues directement de données du marché ou calculées d'après les cours du marché à l'aide de modèles appropriés d'établissement du prix des options, compte tenu de nos conventions en matière d'évaluation et de marché.

Les éléments d'actif sont présentés après déduction du passif envers les clients lorsque nous avons un droit exécutoire de compensation des montants et que nous avons l'intention de régler les contrats selon le solde net.

NOTE 24 Juste valeur des instruments financiers

En tant qu'institution financière, nous comptabilisons nos titres de négociation à la valeur marchande et les autres éléments d'actif et de passif au coût non amorti d'origine, déduction faite des réserves ou des dévaluations. La juste valeur est subjective par nature, étant déterminée en fonction de diverses techniques d'évaluation et de diverses hypothèses. Les valeurs sont fondées sur des estimations des divers éléments individuels d'actif et de passif et ne comprennent pas d'estimation de la juste valeur de l'une quelconque de nos entités juridiques ou des opérations sous-jacentes s'inscrivant dans nos activités.

Les montants de juste valeur indiqués dans le présent rapport représentent des estimations ponctuelles qui sont susceptibles de changer dans d'autres périodes, en raison des conditions du marché ou d'autres facteurs. La juste valeur représente généralement notre estimation des sommes contre lesquelles nous pourrions échanger les instruments financiers avec des tiers désireux de les acquérir. Cependant, dans la plupart des cas, les instruments financiers ne sont pas échangeables ou échangés, si bien qu'il est difficile d'en déterminer la juste valeur. Dans de tels cas, nous avons estimé la juste valeur en supposant que nous ne vendrions pas les éléments d'actif ou de passif, et en tenant compte seulement des changements qui sont survenus dans les taux d'intérêt et le risque de crédit depuis que nous avons acquis ces éléments, ou depuis que nous avons conclu un contrat. Ces calculs représentent les meilleures estimations que la direction puisse faire en se basant sur un certain nombre de méthodes et d'hypothèses. Cependant, comme ils comportent des incertitudes, les résultats peuvent ne pas se matérialiser dans la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments.

Les changements de taux d'intérêt sont la principale cause de changement de la juste valeur de nos instruments financiers.

Les bureaux et le matériel ne constituant pas des instruments financiers, ils ont été exclus de notre estimation de la juste valeur. Les montants nets exclus totalisaient 2 159 \$ au 31 octobre 2002 et 2 170 \$ au 31 octobre 2001.

Détermination de la juste valeur

Nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable dans le cas des acceptations (actif et passif), des titres vendus à découvert et des titres mis en pension. Cette hypothèse est fondée sur le fait qu'il s'agit d'éléments d'actif et de passif à court terme. Nous supposons également que la juste valeur est égale à la valeur comptable de nos autres éléments d'actif et de passif.

Prêts

Nous établissons la juste valeur de nos prêts en nous fondant sur les hypothèses suivantes :

- Dans le cas des prêts productifs à taux fixe, nous actualisons le solde des flux de trésorerie contractuels aux taux du marché qui sont imputés aux prêts ayant les mêmes termes et les mêmes caractéristiques de risque.
- Dans le cas des prêts productifs à taux variable, les changements de taux d'intérêt n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces prêts s'ajustent fréquemment aux taux du marché. C'est pourquoi nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable.

Nous soustrayons ensuite le montant de la réserve pour créances irrécouvrables du montant des soldes des prêts rajusté en fonction des hypothèses décrites ci-dessus pour établir la juste valeur de notre portefeuille de prêts.

Dépôts

Nous établissons la juste valeur de nos dépôts en nous fondant sur les hypothèses suivantes :

- Dans le cas des dépôts à taux et à échéance fixes, nous actualisons le solde des flux de trésorerie liés aux dépôts en fonction des taux d'intérêt offerts actuellement sur le marché pour des dépôts ayant les mêmes termes et les mêmes caractéristiques de risque.
- Dans le cas des dépôts à taux variable et à échéance fixe, les changements de taux d'intérêt n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces dépôts s'ajustent fréquemment aux taux du marché. C'est pourquoi nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable.
- Dans le cas des dépôts sans échéance définie, nous considérons que la juste valeur est égale à la valeur comptable, en nous fondant sur le fait que la valeur comptable est équivalente au montant payable au 31 octobre.

Dettes subordonnées

La juste valeur de la dette subordonnée est déterminée d'après les cours actuels du marché de titres de créances semblables.

Le tableau ci-dessous présente une comparaison des montants qui seraient présentés si la totalité de notre actif et de notre passif qui sont des instruments financiers était comptabilisée à la juste valeur :

	2002				2001			
	Valeur comptable	Juste valeur – actif et passif	Juste valeur des IDGAP	Écart positif (négatif)	Valeur comptable	Juste valeur – actif et passif	Juste valeur des IDGAP	Écart positif (négatif)
Actif								
Encaisse	19 305 \$	19 305 \$	– \$	– \$	17 656 \$	17 656 \$	– \$	– \$
Valeurs mobilières (note 3)	43 715	44 036	(344)	(23)	37 676	37 920	(368)	(124)
Prêts	142 695	142 971	48	324	136 829	137 310	67	548
Engagements de clients aux termes d'acceptations	6 901	6 901	–	–	7 936	7 936	–	–
Éléments d'actif divers	38 089	38 089	–	–	37 142	37 142	–	–
	250 705	251 302	(296)	301	237 239	237 964	(301)	424
Passif								
Dépôts	161 838	162 628	(546)	244	154 290	155 390	(588)	512
Acceptations	6 901	6 901	–	–	7 936	7 936	–	–
Titres vendus à découvert	7 654	7 654	–	–	6 609	6 609	–	–
Titres mis en pension	24 796	24 796	–	–	17 480	17 480	–	–
Éléments de passif divers	35 987	35 987	–	–	37 738	37 738	–	–
Dettes subordonnées	3 794	4 145	(4)	347	4 674	5 018	(2)	342
	240 970 \$	242 111 \$	(550)\$	591 \$	228 727 \$	230 171 \$	(590)\$	854 \$
Total				(290)\$				(430)\$

IDGAP = instruments dérivés de gestion de l'actif et du passif, que nous utilisons pour gérer les risques de taux d'intérêt et de change résultant de nos positions figurant au bilan.

NOTE 25 Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Nous préparons nos états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, y compris les exigences comptables de l'autorité réglementaire compétente, le Surintendant des institutions financières du Canada.

Les écarts les plus importants qui résulteraient de l'application des principes comptables généralement reconnus des États-Unis dans la préparation de nos états financiers consolidés sont présentés ci-dessous.

Bilan consolidé condensé

au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2002			2001		
	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis
Actif						
Encaisse	19 305 \$	– \$	19 305 \$	17 656 \$	– \$	17 656 \$
Valeurs mobilières	43 715	2 779 ⁶⁾	46 494	37 676	1 092 ⁶⁾	38 768
Prêts, déduction faite de la réserve pour créances irrécouvrables	142 695	3	142 698	136 829	5	136 834
Autres éléments d'actif	47 149	256	47 405	47 248	287	47 535
Total de l'actif	252 864 \$	3 038 \$	255 902 \$	239 409 \$	1 384 \$	240 793 \$
Passif et avoir des actionnaires						
Dépôts	161 838 \$	66 \$	161 904 \$	154 290 \$	(20)\$	154 270 \$
Autres éléments de passif	75 338	2 582 ⁶⁾	77 920	69 763	985 ⁶⁾	70 748
Dettes subordonnées	3 794	87	3 881	4 674	150	4 824
Avoir des actionnaires 1)	11 894	303 ⁸⁾	12 197	10 682	269 ⁸⁾	10 951
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	252 864 \$	3 038 \$	255 902 \$	239 409 \$	1 384 \$	240 793 \$

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

État consolidé condensé des résultats(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)
pour l'exercice terminé le 31 octobre

	2002			2001			2000		
	PCGR du Canada	Augmen- tation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmen- tation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmen- tation (diminution)	PCGR des États-Unis
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions	9 135 \$	– \$	9 135 \$	13 000 \$	– \$	13 000 \$	14 303 \$	– \$	14 303 \$
Frais d'intérêts	4 306	–	4 306	8 501	–	8 501	10 099	–	10 099
Revenu net d'intérêts	4 829	–	4 829	4 499	–	4 499	4 204	–	4 204
Provision pour créances irrécouvrables	820	–	820	980	–	980	358	–	358
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	4 009	–	4 009	3 519	–	3 519	3 846	–	3 846
Revenus autres que d'intérêts	3 924	(77) ^{2,3)}	3 847	4 222	45 ^{2,3,7)}	4 267	4 326	(19) ²⁾	4 307
Revenu net d'intérêts et revenus autres que d'intérêts	7 933	(77)	7 856	7 741	45	7 786	8 172	(19)	8 153
Total des frais autres que d'intérêts avant frais de restructuration	6 030	1 ⁴⁾	6 031	5 671	56 ⁴⁾	5 727	5 301	111 ⁴⁾	5 412
Frais de restructuration	–	–	–	–	–	–	(43)	–	(43)
Total des frais autres que d'intérêts	6 030	1	6 031	5 671	56	5 727	5 258	111	5 369
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et amortissement des écarts d'acquisition	1 903	(78)	1 825	2 070	(11)	2 059	2 914	(130)	2 784
Impôts sur le revenu	424	(21) ⁵⁾	403	501	(15)	502	989	(35) ⁵⁾	954
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 479	(57)	1 422	1 569	(12)	1 557	1 925	(95)	1 830
Revenu net avant amortissement des écarts d'acquisition	62	–	62	42	–	42	19	–	19
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	1 417	(57)	1 360	1 527	(12)	1 515	1 906	(95)	1 811
Revenu net	–	–	–	56	(56) ^{4[iv])}	–	49	(49) ^{4[iv])}	–
Résultat par action – de base	1 417 \$	(57)\$	1 360 \$	1 471 \$	44 \$	1 515 \$	1 857 \$	(46)\$	1 811 \$
– dilué	2,73 \$	(0,12)\$	2,61 \$	2,72 \$	0,09 \$	2,81 \$	3,30 \$	(0,08)\$	3,22 \$
	2,68	(0,11)	2,57	2,66	0,09	2,75	3,25	(0,07)	3,18

État consolidé du résultat global

pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2002	2001	2000
Revenu net (selon les PCGR des États-Unis)	1 360 \$	1 515 \$	1 811 \$
Autres composantes du résultat global, déduction faite des impôts :			
Gain (perte) non matérialisés provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture a)	(79)	179	143
Pertes de conversion non matérialisées à la cession d'un investissement dans un établissement à l'étranger	–	18	–
Gains (pertes) de détention non matérialisés sur valeurs mobilières disponibles pour la vente, déduction faite des opérations de couverture b)	(45)	3	307
(Gains) pertes matérialisés et dévaluations sur valeurs mobilières disponibles pour la vente, constatés dans le revenu net c)	94	(57)	(42)
Gain net d'ajustement de transition sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie d)	–	13	–
Gains (pertes) non matérialisés sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie e)	(22)	258	–
(Gains) pertes nets sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, constatés dans le revenu net f)	15	(22)	–
Total des autres composantes du résultat global	(37)	392	408
Résultat global	1 323 \$	1 907 \$	2 219 \$

a) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 81 \$ (178 \$ en 2001, 153 \$ en 2000).

b) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 30 \$ (2 \$ en 2001, 222 \$ en 2000).

c) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 59 \$ (41 \$ en 2001, 30 \$ en 2000).

d) Déduction faite d'impôts sur le revenu nuls (9 \$ en 2001).

e) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 14 \$ (182 \$ en 2001).

f) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 9 \$ (16 \$ en 2001).

1) Le total cumulatif des autres composantes du résultat global est inscrit comme un élément distinct inclus dans l'avoir des actionnaires en vertu des PCGR des États-Unis. La notion de résultat global n'existe pas dans les PCGR du Canada.

Les soldes cumulatifs liés à chacune des autres composantes du résultat global, déduction faite de l'impôt, sont les suivants :

	2002	2001
Gain non matérialisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture	421 \$	500 \$
Gains nets non matérialisés sur valeurs mobilières disponibles pour la vente i)	78	29
Gains non matérialisés sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie ii)	242	249
Total cumulatif des autres composantes du résultat global	741 \$	778 \$

i) Selon les PCGR des États-Unis, nous avons désigné comme valeurs mobilières disponibles pour la vente tous nos titres de placement autres que ceux qui sont comptabilisés à la valeur de consolidation. Ces valeurs mobilières sont comptabilisées à leur juste valeur, tout gain ou perte non matérialisé étant constaté dans les autres composantes du résultat global. Selon les PCGR du Canada, les titres de placement sont comptabilisés au coût ou au coût non amorti.

ii) Selon les PCGR des États-Unis, les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie sont comptabilisés à leur juste valeur, tout gain ou perte non matérialisé étant constaté dans les autres composantes du résultat global, dans la mesure où la couverture est efficace. Selon les PCGR du Canada, les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les gains ou pertes étant reportés et constatés dans le revenu de la même manière que l'élément couvert sous-jacent.

2) Selon les PCGR des États-Unis, les gains sur tous les éléments d'actif titrisés sont constatés à la date de titrisation. Selon les PCGR du Canada, avant le 1^{er} juillet 2001, les gains sur les ventes de prêts LNH étaient constatés à la date de la titrisation et les gains sur la vente des prêts titrisés devaient être constatés sur la durée de vie des éléments titrisés. Le 1^{er} juillet 2001, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne concernant les titrisations, qui supprime cette différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis. Un ajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les gains relatifs aux prêts titrisés avant le 1^{er} juillet 2001 aient tous été constatés au revenu. En raison de cette différence, les revenus autres que d'intérêts ont été respectivement réduits de 40 \$, de 17 \$ et de 19 \$ pour les exercices terminés le 31 octobre 2002, 2001 et 2000.

3) Conformément aux PCGR des États-Unis, nous avons adopté une nouvelle norme comptable portant sur les instruments dérivés et les activités de couverture que nous appliquons depuis le 1^{er} novembre 2000. Selon cette norme, tous les instruments dérivés sont constatés à notre bilan consolidé à leur juste valeur. Les changements à la juste valeur des instruments dérivés non utilisés comme couvertures sont constatés dans notre état consolidé des résultats lorsqu'ils se produisent. Si un instrument dérivé sert de couverture, selon la nature de la couverture, les changements à la juste valeur de cet instrument sont portés, dans notre état consolidé des résultats, en déduction du changement à la juste valeur de l'élément d'actif ou de passif ou de l'engagement ferme couvert, ou ils sont constatés dans les autres composantes du résultat global jusqu'à ce que l'élément couvert soit constaté dans notre état consolidé des résultats. Si le changement à la juste valeur de l'instrument dérivé n'est pas entièrement compensé par le changement à la valeur de l'élément qu'il couvre, la différence est immédiatement constatée dans notre état consolidé des résultats.

L'adoption de cette nouvelle norme comptable des États-Unis le 1^{er} novembre 2000 a eu pour effet d'augmenter notre actif consolidé de 163 \$, notre passif consolidé de 149 \$, les autres composantes de notre résultat global de 13 \$ et notre revenu net de 1 \$. Comme l'incidence de l'ajustement de transition sur notre revenu net consolidé n'était pas considérable, nous avons inclus cet ajustement dans les revenus autres que d'intérêts avant impôts plutôt que de le présenter séparément comme l'effet cumulatif d'un changement de méthode comptable.

Selon les PCGR actuellement en vigueur au Canada et les PCGR qui étaient en vigueur aux États-Unis avant le 1^{er} novembre 2000, les instruments dérivés servant de couverture sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les gains et les pertes étant reportés et constatés au revenu de la même manière que l'élément couvert sous-jacent. En raison de cette différence, les revenus autres que d'intérêts ont été respectivement réduits de 37 \$ et de 19 \$ pour les exercices terminés le 31 octobre 2002 et 2001.

4) L'incidence de l'application des PCGR des États-Unis au total des frais autres que d'intérêts avant les frais de restructuration se traduit comme suit :

	2002	2001	2000
Augmentation (diminution)			
Options d'achat d'actions i)	47 \$	40 \$	32 \$
Frais de développement de logiciels ii)	(40)	(44)	(47)
Prestations de retraite et avantages sociaux connexes iii)	4	8	82
Amortissement des écarts d'acquisition iv)	–	62	54
Amortissement des écarts d'acquisition et autres éléments d'actif v)	(10)	(10)	(10)
Total	1 \$	56 \$	111 \$

i) Selon les PCGR des États-Unis, la juste valeur des options d'achat d'actions consenties est constatée comme charge de rémunération pendant la période au cours de laquelle les options deviennent acquises. En vertu des PCGR du Canada, nous incluons actuellement le montant du produit dans l'avoir des actionnaires lorsque les options sont levées.

ii) Conformément aux PCGR des États-Unis, certains frais liés au développement interne de logiciels doivent être capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. Selon les PCGR du Canada, seuls certains frais externes liés à des logiciels développés à l'intérieur de l'entreprise sont capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels.

iii) Selon les PCGR des États-Unis, les prestations de retraite et les autres avantages sociaux futurs sont constatés dans notre état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle les services sont rendus par nos employés. Les obligations correspondantes sont évaluées selon les taux en vigueur sur le marché. Selon les PCGR du Canada, avant le

1^{er} novembre 2000, les prestations de retraite étaient comptabilisées dans notre état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle les services étaient rendus par nos employés, les obligations correspondantes étant alors évaluées selon la meilleure estimation par la direction du taux de rendement à long terme de l'actif, alors que les autres avantages sociaux futurs étaient passés en charge à mesure que les frais correspondants étaient engagés. À compter du 1^{er} novembre 2000, nous avons adopté une nouvelle norme canadienne pour la comptabilisation des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs, qui supprime cette différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis. Lors de l'adoption de cette nouvelle norme, nous avons comptabilisé le changement qui en a découlé comme une charge imputée aux bénéficiaires non répartis. En conséquence, un ajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les sommes auparavant reportées en vertu des PCGR des États-Unis soient entièrement amorties par imputation au revenu.

iv) Le 1^{er} novembre 2001, nous avons adopté une nouvelle norme comptable sur les écarts d'acquisition, qui est identique selon les PCGR du Canada et des États-Unis. Auparavant, nous présentions la charge d'amortissement des écarts d'acquisition nette d'impôts, sur une ligne distincte dans notre état consolidé des résultats, conformément aux PCGR du Canada. Ce mode de présentation n'était pas autorisé par les PCGR des États-Unis.

v) Selon les PCGR des États-Unis, notre acquisition de Suburban Bank Corp. aurait été comptabilisée au moyen de la méthode de la fusion d'intérêts communs. En vertu des PCGR du Canada, nous avons plutôt comptabilisé cet achat au moyen de la méthode de l'acquisition, ce qui a entraîné la constatation et l'amortissement d'un écart d'acquisition et d'autres éléments d'actif incorporel correspondant à cette transaction. Depuis le 1^{er} novembre 2001, conformément aux PCGR du Canada et des États-Unis, nous n'amortissons plus les écarts d'acquisition par imputation au revenu.

5) En plus des incidences fiscales découlant des différences signalées ci-dessus, mentionnons qu'en vertu des PCGR des États-Unis, les changements de taux d'imposition n'ont aucune incidence sur le calcul des soldes de nos impôts futurs tant que les changements proposés ne sont pas devenus lois. Selon les PCGR du Canada, les changements de taux d'imposition sont pris en compte dans le calcul des soldes de nos impôts futurs lorsqu'ils sont pratiquement en vigueur.

6) Selon les PCGR des États-Unis, une garantie non liquide obtenue dans le cadre d'un prêt de titres, qu'un contrat nous autorise à vendre ou à remettre en nantissement, est comptabilisée comme un élément d'actif dans notre bilan consolidé; un élément de passif correspondant à l'obligation de remettre la garantie est aussi comptabilisé. Selon les PCGR du Canada, ni la garantie ni l'obligation correspondante ne sont constatées dans notre bilan consolidé. En raison de cette différence, les valeurs mobilières et les autres éléments de passif ont été respectivement augmentés de 2 399 \$ au 31 octobre 2002 et de 740 \$ au 31 octobre 2001.

7) Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, nous avons vendu notre investissement dans Bancomer et nous avons porté des pertes de conversion de 99 \$ aux revenus autres que d'intérêts, conformément aux PCGR du Canada. Selon les PCGR des États-Unis, nous avons porté des pertes de conversion de 18 \$ au revenu net, déduction faite du montant de 81 \$ déjà porté au revenu net au cours des exercices terminés le 31 octobre 1999, 1998 et 1997. En raison de cette différence, les revenus autres que d'intérêts ont été augmentés de 81 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001.

8) Comprend un rajustement cumulatif de l'avoir des actionnaires découlant des différences dans les PCGR de l'exercice courant et des exercices antérieurs.

Modifications futures des principes comptables des États-Unis

Le Financial Accounting Standards Board a proposé une interprétation concernant la consolidation des entités ad hoc, qui devrait être conforme au projet de note d'orientation élaborée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés dont il est question à la note 7. Par conséquent, nous ne prévoyons pas que ceci créera une nouvelle différence entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis.

Le Financial Accounting Standards Board a proposé une interprétation concernant la mesure et la divulgation des garanties. Selon cette interprétation, les entreprises seraient tenues de comptabiliser un élément de passif égal à la juste valeur de leurs obligations découlant de certaines garanties. L'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié un projet de note d'orientation sur la divulgation des garanties, mais elle ne traite pas de la constatation de garanties similaires dans les états financiers consolidés. Nous prévoyons que ceci créera une nouvelle différence entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis. Nous étudions actuellement l'interprétation proposée afin d'en déterminer l'incidence sur nos états financiers consolidés.

FILIALES DE LA BANQUE

Sociétés dans lesquelles la Banque détient plus de 50 % des actions avec droit de vote, émises et en circulation	Siège social	Pourcentage des actions avec droit de vote détenues par la Banque	Valeur comptable des actions ordinaires et privilégiées détenues par la Banque (en millions de \$ CA)
Bank of Montreal Assessoria e Serviços Ltda.	Rio de Janeiro, Brésil	100	–
Bank of Montreal Capital Markets (Holdings) Limited	Londres, Angleterre	100	91
BMO Nesbitt Burns Limited (U.K.)	Londres, Angleterre	100	
Bank of Montreal Holding Inc.	Calgary, Canada	100	10 085
Bank of Montreal Insurance (Barbados) Limited	Bridgetown, La Barbade	100	
Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée	Toronto, Canada	100	
Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée et filiales	Montréal, Québec	100	
BMO Holding Finance, LLC	Wilmington, États-Unis	100	
BMO Investments Limited et filiales	Hamilton, Bermudes	100	
BMO Nesbitt Burns Trading Corp. S.A.	Münsbach, Luxembourg	100	
BMO Service Inc.	Calgary, Canada	100	
Bank of Montreal Ireland plc	Dublin, Irlande	100	1 393
Bankmont Financial Corp.	Wilmington, États-Unis	100	5 792
BMO Financial, Inc.	Wilmington, États-Unis	100	
BMO Global Capital Solutions, Inc.	Wilmington, États-Unis	100	
BMO Managed Investments Corp.	Chicago, États-Unis	100	
BMO Nesbitt Burns Corp.	Chicago, États-Unis	100	
BMO Nesbitt Burns Equity Group (U.S.), Inc. et filiales	Chicago, États-Unis	100	
BMO Nesbitt Burns Financing, Inc.	Chicago, États-Unis	100	
EFS (U.S.), Inc. et filiales	Chicago, États-Unis	100	
Harris Bancorp Insurance Services, Inc.	Chicago, États-Unis	100	
Harris Bankcorp, Inc. et filiales	Chicago, États-Unis	100	
Harris Investor Services, LLC	Wilmington, États-Unis	100	
Harris InvestorLine, Inc.	Chicago, États-Unis	100	
Harris Trust Company	Seattle, États-Unis	100	
Harris Trust/Bank of Montreal	West Palm Beach, États-Unis	100	
BMO Compagnie d'assurance-vie	Toronto, Canada	100	15
BMO Corporation d'investissement en capital	Toronto, Canada	100	72
BMO Investments Inc.	Toronto, Canada	100	76
BMO Ireland Finance Company	Dublin, Irlande	100	663
BMO Ligne d'action Inc.	Toronto, Canada	100	45
BMO (N.S.) Holdings Co.	Halifax, Canada	100	1 209
BMO (U.S.) Finance, LLC	Wilmington, États-Unis	100	
dealerAccess Inc.	Wilmington, États-Unis	100	3
autoAccès Canada Inc.	Toronto, Canada	100	
Groupe de Fonds Guardian Ltée	Toronto, Canada	100	190
Lakeshore Funding Company, LLC	Wilmington, États-Unis	100	762
MyChoice Inc.	Toronto, Canada	80	–
Partenaires en capital BMO-Nesbitt Burns Inc.	Toronto, Canada	100	85
Société de fiducie Banque de Montréal	Toronto, Canada	100	32
Société de financement Banque de Montréal Ltée	Toronto, Canada	50,01	12
Société hypothécaire Banque de Montréal	Calgary, Canada	100	1 994
Solutions-crédit internationales Banque de Montréal Ltée	Calgary, Canada	100	13

La liste ci-dessus fait état des sociétés que nous détenons directement et des sociétés que chaque filiale détient directement, donc de toutes nos principales sociétés en exploitation. La valeur comptable de chacune des sociétés précitées représente la valeur totale des actions ordinaires et des actions privilégiées que nous détenons.

Nous détenons 100 % des actions sans droit de vote en circulation de nos filiales, à l'exception de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée (SMBMCL), dont nous détenons 95,35 % des actions sans droit de vote en circulation.

MEMBRES DU CONSEIL DE GESTION

au 1^{er} janvier 2003

F. Anthony Comper*

Président du conseil
et chef de la direction

William A. Downe*

Président du conseil délégué,
BMO Groupe financier
Chef de la direction,
BMO Nesbitt Burns
Chef du groupe
Services d'investissement

Groupe Services d'investissement

Yvan J.P. Bourdeau*

Président et chef de l'exploitation
BMO Nesbitt Burns

Ellen M. Costello

Première directrice générale
Titrisation et crédit
Gestion de placements

David R. Hyma

Vice-président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Chef des marchés financiers

L. Jacques Ménard

Président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Président
BMO Groupe financier, Québec

Tom V. Milroy

Vice-président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Chef du secteur Investissements
et services aux grandes entreprises

Eric C. Tripp

Vice-président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Chef des Opérations sur actions

Groupe Gestion privée

Gilles G. Ouellette*

Président et chef de la direction

Barry M. Cooper

Président du conseil et chef
de la direction, Jones Heward
Chef des activités liées
aux fonds d'investissement

Sherry S. Cooper

Vice-présidente à la direction
Stratégie d'économie mondiale

Dean Manjuris

Chef du secteur Services
de courtage traditionnels
Président et administrateur
Direction de la Gestion privée
BMO Nesbitt Burns

Graham T. Parsons

Vice-président à la direction
Services bancaires privés

William E. Thonn

Vice-président à la direction
BMO Harris Private Banking

Harris Bankcorp, Inc.

Franklin J. Techar*

Président et chef de la direction
Harris Bankcorp, Inc.
Harris Trust & Savings Bank
(Chicago)

Louis F. Lanwermyer

Vice-président à la direction
Marketing et
mise au point de produits

Edward W. Lyman, Jr.

Vice-président du conseil

Robert W. Pearce*

Président et chef de la direction
Groupe Particuliers et entreprises

Groupe Particuliers et entreprises

Maurice A.D. Hudon

Président
Services aux particuliers
et chef, Produits

Robert L. McGlashan

Vice-président à la direction
Moyennes entreprises

Kathleen M. O'Neill

Vice-présidente à la direction
Marché de la PME et
chef, Ventes et marketing

Pamela J. Robertson

Vice-présidente à la direction
Ventes et service à la clientèle
Direction de l'Ontario

Robert J. Tetley

Vice-président à la direction
Services de distribution

Ronald G. Rogers*

Président du conseil délégué
Gestion globale des risques
et du portefeuille

Gestion globale des risques et du portefeuille

Neil R. Macmillan

Vice-président à la direction
et chef de la gestion des risques
Groupe Services d'investissement

Michel G. Maila

Vice-président à la direction
et chef de la gestion globale
des risques

Colin D. Smith

Vice-président à la direction
et chef de la gestion des risques
Groupe Particuliers et entreprises
et groupe Gestion privée

Lloyd F. Darlington*

Président et chef de la direction
Technologie et solutions
et chef des Affaires électroniques

Technologie et solutions

Barry K. Gilmour

Chef d'entité délégué
et chef de l'exploitation

Marnie J. Kinsley

Vice-présidente à la direction
Affaires électroniques

Karen E. Maidment*

Vice-présidente à la direction
et chef des Finances

Finances et Services juridiques

Timothy J. O'Neill

Vice-président à la direction
et économiste en chef

Ronald B. Sirkis

Vice-président à la direction
Fiscalité et conseiller général

Penelope F. Somerville

Vice-présidente à la direction
et trésorière

Rose M. Patten*

Vice-présidente à la direction
Ressources humaines
et chef du Bureau de gestion
stratégique

Angela Ferrante

Première vice-présidente
Communications

*Membres du Comité directeur du Conseil de gestion

MEMBRES HONORAIRES DU CONSEIL

Charles F. Baird

Bethesda, Maryland, É.-U.

Ralph M. Barford

Toronto, Ontario

Matthew W. Barrett, O.C., LL.D.

Londres, Angleterre

Peter J.G. Bentley, O.C., LL.D.

Vancouver, Colombie-Britannique

Claire P. Bertrand

Montréal, Québec

Frederick S. Burbidge, O.C.

Frelighsburg, Québec

Pierre Côté, C.M.

Québec, Québec

C. William Daniel, O.C., LL.D.

Toronto, Ontario

Nathanael V. Davis

Osterville, Massachusetts, É.-U.

Graham R. Dawson

Vancouver, Colombie-Britannique

Louis A. Desrochers, C.M., c.r.

Edmonton, Alberta

A. John Ellis, O.C., LL.D., O.S.L.

Vancouver, Colombie-Britannique

John F. Fraser, O.C., LL.D.

Winnipeg, Manitoba

Thomas M. Galt

Toronto, Ontario

J. Peter Gordon, O.C.

Mississauga, Ontario

Richard M. Ivey, C.C., c.r.

London, Ontario

L'honorable

Betty Kennedy, O.C., LL.D.

Milton, Ontario

David Kinnear

Toronto, Ontario

Ronald N. Mannix

Calgary, Alberta

Robert H. McKercher, c.r.

Saskatoon, Saskatchewan

Eric H. Molson

Montréal, Québec

William D. Mulholland, LL.D.

Georgetown, Ontario

Jerry E.A. Nickerson

North Sydney, Nouvelle-Écosse

Lucien G. Rolland, O.C.

Montréal, Québec

Mary Alice Stuart, C.M., O.ONT., LL.D.

Toronto, Ontario

Lorne C. Webster, C.M.

Montréal, Québec

Acceptation bancaire

Lettre de change ou autre effet négociable tiré par un emprunteur pour paiement à l'échéance et qui est accepté par une banque. L'acceptation constitue une garantie de paiement de la banque et l'effet ainsi accepté peut être négocié sur le marché monétaire. La banque qui offre cette garantie perçoit une commission d'acceptation.

Actif sous administration et actif sous gestion

Actif administré ou géré par une institution financière et appartenant effectivement à des clients; cet actif n'est donc pas inscrit au bilan de l'institution financière qui l'administre ou le gère.

Couverture

Technique de gestion des risques utilisée pour neutraliser ou gérer les risques liés aux taux d'intérêt, aux devises, aux titres de participation et au crédit.

Évaluation par référence au marché

Valeur, à la date du bilan, des titres et des instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation, calculée au prix du marché.

Instrument financier dérivé

Contrat dont la valeur est «dérivée» de taux d'intérêt ou de change, ou de cours d'actions ou de produits de base. L'utilisation de cet instrument permet de transférer, de modifier ou de réduire les risques existants ou prévus résultant de fluctuations des taux ou des cours.

Instrument financier hors bilan

Élément d'actif ou de passif non inscrit au bilan mais pouvant éventuellement produire des flux de trésorerie positifs ou négatifs dans l'avenir. Divers produits offerts aux clients peuvent être classés comme étant hors bilan. Ils appartiennent à deux catégories générales : i) les dispositions relatives au crédit, qui fournissent une protection de liquidité aux clients, et ii) les instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture.

Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie

Le BSIF autorise les banques à émettre des instruments qui se qualifient comme instruments «novateurs» inclus dans le capital de première catégorie. Pour se qualifier, ces instruments doivent être émis par l'entremise d'une entité ad hoc; ils doivent être de nature permanente et être exempts de toute charge fixe. En outre, la banque doit en éponger toutes les

pertes et doit les comptabiliser dans la part des actionnaires sans contrôle. Les instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie ne doivent pas constituer plus de 15 % du capital net de première catégorie, et la somme de ces instruments et des actions privilégiées perpétuelles ne peut excéder 25 % du capital net de première catégorie.

Montant nominal de référence

Capital utilisé pour calculer les intérêts et autres paiements des instruments financiers dérivés. Le montant de capital ne change pas de main selon les modalités des instruments dérivés, sauf dans les cas de swaps de devises.

Moyenne de l'actif productif

Solde moyen quotidien ou mensuel des dépôts à d'autres banques, des prêts et des valeurs mobilières, pour une période d'un an.

Opérations à terme et contrats à terme d'instruments financiers

Ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'une certaine devise, d'un certain produit de base, titre de participation ou instrument financier, à une date ultérieure et à un prix convenus. Les opérations à terme sont des contrats sur mesure négociés sur le marché hors cote. Les contrats à terme sont négociés selon des montants standardisés sur des marchés réglementés et font l'objet de marges de sécurité quotidiennes.

Option

Entente contractuelle donnant au détenteur le droit mais non l'obligation d'acheter ou de vendre un montant déterminé de devises, de produits de base, de titres de participation ou d'instruments financiers à un prix établi, à une date fixe ultérieure ou à n'importe quel moment d'une période fixe ultérieure.

Point de base

Le point de base équivaut à un centième de point.

Prêts douteux

Prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus.

Provision pour créances irrécouvrables

Charge imputée aux revenus, d'un montant jugé adéquat par la direction pour couvrir toute insuffisance dans les portefeuilles de prêts, vu la composition de ces portefeuilles, la probabilité de défaut des emprunteurs, la conjoncture économique et la réserve pour créances irrécouvrables déjà établie.

Ratios de capital réglementaire

Pourcentage de l'actif rajusté en fonction du risque par rapport au capital, tel qu'il est défini par le BSIF, conformément aux normes de la Banque des règlements internationaux (BRI) régissant le niveau des fonds propres à risque. Ces ratios sont appelés ratio de capital de première catégorie et ratio de capital de deuxième catégorie. Le ratio de capital de première catégorie est considéré comme étant de nature plus permanente. Il comprend les actions ordinaires et toutes les actions privilégiées non cumulatives admissibles, moins les écarts d'acquisition non amortis. Le capital de deuxième catégorie comprend les autres actions privilégiées, les débetures subordonnées et la réserve générale, dans certaines limites prescrites. Le ratio de l'actif aux fonds propres est l'actif rajusté divisé par le capital total.

Réserve pour créances irrécouvrables

Montant jugé adéquat par la direction pour couvrir toute insuffisance dans les portefeuilles de prêts. Les réserves pour créances irrécouvrables peuvent être spécifiques ou générales et sont comptabilisées au bilan en déduction des prêts.

Swap

Entente contractuelle entre deux parties portant sur l'échange d'une série de flux de trésorerie. Dans les swaps de taux d'intérêt, les contreparties échangent généralement des paiements d'intérêts à taux fixe et à taux flottant, en fonction d'un montant nominal de référence exprimé en une seule devise. Dans les cas de swaps simultanés de taux et de devises, des montants de capital et des paiements d'intérêts à taux fixe et flottant sont échangés dans des devises différentes.

Titres mis en pension

Titres vendus, avec l'engagement par le vendeur de les racheter à un prix et à une date ultérieure déterminés. Ces titres permettent un financement à faible coût.

Titres pris en pension

Titres achetés, notamment des obligations d'État, avec l'engagement par l'acheteur de les revendre au vendeur d'origine à un prix et à une date ultérieure déterminés. Ces titres constituent des prêts dont le coût et le risque sont peu élevés.

Autres définitions énoncées dans l'analyse de la direction

	page
Base d'imposition comparable (bic)	19
Marge	Voir marge nette d'intérêts
Marge nette d'intérêts	20
Mesures avant amortissement	16
Profit économique net (PEN)	17
Ratio de capital de première catégorie	35
Ratio des frais aux revenus	22
Rendement de l'avoir des actionnaires (RAA)	17
Rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA)	15
Résultat par action (RPA)	16
Revenu de négociation	21
Revenu net d'intérêts	20
Titrisation	25

Définitions relatives au risque énoncées dans l'analyse de la direction

Capital à risque (CaR)	28
Risque de crédit	28
Risque de liquidité et de financement	32
Risque de marché	30
Risque d'exploitation	34
Risque lié à la valeur marchande	30
Risque stratégique	28
Valeur à risque (VAR)	30
Volatilité du revenu net	30

SOMMAIRE À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Renseignements sur les actions ordinaires négociées en 2002

Bourses – marché primaire	Symbole	Cours au 31 octobre 2002	Haut	Bas	Volume total
Toronto	BMO	38,10 \$	40,65 \$	31,00 \$	362,6 millions
New York	BMO	24,59 \$US	26,05 \$US	19,50 \$US	11,1 millions

Dividendes par action déclarés au cours de l'exercice

Émission ou catégorie	Symbole	Actions en circulation au 31 octobre 2002	2002	2001	2000	1999	1998
Actions ordinaires a)	BMO	492 504 878	1,20 \$	1,12 \$	1,00 \$	0,94 \$	0,88 \$
Actions privilégiées, catégorie A							
Série 4 b)		–	–	– \$	– \$	1,87 \$	2,25 \$
Série 5 c)		–	–	– \$	– \$	522,26 \$	19 062,50 \$
Actions privilégiées, catégorie B							
Série 1 d)		–	–	0,57 \$	2,25 \$	2,25 \$	2,25 \$
Série 2 e)		–	–	1,28 \$US	1,69 \$US	1,69 \$US	1,69 \$US
Série 3	BMO F	16 000 000	1,39 \$	1,39 \$	1,39 \$	1,39 \$	1,39 \$
Série 4 f)	BMO G	8 000 000	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$	0,90 \$
Série 5 f)	BMO H	8 000 000	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$	0,99 \$
Série 6 f)	BMO I	10 000 000	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$	0,63 \$
Série 10 g)	BMO V	12 000 000	1,39 \$US	–	–	–	–

- a) Les dividendes sur les actions ordinaires ont été retraités pour faire état de la distribution d'actions à raison de deux contre une, effectuée en mars 2001.
 b) Les actions privilégiées de catégorie A de la série 4 ont été rachetées le 24 septembre 1999.
 c) Les actions privilégiées de catégorie A de la série 5 ont été rachetées le 5 décembre 1998.
 d) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 1 ont été rachetées le 26 février 2001.
 e) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 2 ont été rachetées le 27 août 2001.
 f) Les séries 4 et 5 des actions privilégiées de catégorie B ont été émises en février 1998, et la série 6, en mai 1998.
 g) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 10 ont été émises en décembre 2001.

Dates relatives aux dividendes de l'an 2003

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

Actions ordinaires et privilégiées – Date d'inscription pour les dividendes	Actions privilégiées – Date de versement	Actions ordinaires – Date de versement
12 février	25 février	27 février
7 mai	26 mai	29 mai
6 août	25 août	28 août
12 novembre	25 novembre	27 novembre

La Loi sur les banques interdit à une banque de déclarer ou de verser un dividende qui contrevient ou contreviendrait aux règlements sur la suffisance du capital. À l'heure actuelle, cette restriction n'empêche pas le versement de dividendes sur les actions ordinaires ou privilégiées de la Banque.

Services administratifs aux actionnaires

La Société de fiducie Computershare du Canada, qui compte des bureaux à Halifax, Montréal, Toronto, Winnipeg, Calgary et Vancouver, fait office d'agent des transferts et d'agent comptable des registres dans le cas des actions ordinaires et privilégiées. Par ailleurs, la Computershare Investor Services PLC et la Computershare Trust Company of New York font office d'agents des transferts et d'agents comptables des registres dans le cas des actions ordinaires négociées à Londres et à New York, respectivement.

Les actionnaires qui désirent obtenir des renseignements sur les dividendes, modifier leurs données d'inscription, signaler un changement d'adresse, une perte de certificat ou un transfert de succession, ou nous aviser de l'envoi en double de documents de la Banque sont priés

de communiquer avec l'agent des transferts et agent comptable des registres, par téléphone au 1 800 332-0095 (Canada et États-Unis) ou au (514) 982-7800 (international), par écrit à l'adresse suivante : Société de fiducie Computershare du Canada, 100 University Avenue, 9th Floor, Toronto, Ontario M5J 2Y1, par courrier électronique à : caregistryinfo@computershare.com ou par télécopieur au 1 888 453-0330 (Canada et États-Unis) ou au (416) 263-9394 (international).

Pour toute autre question touchant les actionnaires, veuillez vous adresser aux Relations avec les actionnaires du Secrétariat général de la Banque, 1 First Canadian Place, 21st Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1; adresse électronique : corp.secretary@bmo.com téléphone : (416) 867-6785, télécopieur : (416) 867-6793.

Marchés des titres de la Banque

Les actions ordinaires de la Banque sont cotées aux bourses de Toronto et de New York. Les actions privilégiées de la Banque sont cotées à la Bourse de Toronto.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Le Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions permet aux titulaires d'actions ordinaires et d'actions privilégiées de réinvestir les dividendes au comptant dans des actions ordinaires de la Banque, sans commission ni frais de gestion.

Il leur offre en outre la possibilité d'acheter au comptant d'autres actions ordinaires, jusqu'à concurrence de 40 000 \$ par exercice. La Société de fiducie Computershare du Canada et le Service des relations avec les

actionnaires sont à la disposition des intéressés pour les renseigner sur ce régime.

Dépôt direct des dividendes

Les actionnaires peuvent faire déposer directement leurs dividendes à un compte domicilié dans n'importe quelle institution financière du Canada dotée d'un système de transfert électronique de fonds.

Investisseurs institutionnels et analystes de recherche

Les investisseurs institutionnels et les analystes de recherche qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent faire parvenir leur demande par écrit au premier vice-président, Relations avec les investisseurs, 1 First Canadian Place, 18th Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1. Ils peuvent aussi faire leur demande par courrier électronique au : investor.relations@bmo.com, par téléphone (416) 867-6656 ou par télécopieur (416) 867-3367, ou visiter notre site Internet : www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Renseignements généraux

Pour connaître les nouvelles concernant la Banque de Montréal et ses initiatives ou pour vous procurer d'autres exemplaires du Rapport annuel, veuillez communiquer avec le groupe Communications, 105, rue Saint-Jacques, Édifice de Maisonneuve, 1^{er} étage, Montréal (Québec) H2Y 1L6, ou visiter le site www.bmo.com (English edition of the Annual Report available on request.)

Assemblée annuelle

L'Assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 25 février 2003, à 9 h 30 (heure normale de l'Est), à l'hôtel Fairmont Château Laurier, à Ottawa, Ontario, Canada.

Rémunération des vérificateurs nommés par les actionnaires

Pour connaître la rémunération des vérificateurs nommés par les actionnaires, veuillez vous reporter à la page 5 de la circulaire de sollicitation de procurations pour l'Assemblée annuelle qui aura lieu le 25 février 2003.

www.bmo.com/rapportannuel2002

Renseignements

Le présent Rapport annuel 2002 de BMO Groupe financier est publié sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com. Pour en obtenir une version imprimée, veuillez vous adresser au groupe Communications, à l'adresse suivante :

105, rue Saint-Jacques
Édifice de Maisonneuve
1^{er} étage
Montréal (Québec)
H2Y 1L6
(English edition available on request)

Renseignements généraux

Pour connaître les nouvelles concernant l'organisation et ses initiatives, veuillez communiquer avec le groupe Communications. Les communiqués de BMO Groupe financier sont publiés sur son site Web, à l'adresse www.bmo.com.

Services aux actionnaires

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes, modifier des données d'inscription, signaler un changement d'adresse, une perte de certificat ou un transfert de succession, ou pour nous aviser de l'envoi en double de documents, veuillez communiquer par téléphone avec l'agent des transferts et agent comptable des registres de la Banque de Montréal, au 1 800 332-0095 (Canada et États-Unis) ou au (514) 982-7800 (international), ou par écrit à l'adresse suivante :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ontario M5J 2Y1

Assemblée annuelle

L'Assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 25 février 2003 à 9 h 30 (heure normale de l'Est) au Fairmont Château Laurier, à Ottawa, Ontario, Canada.

MC/MD Marque de commerce et marque déposée de la Banque de Montréal
MD[®] Nesbitt Burns est une marque déposée de la Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.
MC1/MD1 Marque de commerce et marque déposée de la Harris Trust and Savings Bank
MC2 Marque de commerce de Credit Suisse Group
MC3 Marque de commerce de myCFO, Inc.
MD2 Marque déposée de Moody's Investors Services Inc.

MD3 Marque déposée de Standard & Poor's Corporation
MD4 Marque déposée de MasterCard International Inc.
MD5 Marque déposée de Dow Jones & Company, Inc.
MC4 Marque de commerce de autoAccès Canada Inc.
MD6 Marque déposée de Morgan Stanley Dean Witter & Co.
MC5 Marque de commerce de la Corporation Solutions Moneris